

Perspectives économiques régionales

Afrique subsaharienne

Préserver la croissance dans un monde incertain

.....



10012

Études économiques et financières

Perspectives économiques régionales

Afrique subsaharienne

Préserver la croissance dans un monde incertain

.....

12

©2012 International Monetary Fund
Édition française ©2012 Fonds monétaire international

Édition française
Traduction réalisée par les services linguistiques du FMI
sous la direction de Yannick Chevalier-Delanoue
Correction : Monica Nepote-Cit et Van Tran
PAO : Fernando Sole

Cataloging-in-Publication Data

Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne. —
Washington : Fonds monétaire international, 2003—
p. ; cm. — (Études économiques et financières)

French translation of: Regional economic outlook. Sub-Saharan Africa. —
Washington, D.C. : International Monetary Fund, 2003—
v. ; cm. — (World economic and financial surveys, 0258-7440)

Twice a year.
Began in 2003.
Some issues also have thematic titles.

1. Economic forecasting — Africa, Sub-Saharan — Periodicals. 2. Africa, Sub-Saharan — Economic conditions — 1960— — Periodicals. 3. Economic development — Africa, Sub-Saharan — Periodicals. I. Title: Sub-Saharan Africa. II. International Monetary Fund. III. Series: World economic and financial surveys.

HC800.A1 R445
ISBN-13: 978-1-47551-082-9 (French)
ISBN-13: 978-1-47551-079-9 (English)

Les commandes doivent être adressées à :
International Monetary Fund, Publication Services
P.O. Box 92780, Washington, DC 20090 (U.S.A.)
Téléphone : (202) 623-7430 Télécopie : (202) 623-7201
Messagerie électronique : publications@imf.org
www.imf.org
www.elibrary.imf.org

Table des matières

Sigles et acronymes	v
Remerciements	vi
En bref	vii
1. Préserver la croissance dans un monde incertain	1
Introduction et résumé	1
Résilience face à une conjoncture incertaine	2
Analyse des scénarios à risques.....	11
Reste-t-il une marge de manœuvre en cas de besoin?	16
Recommandations	22
Conclusions	24
2. Nigéria et Afrique du Sud : retombées sur le reste de l'Afrique subsaharienne	25
Introduction et résumé.....	25
Impact de l'Afrique du Sud sur l'Afrique subsaharienne.....	28
L'impact du Nigéria sur ses voisins.....	39
Conclusions	47
3. La transformation structurelle en Afrique subsaharienne	53
Introduction et résumé.....	53
Faits stylisés.....	55
Perspectives sectorielles.....	63
Quelques obstacles à la transformation structurelle.....	66
Conclusions et perspectives	67
Appendice statistique	75
Bibliographie	103
Publications du Département Afrique du FMI, 2009–12	107
Encadrés	
1.1. Le Soudan du Sud, tout dernier membre du FMI.....	3
1.2. Dynamique de la dette dans le scénario de référence à moyen terme	7
1.3. Prix alimentaires mondiaux et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne.....	12
1.4. Les subventions énergétiques en Afrique subsaharienne : coûteuses, mal ciblées et inefficaces	17
2.1. Rôle du Nigéria et de l'Afrique du Sud dans le réseau subsaharien du commerce de marchandises... 27	
2.2. Liens entre marchés boursiers d'Afrique subsaharienne.....	34
2.3. Effets de contagion au sein de la SACU.....	36
2.4. Liens entre le Nigéria et les pays voisins dans le domaine de l'énergie	42
2.5. Commerce informel entre le Bénin et le Nigéria.....	43
3.1. La transformation structurelle en Asie	61
3.2. Emploi formel et informel.....	69
Tableaux	
1.1. Afrique subsaharienne : croissance du PIB réel.....	2
1.2. Afrique subsaharienne : autres indicateurs macroéconomiques.....	4
1.3. Afrique subsaharienne : indicateurs de solidité financière en 2011, principaux pays	8
1.4. Afrique subsaharienne : indicateurs de l'espace budgétaire	17
2.1. Afrique subsaharienne : principales sociétés non financières sud-africaines actives dans la région.....	32
2.2. Afrique subsaharienne : principaux groupes financiers sud-africains actifs dans la région	33

2.3.	Afrique subsaharienne : principaux liens avec l'Afrique du Sud, 2010.....	38
2.4.	Principales destinations des envois de fonds des expatriés au Nigéria	45
2.5.	PIB du Nigéria et des pays voisins	46
2.6.	IPC du Nigéria et des pays voisins.....	46
3.1.	Transformation structurelle des pays d'Afrique subsaharienne : croissance de la productivité et variation des parts de la production agricole, 1995–2010	56
3.2.	Transformation structurelle des pays d'Afrique subsaharienne : contribution au PIB des secteurs agricole, minier, manufacturier, tertiaire et de la construction, 1995–2010.....	58
3.3.	Caractéristiques en matière d'éducation, 2010	66
3.4.	Obstacles structurels.....	67

Graphiques

1.1.	Afrique subsaharienne : inflation alimentaire et hors alimentation	4
1.2.	Afrique subsaharienne : crédit nominal au secteur privé	5
1.3.	Afrique subsaharienne : solde budgétaire global, 2004–13	5
1.4.	Afrique subsaharienne : ratios d'endettement public, 2000–12	6
1.5.	Afrique subsaharienne : exportations et solde extérieur courant par groupes de pays.....	6
1.6.	Afrique subsaharienne : indicateurs de solidité financière.....	9
1.7.	Principales régions : croissance du PIB réel, 2008–13	10
1.8.	Principales régions : inflation 2008–13	10
1.9.	Afrique subsaharienne : perspectives de croissance, 2012–13	11
1.10.	Afrique subsaharienne : scénario défavorable.....	15
1.11.	Afrique subsaharienne : évolution de l'inflation IPC à partir de 12 mois plus tôt, fin 2012 comparé à la fin 2011	18
1.12.	Afrique subsaharienne : taux de couverture par les réserves et solde extérieur courant	19
2.1.	Afrique subsaharienne : exportations intrarégionales, 1981–2010.....	26
2.2.	Afrique subsaharienne : exportations des pays voisins vers l'Afrique du Sud.....	29
2.3.	Afrique du Sud : investissement direct à l'étranger	30
2.4.	BLNS : paiements des recettes douanières	31
2.5.	Corrélations bilatérales de production en Afrique subsaharienne.....	38
2.6.	Afrique de l'Ouest : exportations vers le Nigéria.....	39
2.7.	Importations en provenance du Nigéria.....	39
2.8.	Nombre de filiales des banques basées au Nigéria.....	41
2.9.	Proportion de la population totale ayant émigré au Nigéria.....	45
3.1.	Afrique subsaharienne : part de l'agriculture dans le PIB et l'emploi total, et PIB réel par habitant, 2010.....	54
3.2.	Productivité moyenne du travail.....	54
3.3.	Taux de croissance du PIB réel par membre de la population active, 1995–2010.....	55
3.4.	Durée moyenne de scolarisation et plus haut niveau d'éducation atteint	59
3.5.	Afrique subsaharienne : production et emploi par secteurs, 1995–2010	60
3.6.	Afrique subsaharienne : productivité du travail et variation de la part de l'emploi, 1995–2010.	62
3.7.	Asie : productivité du travail et variation de la part de l'emploi, 1995–2010.....	62
3.8.	Productivité moyenne du travail dans le secteur agricole, 1985– 2010.....	63
3.9.	Croissance de la productivité dans le secteur manufacturier et PIB réel par habitant.....	64
3.10.	Variation de la production et des exportations manufacturières et minières, 1995–2010.....	65
3.11.	Variation de la production et des exportations de services, 1995–2010.....	66
3.12.	Tanzanie : composition des exportations de biens et de services	71
3.13.	Namibie : composition des exportations de produits manufacturés.....	72
3.14.	Maurice : exportations de services et entrées d'IDE.....	73
3.15.	Kenya : contributions sectorielles à la croissance du PIB réel, 2005–11	74
3.16.	Kenya : exportations de services TIC.....	74

Sigles et acronymes

AfSS	Afrique subsaharienne
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CBN	Banque centrale du Nigéria
CEDEAO	Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CFA	Zone franc (CEMAC et UEMOA)
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
IPC	Indice des prix à la consommation
MOAN	Moyen-Orient et Afrique du Nord
NPL	Créance improductive (nonperforming loan)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PEM	<i>Perspectives de l'économie mondiale</i>
PER	<i>Perspectives économiques régionales</i>
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PPTE	Pays pauvres très endettés
RNB	Revenu national brut
SACU	Union douanière d'Afrique australe
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
VIX	Indice de volatilité du marché des options de Chicago (Chicago Board of Options Exchange Volatility Index)

Remerciements

L'édition d'octobre 2012 des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne* (PER) a été préparée par une équipe dirigée par Alfredo Cuevas et Montfort Mlachila, sous l'autorité de Séan Nolan.

L'équipe était composée de Jorge Iván Canales-Kriljenko, Emily Forrest, Rodrigo Garcia-Verdu, Cheikh Gueye, Promise Kamanga, Seok Gil Park, Gonzalo Salinas, Jon Shields, Alun Thomas, Juan Treviño et John Wakeman-Linn. Ce rapport contient aussi des contributions de Trevor Alleyne, Antonio David, Floris Fleermuys, Nikoloz Gigineishvili, Ragnar Gudmundsson, Farayi Gwenhamo, Mumtaz Hussain, Christian Jozs, Estelle Liu, Carla Macario, Calvin McDonald, Jean-Claude Nachega, Sweta Saxena, Yingying Shi, Sukhwinder Singh, Saji Thomas, Jean van Houtte, Oral Williams et Kevin Wiseman. L'équipe a bénéficié du concours de Jenny Kletzin DiBiase pour la mise en forme du rapport, de Natasha Mingos, assistée d'Anne O'Donoghue, pour la production, et de Charlotte Vazquez pour la composition. L'édition finale du rapport a été supervisée par Joe Procopio du Département des relations extérieures.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

- Dans les tableaux, un blanc indique que la rubrique correspondante est en l'occurrence «sans objet», (...) indique que les données ne sont pas disponibles, et 0 ou 0,0 indique que le chiffre est égal à zéro ou qu'il est négligeable. Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.
- – entre des années ou des mois (par exemple 2009–10 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois indiqué inclusivement; le signe / entre deux années (par exemple 2005/06) indique un exercice budgétaire (ou financier).
- Sauf indication contraire, lorsqu'il est fait référence au dollar, il s'agit du dollar des États-Unis.
- Par «point de base», on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi 25 points de base équivalent à ¼ de point (de pourcentage).

En bref

CHAPITRE 1 : PRÉSERVER LA CROISSANCE DANS UN MONDE INCERTAIN

- *Les conditions économiques de l'Afrique subsaharienne sont restées généralement robustes sur fond d'atonie de l'économie mondiale.* La plupart des pays à faible revenu ont continué de croître, encore que la sécheresse dans un grand nombre de pays du Sahel et l'instabilité politique au Mali et en Guinée-Bissau aient sapé l'activité économique. La situation est moins favorable pour beaucoup de pays à revenu intermédiaire, dont en particulier l'Afrique du Sud, qui sont plus étroitement liés aux marchés européens. L'inflation reflue, les tensions sur les prix des produits alimentaires et des carburants étant retombées après la flambée des prix survenue en 2011. Le recul de l'inflation a été particulièrement sensible en Afrique de l'Est, grâce notamment au resserrement de la politique monétaire.
- *Dans l'ensemble, les perspectives à court terme de l'Afrique subsaharienne demeurent positives et les projections laissent entrevoir un taux de croissance de 5¼ % par an sur la période 2012–13.* Une demande intérieure solide, y compris l'investissement, devrait soutenir la croissance dans un grand nombre de pays à faible revenu, tandis que le manque de dynamisme de la conjoncture extérieure freinera la croissance des pays à revenu intermédiaire qui ont des liens commerciaux étroits avec l'Europe. Étant donné que les cours mondiaux des produits de base devraient rester relativement peu élevés et que l'on prévoit une amélioration des conditions climatiques, l'inflation devrait diminuer pour s'établir à environ 8 % en 2012 et à environ 7 % en 2013. L'envolée des cours internationaux des céréales va vraisemblablement aggraver l'insécurité alimentaire par endroits et pourrait être un facteur d'inflation si elle venait à s'intensifier.
- *Les risques de dégradation se sont accrus, en raison surtout des incertitudes qui caractérisent la conjoncture économique mondiale.* Une détérioration de la conjoncture économique mondiale pourrait rapidement provoquer un repli de la croissance en Afrique subsaharienne, et l'amputer d'environ 1 % par an, l'impact effectif dépendant à la fois de l'ampleur et de la durée du ralentissement mondial. Les pays les plus touchés seraient ceux dont les exportations sont peu diversifiées et où les pouvoirs publics ont une marge d'action étroite.
- *Les choix de politique économique devraient tenir compte de la situation particulière de chaque pays.* Les décideurs devraient reconstituer les marges de manœuvre budgétaires et extérieures si elles sont encore faibles et si la croissance est aussi robuste que prévu dans le scénario de référence. Si l'activité économique mondiale devait connaître un ralentissement prononcé, avec des répercussions sur l'Afrique subsaharienne, il serait impératif d'éviter une contraction budgétaire procyclique tant que les déficits accrus peuvent être financés. Un grand nombre de pays seront en mesure de gérer un ralentissement, en combinant mesures budgétaires, monétaires et de taux de change — le dosage adéquat étant déterminé par la nature du régime de change, la capacité du pays à financer des déficits accrus et sa situation sur le front de l'inflation.

CHAPITRE 2 : NIGÉRIA ET AFRIQUE DU SUD : RETOMBÉES SUR LE RESTE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- *Les liens entre l'Afrique du Sud et le reste de l'Afrique subsaharienne se développent régulièrement, mais c'est surtout au sein de l'Afrique australe qu'ils atteignent une échelle significative.* Les pays membres de

l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) et de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) bénéficient de retombées sous forme de demande d'exportations, d'investissements directs et, dans certains cas, de flux migratoires, encore que ces effets soient généralement modestes. Il semblerait que les évolutions observées en Afrique du Sud n'aient qu'un impact minime sur le reste de l'Afrique subsaharienne.

- *Le Nigéria n'est un marché d'exportation important que pour un petit nombre de ses voisins immédiats, mais ses liens financiers avec des pays plus éloignés se multiplient à mesure que les banques basées au Nigéria déploient leurs activités dans toute la région.* La porosité des frontières favorise des flux d'échanges complexes au niveau sous-régional, qui sont fortement influencés par les politiques du Nigéria en matière de fiscalité et de subventions. L'inflation des pays limitrophes est sensible à l'évolution de l'inflation au Nigéria.

CHAPITRE 3 : TRANSFORMATION STRUCTURELLE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- *Depuis 1995, on observe un certain degré de transformation structurelle, mesuré par la migration des travailleurs des secteurs et activités à faible productivité moyenne vers les secteurs et activités à forte productivité moyenne, dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne.* À cet égard, la région est marquée par une forte hétérogénéité. La plupart des pays producteurs de pétrole ont connu une hausse soutenue de la productivité moyenne du travail par le biais de retombées dans le secteur non pétrolier. Dans la plupart des pays à revenu intermédiaire, le schéma de transformation structurelle est caractérisé par une croissance positive de la productivité moyenne du travail dans le secteur agricole ainsi que par un recul de la part de l'agriculture dans le PIB total. Dans la plupart des pays à faible revenu non fragiles, la croissance de la productivité moyenne est positive, mais elle est encore faible par rapport aux pays à revenu intermédiaire et aux autres régions. En revanche, on ne relève presque aucune transformation structurelle d'envergure dans la plupart des États fragiles, qui ont en général enregistré une croissance faible et irrégulière.
- *Le chemin de la transformation structurelle semble varier d'un pays à l'autre en Afrique subsaharienne.* En fonction de leurs dotations en ressources naturelles et des qualifications de la main-d'œuvre, entre autres facteurs, certains pays d'Afrique subsaharienne pourraient suivre l'exemple de l'Asie en développant une industrie manufacturière à bas salaires, alors que dans d'autres pays, la transformation pourrait s'opérer par le biais des services et dans d'autres encore par une mutation du secteur agricole. Quelle que soit la trajectoire suivie, la transformation structurelle de la région pourrait être accélérée en augmentant la croissance de la productivité agricole, ce qui nécessite davantage d'investissements dans le secteur, ainsi qu'en réduisant l'inadéquation des qualifications au marché du travail, en améliorant le climat de l'investissement et en faisant disparaître les goulets d'étranglement infrastructurels.

1. Préserver la croissance dans un monde incertain

INTRODUCTION ET RÉSUMÉ

La croissance est restée généralement robuste en Afrique subsaharienne sur fond d'atonie de l'économie mondiale. Selon les projections, la production régionale devrait augmenter d'au moins 5 % en 2012–13, c'est-à-dire à peu près autant qu'en 2010–11. Cela dit, les résultats varient sensiblement d'un pays à l'autre, la plupart des pays à faible revenu affichant une expansion solide tandis que la croissance ralentit dans les pays à revenu intermédiaire dont l'évolution suit celle de l'économie mondiale et dans certains pays touchés par la sécheresse et l'instabilité politique. Des risques de dégradation pèsent sur les perspectives régionales en raison de l'incertitude qui caractérise la conjoncture économique mondiale. L'analyse de plusieurs scénarios défavorables conduit à penser que, à moins d'un effondrement des marchés comparable à celui qui a suivi la faillite de Lehman Brothers, un ralentissement de l'activité mondiale freinerait la croissance de la région, sans toutefois la remettre en cause.

Les perspectives à court terme de l'économie mondiale se sont dégradées au cours de ces six derniers mois, car la reprise économique des pays avancés a été mise à mal par de nouveaux revers et une accentuation des incertitudes. Les projections du FMI pour la croissance mondiale en 2012–13 ont été revues à la baisse depuis l'édition d'avril 2012 de ce rapport; elles tablent maintenant sur une croissance de 3,6 % en 2013, contre 4,1 % auparavant. L'incertitude concernant les perspectives économiques mondiales est élevée; elle tient en tout premier lieu au double risque d'intensification des tensions dans la zone euro et de durcissement prononcé de la politique budgétaire aux États-Unis.

Dans ce contexte, l'Afrique subsaharienne continue de connaître une croissance relativement forte et est

en bonne voie pour enregistrer un taux de croissance d'environ 5¼ % par an en 2012–13, c'est-à-dire un rythme semblable à celui de 2010–11. La plupart des pays à faible revenu participent à cette expansion, même si la sécheresse a ralenti l'activité dans un grand nombre de pays du Sahel et que l'instabilité politique a sapé les perspectives de croissance au Mali et en Guinée-Bissau. La situation est moins favorable pour beaucoup de pays à revenu intermédiaire qui sont plus étroitement liés aux marchés européens; en Afrique du Sud, la croissance économique devrait descendre à environ 2½ % en 2012, et elle devrait ralentir aussi sensiblement dans un grand nombre d'autres pays.

L'inflation a ralenti dans la région en 2012 sous l'effet d'une baisse de l'inflation des prix des produits alimentaires et des carburants après la flambée de 2011; le coup de frein a été le plus marqué en Afrique de l'Est, où un durcissement prononcé de la politique monétaire a été nécessaire pour inverser les effets de l'envolée des prix de 2011. La forte hausse récente des cours mondiaux des céréales pourrait altérer, au moins en partie, le repli prévu de l'inflation, même s'il est assez probable que les effets de ce qui devrait être une flambée provisoire des prix seront contenus dans la plus grande partie de la région, ne serait-ce que parce que le prix du riz, produit alimentaire de base importé le plus important pour l'Afrique subsaharienne, n'a guère varié. Cela dit, l'envolée des cours mondiaux va vraisemblablement accroître les tensions dans les pays/sous-régions où les récoltes sont mauvaises.

Une détérioration de la conjoncture économique mondiale pourrait rapidement provoquer un repli de la croissance en Afrique subsaharienne. On estime qu'un ralentissement de l'activité mondiale se traduirait vraisemblablement par une diminution du taux de croissance régionale d'environ 1 % par an, selon l'ampleur et la durée du ralentissement. L'effet pourrait être plus prononcé dans certains pays, en particulier ceux dont les exportations sont peu diversifiées et où les marges de manœuvre des pouvoirs publics sont faibles.

Ce chapitre a été rédigé par Montfort Mlachila, Seok Gil Park et Juan Treviño, avec le concours d'Emily Forrest et de Promise Kamanga en matière de recherche et de Jenny DiBiase pour la mise en forme.

La plupart des pays subsahariens ont rebondi au lendemain de la Grande Récession, mais beaucoup d'entre eux mettent du temps à rétablir leurs positions budgétaires fragilisées par la récession. Si la croissance reste aussi robuste que prévu, les décideurs des économies en expansion rapide devraient entreprendre de reconstituer les marges de manœuvre sur le plan budgétaire et extérieur, tout en tenant compte des arbitrages à effectuer quant au niveau de l'investissement public. L'un des moyens de renforcer les positions budgétaires consisterait à prendre des initiatives pour réduire les subventions énergétiques coûteuses et mal ciblées.

Si l'économie mondiale devrait connaître un ralentissement prononcé, avec des répercussions sur l'Afrique subsaharienne, les décideurs économiques de nombreux pays n'auraient guère de marge de manœuvre pour y faire face. Il est impératif d'éviter une contraction budgétaire procyclique si le dérapage du déficit peut être financé; des financements extérieurs publics, d'origine bilatérale ou multilatérale, pourraient être nécessaires pour aider les pays à faible revenu soumis à de fortes contraintes de financement en raison de la baisse des recettes budgétaires et d'exportation. Mais il y a aussi beaucoup de pays qui seraient en mesure de gérer un ralentissement, en combinant mesures budgétaires, monétaires et de taux de change — le dosage adéquat étant déterminé par la nature du régime de change, la capacité du pays à financer des déficits accrus et sa situation sur le front de l'inflation.

PRÉSENTATION DU SOUDAN DU SUD

Cette édition des *Perspectives économiques régionales* est la première à inclure le Soudan du Sud, ce qui porte le nombre de pays couverts à 45 (encadré 1.1). Le Soudan du Sud, qui a proclamé son indépendance le 9 juillet 2011, est devenu le 188^e membre du FMI le 18 avril 2012. Sur le plan économique, le Soudan du Sud contribue à raison d'environ 1 % au PIB total de l'Afrique subsaharienne (à parité de pouvoir d'achat — PPA); les données disponibles sont toutefois incomplètes, ce qui rend d'autant plus difficile toute analyse.

RÉSILIENCE FACE À UNE CONJONCTURE INCERTAINE

En 2012, la croissance économique se poursuit à un rythme soutenu en Afrique subsaharienne, où la production globale devrait progresser d'environ 5¼ % en 2012 et en 2013. Les projections de croissance n'ont été que légèrement révisées à la baisse par rapport à l'édition d'avril 2012 de ce rapport, mais les risques qui pèsent sur les perspectives économiques se sont accentués en raison du regain d'incertitude au niveau mondial. La poussée d'inflation en Afrique de l'Est a été pour la plupart jugulée et les perspectives d'inflation pour la région sont généralement favorables, même s'il est possible que les prix des denrées alimentaires augmentent dans un certain nombre de pays.

ÉVOLUTION RÉCENTE

L'activité économique s'est maintenue à un bon niveau dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, encore que la croissance ait ralenti dans plusieurs pays à revenu intermédiaire (tableau 1.1). Tandis que les exportations fléchissaient dans un grand nombre de pays, la demande intérieure est devenue une solide source de croissance, aidée en cela par les investissements publics et privés — liés dans plusieurs cas à la production de ressources naturelles. Les politiques macroéconomiques sont

Tableau 1.1. Afrique subsaharienne : croissance du PIB réel
(Variation en pourcentage)

	2004–08	2009	2010	2011	2012	2013
Afrique subsaharienne (total)¹	6,5	2,8	5,3	5,2	5,3	5,3
<i>Dont :</i>						
Pays exportateurs de pétrole ¹	8,6	5,1	6,6	6,3	6,7	6,0
Pays à revenu intermédiaire ²	5,0	-0,6	3,8	4,5	3,4	3,8
<i>Dont : Afrique du Sud</i>	4,9	-1,5	2,9	3,1	2,6	3,0
Pays à faible revenu ²	7,3	5,4	6,4	5,5	5,9	6,1
États fragiles	2,5	3,1	4,2	2,3	6,6	6,5
<i>Pour mémoire :</i>						
Monde	4,6	-0,6	5,1	3,8	3,3	3,6

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹Ne comprend pas le Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

Encadré 1.1. Le Soudan du Sud, tout dernier membre du FMI

Le Soudan du Sud est un vaste pays enclavé dont la population est très diverse. D'après le recensement de 2008, le pays compte 8,3 millions d'habitants, dont un tiers ont moins de 10 ans, répartis entre 65 groupes ethniques différents. Sa superficie totale est d'environ 645.000 kilomètres carrés, ce qui correspond à peu près à la taille de la France.

Le pays n'est guère développé économiquement et ses indicateurs sociaux sont très bas. L'économie du Soudan du Sud est presque entièrement tributaire de la production de pétrole (le pétrole fournit 98 % des recettes publiques et 99 % des exportations), l'agriculture de subsistance et l'élevage étant les deux autres principales activités. Le RNB par habitant est voisin de 1.000 dollars, ce qui correspond à peu près à la moyenne pour l'Afrique subsaharienne. Dans l'ensemble, les indicateurs sociaux sont nettement inférieurs aux normes régionales, et le pays est presque dépourvu d'infrastructures (il n'y a que 100 km de routes revêtues, essentiellement dans la capitale Djouba).

Tableau 1. Indicateurs sociaux

	Soudan du Sud, 2006	Afrique subsaharienne, 2006-09
Population (millions, 2008)	8,3	750
Incidence de la pauvreté (enquête nationale auprès des ménages)	51	48
Taux d'alphabétisme (pourcentage de la population adulte)	27	66
Taux de mortalité, moins de 5 ans (décès pour 1.000 enfants)	102	84
Prévalence de la sous-alimentation (pourcentage de la population)	47	26
Taux de scolarisation primaire (pourcentage, brut)	48	68
Accès à une source d'eau améliorée (pourcentage de la population)	55	60

Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*; calculs des services du FMI.

Le Soudan du Sud possède un potentiel économique considérable, mais il devra surmonter des défis majeurs pour pouvoir les exploiter. Parmi ces défis figurent les carences institutionnelles, le manque d'infrastructures matérielles et l'insuffisance de la base de capital humain. Pour résoudre ces difficultés, il faudra d'abord que soient réglés durablement les tensions et les litiges bilatéraux avec le Soudan. Les recettes pétrolières offrent l'occasion d'investir dans les infrastructures et le développement social, même si les contraintes de capacité limitent le rythme auquel cela peut être réalisé. Le bétail, les pêcheries, l'agriculture et les forêts constituent des richesses substantielles qui pourraient devenir des facteurs de croissance. Les autorités s'emploient actuellement à mettre en place les institutions économiques essentielles que sont le ministère des finances, les agences de recouvrement des recettes, le Bureau national de la statistique et la banque centrale. Pour soutenir cet effort, le FMI a créé pour trois ans un fonds de fiducie spécial pour le Soudan du Sud, qui permettra de fournir au pays une assistance technique sur grande échelle ainsi que des actions de formation dans les domaines de la politique macroéconomique et des statistiques. Le Soudan du Sud remplit les conditions requises pour bénéficier des financements concessionnels du FMI.

restées généralement accommodantes — à l'exception de l'Afrique de l'Est, où un resserrement monétaire a été nécessaire pour maîtriser l'inflation. Du côté de l'offre, la production agricole des pays du Sahel et du Kenya se redresse après la sécheresse; la production de pétrole est en progression dans plusieurs pays (Angola, Nigéria et Tchad); de nouveaux projets d'exploitation des ressources naturelles sont en cours de réalisation au Niger (pétrole) et en Sierra Leone (minerai de fer); et certaines activités de services, tels que les télécommunications, continuent de faire preuve d'un dynamisme remarquable. Maintenant que le conflit

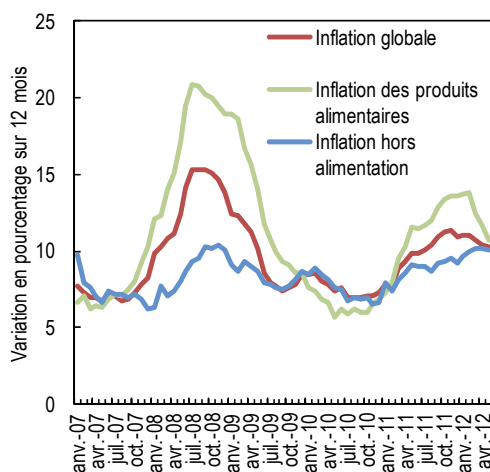
Tableau 1.2. Afrique subsaharienne : autres indicateurs macroéconomiques

	2004-08	2009	2010	2011	2012	2013
	(Variation en pourcentage)					
Inflation, fin de période	8,8	8,6	7,2	10,1	8,0	6,9
	(En pourcentage du PIB)					
Solde budgétaire	1,9	-5,4	-3,7	-1,6	-2,2	-1,4
Dont : hors pays exportateurs de pétrole	-0,7	-4,6	-4,3	-4,1	-4,5	-3,6
Solde extérieur courant	0,7	-3,2	-1,3	-2,0	-3,1	-3,5
Dont : hors pays exportateurs de pétrole	-5,0	-5,3	-4,5	-4,9	-7,3	-7,0
	(Mois d'importations)					
Couverture par les réserves	4,8	5,1	4,2	4,4	4,7	4,9

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

Note : ne comprend pas le Soudan du Sud.

Graphique 1.1. Afrique subsaharienne : inflation alimentaire et hors alimentation



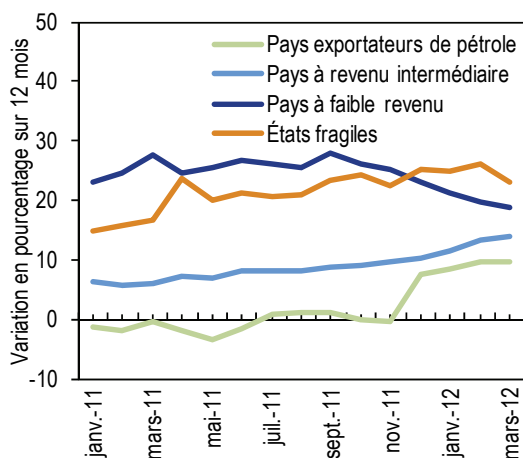
Sources : FMI, *International Financial Statistics* et base de données du Département Afrique.

est terminé, une reprise vigoureuse est en cours en Côte d'Ivoire, tandis que des troubles civils perturbent l'activité en Guinée-Bissau et au Mali. Cependant, dans les pays à revenu intermédiaire qui, telle l'Afrique du Sud, ont des liens étroits avec les marchés des pays avancés, la croissance ralentit malgré le soutien des politiques macroéconomiques.

Dans l'ensemble, l'inflation reflue après avoir atteint des niveaux élevés dans une grande partie de la région en 2011 (tableau 1.2 et graphique 1.1). Comme l'explique l'édition d'avril 2012 des *Perspectives économiques régionales*, la poussée d'inflation qui s'est amorcée au début de 2011 était due en grande partie à la flambée des cours mondiaux de l'alimentation et du pétrole, mais certains facteurs internes, notamment la sécheresse et des politiques monétaires excessivement accommodantes, ont aussi joué un rôle dans de nombreux pays, tout particulièrement en Afrique de l'Est. En 2012, le relâchement des tensions sur les marchés mondiaux de matières premières au premier semestre, conjugué aux effets du resserrement monétaire dans plusieurs pays (dont le Kenya et l'Ouganda) et à l'amélioration des conditions climatiques au Sahel et dans la Corne de l'Afrique, s'est traduit par un net ralentissement de l'inflation. Cela dit, ce n'est pas le cas partout en 2012 : au Nigéria, l'inflation s'est légèrement accentuée après un ajustement sensible des prix à la pompe en janvier et, au Malawi, la suppression d'un régime de change qui n'était pas tenable a contribué à une forte poussée d'inflation qui devrait déborder sur l'année 2013.

L'évolution de la croissance du crédit au secteur privé a reflété celle de la politique monétaire et de l'inflation (graphique 1.2). Si le crédit au secteur privé a fortement augmenté en valeur nominale pendant les premiers mois de 2012, on décèle un fléchissement du taux de croissance du crédit dans les pays à faible revenu, qui s'explique à la fois par la baisse de l'inflation et le durcissement des politiques monétaires. La croissance du crédit au secteur privé s'accélère dans les pays à revenu intermédiaire, dont l'Afrique du Sud, ce à quoi contribue en partie l'orientation accommodante des politiques monétaires. Le comportement inhabituel de la croissance du crédit dans les pays exportateurs de pétrole tient en grande partie aux évolutions

**Graphique 1.2. Afrique subsaharienne :
crédit nominal au secteur privé**

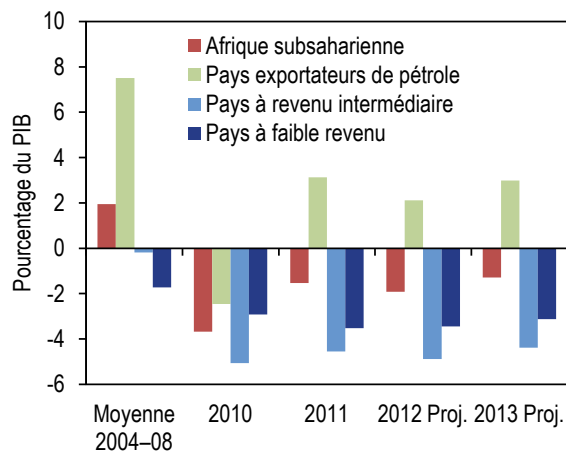


Source : FMI, *International Financial Statistics*.

observées au Nigéria, où les conditions bancaires se normalisent après la crise de 2009.

Les déficits budgétaires demeurent élevés dans la plupart des pays non exportateurs de pétrole (graphique 1.3). Plusieurs pays ont pris des mesures pour renforcer leur position budgétaire qui avait été grandement fragilisée au plus fort de la récession mondiale, mais les déficits ne devraient diminuer que légèrement en 2012 et rester bien plus prononcés qu'avant la crise. Certains pays exportateurs de

**Graphique 1.3. Afrique subsaharienne :
solde budgétaire global, 2004–13**



Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

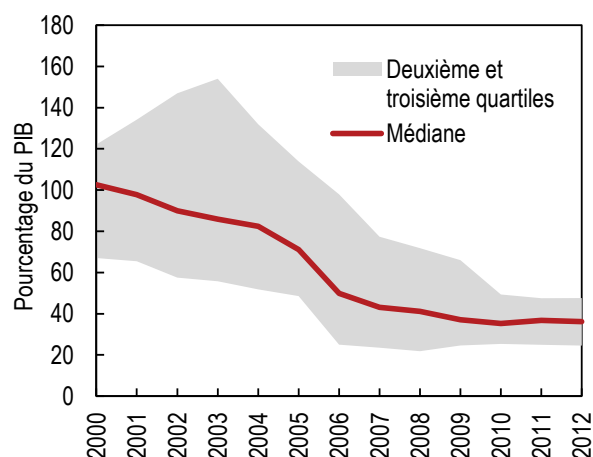
Note : ne comprend pas le Soudan du Sud.

pétrole (dont l'Angola et la République du Congo) devraient, grâce au niveau favorable des cours mondiaux, enregistrer des excédents substantiels, quoique réduits, en 2012, mais d'autres pays (dont le Nigéria et le Tchad) afficheront vraisemblablement une position budgétaire quasi équilibrée; celle du Cameroun continue de s'affaiblir à cause des dépassements de dépenses et du recouvrement médiocre des recettes non pétrolières. En ce qui concerne les pays à revenu intermédiaire, qui ont le plus souffert du ralentissement mondial, les déficits budgétaires devraient rester à peu près stables dans la plupart des cas même si le redressement des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), conjugué aux restrictions de dépenses dans certains cas, se traduit par une nette amélioration des positions budgétaires des quatre plus petits membres de l'Union. L'atonie de la croissance continue de limiter les possibilités de rééquilibrage budgétaire en Afrique du Sud. Quant aux pays à faible revenu et aux États fragiles, le déficit se creuse fortement dans plusieurs d'entre eux (dont la Guinée, le Libéria et le Mozambique), tandis qu'il diminue dans d'autres (dont la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone), ce qui aboutit globalement à une variation nette peu prononcée. Les pays dont le déficit se creuse semblent profiter des possibilités accrues d'emprunt extérieur¹, ou, comme dans le cas de la Guinée, puisent dans leurs recettes minières exceptionnelles de 2011.

En raison de l'ampleur des déficits budgétaires, les ratios dette publique/PIB sont en hausse dans plusieurs pays — surtout les pays à revenu intermédiaire (tels que l'Afrique du Sud et la Namibie), mais aussi dans des pays comme le Cameroun et le Nigéria (pays exportateurs de pétrole) et la Tanzanie et la Gambie (pays à faible revenu). Cependant, l'endettement global de la région n'a pas beaucoup varié du fait que les ratios d'endettement sont en diminution dans un grand nombre de pays (graphique 1.4). D'après les projections actuelles, la dynamique de la dette est favorable pour la plupart des pays (encadré 1.2).

¹Le niveau des déficits peut aussi être influencé par le fait que les concours extérieurs sous forme de dons sont remplacés par des prêts concessionnels à mesure que la situation du pays s'améliore (cas du Libéria, par exemple).

Graphique 1.4. Afrique subsaharienne : ratios d'endettement public, 2000–12



Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Le manque de dynamisme de la demande extérieure d'exportations a contribué dans une certaine mesure au creusement des déficits courants dans une grande partie de la région. Les exportations des pays à revenu intermédiaire ont fortement baissé au cours de l'année écoulée; les pays exportateurs de pétrole ont vu leurs recettes diminuer pendant une bonne partie de l'année 2012 sous l'effet du repli des cours du pétrole; et, dans les pays à faible revenu, les exportations n'ont que modérément augmenté par

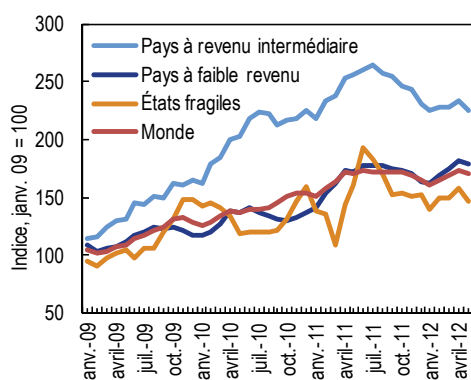
rapport à 2011 (graphique 1.5, panneau de gauche). Dans plusieurs pays de petite taille, l'évolution de la balance des paiements est fortement influencée par les besoins d'importations et les entrées de capitaux venant financer de grands projets d'investissement, les résultats à l'exportation s'améliorant nettement dès que les nouveaux projets d'exploitation des ressources naturelles commencent leur production (au Libéria, au Niger et en Sierra Leone, par exemple). Il semblerait que les exportations de services et les envois de fonds des travailleurs expatriés restent très solides dans toute la région. Pour l'ensemble de l'année, les services du FMI anticipent une détérioration modérée des soldes des transactions courantes, financée dans la plupart des cas par une hausse des flux de capitaux sous une forme ou sous une autre, plutôt que par une érosion des réserves (graphique 1.5, panneau de droite).

SANTÉ DES SYSTÈMES FINANCIERS

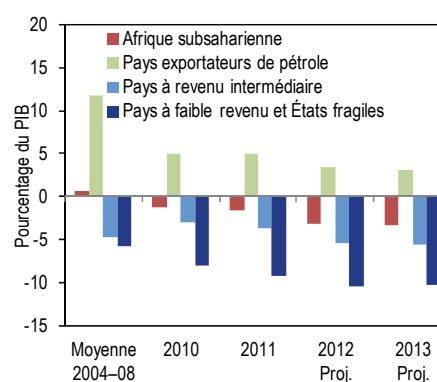
Comme cela est expliqué dans l'édition d'avril 2012 de ce rapport, les systèmes financiers d'Afrique subsaharienne n'ont pas subi directement les chocs violents que la crise a infligés aux marchés financiers des pays avancés en 2008–09, mais la santé financière de nombreuses banques a été ébranlée par la perte de qualité des portefeuilles de prêts lorsque le ralentissement de l'activité mondiale a engendré

Graphique 1.5. Afrique subsaharienne : exportations et solde extérieur courant par groupes de pays

Principaux groupes de pays : exportations, 2009–12
(Moyenne mobile sur trois mois)



Principaux groupes de pays : solde extérieur courant, 2004–13



Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*; base de données du Département Afrique et *Direction of Trade Statistics*.

Note : ne comprend pas le Soudan du Sud.

Encadré 1.2. Dynamique de la dette dans le scénario de référence à moyen terme

Nous comparons ici le solde budgétaire primaire à moyen terme, exprimé en pourcentage du PIB, (p) au solde primaire qui stabilise le ratio dette/PIB (p^*). La différence entre p^* et p , ($p^* - p$), appelé l'«écart du solde primaire», indique la direction dans laquelle l'endettement évolue, un écart positif dénotant une tendance à l'accroissement du ratio dette/PIB dans le temps à moins d'un durcissement de la politique budgétaire. Le solde primaire stabilisant l'endettement est exprimé par la formule suivante :

$$p_t^* = \lambda d_{t-1}$$

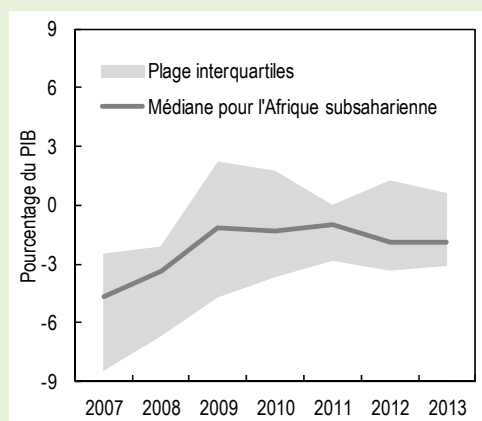
$$\lambda = \frac{r - g}{1 + g}$$

dans laquelle r est le taux d'intérêt réel et g est le taux de croissance du PIB réel. Les valeurs de ces paramètres dans les calculs sont tirées des résultats macroéconomiques réels et des projections du FMI pour la période 2007–17. En général, étant donné les taux de croissance actuellement prévus, le paramètre λ tend à être négatif (voir l'appendice statistique, tableau AS1).

La crise de 2009 a interrompu un processus généralisé de réduction des ratios dette/PIB en Afrique subsaharienne, ce qui a conduit une forte proportion de pays à accroître leurs ratios d'endettement. Depuis, l'écart du solde primaire a diminué peu à peu (graphique 1) et plus de la moitié des pays de la région affichaient un écart négatif en 2012. Le graphique 2 illustre la répartition des écarts de solde primaire en 2012 par groupes de pays, en indiquant les points minimum, médian et maximum ainsi que les plages interquartiles de la répartition des écarts de solde primaire au sein de chaque groupe de pays. Pour chacun des groupes de pays analytiques de ce rapport, dans plus de la moitié des pays, mais pas dans tous, les soldes primaires sont compatibles avec une réduction du ratio dette/PIB conforme aux projections macroéconomiques de référence.

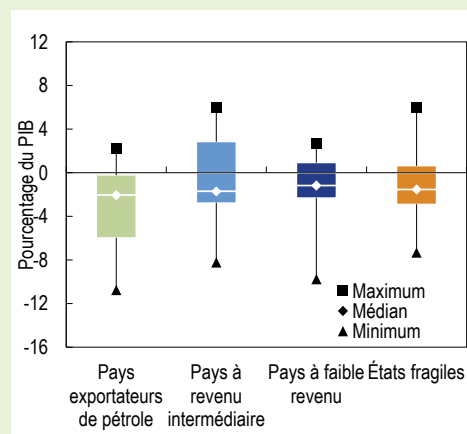
Ces graphiques sont à interpréter avec prudence. En particulier, un écart négatif dans le scénario de référence ne doit pas amener à conclure que, dans un scénario défavorable, une marge de manœuvre budgétaire existerait nécessairement.

Graphique 1. Afrique subsaharienne : écart du solde primaire, 2007–13



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; estimations des services du FMI.

Graphique 2. Afrique subsaharienne : écart du solde primaire, 2012



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; estimations des services du FMI.

Encadré préparé par Seok Gil Park.

Tableau 1.3. Afrique subsaharienne : indicateurs de solidité financière en 2011, principaux pays*
(Pourcentage)

	Fonds propres/actifs	Créances improductives/total des créances	Provisions/créances improductives	Rendement des actifs	Rendement des fonds propres
Pays exportateurs de pétrole					
Angola	14,8	2,4	n.d.	2,7	27,2
Cameroun	15,8	12,3	96,7	0,2	2,2
Congo, Rép. du	9,9	1,2	75,3	1,4	22,0
Gabon	11,0	5,5	58,1	0,8	8,6
Nigéria	3,9	11,6	n.d.	0,2	4,5
Pays à revenu intermédiaire					
Afrique du Sud	7,3	4,7	34,9	1,5	21,0
Ghana	13,7	14,1	76,2	3,9	27,2
Lesotho	9,5	2,4	110,3	2,8	28,9
Maurice	7,2	2,8	41,4	1,3	17,9
Namibie	7,8	1,5	n.d.	3,7	47,1
Sénégal	n.d.	16,2	54,0	2,2	22,6
Seychelles	9,0	8,1	33,8	3,7	41,0
Swaziland	17,4	7,5	44,6	2,4	13,8
Pays à faible revenu					
Éthiopie	7,8	2,1	n.d.	3,0	31,5
Kenya	13,2	4,4	n.d.	3,3	32,2
Mali	17,4	18,5	69,3	1,4	15,2
Mozambique	9,0	2,6	55,1	2,5	26,5
Ouganda	14,6	2,2	59,7	4,0	27,4
Rwanda	14,5	8,0	50,8	2,2	10,6
Sierra Leone	14,0	15,1	49,4	3,8	15,6
Tanzanie	17,8	6,7	n.d.	2,7	15,1
États fragiles					
Burundi	n.d.	7,7	n.d.	3,2	23,0
Congo, Rép. dém. du	15,0	5,0	n.d.	n.d.	3,0
São Tomé-et-Príncipe	n.d.	14,8	46,1	0,1	0,2
Togo	13,4	10,8	84,1	2,0	24,7
Moyenne	12,0	7,5	61,2	2,3	20,4
Médiane	13,3	6,7	55,1	2,4	22,0

Sources : autorités nationales et base de données du Département Afrique du FMI.

*Les chiffres en vert (rouge) indiquent une amélioration (détérioration) par rapport à 2009; n.d. = non disponible.

des difficultés financières pour les emprunteurs (graphique 1.6 et tableau 1.3)². À cet égard, l'analyse des indicateurs de stabilité financière de l'ensemble de la région fait ressortir deux éléments :

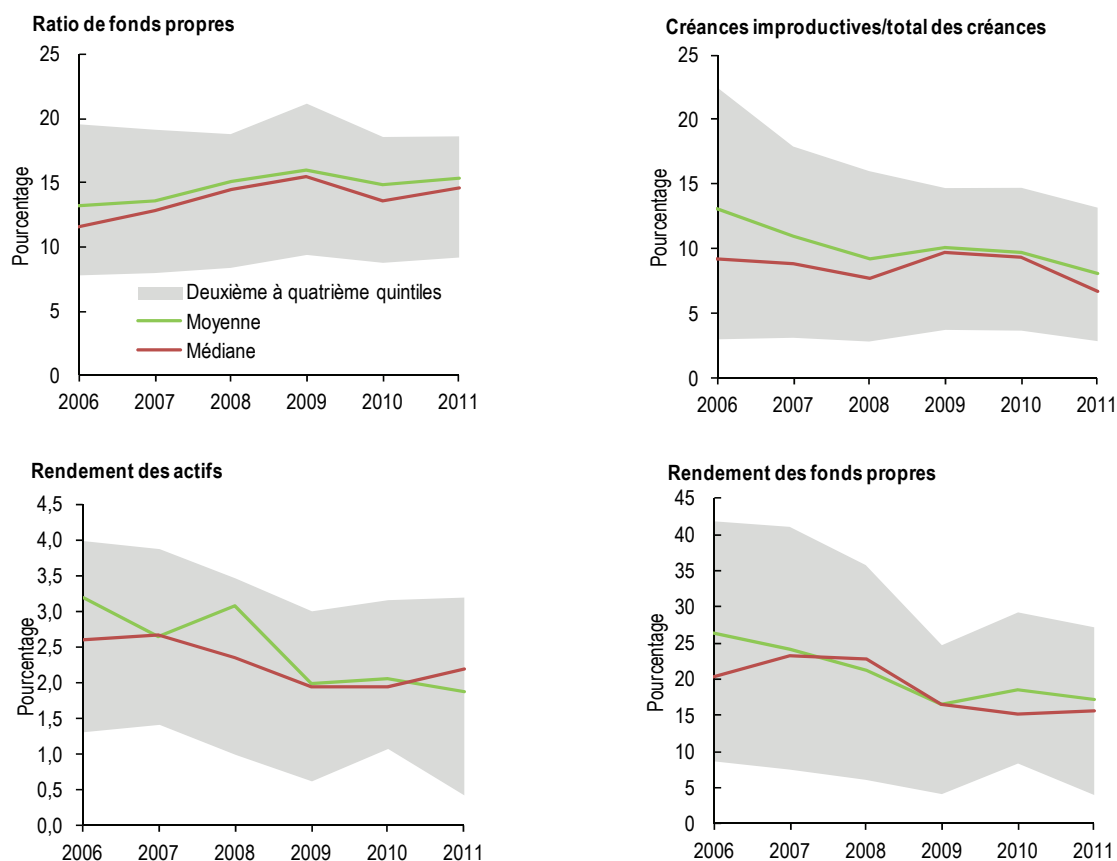
Premièrement, les ratios de fonds propres des banques, après s'être légèrement améliorés en 2009, se sont dégradés en 2010 et l'augmentation des créances improductives a entamé la rentabilité. Les ratios de fonds propres se sont en partie rétablis en 2011, les banques déclarant une diminution de la proportion

²Compte tenu de la qualité imparfaite des données et du manque d'uniformité des définitions utilisées par les différents pays, les tendances sont à interpréter avec circonspection.

de créances improductives, mais celle-ci est peut-être imputable en partie à l'annulation comptable de certains prêts et à l'expansion du portefeuille de prêts lui-même. Deuxièmement, il semblerait que la rentabilité des banques soit en baisse depuis plusieurs années, comme en témoigne la diminution des taux de rendement des actifs et des fonds propres des banques — qui s'explique sans doute par divers facteurs, dont les pertes sur le portefeuille de prêts et l'accentuation de la concurrence sur certains marchés³.

³Les données relatives au Nigéria sont à interpréter avec prudence compte tenu des effets des interventions de la banque centrale pour stabiliser, réformer et recapitaliser les banques au lendemain de la crise bancaire de 2009.

Graphique 1.6. Afrique subsaharienne : indicateurs de solidité financière
(Principaux pays*)



Sources : FMI, base de données du Département Afrique; autorités nationales.

*La définition des indicateurs de solidité financière varie d'un pays à l'autre. L'échantillon comprend jusqu'à 33 des 45 pays d'Afrique subsaharienne.

Les mesures prises pour améliorer la résilience des systèmes financiers en développement d'Afrique subsaharienne sont présentées dans l'édition d'avril 2012 de ce rapport (chapitre 2).

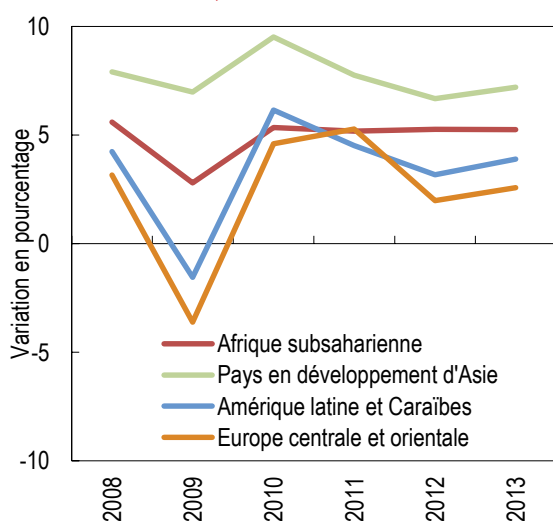
LA PÉRIODE À VENIR : SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE

Dans l'ensemble, les perspectives de croissance à court terme demeurent positives : la croissance de la production globale devrait atteindre, d'après les projections, environ 5¼ % en Afrique subsaharienne en 2012 et en 2013, ce qui constitue un rythme soutenu par rapport aux autres grands groupes de pays en développement (graphique 1.7). La faiblesse de la conjoncture mondiale se traduit par des projections de croissance molle pour plusieurs pays à revenu intermédiaire, dont l'Afrique du Sud, où les liens

commerciaux avec les pays européens sont importants et où la confiance des entreprises colle étroitement à l'évolution des tendances mondiales⁴. L'atonie de la croissance en Afrique du Sud ne devrait guère peser directement sur la croissance de l'ensemble de la région, car, pour la plupart des pays d'Afrique subsaharienne (mais pas pour tous), l'Afrique du Sud n'est pas un grand marché d'exportation (voir le chapitre 2, où les retombées de l'évolution économique de l'Afrique du Sud et du Nigéria sur le reste de l'Afrique subsaharienne sont examinées plus en détail).

La vigueur de la croissance prévue en Afrique subsaharienne, par rapport aux autres régions en développement, tient en partie aux facteurs

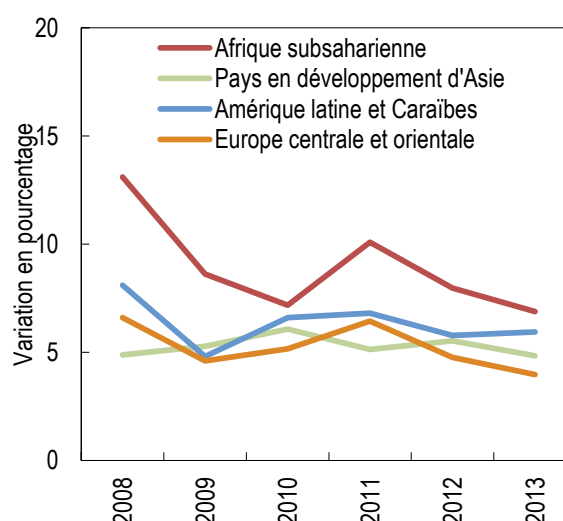
⁴Un nouveau facteur qui pèse sur les perspectives à court terme de l'Afrique du Sud est la grève récente dans les mines d'or et de platine.

Graphique 1.7. Principales régions : croissance du PIB réel, 2008–13Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

Note : ne comprend pas le Soudan du Sud.

déjà cités concernant l'offre, à savoir l'expansion de l'exploitation des ressources naturelles et une amélioration présumée des conditions climatiques. Mais d'autres facteurs plus fondamentaux jouent aussi un rôle. Comme cela est expliqué dans des éditions précédentes de ce rapport, les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne ont enregistré durablement une croissance vigoureuse grâce, entre autres facteurs, au renforcement de leurs politiques, à l'amélioration de leurs capacités institutionnelles, à l'évolution favorable des cours des matières premières et à une forte diminution de l'endettement extérieur. (Le rôle de la transformation structurelle dans le processus plus général de croissance fait l'objet du chapitre 3.)

En ce qui concerne l'inflation, les perspectives se sont améliorées au cours de l'année écoulée. On l'a vu, l'inflation a reflué dans la plus grande partie de la région en 2012; à la fin de l'année, le taux d'inflation sur douze mois pour l'ensemble de la région devrait être descendu à environ 8 %, contre 10 % fin 2011 (graphique 1.8). Les progrès accomplis jusqu'à présent ont déjà permis à certains pays, dont le Kenya et l'Ouganda, d'assouplir leur politique monétaire, jusque-là restrictive. La baisse de l'inflation devrait se poursuivre en 2013, mais, pour cela, il faudra que les pays où elle est encore élevée (supérieure à 10 %) suivent des politiques macroéconomiques

Graphique 1.8. Principales régions : inflation 2008–13 (fin de période)Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

Note : ne comprend pas le Soudan du Sud.

suffisamment restrictives. Ces projections tiennent compte des effets directs de la hausse récente des prix alimentaires mondiaux consécutive à la sécheresse aux États-Unis et à d'autres chocs du côté de l'offre; outre les difficultés que la flambée des prix pourrait engendrer pour la conduite de la politique monétaire dans certains pays, elle pourrait aussi compliquer la gestion de la sécurité alimentaire dans certaines parties de la région (encadré 1.3).

Les déficits extérieurs courants de la région devraient se creuser quelque peu en 2012–13 (graphique 1.5), les balances commerciales affichant des résultats un peu moins bons sous l'effet d'une légère détérioration des termes de l'échange et de la faiblesse persistante de la demande d'importations chez les partenaires traditionnels. L'augmentation de l'investissement est la contrepartie de ce recours accru à l'épargne extérieure.

La balance des paiements de la région est financée par des instruments de plus en plus diversifiés. À cet égard, une évolution particulièrement intéressante a été l'entrée sur le marché des obligations souveraines internationales de l'Angola en août 2012 (avec l'émission de 1 milliard de dollars d'obligations à 7 ans avec un coupon de 7 %, qui se négocient aujourd'hui à un taux nettement inférieur) et de

la Zambie en septembre 2012 (avec l'émission de 750 millions de dollars d'obligations à 10 ans avec un coupon de 5,375 %). La résilience des économies de la région, conjuguée à la recherche de rendement dans un contexte de taux d'intérêt mondiaux bas, suscite un regain d'intérêt pour la région de la part des investisseurs. Les rendements ont aussi sensiblement diminué sur les obligations préexistantes des économies d'Afrique subsaharienne et sont aujourd'hui à des niveaux comparables aux rendements des obligations de plusieurs pays émergents d'Europe.

ANALYSE DES SCÉNARIOS À RISQUES

La situation pourrait évoluer dans un sens plus défavorable que ne le laissent prévoir les projections présentées plus haut en raison principalement des risques considérables qui existent et qui tiennent surtout aux incertitudes entourant l'évolution probable de l'économie mondiale. Nous considérons ici deux scénarios défavorables pour la croissance mondiale, qui sont tirés de l'édition d'octobre 2012 des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, et nous examinons les conséquences de chacun pour l'Afrique subsaharienne. L'une des conclusions de cet examen est que des chocs négatifs sur la croissance mondiale, par leurs effets sur les cours des produits de base, se transmettent très vite à l'Afrique subsaharienne, même si l'impact du choc mondial sur la croissance globale de la région est plutôt modéré. Cela dit, il serait dangereux de tenir pour acquis que ce qui est vrai au niveau global l'est aussi au niveau de chaque pays : les pays dont les exportations sont peu diversifiées et les réserves de change limitées, par exemple, auraient probablement beaucoup plus de difficultés que le tableau régional ne le laisse penser.

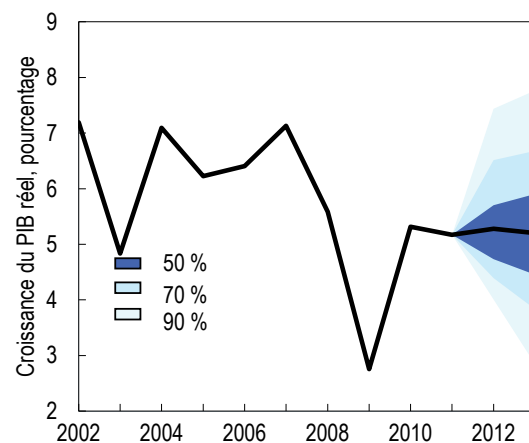
Un certain nombre de risques considérables pourraient, s'ils se concrétisaient, faire évoluer la situation dans un sens plus défavorable que ce qui est décrit dans l'édition d'octobre 2012 des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI. Parmi les principaux risques à court terme figurent une nouvelle aggravation de la crise de la zone euro, l'incapacité politique d'empêcher avant la fin de l'année le fort resserrement programmé de la politique budgétaire des États-Unis et une nouvelle montée en flèche des cours du pétrole. Compte tenu des risques accrus qui pèsent sur les

perspectives de l'économie mondiale, les incertitudes qui entourent nos projections concernant les perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne se sont, sans surprise, accentuées (graphique 1.9).

Nous considérons ici deux scénarios tirés de l'édition d'octobre 2012 des *Perspectives de l'économie mondiale* en examinant, pour chacun, les implications pour l'Afrique subsaharienne.

Dans le premier scénario, les politiques déployées dans la zone euro ne réussissent pas à apaiser les marchés et permettent au contraire une intensification des tensions dans le secteur bancaire et sur le marché des obligations souveraines de la zone euro. Dans ce scénario — qui constitue en fait une aggravation de la dynamique déjà observée dans la zone euro —, la production des pays au cœur de la zone serait inférieure de 1½ % par rapport au scénario de référence, les effets étant beaucoup plus prononcés dans les pays de la périphérie; cela aurait des répercussions sur le reste du monde, qui se traduiraient par d'importantes pertes de production dans des pays plus éloignés, tout particulièrement aux États-Unis et dans les pays producteurs de pétrole. D'après les estimations, la baisse de la production mondiale (par rapport au scénario de référence) atteindrait près de 2 points de pourcentage, et les cours mondiaux du pétrole et des autres produits de base chuteraient respectivement d'environ 17 % et 8 %.

Graphique 1.9. Afrique subsaharienne : perspectives de croissance, 2002–13



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; calculs des services du FMI.

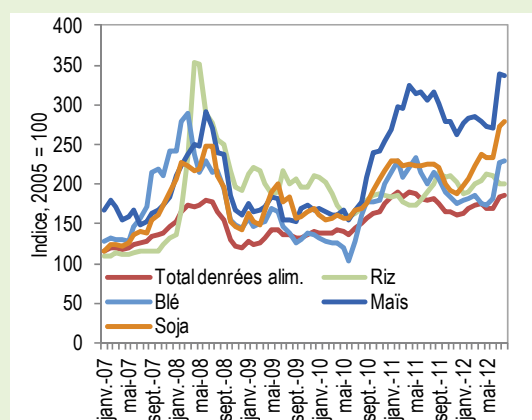
Note : ne comprend pas le Soudan du Sud.

Encadré 1.3. Prix alimentaires mondiaux et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne

Dans le monde entier, des conditions climatiques défavorables ont perturbé l'approvisionnement en denrées alimentaires, ce qui s'est traduit récemment par une flambée des prix sur les marchés internationaux. Des périodes d'extrême sécheresse aux États-Unis et en Russie, le mauvais temps en Chine et dans d'autres pays et, plus récemment, des moussons moins abondantes que la normale en Inde ont aggravé les perspectives à court terme pour la production mondiale de maïs, de soja, de blé et (dans une moindre mesure) de riz.

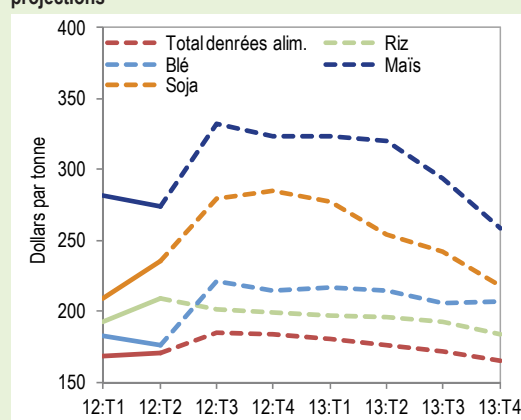
Cette situation a provoqué depuis la mi-juin une montée en flèche des prix internationaux de ces produits (graphique 1 et tableau 1).

Graphique 1. Cours internationaux des produits de base



Source : FMI, Système des cours des matières premières.

Graphique 2. Cours internationaux des produits de base : projections



Source : FMI, Système des cours des matières premières.

Pour plusieurs raisons, ces augmentations auront sans doute des effets moins prononcés que ce ne fut le cas en 2007–08. Jusqu'à présent, la montée des prix ne touche pas toutes les cultures et la hausse globale des prix alimentaires en chiffres annuels reste modérée, car les augmentations les plus récentes ont été précédées par une baisse des prix. De plus, contrairement à ce qui s'est passé en 2007–08, le choc sur les prix n'a pas été amplifié par le niveau élevé des prix énergétiques, et les nouvelles restrictions à l'exportation ne se sont pas généralisées. Dans ces conditions, hormis pour le blé, les marchés à terme tablent sur une modération des prix à court terme et sur un retour à leurs niveaux d'avant le choc d'ici à la fin de 2013 (graphique 2).

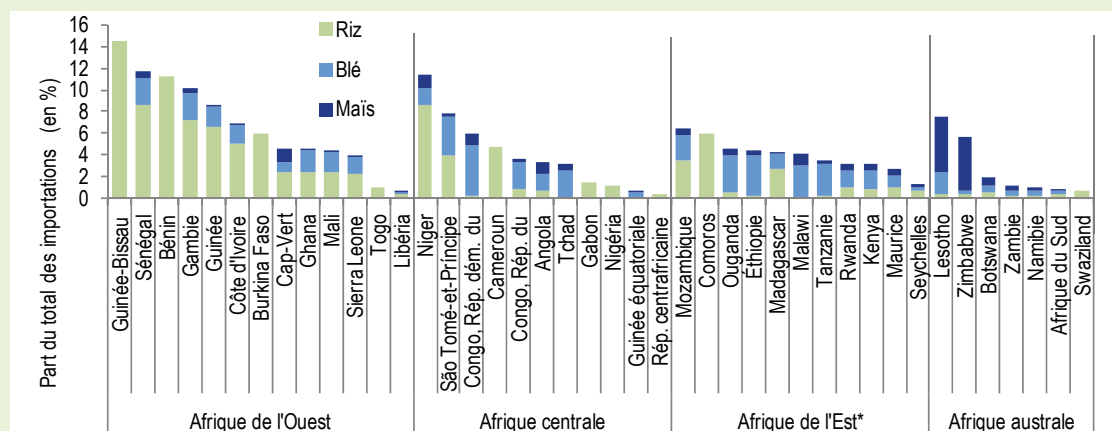
En Afrique subsaharienne, il est probable que les effets de la flambée des prix alimentaires se feront sentir là où existent certaines vulnérabilités fondamentales. Du côté positif, la denrée de base la plus importée en

Tableau 1. Variation des prix des produits agricoles en juillet 2012
(principales cultures, pourcentage)

	Sur un an	Mensuelle
Total denrées alimentaires	2,5	9,3
Maïs	10,7	24,6
Riz	5,9	-4,6
Blé	13,8	25,2
Soja	21,4	16,7

Source : FMI, Système des cours des matières premières.

Afrique subsaharienne, à savoir le riz, est aussi la céréale dont les prix internationaux sont les plus stables. Entre 2005 et 2008, les importations annuelles moyennes de riz (en proportion du total des importations) ont été bien plus élevées que celles de blé ou de maïs. Les importations de riz sont particulièrement volumineuses dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale (graphique 3). Cela dit, le renchérissement du blé et du maïs pourrait engendrer des tensions par endroits. Le blé ne fait pas partie des denrées de base essentielles en Afrique

Encadré 1.3 (*fin*)**Graphique 3. Afrique subsaharienne : importations alimentaires, par région, moyenne annuelle 2005–08**

Source : calculs des services du FMI d'après les données Comtrade.

*Hors Érythrée.

subsaharienne, mais il représente une part relativement importante des importations dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'en République démocratique du Congo, en Éthiopie, à São Tomé-et-Príncipe, en Tanzanie et au Tchad. D'ailleurs, les hausses de prix de la farine ont déjà suscité un certain mécontentement en Côte d'Ivoire, où certains réclament une augmentation des subventions au pain, et la hausse des prix du blé pourrait compliquer le processus de désinflation en Afrique de l'Est. La plupart du maïs consommé en Afrique subsaharienne est produit dans la région, une certaine quantité faisant l'objet d'échanges transfrontières à des prix qui reflètent les conditions régionales et mondiales. Cependant, en raison de la sécheresse qui a sévi récemment par endroits en Afrique australe, un grand nombre de pays devront compléter la production locale en puisant dans leurs réserves et en important des denrées de pays peut-être hors de la région.

En juillet 2012, la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) a annoncé lors d'un sommet que, d'après ses projections, la région allait connaître un déficit de céréales en 2012, y compris le premier déficit de maïs depuis 2006/07, en raison surtout de l'insuffisance des pluies. Seuls quatre pays de la SADC affichent globalement d'importants excédents de maïs (Afrique du Sud, Malawi, Tanzanie et Zambie). C'est la Zambie qui devrait avoir l'excédent le plus élevé, mais il ne suffira pas à compenser les déficits du reste de la région; de plus, depuis que cette estimation a été effectuée, la Zambie a révisé à la hausse ses objectifs d'accumulation de réserves. Globalement, et en tenant compte des zones qui ont des problèmes chroniques de sécurité alimentaire, les participants au sommet ont estimé qu'environ 5,5 millions de personnes risquaient d'être victimes de l'insécurité alimentaire dans la région de la SADC, essentiellement dans certaines parties de l'Angola, en République démocratique du Congo, au Lesotho, au Malawi et au Zimbabwe. (De fait, le gouvernement du Lesotho parle déjà de crise alimentaire.) D'après les simulations, une augmentation additionnelle de 10 % des prix alimentaires se traduirait pour la République démocratique du Congo, le Lesotho et le Zimbabwe, qui importent régulièrement du blé et du maïs, par une détérioration du solde de la balance commerciale qui pourrait atteindre 1 point de PIB.

Les gouvernements des pays vulnérables s'emploient à élaborer une riposte avec l'aide du Programme alimentaire mondial des Nations Unies, de la Banque mondiale et d'autres partenaires au développement.

Encadré préparé par Emily Forrest, Jean-Claude Nachega et Juan Treviño.

Quelles seraient les conséquences pour l'Afrique subsaharienne? Le scénario décrit ici est semblable, dans ses principales caractéristiques, à celui qui est examiné dans l'édition d'avril 2012 de ce rapport⁵; nous nous référons donc à notre analyse précédente, dont les conclusions étaient les suivantes : i) au total, la perte de production pour l'Afrique subsaharienne serait d'environ 1 % à 1,2 % du PIB en 2013; ii) les pertes seraient un peu plus prononcées (peut-être de l'ordre de 1,4 point de pourcentage) en Afrique du Sud, en raison des liens plus étroits de ce pays avec les marchés européens; iii) les pertes de production seraient plus modestes dans les grands pays producteurs de pétrole, où la principale conséquence serait l'érosion des réserves de change⁶; et iv) l'impact sur les pays à faible revenu varierait considérablement d'un pays à l'autre, en fonction des liens commerciaux avec l'Europe (domaine particulièrement sensible pour le Kenya) et de l'évolution des flux d'aide et des envois de fonds des travailleurs expatriés (éléments essentiels pour l'Éthiopie, qui bénéficierait de la baisse des cours du pétrole).

Dans le second scénario, aussi tiré des *Perspectives de l'économie mondiale*, la croissance de la production potentielle future des pays avancés et des pays émergents est inférieure à ce qui était prévu (de 0,5 et 1 point de pourcentage par an, respectivement) sur la période 2013–16. Dans ce scénario, les grandes économies du monde se développent à un rythme plus lent pendant une période prolongée; les économies avancées sont obligées de procéder à un nouvel ajustement budgétaire pour préserver la viabilité de la dette; et il y a des effets sensibles sur la croissance des pays émergents et en développement, ainsi que des effets induits sur les cours mondiaux des produits de base. En termes chiffrés, la production mondiale est inférieure d'environ 2¼ points de pourcentage au niveau retenu dans le scénario de

référence en 2014 et de 5½ points de pourcentage en 2016; les cours des produits de base sont inférieurs d'environ 15 % en 2014 et de 20 % à 30 % en 2016.

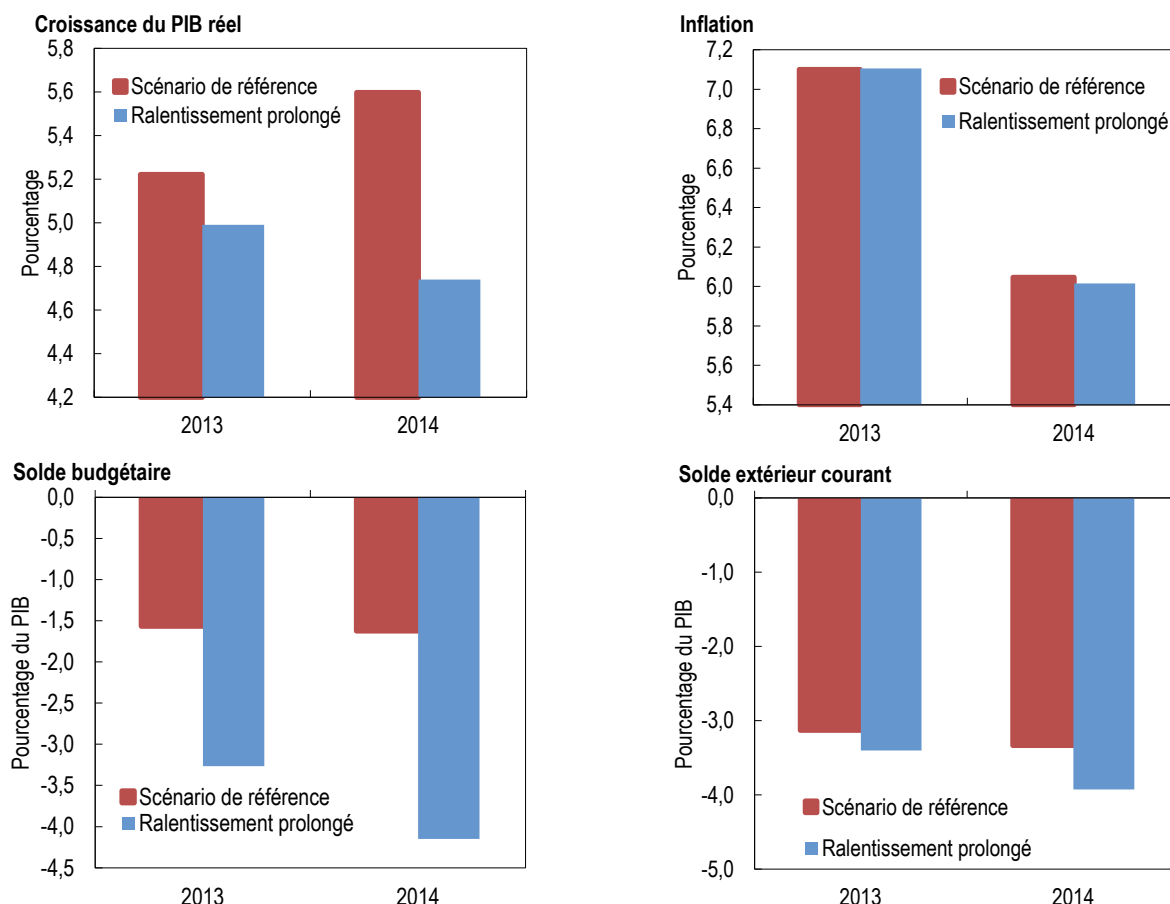
Pour déterminer l'impact de ces évolutions sur l'Afrique subsaharienne, nous avons procédé à une évaluation «ascendante» des onze plus grandes économies subsahariennes, qui produisent collectivement environ 80 % du PIB régional (graphique 1.10). L'analyse est centrée uniquement sur les deux premières années du ralentissement mondial (2013–14)⁷. Les principaux effets, tant au niveau mondial qu'au niveau régional, se font sentir en 2014. Les principaux résultats de l'analyse sont les suivants :

- L'impact négatif sur la croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne serait d'environ ¼ de point de pourcentage en 2013 et de 1 point en 2014. Les soldes budgétaires se dégraderaient de quelque 2½ points de pourcentage d'ici 2014, les pays exportateurs de pétrole subissant le plus grand impact. Le solde extérieur courant de la région se détériorerait d'environ 0,5 % en 2014, les soldes extérieurs des pays importateurs de pétrole enregistrant une amélioration, et ceux des pays exportateurs de pétrole, une dégradation.
- L'impact du ralentissement sur les différentes économies et régions d'Afrique présente des similarités avec le premier scénario, à deux différences fondamentales près : i) le moment où les effets se font sentir et leur ampleur (chocs plus lents à se faire sentir, mais cumulativement plus prononcés); et ii) par rapport au premier scénario, la perte de production mondiale est supportée dans une mesure relativement plus grande par les pays émergents d'Asie, y compris la Chine, d'où une chute plus marquée des cours des produits de base.
- Ainsi, l'Afrique du Sud est durement touchée, avec un PIB inférieur d'environ 2 points de pourcentage en 2014 par rapport au scénario de référence; les pays exportateurs de pétrole puisent dans leurs volants de réserves, lesquelles, en l'absence de toute réaction de la part des pouvoirs publics, pourraient dans certains cas s'approcher dangereusement

⁵Voir l'édition d'avril 2012 des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*, pages 17–18; les conséquences d'une flambée des cours du pétrole pour l'Afrique subsaharienne sont présentées aux pages 19–20.

⁶Il n'est pas inconcevable que, dans le cas de certains pays producteurs de pétrole, la perte de recettes pétrolières atteigne une ampleur telle que les réserves tombent en dessous du seuil critique nécessaire pour maintenir la confiance, ce qui précipiterait un ajustement plus draconien, notamment du taux de change.

⁷L'impact s'intensifie en 2015 et en 2016.

Graphique 1.10. Afrique subsaharienne : scénario défavorable

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

du seuil en dessous duquel les pressions des marchés s'intensifieraient considérablement⁸; et l'impact sur les pays à faible revenu dépend, entre autres facteurs, i) de leur statut d'exportateur ou d'importateur net de produits de base (les premiers y perdent, les seconds y gagnent); ii) des principales sources nationales/régionales de recettes courantes; et iii) de la sensibilité (dans chaque pays) de la production et de l'investissement dans l'exploitation des ressources naturelles à la baisse des cours des produits de base.

- Au-delà de 2014, le taux de croissance de l'Afrique subsaharienne serait réduit d'environ 1 point de pourcentage en 2015 et en 2016.

⁸Pour déterminer si cela se produira d'ici fin 2014 dans un pays donné, il convient de prendre en considération de façon détaillée les spécificités de ce pays.

Compte tenu de ce qui précède, il est clair que des chocs négatifs sur la croissance mondiale occasionnent des pertes de production considérables en Afrique subsaharienne; les chiffres cités à titre d'illustration indiquent qu'une diminution de 1 point de pourcentage de la croissance économique mondiale ampute la croissance en Afrique d'environ 0,6 point.

Bien que l'effet de ces chocs sur la production globale de la région ne soit pas particulièrement prononcé, il importe de noter que l'impact économique sur certains pays considérés individuellement — surtout ceux qui sont fortement tributaires d'un ou de deux produits d'exportation — pourrait être beaucoup plus marqué et source d'instabilité. À titre d'illustration, une évolution fortement défavorable du prix du principal produit d'exportation — qui entamerait les recettes d'exportation, les recettes budgétaires et

l'investissement étranger dans ce secteur — pourrait engendrer de vives tensions sur le marché des changes et le marché financier intérieur; en l'absence d'un solide amortisseur sous forme de réserves de change, cette situation pourrait très vite dégénérer en véritable crise économique (comme ce fut le cas en Angola en 2009)⁹. Dans les pays où le coefficient de couverture par les réserves est modeste et où les exportations sont concentrées, il faut se garder de tout excès de confiance.

RESTE-T-IL UNE MARGE DE MANŒUVRE POUR AGIR EN CAS DE BESOIN?

Compte tenu des risques cités plus haut, des ajustements macroéconomiques pourraient s'imposer en cas de ralentissement de l'activité, mais la nature des mesures qui seront alors possibles variera en fonction de la «marge d'action» dont disposeront les autorités pour procéder à des ajustements sans déstabiliser l'économie. Si plusieurs pays subsahariens se sont reconstitué une marge d'action depuis l'éclatement de la crise mondiale, dans la plupart des pays la marge de manœuvre est moins grande qu'en 2008, et elle est étroite dans la plupart des États fragiles. L'une des mesures que les gouvernements pourraient prendre pour renforcer la situation des finances publiques et accroître leur marge de manœuvre consisterait à commencer de réduire les subventions énergétiques.

MARGE D'ACTION

Par marge d'action, nous entendons la capacité de financer des déficits budgétaires accrus sans provoquer de tensions excessives sur les marchés financiers intérieurs et faire évoluer la dynamique de la dette dans un sens défavorable; la capacité d'assouplir la politique monétaire sans provoquer de fortes tensions inflationnistes et/ou sur les taux de change; la marge de manœuvre qui existe sous forme de réserves suffisantes pour financer un affaiblissement de la balance des paiements ou pour soutenir le taux de change, en cas de besoin. Nous examinons tour à tour chacun de ces aspects.

⁹Les recettes d'exportation du Botswana ont aussi été fortement mises à mal en 2009, mais le pays avait accumulé suffisamment d'actifs extérieurs pour pouvoir amortir le choc sur le PIB, l'inflation et le taux de change.

Quels pays disposent d'une marge d'action budgétaire?

On l'a vu (graphique 1.3), les déficits budgétaires se sont fortement creusés dans la plupart des pays à la suite du ralentissement économique mondial — riposte justifiée des pouvoirs publics face à l'effondrement temporaire de la demande extérieure survenu en 2009–10 —, mais, depuis lors, dans la plupart des cas, ils n'ont pas été réduits. Qui dispose aujourd'hui de la marge d'action nécessaire pour laisser les déficits budgétaires s'agrandir davantage en cas de ralentissement de l'économie mondiale? Et cette marge existerait-elle encore en situation de crise, caractérisée par une baisse éventuelle des recettes provenant du secteur des exportations (surtout dans les pays producteurs de pétrole) et un accès de plus en plus difficile aux financements extérieurs?

L'existence d'une marge d'action budgétaire suppose, et c'est une condition importante, un niveau d'endettement modéré et stable. Or, un grand nombre de pays d'Afrique subsaharienne, aidés par les allègements de dette et la conduite de politiques prudentes en matière d'emprunt, ont désormais des niveaux d'endettement jugés viables par les services du FMI (tableau 1.4)¹⁰. Mais, dans les pays où le marché financier intérieur est peu profond, la capacité des autorités d'accroître rapidement et de façon sensible le niveau des emprunts intérieurs n'est pas assurée — même si les ratios d'endettement extérieur sont faibles. La plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont encore du mal à accéder aux marchés financiers étrangers et, pour ceux qui le peuvent actuellement, il est probable que cet accès sera fortement restreint en cas de ralentissement prononcé de l'activité mondiale.

Pour disposer d'un espace budgétaire permettant de financer des déficits accrus, deux critères principaux doivent être remplis à la fois : un niveau modéré d'endettement intérieur et un marché financier

¹⁰Le niveau d'endettement d'un pays est jugé «viable» par le FMI si le profil de sa dette en fait un pays à risque faible ou modéré de surendettement. Dans le cas des pays qui remplissent les conditions requises pour obtenir des financements concessionnels, cette évaluation est effectuée conjointement par le FMI et la Banque mondiale; dans le cas des pays à revenu intermédiaire, l'évaluation utilisée ici est celle des services du Département Afrique du FMI.

Tableau 1.4. Afrique subsaharienne : indicateurs de l'espace budgétaire
(Pourcentage du PIB)

	Risque de surendettement (indice) ¹				Endettement public (2012)	Variation de la dette ²	Dette extérieure (2012)	Variation de la dette extérieure ²	Paiements d'intérêts/recettes (2007)	Paiements d'intérêts/recettes (2012)
	F	M	E	S						
Afrique subsaharienne (total)	17	18	6	3	32,4	1,8	9,8	-2,3	6,6	6,7
Dont :										
Pays exportateurs de pétrole	4	3	0	0	17,6	-0,2	5,2	-1,3	3,4	4,3
Pays à revenu intermédiaire	5	5	1	0	40,3	12,0	5,9	1,9	8,8	9,6
Pays à faible revenu	7	6	1	0	36,9	1,9	23,1	3,7	6,0	5,8
États fragiles (PPTE) ³	1	4	3	0	48,8	-61,2	21,4	-73,4	13,1	6,4
États fragiles (non PPTE)	0	0	1	3	56,3	-16,4	64,2	-19,0	13,7	4,9

Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; estimations des services du FMI.

¹Nombre de pays dont le risque de surendettement est considéré comme faible (F), modéré (M) et élevé (E), ou qui sont surendettés (S) d'après l'analyse de viabilité de la dette. L'indice pour neuf pays à revenu intermédiaire et pays exportateurs de pétrole est fondé sur les rapports récents des services du FMI sur les consultations au titre de l'article IV.

²Changements entre fin 2007 et fin 2012.

³Pays ayant bénéficié d'un allègement de dette au titre de l'initiative PPTE et de l'IADM entre fin 2007 et fin 2012.

intérieur suffisamment profond pour absorber un surcroît d'emprunts. Un autre moyen d'accroître cette marge d'action, pour la minorité de pays qui ont pu dégager des excédents budgétaires, réside dans la capacité de puiser sur le stock d'actifs financiers publics, détenus soit à la banque centrale, soit à l'étranger. Pour déterminer si ces conditions sont remplies, il convient d'évaluer la situation de chaque pays, mais il est possible de faire quelques remarques générales :

- On l'a vu, les pays où le marché financier intérieur est peu profond auront vraisemblablement du mal à financer des déficits budgétaires accrus à moins que les autorités n'aient constitué des réserves, sous une forme ou une autre, dans lesquelles elles pourront puiser en cas de crise¹¹. La plupart des États fragiles entrent dans cette catégorie, à l'exception de la Côte d'Ivoire, qui s'est assuré l'accès à un marché obligataire régional.
- Les pays où la dette publique a fortement augmenté ces dernières années pourraient se heurter à des problèmes de viabilité, qui se traduiraient par une hausse des taux d'intérêt s'ils essaient d'emprunter davantage. L'accumulation

de dette publique en Afrique du Sud depuis l'éclatement de la crise mondiale est devenue une contrainte qui pèse sur l'espace budgétaire des autorités dans la mesure où une nouvelle accumulation de dette aurait vraisemblablement pour effet d'alourdir les coûts de financement.

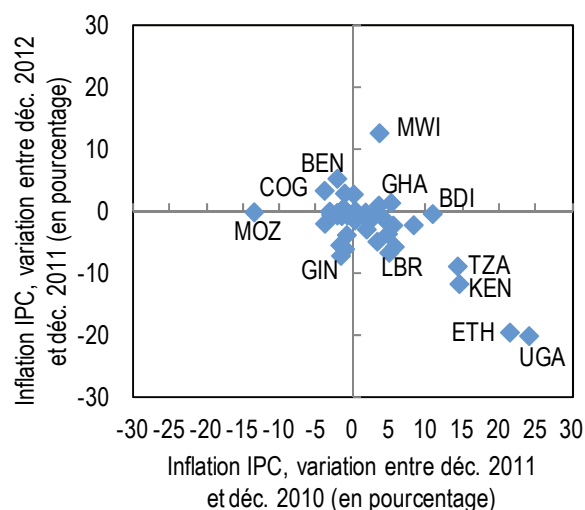
- Les pays producteurs de pétrole, qui ont bénéficié d'un vif redressement des cours mondiaux en 2011–12, ont dégagé, pour plusieurs d'entre eux mais pas pour tous, des excédents budgétaires et, en corollaire, reconstitué leurs réserves de change — ce qui fait qu'ils sont mieux équipés pour supporter un choc éventuel¹². Cela dit, la volatilité des cours du pétrole est telle que, dans certains cas, les réserves ne sont peut-être pas encore suffisantes pour absorber une chute des cours mondiaux.

Pour l'ensemble de la région, nos conclusions générales sont les suivantes : i) la marge d'action budgétaire est restreinte dans la plupart des pays à faible revenu et des États fragiles; ii) beaucoup de pays à revenu intermédiaire ont une certaine marge d'action, encore que, dans certains cas, le niveau d'endettement soit préoccupant; et iii) la plupart, mais non la totalité, des pays producteurs de pétrole

¹¹La Sierra Leone en est un bon exemple : le ratio dette publique/PIB y est inférieur à 50 %, mais les efforts que déploient les autorités pour emprunter davantage sur le marché financier intérieur se traduisent par une hausse des taux d'intérêt.

¹²À cet égard, le Nigéria est une exception importante : le pays n'a pas enregistré d'excédent budgétaire substantiel ces dernières années, et ses réserves (même si elles sont en cours de reconstitution) sont encore inférieures à leur niveau d'avant la crise.

Graphique 1.11. Afrique subsaharienne : évolution de l'inflation IPC à partir de 12 mois plus tôt, fin 2012 comparé à fin 2011



Source : FMI, *International Financial Statistics*.

ont conforté leurs positions budgétaires, mais cet avantage pourrait s'effacer rapidement en cas de baisse prononcée de leurs recettes pétrolières.

Quels pays disposent d'une marge d'action sur le plan monétaire?

Dans les pays où la politique monétaire est menée de manière autonome, les progrès accomplis généralement dans la lutte contre l'inflation (graphique 1.11), tout particulièrement en Afrique de l'Est, sont encourageants et pourraient donner aux banques centrales une certaine latitude pour assouplir leur politique monétaire si cela devient nécessaire¹³. Mais cette décision doit être prise avec prudence, car les anticipations inflationnistes doivent être bien ancrées et la crédibilité de la banque centrale bien établie pour éviter que l'assouplissement des conditions monétaires ne relance l'inflation. En outre, cet assouplissement pourrait encourager la fuite des capitaux, soumettre les marchés des changes à des tensions indésirables et, peut-être, conduire à une érosion des réserves. De plus, dans un grand nombre de pays d'Afrique

¹³Seuls les pays qui ne font pas partie d'une zone monétaire (ceux qui utilisent le franc CFA ou dont la monnaie est rattachée de longue date au rand à parité fixe) ont la possibilité d'adapter leur politique monétaire en fonction de l'évolution de la situation intérieure.

subsaharienne, la maîtrise de l'inflation est à la merci d'une flambée des prix alimentaires compte tenu de la place importante de l'alimentation dans les paniers de consommation; comme on l'a vu plus haut, on a assisté ces derniers mois à une montée en flèche sélective des prix alimentaires mondiaux dont les effets se sont fait sentir de façon inégale dans la région.

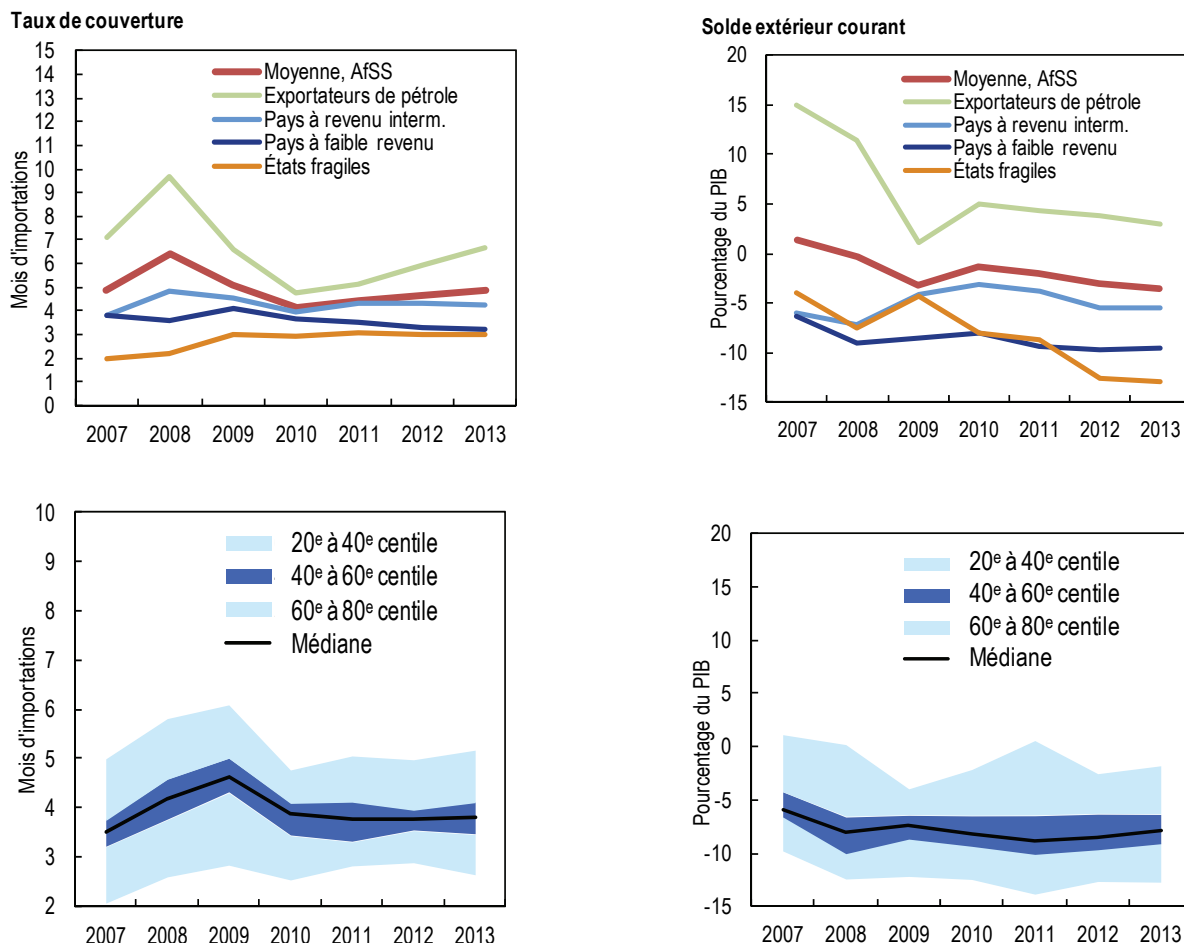
Quels pays disposent de réserves de change suffisantes?

Les marges de manœuvre extérieures, mesurées par les taux de couverture des importations par les réserves de change, se situent à des niveaux peu satisfaisants dans un grand nombre de pays. Le taux de couverture moyen des pays à faible revenu et des États fragiles atteint à peine trois mois d'importations (hormis les pays de la zone franc, dont les banques centrales régionales disposent collectivement d'amples réserves), et ceux de la plupart des pays exportateurs de pétrole et des pays à revenu intermédiaire n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux d'avant la crise. Pour 40 % environ des pays subsahariens, le taux de couverture est inférieur au taux de trois mois d'importations souvent considéré comme un minimum (graphique 1.12).

CRÉATION D'UN ESPACE BUDGÉTAIRE : LA RÉDUCTION DES SUBVENTIONS ÉNERGÉTIQUES

La marge d'action budgétaire existante peut être élargie lorsqu'il existe des distorsions manifestes dans la conduite de la politique économique et que des économies peuvent être réalisées. Malgré les réformes de ces vingt dernières années, les subventions énergétiques — pour les produits pétroliers et l'électricité —, en plus d'être régressives et inefficaces, demeurent coûteuses (encadré 1.4). La réduction des subventions énergétiques est l'un des moyens qui peut être mis en œuvre pour conforter les positions budgétaires à moyen terme. La diminution des subventions permet aussi aux autorités d'effectuer des dépenses plus utiles sur le plan social, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et des infrastructures.

Il faudra beaucoup de temps pour réduire de façon très sensible les subventions énergétiques, mais il est tout à fait justifié de prendre dès maintenant des

Graphique 1.12. Afrique subsaharienne : taux de couverture par les réserves et solde extérieur courant

Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

mesures initiales dans ce sens. L'expérience des pays qui ont abaissé leurs subventions énergétiques permet d'ores et déjà de tirer plusieurs enseignements :

- *Il faut du temps pour amener toutes les parties prenantes à un consensus en faveur de la réduction des subventions énergétiques.* Au Kenya, la réforme du secteur de l'électricité a été engagée au milieu des années 90 et n'a abouti qu'en 2005 à l'adoption de tarifs qui reflètent les coûts marginaux à long terme et à un système de répercussion automatique des coûts des combustibles.
- *La suppression des subventions généralisées, qui sont coûteuses, nécessite de fournir une aide spéciale aux ménages et collectivités défavorisés.* À cet égard, la

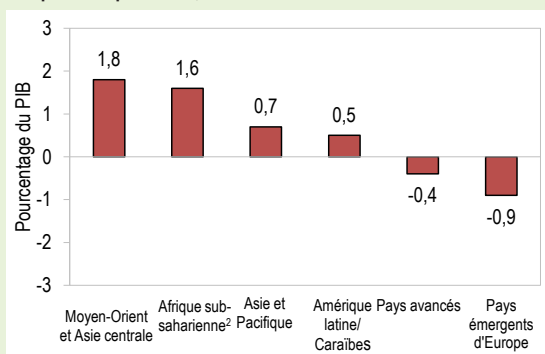
meilleure méthode consisterait à accorder des subventions (en espèces) ciblées, mais la plupart des pays jugent cette solution trop difficile à mettre en œuvre. Ainsi, par exemple, au Kenya et en Namibie, il existe des subventions croisées pour les coûts de transport et de distribution qui visent respectivement à égaliser les prix de l'électricité et des produits pétroliers sur tout le territoire du pays. Au Niger, les autorités ont mis en place une subvention aux transports publics afin que ceux-ci restent abordables pour les populations pauvres malgré l'augmentation des cours du pétrole.

- *Pour que la réforme des subventions énergétiques atteigne son but, il est indispensable que les autorités soient crédibles lorsqu'elles s'engagent à dédommager*

Encadré 1.4. Les subventions énergétiques en Afrique subsaharienne : coûteuses, mal ciblées et inefficaces

En dépit des réformes qui sont engagées, les subventions énergétiques (produits pétroliers et électricité) absorbent encore une forte proportion des ressources publiques pourtant rares en Afrique subsaharienne. D'après les estimations des services du FMI, les subventions aux produits pétroliers, qui comprennent les pertes de recettes fiscales dues à la répercussion incomplète des prix internationaux sur les prix intérieurs (graphique 1) et les subventions directes aux prix prévus dans le budget, ont atteint en moyenne en 2011 près de 2,0 % du PIB en Afrique subsaharienne. En outre, les passifs éventuels liés à la dette, aux arriérés et aux pertes d'exploitation des entreprises d'État opérant dans le domaine du raffinage, de l'importation et de la distribution des produits pétroliers se sont élevés à 0,5 % du PIB en moyenne. En Afrique subsaharienne, les déficits quasi budgétaires des compagnies publiques d'électricité, qui représentent la différence entre les

Graphique 1. Coût budgétaire médian¹ des subventions aux produits pétroliers, 2008–11



Source : estimations des services du FMI.

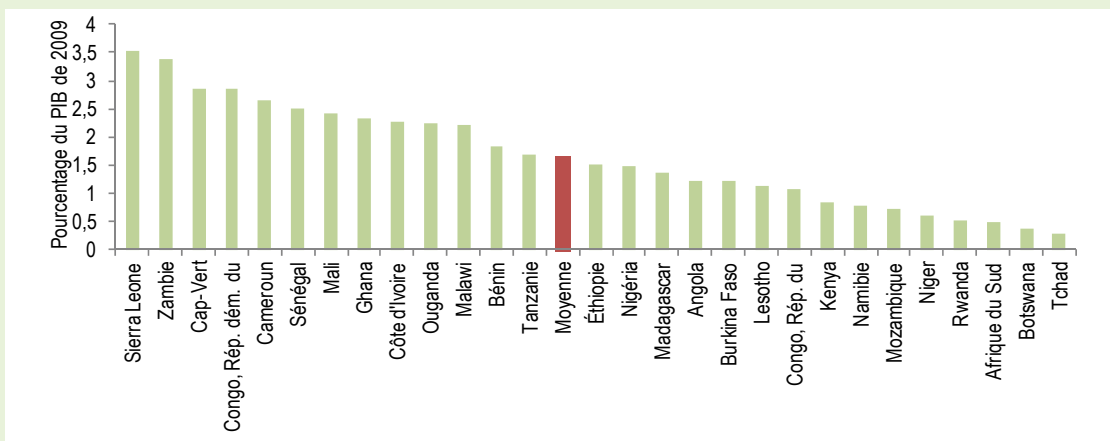
¹Le coût budgétaire est la perte de recettes fiscales annualisées aux taux d'imposition de fin 2011 par rapport aux recettes fiscales annualisées calculées aux taux d'imposition de fin 2008.

²Ne sont pas compris les Comores, l'Érythrée, les Seychelles et le Zimbabwe.

recettes effectivement perçues et les recettes qui seraient nécessaires pour récupérer pleinement les coûts de production et les coûts d'amortissement, se sont montés à environ 1½ % du PIB en moyenne en 2009–10 et à plusieurs fois cette proportion dans certains pays (graphique 2).

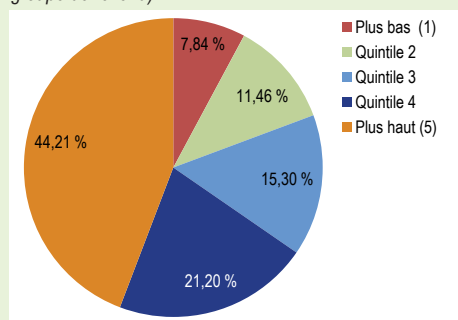
Ces subventions énergétiques profitent surtout aux ménages les plus aisés, mais leur suppression léserait aussi les pauvres. Elles bénéficient essentiellement aux groupes les plus fortunés parce que ce sont eux qui consomment le plus (graphique 3). Les subventions à la consommation d'électricité sont encore plus régressives que les subventions aux produits pétroliers parce que les raccordements au réseau électrique profitent de façon disproportionnée aux groupes les plus aisés. Cela dit, la suppression des subventions influencerait grandement sur le bien-être des pauvres comme des riches, car la part de

Graphique 2. Afrique subsaharienne : déficits quasi budgétaires des compagnies publiques d'électricité en 2009–10



Source : calculs des services du FMI d'après les données de la Banque mondiale, de l'Agence internationale de l'énergie et du FMI.

Note : Le Zimbabwe, qui avait un déficit quasi budgétaire de 11 % du PIB en 2009, n'est pas pris en compte dans le calcul de la moyenne.

Encadré 1.4 (*fin*)**Graphique 3. Afrique subsaharienne : répartition des subventions énergétiques***(Pourcentage du total des subventions reçu par chaque groupe de revenu)*

Source : Javier Arze del Granado, David Coady, Robert Gillingham, *The Unequal Benefits of Fuel Subsidies: A Review of Evidence for Developing Countries*, 2010.

l'énergie dans la consommation totale des ménages est à peu près constante dans toute la population (tableau 1).

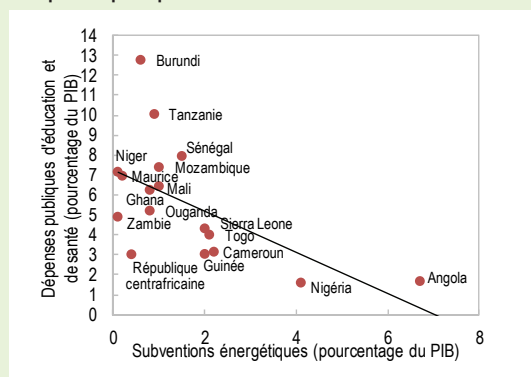
Les subventions énergétiques ont une influence négative sur l'efficacité économique, en particulier sur l'allocation des ressources ainsi que sur la compétitivité et la croissance. Elles peuvent entraîner une mauvaise allocation des ressources en encourageant la surconsommation. Elles risquent de faire obstacle aux dépenses plus productives de l'État, comme l'indique la relation fortement négative entre les subventions énergétiques et les dépenses publiques de santé et d'éducation (graphique 4). La sous-évaluation délibérée des prix et les subventions agissent de façon négative sur l'approvisionnement en énergie par divers canaux : si les compagnies énergétiques sont obligées de vendre constamment à perte (en entamant même la rentabilité nécessaire des investissements), cela conduit au sous-investissement et au manque d'entretien, ce qui entraîne à son tour une détérioration des infrastructures tout

au long de la chaîne de production et de distribution de l'énergie, des pénuries à répétition ainsi qu'une diminution de l'accès au réseau et de la qualité. D'après les informations dont on dispose, dans les pays d'Afrique subsaharienne où les compagnies d'électricité ne peuvent pas récupérer leurs coûts, il faut davantage de temps pour être raccordé au réseau (ce qui constitue une forme de rationnement) (graphique 5).

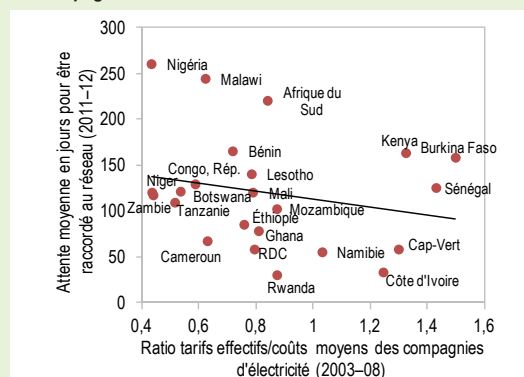
Tableau 1. Afrique subsaharienne : impact d'une hausse de 0,25 dollar par litre du prix du pétrole*(Pourcentage de la consommation totale des ménages)*

	Quintiles de consommation					Global
	Inférieur	2	3	4	Supérieur	
Total	5,8	5,6	5,5	5,6	6,0	5,7
Impact direct	2,2	1,9	1,8	1,7	2,1	1,9
Essence	0,1	0,1	0,1	0,2	0,6	0,2
Pétrole lampant	1,9	1,4	1,2	0,9	0,6	1,2
GPL	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Electricité	0,2	0,3	0,3	0,4	0,6	0,4
Impact indirect	3,5	3,7	3,7	3,9	4,0	3,8

Source : Javier Arze del Granado, David Coady, Robert Gillingham, *The Unequal Benefits of Fuel Subsidies: A Review of Evidence for Developing Countries*, 2010.

Graphique 4. Afrique subsaharienne : subventions énergétiques et dépenses publiques de santé et d'éducation en 2008–11

Sources : FMI, Département des finances publiques et Département Afrique.

Graphique 5. Afrique subsaharienne : récupération des coûts par les compagnies d'électricité et facilité de raccordement au réseau

Source : bases de données de la Banque mondiale.

Encadré préparé par Christian Josz et Sukhwinder Singh. Report of the Task Force on Energy Pricing in Sub-Saharan Africa.

les groupes vulnérables et à utiliser les économies réalisées pour des actions de développement bien ciblées. Au Kenya, pour amener le secteur privé à accepter la hausse des tarifs d'électricité, il a été essentiel que les autorités s'engagent à utiliser les fonds ainsi obtenus pour élargir la distribution d'électricité et accroître la fiabilité du réseau. Une stratégie de communication bien conçue, axée sur des campagnes d'information publiques et des interventions dans les médias pour expliquer aux intéressés le bien-fondé de la réforme, a joué un rôle essentiel à cet égard.

RECOMMANDATIONS

Étant donné que la marge d'action des autorités se rétrécit dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, leur capacité de réaction aux chocs éventuels est limitée. Il est nécessaire de reconstituer cette marge d'action, en particulier par le rééquilibrage des finances publiques : l'élément d'appréciation porte sur le rythme de ce rééquilibrage. Si les recommandations doivent être adaptées à la situation particulière de chaque pays, il n'en reste pas moins possible de formuler plusieurs principes généraux :

- *Dans les pays qui bénéficient d'une croissance forte et de prix d'exportation favorables, il est tout à fait justifié d'entreprendre le rééquilibrage des finances publiques au cours de l'année à venir en maîtrisant les dépenses et en continuant à renforcer les marges de manœuvre budgétaires¹⁴.* Il est intéressant de noter que le renforcement de la situation budgétaire de certains des principaux pays pétroliers s'opère à un rythme nettement plus lent que prévu — notamment en Angola et au Nigéria.
- *Une politique budgétaire accommodante serait indiquée dans les pays à revenu intermédiaire où la croissance continue à manquer de dynamisme, mais leur marge de manœuvre se rétrécit à mesure que s'accroît le niveau d'endettement.* Entre 2008 et 2012, la dette publique de l'Afrique du Sud aura augmenté d'environ 13 points de PIB, ce

¹⁴Le rythme et le ciblage du rééquilibrage doivent tenir compte de la nécessité d'assurer la continuité des grands projets d'investissement pluriannuels.

qui a amené le gouvernement à procéder à un rééquilibrage graduel des finances publiques, en partie pour atténuer les craintes que suscitait sur les marchés l'accumulation de dette.

- *La plupart des pays à faible revenu et des États fragiles doivent élargir leurs bases de recettes fiscales intérieures, à la fois pour financer un accroissement de l'investissement public et pour constituer une marge de manœuvre contre une érosion potentielle de l'aide extérieure émanant de pays avancés qui subissent eux-mêmes des contraintes budgétaires.*

Il semblerait que la politique monétaire soit bien calibrée dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne où elle est menée de façon autonome. Cela dit, quelques réserves s'imposent :

- *La plupart des pays à faible revenu et des États fragiles disposent d'une marge d'action limitée sur le plan monétaire.* En fait, certains d'entre eux devront peut-être durcir les conditions monétaires pour préserver la parité de leur monnaie (par exemple São Tomé-et-Príncipe), ou pour renforcer leurs positions de change affaiblies (Guinée, Libéria, Malawi et Sierra Leone, par exemple). Dans le cas du Malawi, un resserrement des politiques budgétaire et monétaire est devenu nécessaire pour empêcher une envolée de l'inflation à la suite de la forte dévaluation de mai 2012.
- *Pour les pays d'Afrique de l'Est qui ont connu une poussée d'inflation en 2011, il sera possible d'abaisser encore les taux directeurs lorsque les taux d'inflation resteront fermement ancrés bien en dessous de 10 %.* C'est le cas notamment du Kenya et de l'Ouganda. La situation est moins favorable dans certains autres pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (Burundi et Tanzanie), où la persistance de taux d'inflation élevés obligera à maintenir l'orientation restrictive de la politique monétaire.

On l'a vu, les indicateurs de stabilité financière font ressortir une certaine érosion de la rentabilité des banques dans toute la région, mais les indicateurs de santé financière ne se sont pas sensiblement détériorés

depuis l'éclatement de la crise économique mondiale. Cela dit, il faut se garder de tout excès de confiance, surtout dans les pays dont les capacités réglementaires sont peu développées, et les autorités nationales devront prendre des mesures pour renforcer les capacités de surveillance, notamment pour assurer la supervision des banques panafricaines.

Politiques à mener en cas de ralentissement de l'activité mondiale

L'évaluation présentée ci-dessus correspond à la réalisation de ce que nous avons appelé le scénario de référence, dans lequel l'activité mondiale ne régresse que modérément en 2012 et l'Afrique subsaharienne enregistre une croissance supérieure à 5 %. Quelles modifications faudrait-il apporter aux politiques macroéconomiques si un ou plusieurs des risques qui pèsent sur l'économie mondiale venaient à se concrétiser en entraînant un ralentissement beaucoup plus prononcé de l'activité économique mondiale?

Comme on l'a vu plus haut, un grand nombre de pays d'Afrique subsaharienne ne disposent que d'une marge d'action limitée pour réagir à un ralentissement marqué de la croissance économique, et les contraintes de financement pourraient fort bien les obliger à opérer un ajustement budgétaire procyclique. Les pays qui sont membres d'une union monétaire sont privés d'un outil d'ajustement (mais, en règle générale, l'inflation y est aussi beaucoup mieux maîtrisée); les pays où les investisseurs nationaux sont rendus nerveux par la crainte d'un effondrement de la monnaie voient aussi leur marge d'action réduite, car, faute d'un stock suffisant de réserves de change, ils auront du mal à gérer un ajustement ordonné du taux de change.

Les mesures envisageables dépendront une fois encore de la situation particulière de chaque pays, mais un certain nombre de considérations ont une portée générale :

- Les pays dont le taux de change est déterminé par le marché devraient laisser leur taux de change évoluer, en recourant à des ajustements monétaires lorsque cela est nécessaire pour contenir l'inflation. En laissant le taux de change évoluer en 2009, la Banque de réserve d'Afrique du Sud a ainsi

grandement aidé le pays à surmonter les effets de la crise financière mondiale.

- Les pays qui disposent de la marge d'action nécessaire pour laisser les déficits se creuser devraient s'abstenir de procéder à un resserrement budgétaire procyclique et laisser jouer plutôt les stabilisateurs automatiques (Botswana et Maurice, par exemple). L'opportunité de mener ou non une politique volontariste d'expansion budgétaire sera déterminée par la possibilité d'appliquer des mesures de relance qui ne soient pas rapidement absorbées par les importations.
- Les pays exportateurs de pétrole dont le coefficient de couverture est très élevé peuvent laisser diminuer le niveau de leurs réserves (ou en ralentir le rythme d'accumulation) pour compenser la baisse de recettes pétrolières. En revanche, les pays dont les réserves sont jugées insuffisantes pour atteindre les objectifs de stabilisation à moyen terme pourraient être amenés, pour contenir (ou stopper) l'érosion de leurs réserves, à combiner ajustement du taux de change (ce qui constitue en général une mesure de dernier ressort pour beaucoup de pays africains exportateurs de pétrole) et politique budgétaire restrictive.
- Les pays qui mènent leur politique monétaire de façon autonome et qui ont fait leurs preuves en matière de maîtrise de l'inflation sont bien placés pour réagir à un ralentissement de l'activité en assouplissant les conditions monétaires. En Afrique du Sud, étant donné que la marge d'action budgétaire est quelque peu limitée, la politique monétaire pourrait être l'instrument le plus indiqué pour faire face à une évolution défavorable de la demande. Cela pourrait aussi être le cas à Maurice si la demande d'exportations venait à chuter.
- Les pays qui n'ont aucune marge d'action et qui sont durement touchés par l'évolution conjoncturelle défavorable de la demande extérieure devront vraisemblablement chercher à obtenir des financements extérieurs publics, en se tournant vers les bailleurs de fonds ou les institutions financières internationales.

CONCLUSIONS

La dynamique de croissance de la région devrait se maintenir en 2012–13, mais des risques accrus dus à l’incertitude qui entoure les perspectives économiques mondiales pourraient faire évoluer la situation dans un sens moins favorable. Dans quelle mesure la situation d’aujourd’hui est-elle différente de celle que les services du FMI décrivaient il y a six mois, lors de la publication des dernières prévisions détaillées pour l’Afrique subsaharienne? Globalement, la réponse est que la situation n’a pas beaucoup changé — à la fois parce que les projections du scénario de référence n’ont été que légèrement ajustées et parce qu’il n’y a guère eu, sur le continent africain, d’évolutions suffisamment surprenantes pour altérer le panorama régional. Ce qui a changé, c’est la balance des risques, qui laisse aujourd’hui craindre bien davantage un ralentissement de l’activité, et le niveau d’incertitude concernant les évolutions probables, qui est plus élevé. Nous avons examiné des scénarios tablant sur une évolution défavorable qui, s’ils retracent correctement la trajectoire de l’économie mondiale, laissent entrevoir une baisse de l’ordre de 1 point de pourcentage de la croissance en Afrique subsaharienne

— une évolution certes regrettable, mais un résultat bien meilleur que celui de 2009. Cela dit, certains pays pourraient connaître des résultats bien pires en fonction de leur situation particulière.

Dans un contexte où la croissance de la production reste robuste dans la plus grande partie de la région, un rééquilibrage budgétaire est justifié dans les économies dynamiques qui n’ont pas encore reconstitué la marge d’action qu’elles avaient avant l’éclatement de la crise mondiale. Mais, compte tenu des incertitudes qui entourent les perspectives mondiales, ce rééquilibrage devra être mis en œuvre avec souplesse. Si l’activité économique mondiale devait accuser une forte décélération, la croissance ralentirait aussi en Afrique subsaharienne, et certains pays ne pourraient échapper à des difficultés financières, que se soit du côté du taux de change ou du financement budgétaire. Les pays de la région disposent de différents instruments pour faire face à ces évolutions, mais il semble probable que, pour limiter les dégâts et préserver la stabilité macroéconomique, beaucoup de pays à faible revenu et d’États fragiles devront se tourner vers les institutions bilatérales et multilatérales pour obtenir un soutien financier extérieur public.

Chapitre 2. Nigéria et Afrique du Sud : retombées sur le reste de l'Afrique subsaharienne

INTRODUCTION ET RÉSUMÉ

Le présent chapitre traite des liens économiques entre les deux plus grandes économies d'Afrique subsaharienne, le Nigéria et l'Afrique du Sud, et le reste de la région, en examinant en quoi l'évolution de la situation de ces deux pays peut influencer sur les autres pays de la région. Le Nigéria est un marché d'exportation important pour un petit nombre seulement de pays limitrophes, mais ses liens financiers avec des pays plus éloignés se multiplient avec l'expansion régionale des banques nigérianes.

Compte tenu de la porosité des frontières, les échanges commerciaux avec les pays voisins sont fortement influencés par la politique du Nigéria en matière de fiscalité et de subventions; en outre, l'imbrication étroite des marchés alimentaires fait que l'inflation dans les pays voisins se ressent sensiblement de l'évolution de l'inflation au Nigéria. Les liens de l'Afrique du Sud avec le reste de l'Afrique subsaharienne sont bien plus importants et s'intensifient continuellement, mais, pour l'heure, ils revêtent une importance macroéconomique essentiellement au sein de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC).

Ces dernières années, le FMI a étudié de façon approfondie la manière dont les chocs économiques et les changements de politique dans chacune des plus grandes économies du monde se répercutaient sur le reste de l'économie internationale¹. Cette «étude de contagion» a permis de bien mieux comprendre l'importance des interconnexions entre les différentes économies du monde et les mécanismes par lesquels des chocs survenant dans un pays se propagent aux autres, souvent à la vitesse de l'éclair.

Nous nous proposons ici d'élargir l'analyse à l'Afrique subsaharienne en étudiant les liens entre ses deux plus grandes économies et le reste de la région, et en examinant l'importance que revêtent pour leurs voisins

les retombées émanant de ces géants régionaux. Cette analyse est indispensable pour tenter de répondre aux questions suivantes : i) dans quelle mesure un ralentissement de l'activité d'origine interne ou externe en Afrique du Sud influe-t-il sur le reste de la région et qui est touché et pourquoi? ii) À quel point le Nigéria et ses voisins sont-ils liés économiquement et, compte tenu de ces liens, en quoi les évolutions observées au Nigéria influent-elles sur le reste de l'Afrique de l'Ouest? Enfin, iii) en quoi les politiques anticycliques en Afrique du Sud contribuent-elles à mettre les autres parties du continent à l'abri des chocs défavorables? À elles deux, les économies du Nigéria et de l'Afrique du Sud sont à l'origine de la moitié du PIB de l'Afrique subsaharienne et peuvent être de puissantes sources de croissance pour l'ensemble de la région.

Historiquement, les structures économiques de l'ère coloniale n'ont laissé que relativement peu de liens économiques entre les pays africains, car la priorité était donnée aux relations avec la métropole. Depuis les années 60, de nombreux efforts ont été déployés pour promouvoir l'intégration économique sur le continent, notamment par la multiplication des accords de libre-échange et, plus récemment, par des initiatives visant à promouvoir l'intégration monétaire par-delà des unions monétaires existantes. Si les pays d'Afrique subsaharienne ont des relations commerciales encore plus étroites avec l'Europe, les États-Unis et — de plus en plus — les pays en développement d'Asie qu'ils n'en ont entre eux, les liens commerciaux et financiers intrarégionaux se multiplient à un rythme accéléré depuis quelques années et cette évolution devrait s'accroître au cours des années à venir. Le moment est donc particulièrement opportun pour examiner les conséquences de ces interconnexions macroéconomiques au sein de la région.

LES VECTEURS DE TRANSMISSION

Les événements qui surviennent dans une économie peuvent se propager à d'autres pays par différents canaux, selon que leurs liens économiques sont

Ce chapitre a été rédigé par Trevor Alleyne, Jorge Iván Canales-Kriljenko, Cheikh Gueye, Calvin McDonald, Gonzalo Salinas et Jon Shields.

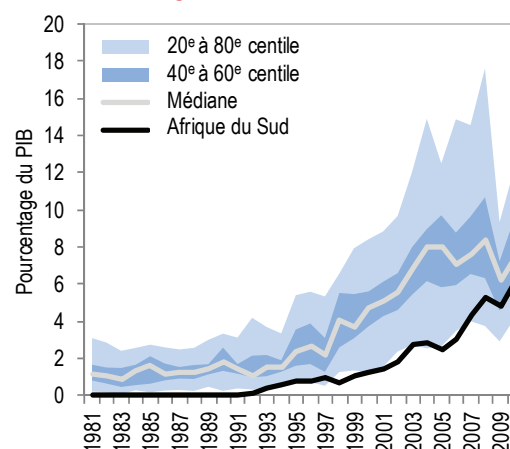
¹FMI, 2012d, 2012e et 2012f.

plus ou moins étroits. Les principaux vecteurs sont les suivants : i) le commerce, formel et informel, de biens et de services; ii) les interconnexions financières; iii) les flux de capitaux, que ce soit sous la forme d'investissement direct étranger, d'investissement de portefeuille ou de prêts; iv) les flux migratoires et les envois de fonds des travailleurs émigrés (en sens inverse). Les facteurs institutionnels peuvent aussi jouer un rôle important : on citera par exemple les accords de partage des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU); le marché obligataire régional établi dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA); et les arrangements de taux de change de la Zone monétaire commune d'Afrique australe, dans laquelle la monnaie des trois plus petits pays membres est de longue date rattachée au rand à parité fixe.

Il est difficile de quantifier l'importance relative de ces mécanismes de transmission en Afrique subsaharienne compte tenu du caractère incomplet des données disponibles : les statistiques du commerce ne rendent pas compte des volumes souvent considérables de biens et de services échangés de façon informelle et non enregistrés, les données sur les flux et les stocks de capitaux sont souvent de très mauvaise qualité et, en règle générale, les informations sur les flux migratoires et les envois de fonds des travailleurs émigrés sont largement en deçà de la réalité. Cela dit, quelques constats peuvent être relevés :

- L'Afrique du Sud joue un rôle de premier plan dans la structure des échanges commerciaux à l'intérieur de l'Afrique subsaharienne. Les exportations déclarées vers l'Afrique du Sud dépassent 1 % du PIB intérieur d'au moins une douzaine de pays, les liens commerciaux étant les plus marqués pour les pays de la sous-région de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) (encadré 2.1).
- On observe aussi une certaine concentration des flux commerciaux entre le Nigéria et ses voisins les plus proches et au sein de l'Afrique de l'Est. L'ampleur du commerce transfrontalier informel (non mesuré) dans ces sous-régions, en particulier pour ce qui est des produits agricoles, porte à croire qu'il existe des relations et des liens

Graphique 2.1. Afrique subsaharienne : exportations intrarégionales, 1981–2010



Source : FMI, Direction of Trade Statistics.

plus étroits que ne l'indiquent les statistiques officielles du commerce extérieur.

- Bien que les échanges commerciaux au sein de la région restent modestes en pourcentage du commerce total des pays, le ratio commerce intrarégional/PIB national s'est en général fortement accru pendant la décennie écoulée (graphique 2.1). Au cours de la période à venir, l'amélioration des infrastructures régionales et la mise en œuvre énergique des accords de libre-échange existants (y compris l'utilisation de règles d'origine moins restrictives et la réduction des obstacles non tarifaires) devraient vraisemblablement entraîner un nouvel accroissement marqué, en termes relatifs et absolus, de ces échanges.
- L'expansion des investissements des entreprises et établissements sud-africains — financiers et non financiers — dans la région a contribué au renforcement des liens, y compris commerciaux, au sein de l'Afrique subsaharienne, ainsi qu'à la diversification des marchés des exportations sud-africaines.
- Les groupes bancaires basés en Afrique du Sud et au Nigéria ont rapidement développé leurs opérations dans l'ensemble de la région ces dernières années, mais leur démarche (principalement axée sur les prêts locaux et le

Encadré 2.1. Rôle du Nigéria et de l'Afrique du Sud dans le réseau subsaharien du commerce de marchandises

Les outils d'analyse de réseau peuvent éclairer la complexité des interactions à la base des relations commerciales bilatérales en Afrique subsaharienne et l'importance relative de pays d'Afrique subsaharienne¹. Le logiciel d'analyse NodeXL, utilisé pour produire les deux graphiques ci-joints, fait partie de ces outils. Il facilite le traitement des statistiques de réseau et aide à visualiser les structures sous-jacentes.

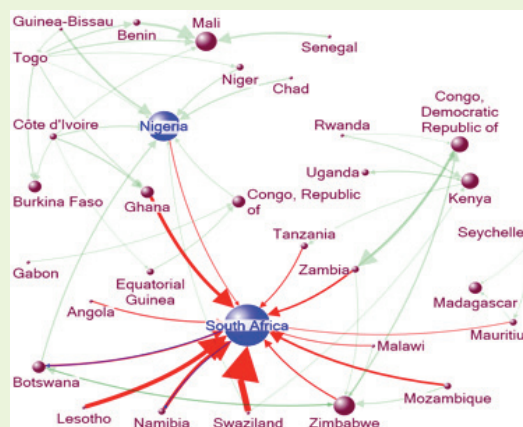
Au graphique 1, toutes les exportations intrarégionales qui dépassent 1 % du PIB de l'exportateur sont représentées par des flèches vers les pays importateurs pertinents. En présence de liens commerciaux de cette intensité, une détérioration de la conjoncture économique dans les pays importateurs pourrait avoir un impact macroéconomique non négligeable sur les pays exportateurs. La taille de la bulle de chaque pays traduit le nombre de partenaires commerciaux pour lesquels il constitue un marché important, tandis que l'épaisseur de la flèche traduit la taille des exportations par rapport au PIB. Ce graphique confirme l'importance cruciale de l'Afrique du Sud comme marché pour les exportations intrarégionales, le Nigéria arrivant relativement loin en deuxième position. Les exportations vers l'Afrique du Sud dépassent 1 % du PIB de 13 pays d'Afrique subsaharienne, pour la plupart membres de la SADC. C'est notamment le cas des partenaires de l'Afrique du Sud au sein de la SACU, le Swaziland étant le pays le plus impliqué dans ces échanges intrarégionaux (ses exportations à destination de l'Afrique du Sud représentent près de 30 % de son PIB).

Le graphique 2 représente les liens commerciaux mondiaux et intrarégionaux, les principaux liens avec l'Afrique du Sud apparaissant en bleu (exportations mondiales) et en rouge (importations d'Afrique subsaharienne). Les pays de la zone euro sont les marchés d'exportation les plus importants pour 34 pays d'Afrique subsaharienne, ce qui fait de la zone euro le noyau des réseaux extérieurs des pays d'Afrique subsaharienne; la Chine et les États-Unis sont des destinations importantes pour 19 pays d'Afrique subsaharienne, tandis que l'Inde joue un rôle important pour 15 pays.

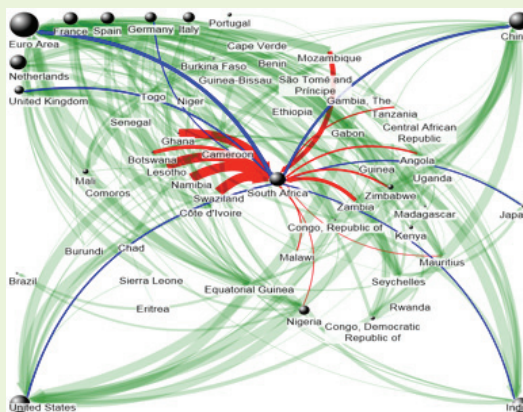
Le présent encadré a été préparé par Jorge Iván Canales-Kriljenko et Estelle Liu.

¹L'analyse de réseau désigne une série de techniques permettant d'appréhender et de visualiser les interconnexions entre les éléments d'un système (Errico et Massara, 2011).

Graphique 1. Liens commerciaux intrarégionaux



Graphique 2. Liens commerciaux mondiaux et intrarégionaux



Sources : FMI, Direction of Trade Statistics; base de données Comtrade des Nations Unies; autorités nationales; estimations des services du FMI.

Pour chaque pays, la taille de la bulle est proportionnelle au nombre de pays pour lesquels il constitue un important marché d'exportation. Les flèches vont dans le sens du pays récepteur. Leur épaisseur traduit la valeur des exportations par rapport au PIB de l'exportateur. Les flèches rouges (bleues) indiquent les exportations vers (en provenance de) l'Afrique du Sud. Les flèches vertes représentent les autres liens bilatéraux dépassant 1 % du PIB du pays exportateur.

financement local) contribue sans doute à limiter les effets de contagion financière à l'échelle régionale².

- Les données disponibles sur les envois de fonds des travailleurs migrants semblent indiquer que la contribution financière de ces derniers à l'économie de leur pays est modeste, mais les estimations de migrations transfrontalières en Afrique laissent entrevoir des flux importants, pour l'essentiel informels. Les chocs subis par les pays d'accueil, tels que l'Afrique du Sud ou le Nigéria, pourraient vraisemblablement se traduire par une chute des transferts (aussi bien de fonds que de marchandises) vers les pays pourvoyeurs de main-d'œuvre et, tout au moins, par des retours au pays.
- Certaines politiques nationales, comme par exemple les régimes de fiscalité et de subventions aux effets fortement perturbateurs, et des dispositifs institutionnels tels que les accords de partage des recettes douanières, peuvent jouer un rôle important dans la transmission des chocs entre pays.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

L'examen des liens entre l'Afrique du Sud et les autres pays de la région fait apparaître de fortes retombées sur les voisins immédiats de la SACU, mais en raison du dense faisceau de liens entre pays membres de la SACU, une accélération de la croissance en Afrique du Sud, par exemple, n'a pas un impact net direct sur les autres pays membres de la SACU. Pour plusieurs pays proches de la SACU, la demande d'exportations, l'investissement direct et, dans certains cas, les flux migratoires, servent de courroies de transmission de l'évolution de la situation en Afrique du Sud, encore que l'impact soit généralement modeste. Dans le cas des pays plus éloignés, la situation en Afrique du Sud semble n'avoir qu'une incidence limitée sur le reste de l'Afrique subsaharienne.

De par son modèle de développement, le Nigéria n'a généré qu'une faible demande de produits en

provenance d'autres pays d'Afrique subsaharienne, exception faite des pays limitrophes; en effet, l'existence de frontières perméables donne lieu à des flux commerciaux complexes fortement tributaires de la fiscalité et des subventions au Nigéria. Dans ces pays voisins, l'inflation est très sensible à l'évolution des prix au Nigéria.

IMPACT DE L'AFRIQUE DU SUD SUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'Afrique du Sud est la plus grande économie d'Afrique subsaharienne : elle représente près de 30 % du PIB de la région. La présente section examine les principaux liens économiques entre l'Afrique du Sud et le reste de l'Afrique subsaharienne, et évalue l'importance des retombées de la situation sud-africaine sur le reste de la région.

LIENS COMMERCIAUX

L'Afrique du Sud est un marché considérable d'exportation pour bon nombre de pays d'Afrique subsaharienne : les exportations de marchandises à destination de l'Afrique du Sud en 2010 représentaient plus de 1 % du PIB de 13 pays³. Les partenaires de l'Afrique du Sud de la SACU — voisins au sein d'une même union monétaire — sont les pays qui dépendent le plus des marchés sud-africains, mais ces marchés revêtent aussi une grande importance pour plusieurs autres pays un peu plus éloignés, notamment ceux de la SADC de manière plus générale (graphique 2.2). S'agissant des produits vendus sur les marchés mondiaux intégrés (par exemple, de nombreux produits de base, dont le pétrole), il n'existe pas une forte dépendance à l'égard de la demande sud-africaine, car si celle-ci diminue, les exportations sont tout simplement réorientées vers d'autres pays⁴. En revanche, dans le cas des produits différenciés (beaucoup de produits manufacturés)

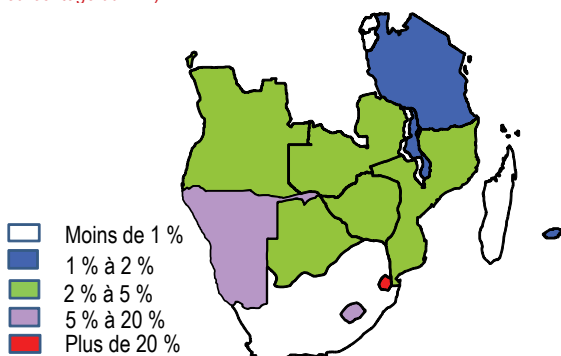
³La présente analyse n'inclut que les exportations effectives du Libéria, et non toutes les cargaisons transportées par des navires battant pavillon libérien.

⁴Autrement dit, l'évolution de la demande sud-africaine de pétrole n'aurait pas une profonde incidence sur l'Angola ou le Nigéria, même si ces deux pays exportent beaucoup de pétrole vers l'Afrique du Sud.

²Pour une analyse détaillée de la question, voir FMI, 2012a.

Graphique 2.2. Afrique subsaharienne : exportations des pays voisins vers l'Afrique du Sud

(Pourcentage du PIB)



Sources : FMI, *Direction of Trade Statistics et Perspectives de l'économie mondiale*; base de données Comtrade des Nations Unies; autorités nationales; estimations des services du FMI.

ou de ceux dont la vente est tributaire des coûts de transport ou des barrières commerciales propres à tel ou tel marché, les fluctuations de la demande sud-africaine influent sur les exportations et, partant, un ralentissement de l'économie sud-africaine peut avoir des retombées négatives.

L'absence de flux commerciaux importants avec l'Afrique du Sud ne signifie pas une absence d'effets de contagion pour les pays qui produisent des produits de base pour lesquels l'Afrique du Sud constitue une grande source d'approvisionnement à l'échelle mondiale. Dans ces cas-là (par exemple, du platine ou de l'or) l'évolution de l'offre sud-africaine aura une incidence sur les prix à l'exportation d'autres producteurs d'Afrique subsaharienne et pourrait avoir d'importantes répercussions macroéconomiques sur ces derniers.

Au regard de la plupart des autres pays d'Afrique subsaharienne, l'Afrique du Sud se caractérise davantage par son rôle d'exportateur que par ses importations⁵. Globalement, les exportations de l'Afrique du Sud vers les autres pays d'Afrique subsaharienne représentent 6,4 % de son PIB, soit environ le double de ses importations en provenance de la région. En examinant ces liens plus en détail, il ressort ce qui suit :

⁵L'Angola et le Nigéria, sont les principales exceptions; leur balance commerciale avec l'Afrique du Sud enregistre un solde positif du fait de l'importance de leurs exportations de pétrole.

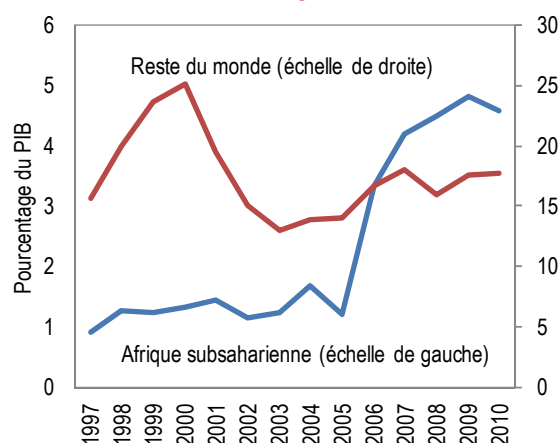
- Près de la moitié des pays de la région (21) importent pour plus de 1 % de leur PIB en provenance d'Afrique du Sud. Les importations venant d'Afrique du Sud représentent le gros des importations des autres pays membres de la SACU (BLNS : Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland) et au moins 10 % du PIB au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe.
- Les exportations vers le reste de l'Afrique subsaharienne représentent environ 25 % des exportations de marchandises de l'Afrique du Sud; il s'agit pour l'essentiel de produits manufacturés. Cela étant, les exportations vers la région sont fortement diversifiées, ce qui porte à penser que si un pays subissait un choc particulier (à la différence d'un choc qui frapperait l'Afrique subsaharienne ou la SADC dans son ensemble) les retombées pour l'Afrique du Sud seraient fort modestes⁶.

LIENS D'INVESTISSEMENT DIRECT

L'Afrique du Sud est une importante source d'investissement direct étranger (IDE) en Afrique subsaharienne; l'IDE a d'ailleurs gagné en intensité durant la dernière décennie. En 2011, la valeur des investissements directs de l'Afrique du Sud dans la région atteignait 6 % de son PIB, soit près d'un quart de la totalité de ses investissements étrangers enregistrés (graphique 2.3). Les investissements à Maurice (en grande partie comme tête de pont vers des pays tiers) et au Nigéria ont particulièrement contribué à augmenter la présence de l'Afrique du Sud en Afrique subsaharienne.

Les stocks d'IDE de l'Afrique du Sud sont considérables à Maurice, au Mozambique, au Swaziland et au Zimbabwe (au moins 10 % de leur PIB) (Organisation des Nations Unies, 2005), mais beaucoup plus modestes dans des pays comme la République démocratique du Congo, le Ghana, le Malawi, le Nigéria, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie. Les sociétés sud-africaines présentes dans

⁶Les exportations vers un seul pays d'Afrique subsaharienne dépassent 1 % du PIB de l'Afrique du Sud uniquement dans le cas du Botswana et de la Namibie.

Graphique 2.3. Afrique du Sud : investissement direct à l'étranger

Source : Banque de réserve de l'Afrique du Sud.

la région couvrent un large éventail de secteurs et comprennent : les banques et autres institutions financières, les grandes entreprises de distribution, les groupes miniers et plusieurs industries de transformation (tableaux 2.1 et 2.2).

Les banques basées en Afrique du Sud ont ouvert des filiales dans 16 pays d'Afrique subsaharienne, en partie pour y suivre leurs clients. Dans 11 de ces pays, ces filiales figurent parmi les cinq premiers établissements bancaires. La plupart de ces banques financent leurs activités à partir de dépôts locaux, et les crédits transfrontaliers sont en général modestes, à quelques exceptions près. Les crédits transfrontaliers en faveur des autres pays d'Afrique subsaharienne et les dépôts provenant de ces pays sont faibles par rapport au PIB de l'Afrique du Sud (environ 0,5 %) et aux actifs et passifs du système bancaire sud-africain.

Les sociétés sud-africaines fournissent également des *services financiers non bancaires*, dont assurances et gestion de patrimoine, au reste de la région, et l'expansion des *grandes sociétés sud-africaines de distribution* représente un énorme débouché pour les biens et services d'Afrique du Sud, notamment au sein de la SADC.

Les entreprises minières basées en Afrique du Sud se sont également implantées dans plusieurs pays de la région, ce qui s'explique en partie par la diminution

des stocks miniers en Afrique du Sud. L'actionnariat de ces sociétés, en général cotées sur plusieurs marchés boursiers, y compris en dehors de l'Afrique subsaharienne, est fortement diversifié.

INVESTISSEMENT DE PORTEFEUILLE

D'après l'enquête du FMI sur les investissements de portefeuille, le stock des investissements transfrontaliers entre l'Afrique du Sud et le reste de l'Afrique subsaharienne dépasse 1 % du PIB des pays partenaires, uniquement dans le cas de Maurice et de la Namibie. La corrélation entre les cours de la bourse de Johannesburg (JSE) et les autres indices boursiers de la région est positive. Tous les indices tendent à réagir de manière comparable à l'évolution de l'aversion mondiale pour le risque, encore que l'impact soit plus important en Afrique du Sud qu'ailleurs. Cependant, malgré la double cotation de certaines valeurs phare sur la JSE et d'autres places de la région, le seul marché boursier qui réagisse (statistiquement) aux chocs provenant de l'Afrique du Sud est celui de la Namibie (encadré 2.2).

ENVOIS DE FONDS D'AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud accueille de nombreux travailleurs migrants et saisonniers d'autres pays d'Afrique subsaharienne⁷. Cependant, comme partout ailleurs dans le monde, les statistiques actualisées sur leur nombre et sur les fonds qu'ils envoient dans leur pays d'origine sont incomplètes. Il ressort des estimations disponibles que seuls les envois vers le Lesotho (20 % du PIB en 2010) et le Swaziland (3 %) présentent une importance macroéconomique⁸.

Dans le cas du Lesotho, les envois proviennent des salaires des employés basotho dans le secteur minier.

⁷Dont 860.000 provenant du Zimbabwe selon les chiffres officiels et peut-être 1 million provenant d'autres pays de la SADC en 2010 (selon la méthodologie de Ratha et Shaw, 2007).

⁸Les estimations de la Banque mondiale qui intègrent des statistiques de recensement, en utilisant la méthodologie décrite dans Ratha et Shaw (2007), font apparaître que le nombre de travailleurs migrants du Lesotho en Afrique du Sud en 2010 représentait environ 30 % de sa population active.

Bien qu'ils soient considérables, ces revenus ont fortement baissé par rapport au PIB durant ces cinq dernières années, à cause des politiques sud-africaines privilégiant l'emploi local, qui visent à réduire un chômage structurellement élevé, et du repli tendanciel de la production d'or. Bien que l'on ne dispose pas de données concrètes, les envois de fonds vers le Zimbabwe sont sans doute considérables, vu le nombre de Zimbabwéens qui, selon les estimations, vivent et travaillent en Afrique du Sud.

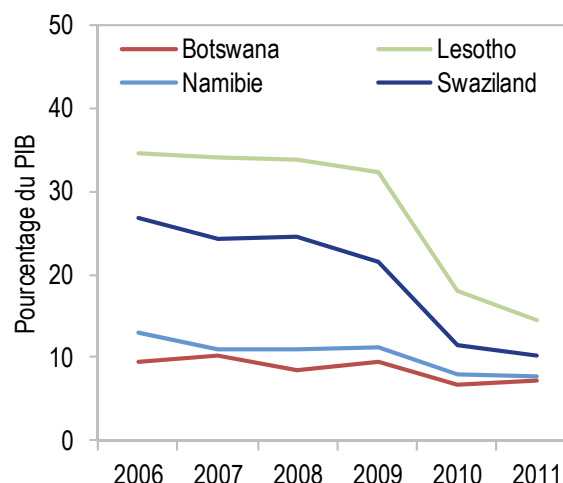
PARTAGE DES RECETTES DOUANIÈRES DE LA SACU

Le mécanisme de partage des recettes douanières communes entre les cinq membres de la SACU crée des liens solides entre les niveaux d'importation de l'Afrique du Sud (environ 95 % des importations totales de la SACU) et les recettes budgétaires des autres pays membres de la SACU (BLNS). Ce mécanisme est à l'origine d'importants flux de recettes vers les BLNS (environ la moitié des recettes tarifaires de la SACU) étroitement liés aux importations de l'Afrique du Sud, en général avec un décalage de 1 à 2 ans.

Comme les importations sont généralement plus volatiles que l'activité économique globale, la formule de partage des recettes contribue à une forte volatilité des recettes budgétaires des BLNS — surtout au Lesotho et au Swaziland, où les recettes de la SACU sont déterminantes pour les recettes globales (graphique 2.4). Si cette volatilité des recettes n'est pas gérée de manière appropriée — leur comportement se rapproche à celui des recettes minières dans les pays riches en ressources naturelles — il peut s'en suivre de graves tensions budgétaires. Plusieurs mesures sont envisageables pour maîtriser cette volatilité, dont la constitution de réserves budgétaires en conjoncture favorable, la création de fonds de stabilisation ou l'utilisation des recettes pour préfinancer les engagements conditionnels (voir Cuevas A., L. Engstrom, V. Kramarenko et G. Verdier, à paraître)⁹.

⁹Les membres de la SACU ont entrepris de revoir la formule de partage des recettes.

Graphique 2.4. BLNS : paiements des recettes douanières¹



Source : autorités nationales.

¹Paiements reçus sur la base des recettes douanières prévues et des parts du commerce interrégional.

LA ZONE MONÉTAIRE COMMUNE

À l'exception du Botswana, les BLNS maintiennent de longue date une parité fixe avec le rand. Dans un cadre de liberté effective de mouvements de capitaux et de vaste circulation du rand, les BLNS importent de fait leur politique monétaire et leur politique de change d'Afrique du Sud¹⁰. Cela leur permet de bénéficier de la crédibilité de la politique monétaire sud-africaine et des taux d'intérêt qui en découlent, mais ils subissent par ailleurs une forte volatilité de change par rapport au reste du monde. La politique menée par l'Afrique du Sud a des retombées immédiates sur la situation économique des plus petits membres de la zone monétaire, par le truchement des taux d'intérêt et de la parité du rand; il en va de même de l'évolution des marchés financiers mondiaux, pour autant qu'ils influent fortement sur le rand¹¹.

¹⁰Asonuma *et al.* (à paraître) constatent que l'utilisation de chocs sur l'inflation de l'Afrique du Sud améliore la prévision de l'inflation des BLNS, notamment en ce qui a trait aux prix des aliments.

¹¹Le pula du Botswana est rattaché à un panier de devises où le rand détient une forte pondération; en conséquence, il existe sur le plan monétaire des retombées notables, quoique moins marquées, de l'Afrique du Sud sur le Botswana.

Tableau 2.1. Afrique subsaharienne : principales sociétés non financières sud-africaines actives dans la région

	Mines	Agri.	Manufacture	Commerce	Services non financiers
	AngloGold Ashanti Impala Platinum Anglo American Platinum Gold Fields Illovo (sucre) Sasol Nampak South African Breweries Massmart Tiger Brands Astral Foods Pioneer Foods Mr. Price Shoprite Pick n Pay Telkom Telkom Partnerships MTN Telecom Dimension Data South African Airways				
SADC					
SACU					
Afrique du Sud	x	x	x	x	x
Botswana			x	x	x
Lesotho				x	x
Namibie	x		x	x	x
Swaziland		x	x	x	x
Angola			x	x	x
Congo, Rép. dém. du	x				x
Malawi		x	x	x	x
Maurice			x	x	x
Mozambique		x	x	x	x
Seychelles			x	x	x
Zambie		x	x	x	x
Zimbabwe	x		x	x	x
Tanzanie	x	x	x	x	x
CAE					
Burundi					x
Kenya			x	x	x
Ouganda			x	x	x
Rwanda				x	x
CEMAC					
Cameroun				x	x
Congo, Rép. du					x
Gabon					x
Guinée équatoriale					x
République centrafricaine					x
Tchad					x
CEDEAO					
UEMOA					
Bénin					x
Burkina Faso					x
Côte d'Ivoire					x
Guinée Bissau					x
Mali	x				x
Niger					x
Sénégal					x
Togo					x
Cap-vert					x
Gambie					x
Ghana	x		x		x
Guinée	x				x
Nigéria		x	x		x
Sierra Leone					x
Autres					
Comores					
Érythrée					
Éthiopie			x		x
Madagascar				x	x
São Tomé-et-Principe					

Source : rapports annuels d'entreprises sud-africaines.

Tableau 2.2. Afrique subsaharienne : principaux groupes financiers sud-africains actifs dans la région
(Proportion des dépôts en 2010, si les données sont disponibles)

	Banque				Assurance			Gestion d'investissement			
	Standard Bank Group/Sanbic	ABSA ¹	Nedbank ²	First Rand	Sanlam	Standard Bank Group/Sanbic	First Rand	Sanlam	Standard Bank Group/Sanbic	First Rand	Nedbank ²
SADC											
SACU											
Afrique du Sud	27	18	21	13	x						
Botswana	16			x	x				x		x
Lesotho	x		30	x							
Namibie	x	7	x	x	x	x	x		x	x	x
Swaziland	43		23	21					x		
Angola	x										
Congo, Rép. dém. du	5										
Malawi	20		x		x						
Maurice	7									x	
Mozambique	20	7		3							
Seychelles											
Zambie	15			x	x					x	
Zimbabwe	14									x	
Tanzanie	5	11	x	x	x					x	
CAE											
Burundi											
Kenya	12				x				x	x	
Ouganda	16				x						
Rwanda											
CEMAC											
Cameroun											
Congo, Rép. du											
Gabon											
Guinée équatoriale											
République centrafricaine											
Tchad											
CEDEAO											
UEMOA											
Bénin											
Burkina Faso											
Côte d'Ivoire											
Guinée Bissau											
Mali											
Niger											
Sénégal											
Togo											
Cap-vert											
Gambie											
Ghana	6				x						
Guinée											
Nigéria	x				x				x	x	
Sierra Leone											
Autres											
Comores											
Érythrée											
Éthiopie											
Madagascar											
São Tomé-et-Principe											

Sources : rapports annuels de sociétés financières sud-africaines; BankScope; Bankers Almanac.

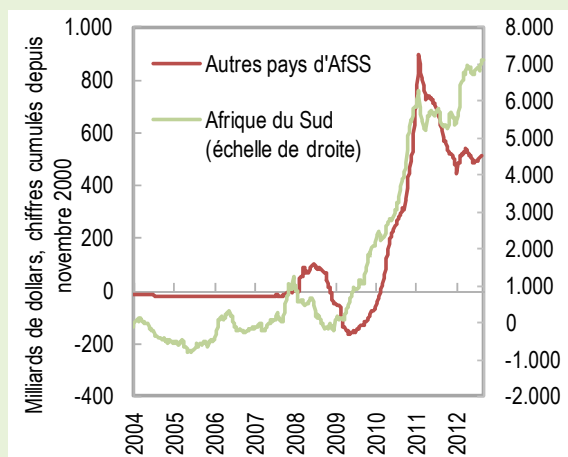
¹ABSA est un établissement basé en Afrique du Sud qui est détenu majoritairement par le groupe Barclays (Royaume-Uni).

²Nedbank est un établissement basé en Afrique du Sud qui est détenu majoritairement par le groupe Old Mutual (Royaume-Uni).

Encadré 2.2. Liens entre marchés boursiers d'Afrique subsaharienne

Les indices boursiers en Afrique subsaharienne subissent les effets des variations de l'humeur des investisseurs à l'échelle mondiale, mais ils ne semblent pas exercer d'influence notable les uns sur les autres. Les cours sur les marchés boursiers de la Namibie font figure d'exception, sans doute en raison des cotations doubles.

Graphique 1. Afrique subsaharienne : flux d'actions, 2004-12¹



Source : EPFR Global.

¹Les autres pays subsahariens pour lesquels on dispose de données sont les suivants : Botswana, Ghana, Côte d'Ivoire, Kenya, Malawi, Maurice, Namibie, Nigéria, Zambie et Zimbabwe.

Tableau 1. Afrique subsaharienne : principaux indicateurs des marchés d'actions régionaux, 2011

	Capitalisation du marché (Pourcentage du PIB)	Valeur totale des actions négociées (Pourcentage du PIB)	Volume des opérations (Ratio)	Sociétés cotées à la JSE (Nombre)
Afrique du Sud	210	91,2	39,8	...
Zimbabwe	110	...	...	4
Maurice	58	4,6	8,0	1
Ouganda	46	...	...	0
Kenya	30	2,6	7,1	0
Malawi	24	0,9	3,9	1
Botswana	23	0,8	3,6	6
Nigéria	17	1,8	9,2	1
Namibie	9	0,1	1,2	16
Ghana	8	0,3	4,1	1
Tanzanie	5	0,1	2,5	0

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

La bourse de Johannesburg (JSE) n'est pas seulement la plus grande place boursière d'Afrique subsaharienne, elle figure en outre parmi les 15 plus grands marchés du monde. Elle entretient d'étroites relations avec la bourse de Londres, certaines de ses plus grandes valeurs sont d'ailleurs cotées sur ces deux places. Les investisseurs américains détiennent une grande partie de la capitalisation boursière de la JSE. Les marchés boursiers des autres pays pionniers d'Afrique subsaharienne reçoivent une attention grandissante de la part des investisseurs du monde entier (graphique 1), mais leur capitalisation et volume de négociation restent modestes par rapport à ceux de la JSE, où le volume de négociation dépassait 90 % du PIB sud-africain en 2011 (tableau 1)¹.

Pour établir si les cours de la JSE influent de manière indépendante sur ceux des autres places boursières d'Afrique subsaharienne, nous estimons pour la période 1999M1–2012M7 un ensemble d'équations permettant de modéliser les cours, en nous inspirant de Saadi et Williams (2011). Nous constatons que les cours dans toutes les bourses d'Afrique subsaharienne tendent à augmenter lorsque l'aversion mondiale pour le risque (exprimée par l'indice de volatilité du marché des options de Chicago, VIX) diminue, et inversement. Le seul marché boursier qui réagit également aux chocs régionaux partant de la JSE est celui de la Namibie, ce qui s'explique vraisemblablement par le degré de cotations croisées sur ces deux places.

Le présent encadré a été préparé par Jorge Iván Canales-Kriljenko et Oral Williams.

¹Yartey et Adjasi (2007) offrent une description de l'évolution des marchés boursiers en Afrique subsaharienne, de leur problématique et des défis auxquels ces marchés doivent faire face.

LES EFFETS DE CONTAGION SONT-ILS IMPORTANTS?

L'analyse qui précède a mis en évidence plusieurs liens économiques entre l'Afrique du Sud et le reste de l'Afrique subsaharienne. Ces liens sont certes particulièrement prononcés dans le cas de la sous-région d'Afrique australe, mais ils s'étendent aussi d'une certaine manière, par le biais des effets commerciaux, aux pays plus éloignés qui exportent des produits (minéraux) dont l'Afrique du Sud est un important producteur. En quoi ces liens contribuent-ils à propager les chocs de l'Afrique du Sud au reste de l'Afrique subsaharienne?

S'agissant des liens avec l'Afrique du Sud, la région pourrait être subdivisée en trois groupes :

- Les pays limitrophes de la SACU — Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland (BLNS) —, qui entretiennent des liens solides sur le plan des échanges et des investissements et sur les plans financier et institutionnel.
- Un groupe de pays, principalement au sein de la SADC, comprenant le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe, avec lesquels les liens d'investissement direct sont relativement importants. L'Afrique du Sud présente une certaine importance comme marché d'exportation de biens et de services, et dans certains cas (Malawi, Zimbabwe), les flux de migration et les envois de fonds sont considérables.
- Le reste de l'Afrique subsaharienne, où il existe certains liens d'investissement (notamment avec les pays anglophones), mais où la situation monétaire ne subit pas les effets des conditions en Afrique du Sud, où la dépendance à l'égard de ce pays comme marché d'exportation est minime¹², et où les liens en matière d'emploi/envois de fonds ne sont pas importants.

L'intensité des effets de contagion de l'Afrique du Sud sur ces trois groupes de pays varie considérablement.

¹²Les exportations considérables de l'Angola et du Nigéria vers l'Afrique du Sud sont en fait constituées de produits pétroliers, à savoir des produits de base standard pour lesquels l'influence de la demande sur les prix est minime dans les marchés de destination.

- Pour les BLNS, les effets de contagion sont importants, quoique moins directs qu'on ne pourrait le penser intuitivement (encadré 2.3). Les BLNS dépendent dans une grande mesure des marchés d'exportation autres que l'Afrique du Sud, qui ne subissent pas nécessairement les effets des chocs sur l'économie de cette dernière. Les liens d'emploi peuvent contribuer à des corrélations négatives de production, étant donné que l'attraction qu'exerce pour les travailleurs une économie sud-africaine en croissance a pour effet de réduire l'offre de main-d'œuvre et peut-être, la production dans les pays voisins. Enfin, comme noté plus haut, la formule de partage des recettes de la SACU crée des liens étroits entre les niveaux d'importation de l'Afrique du Sud et la situation budgétaire des BLNS, mais ces liens se manifestent avec un décalage.
- Pour le deuxième groupe de pays, les effets de contagion de l'Afrique du Sud revêtent une certaine importance, par le truchement des effets sur la demande d'exportations, de l'investissement direct étranger et, parfois, des flux migratoires (tableau 2.3).
- Pour le troisième groupe de pays, les effets de contagion de l'Afrique du Sud sont probablement de deuxième ou de troisième ordre, compte tenu du manque de mécanismes de propagation, à l'exception des pays qui sont des concurrents sur les marchés d'exportation où l'Afrique du Sud est un fournisseur important pouvant exercer une influence directe sur les prix mondiaux.

Nous employons des techniques statistiques pour examiner de plus près les liens entre l'évolution de la production en Afrique du Sud et de la production dans le reste de l'Afrique subsaharienne. Premièrement, l'analyse des corrélations contemporaines bilatérales en Afrique subsaharienne (graphique 2.5) éclaire peu, car il est manifeste que bon nombre de cas de forte corrélation peuvent s'expliquer par des facteurs exogènes, tels que la vigueur des cours mondiaux des matières premières (par exemple, les corrélations relativement fortes entre la croissance de la production en Afrique du Sud et celle observée en Angola et en République démocratique du Congo). En revanche, les corrélations de production entre l'Afrique du Sud et les

Encadré 2.3. Effets de contagion au sein de la SACU

Les effets de contagion de l'Afrique du Sud sur les autres pays membres de la SACU¹ — Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland ou BLNS — semblent être considérables. Les recettes douanières sont fortement tributaires du niveau des importations en Afrique du Sud et représentent une part importante des recettes budgétaires des BLNS. Le Lesotho, la Namibie et le Swaziland rattachent leur monnaie au rand sud-africain et, dans la pratique, adoptent les décisions de politique monétaire de la banque centrale sud-africaine. L'Afrique du Sud est le principal fournisseur (80–90 %) d'importations des BLNS et la principale destination des exportations du Swaziland (44 %), du Lesotho (42 %) et de la Namibie (27 %). Les envois de fonds d'Afrique du Sud vers le Lesotho et, dans une moindre mesure, vers le Swaziland, représentent une part importante du PIB. En outre, les groupes financiers d'Afrique du Sud sont les principaux acteurs sur les marchés financiers de la région et sont présents dans les activités bancaires, les fonds de pension, les assurances et la gestion de patrimoines, dont les décisions de gestion des risques et de trésorerie tendent à être centralisées à Johannesburg. Ces établissements peuvent contribuer à acheminer les investissements directs étrangers et les exportations d'Afrique du Sud vers le reste de la région.

Il est cependant difficile de déceler des liens systématiques entre les fluctuations des taux de croissance en Afrique du Sud et dans les BLNS. Les simples corrélations bilatérales contemporaines de taux de croissance sont faibles pour le Botswana et la Namibie, voire négatives pour le Lesotho et le Swaziland². Qui plus est, les régressions de panel dynamiques qui font la part des politiques budgétaires et de la situation mondiale, comme celles signalées dans le tableau 2, ne font pas apparaître de manière systématique que la croissance en Afrique du Sud permette d'expliquer l'évolution de la croissance dans les BLNS³. Les résultats montrent plutôt que l'activité économique dans les BLNS dépend pour beaucoup des conditions réelles et financières extérieures, et que les politiques macroéconomiques nationales ont aussi une influence. En moyenne, une variation de 1 point de pourcentage de la croissance mondiale est associée à une variation de 0,6 point de pourcentage de la croissance des BLNS, et une diminution de 1 point de pourcentage du solde budgétaire entraîne une augmentation de la croissance de 0,25 point de pourcentage, ce qui est conforme à la bonne mise en œuvre de politiques budgétaires anticycliques.

Les modèles d'autorégression vectorielle (VAR) pour chacun des BLNS produisent des résultats comparables pour ce qui est de l'impact de la croissance mondiale, mais éclairent un peu plus le rôle possible de la situation en Afrique du Sud. Les réactions aux impulsions de ces VAR laissent supposer que les événements qui agissent sur la croissance mondiale se répercutent sur la croissance du PIB du Botswana, de la Namibie et du Swaziland,

Tableau 1. Part de l'Afrique du Sud dans le total des exportations et importations BLNS (2000–11)

	Botswana	Lesotho ¹	Namibie ¹	Swaziland ²
	(pourcentage du total)			
Exportations	9,7	41,6	27,2	44,4
Importations	78,8	86,2	80,7	82,9
	(pourcentage du PIB)			
Exportations	3,7	15,3	10,4	27,4
Importations	29,7	78,1	34,1	56,8

Source : base de données Comtrade des Nations Unies.

¹D'après les données portant sur la période 2000–08.

²D'après les données portant sur la période 2000–07.

Tableau 2. Régression de panel (MMG) sur la croissance du PIB réel dans les pays BLNS, 1986–2010

	Coefficients	valeurs z
Ordonnée à l'origine	-1,72	(-2,29)**
Croissance du PIB réel (t – 1)	-0,16	(-1,24)
Croissance mondiale	0,63	(3,78)***
Termes de l'échange	0,03	(6,58)***
Déficit budgétaire	0,26	(6,19)***
Écart TED	-1,37	(-3,56)***
Test AR(1) : valeur p	0,07	
Test AR(2) : valeur p	0,14	
Test de Sargan : valeur p	0,49	

Source : calculs des services du FMI.

Note : * signification à 10 %; ** signification à 5 %;

*** signification à 1 %.

Encadré 2.3. (fin)

mais non sur celle du Lesotho. Comme pour les régressions de panel, après avoir fait la part de la croissance mondiale, la croissance du PIB réel de l'Afrique du Sud ne semble pas contribuer outre mesure à la croissance du PIB du Botswana, de la Namibie ou du Swaziland. S'agissant du Lesotho, en revanche, la croissance semble chuter lorsqu'elle progresse en Afrique du Sud. Cela peut sembler aller à l'encontre de la logique, mais pourrait s'expliquer par le fait que les travailleurs du Lesotho émigrent vers l'Afrique du Sud lorsque l'économie de cette dernière est en expansion (ce qui fait baisser la production nationale) et reviennent au pays lorsque l'Afrique du Sud se heurte à une conjoncture difficile. Les réactions aux impulsions semblent également signaler qu'une appréciation réelle en Afrique du Sud tend à réduire la croissance au Botswana — sans doute en portant préjudice à la compétitivité du pays —, mais à la faire augmenter au Swaziland. Les résultats semblent être insignifiants pour le Lesotho et la Namibie. Ces résultats valent aussi pour la croissance de la demande réelle.

En résumé, bien que l'évolution de la situation en Afrique du Sud ait de profondes retombées sur la région par le biais de divers mécanismes, il est difficile d'appréhender les liens directs de croissance avec les BLNS. Les environnements financier et extérieur (de même que les politiques nationales) sont beaucoup plus liés aux fluctuations de la production. Comme les systèmes financiers des BLNS sont beaucoup moins développés qu'en Afrique du Sud, il est possible que cette dernière serve de courroie de transmission des chocs exogènes, sans pour autant les amplifier ni les amortir.

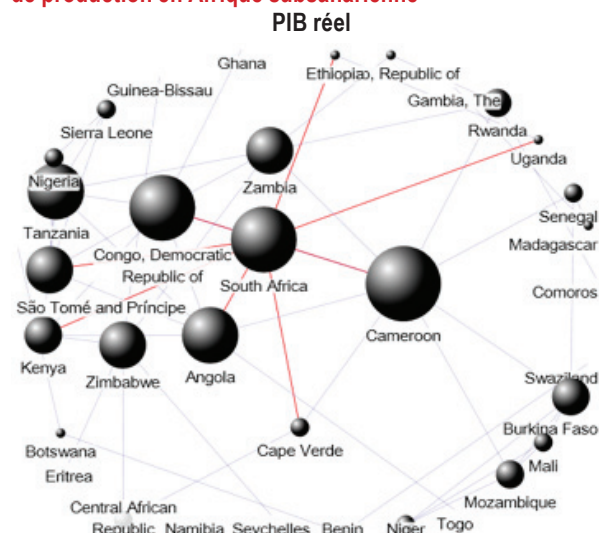
Le présent encadré a été préparé par Jorge Iván Canales Kriljenko, Farayi Gwenhamo et Saji Thomas.

¹La SACU est l'union douanière la plus ancienne au monde; elle englobe l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland.

²Les corrélations avec d'autres pays de la SADC, dont l'Angola et la Tanzanie, sont bien plus importantes qu'avec les BLNS, ce qui s'explique sans doute par d'autres facteurs communs, tels que la croissance mondiale.

³Les facteurs dont on fait la part sont la croissance mondiale, les cours du pétrole, les écarts de taux d'intérêt, les soldes budgétaires et les effets fixes nationaux.

Graphique 2.5. Corrélations bilatérales de production en Afrique subsaharienne



Sources : base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; estimations des services du FMI.

Le graphique représente les corrélations bilatérales de la croissance annuelle du PIB en Afrique subsaharienne qui dépassent 0,5. Pour chaque pays, la taille des bulles est proportionnelle au nombre de pays pour lesquels la corrélation dépasse le seuil. Les lignes rouges désignent les pays corrélés avec l'Afrique du Sud.

partenaires de la SACU sont faibles, en dépit des liens exceptionnellement étroits et des effets de transmission divers de l'Afrique du Sud vers les BLNS.

Pour aller au-delà d'une simple comparaison de corrélations, nous examinons d'un point de vue économétrique les déterminants de la croissance du revenu par habitant dans les pays des deux groupes susmentionnés, dont on a établi qu'ils entretiennent d'importants liens économiques directs avec l'Afrique du Sud. Comme nous le signalons dans l'appendice, il ressort de l'analyse économétrique que la croissance du revenu par habitant dans ces pays est à la fois tributaire des événements mondiaux et des variables de politique intérieure, ce qui n'est pas surprenant. Mais rien ne semble indiquer de manière catégorique que l'inclusion de variables relatives aux politiques et à l'évolution de la situation en Afrique du Sud renforce la valeur explicative des régressions. L'affirmation selon laquelle l'évolution de la situation en Afrique du Sud a des effets contemporains considérables sur la croissance du reste de l'Afrique subsaharienne devrait donc être traitée avec circonspection.

Tableau 2.3. Afrique subsaharienne : principaux liens avec l'Afrique du Sud, 2010
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Recettes courantes liées à l'Afrique du Sud			Encours des prêts (Afrique du Sud)	Encours des IDE (Afrique du Sud)	Recettes courantes liées à l'Afrique du Sud en pourcentage du total des recettes courantes ¹
	Exportations	Envois de fonds des travailleurs expatriés	Partage des recettes SACU			
<u>SADC</u>						
SACU						
Afrique du Sud						
Botswana	4,1		6,8		3,3	29,0
Lesotho	15,3	20,8	18,1		2,7	53,1
Namibie	11,0		8,0		4,3	34,4
Swaziland	27,4	2,6	11,6		11,1	63,0
Angola	2,2					3,5
Congo, Rép. dém. du					4,7	
Malawi	1,5			1,1	5,1	3,4
Maurice	1,2			3,2	85,9	2,0
Mozambique	4,9			1,6	12,3	12,5
Seychelles						
Zambie	4,1				2,0	8,1
Zimbabwe	2,6			1,9	12,4	4,1
Tanzanie	1,9				1,5	6,5
<u>CAE</u>						
Ouganda					2,4	
<u>CEDEAO</u>						
Ghana	9,5				2,7	25,3
Nigéria	1,2				1,9	2,7

Sources : FMI, Direction of Trade Statistics et *Perspectives de l'économie mondiale*; base de données Comtrade des Nations Unies; autorités nationales.
Code-couleurs : blanc (moins de 1 %), vert (entre 1 % et 10 %), orange (entre 10 % et 20 %), rouge (plus de 20 %).

¹Somme des trois premières colonnes en pourcentage du total des recettes courantes de 2010. Étant donné que l'on ne dispose pas de données bilatérales sur les services commerciaux et les autres recettes courantes, cette proportion est à considérer comme un minimum.

LIENS COMMERCIAUX INFORMELS

Diverses études ont rendu compte des liens commerciaux étroits qui existent entre les secteurs informels du Nigéria et des pays voisins. En particulier, certaines études ont fait apparaître des échanges pour la plupart non enregistrés de produits agricoles, en particulier de céréales, et de produits pétroliers, ainsi que d'un commerce en entrepôt pour une large gamme de biens.

- *Produits agricoles.* Le Nigéria se trouve au centre du négoce de céréales en Afrique de l'Ouest, avec pour partenaires le Niger, le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Bénin (Balami *et al.*, 2011). La production céréalière du Nigéria est une composante importante de la sécurité alimentaire dans la région. Elle satisfait 70 % des besoins en céréales du Niger et du Tchad. Des réseaux commerciaux bien organisés facilitent le transfert des céréales des zones en excédent aux zones en déficit, ce qui contribue à la sécurité alimentaire de la région et influe sur les prix au niveau régional. La répartition géographique des échanges varie selon les saisons. Seule une faible partie de ces échanges est enregistrée dans les données du commerce extérieur.
- *Produits pétroliers.* Un régime prévoyant de fortes subventions est en place au Nigéria pour les carburants (essence, kérosène) et l'électricité. En Afrique de l'Ouest, mais principalement dans les pays voisins (Bénin, Cameroun, Niger, Tchad), la contrebande de produits pétroliers en provenance du Nigéria est une source importante d'importations de carburants (Golub, 2008). Au Bénin, par exemple, on estime que plus de 80 % de la consommation intérieure d'essence vient du Nigéria en contrebande. En 2011, le prix réglementé de l'essence au Nigéria était en moyenne environ 50 % inférieur aux prix en vigueur dans les pays voisins, ce qui a contribué au commerce informel considérable de carburants. L'encadré 2.4 décrit plus en détail les liens du marché de l'énergie entre le Nigéria et les pays voisins, y compris la fourniture d'électricité au Niger à des prix fortement subventionnés.

- *Commerce en entrepôt.* Le Bénin et le Niger fonctionnent comme des «pays entrepôts» pour des produits qui sont fortement taxés au Nigéria ou dont l'importation est interdite, y compris en particulier les voitures d'occasion, les textiles et vêtements, le riz et les cigarettes. Ces pays sont des plates-formes pour le transport vers le Nigéria (Golub, 2012). On estime que la valeur de ce commerce en entrepôt est supérieure à 50 % du PIB du Bénin. Ces échanges sont pris en compte en partie dans les données officielles du Bénin, mais ils ne sont pas enregistrés dans les statistiques du Nigéria (encadré 2.5).

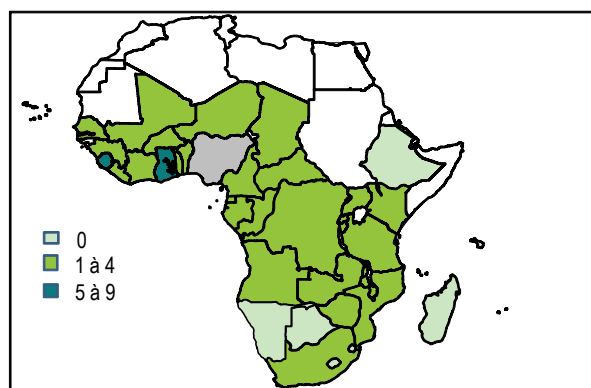
LIENS FINANCIERS

Un autre lien important entre le Nigéria et les autres pays d'Afrique subsaharienne est l'activité internationale en hausse des banques basées au Nigéria¹⁴. L'expansion internationale des banques nigérianes a débuté dans une large mesure après la consolidation et le renforcement du système bancaire nigérian en 2004¹⁵. Le nombre de filiales étrangères est passé de 3 seulement en 2002 à 44 opérant aujourd'hui dans 21 pays d'Afrique subsaharienne en dehors du Nigéria. Les banques nigérianes ayant le plus grand nombre de filiales en Afrique subsaharienne sont United Bank for Africa (16), Access Bank (8) et Guaranty Bank (5). Le risque que des chocs subis par le système financier au Nigéria se transmettent dans le reste de l'Afrique subsaharienne est ainsi accru. Y compris l'établissement de droit togolais Ecobank, le nombre de filiales bancaires dans les pays d'Afrique subsaharienne qui sont étroitement liées au Nigéria passe à 75 dans 32 pays (graphique 2.8). Selon les données de Bankscope (qui ne sont disponibles que pour environ la moitié des filiales), dans au moins 15 de ces pays, il y a au moins une filiale nigériane qui représente plus de 10 % des dépôts ou du crédit du système bancaire.

¹⁴Ecobank, un établissement de droit togolais qui opère dans 30 pays d'Afrique subsaharienne, est considéré ici comme une banque basée au Nigéria; Ecobank-Nigéria représente plus de 40 % des sources de revenu total d'Ecobank (Lukonga et Chung, 2010).

¹⁵La consolidation du système bancaire nigérian a été provoquée par un relèvement des fonds propres minimums obligatoires de 2 à 25 milliards de nairas. En conséquence, le nombre de banques est tombé de 89 en 2003 à 24 en 2009, et à 20 à la fin de 2011.

Graphique 2.8. Nombre de filiales des banques basées au Nigéria



Sources : Banque centrale du Nigéria (CBN); BankScope.

Les banques basées au Nigéria sont présentes principalement dans les pays anglophones d'Afrique de l'Ouest. Il y a six filiales en Gambie, six au Sierra Leone et cinq au Ghana. Par ailleurs, les actifs des banques nigérianes (hors Ecobank) constituent environ 40 % des actifs du système bancaire en Gambie et au Sierra Leone, environ un quart au Libéria et environ un sixième au Ghana (voir Nnaji, à paraître). Ecobank a des filiales dans ces quatre pays, et est aussi très présent dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest. En fait, ses filiales représentent plus de 10 % du crédit ou des dépôts du système bancaire dans onze pays francophones.

La crise bancaire de 2009–10 au Nigéria a permis de vérifier l'importance de ce vecteur de transmission des chocs subis par le système financier. La crise a éclaté après deux ans de forte expansion du crédit, sur fond de mauvaise gestion des risques, de prêts à des parties liées et de contrôle insuffisant. En conséquence, la Banque centrale du Nigéria est intervenue dans 10 des 24 banques en 2009, après que des audits ont indiqué que la plupart de ces banques étaient insolvables¹⁶. Quatre de ces banques s'étaient fortement développées à l'étranger. Les audits de la banque centrale ont fait apparaître aussi qu'un petit nombre de banques ayant des filiales à l'étranger et dans lesquelles la banque centrale n'est pas intervenue ont enregistré une forte hausse de leurs prêts improductifs ou disposaient de fonds propres

¹⁶Les actifs de ces banques représentaient 38 % du total des actifs bancaires au Nigéria.

insuffisants. Dans un premier temps, quelques pays d'Afrique subsaharienne ont donc craint que la crise bancaire nigériane se propage à l'étranger.

Les remous financiers au Nigéria n'ont pas eu d'effet de contagion systémique dans la région. Cela s'explique en partie par le fait que les deux banques les plus actives à l'échelle internationale, qui possédaient plus de la moitié des filiales à l'étranger, ne figuraient pas parmi les banques en difficulté. Par ailleurs, les systèmes bancaires des pays d'accueil sont principalement financés par des dépôts locaux et ne dépendent donc pas dans une large mesure du financement nigérian¹⁷. Les filiales étrangères des banques nigérianes dans lesquelles la banque centrale est intervenue ont été finalement acquises par les banques qui ont acheté les banques mères dans le cadre de la résolution de la crise; les problèmes des banques en difficulté trouvaient leur source à l'intérieur du pays plutôt qu'à l'étranger.

Cependant, un certain nombre de filiales étrangères de banques nigérianes ont connu des difficultés pendant ces années¹⁸. Selon les données de Bankscope, des filiales de banques nigérianes au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en Guinée Bissau, au Niger, en République démocratique du Congo, au Rwanda et en Ouganda ont enregistré de fortes baisses de leurs dépôts, de leurs prêts ou de leurs actifs. Il est important de noter que, à l'exception du Bénin, aucun de ces pays n'a enregistré une baisse systémique de ces indicateurs pendant cette période, ce qui donne à penser que certains des problèmes des filiales de banques nigérianes tenaient peut-être à une contagion du Nigéria¹⁹. De même, au Ghana, au Kenya et au Libéria, les prêts improductifs

¹⁷Ce fut le cas, par exemple, au Libéria, où l'on a découvert une mauvaise gestion des risques dans la filiale d'une banque nigérienne qui a eu pour conséquence des prêts improductifs très élevés. Le système bancaire n'a pas été touché, en partie parce que les banques libériennes sont financées principalement par des dépôts locaux, et que leurs actifs sont limités aux espèces et aux prêts accordés au secteur privé intérieur.

¹⁸Ce n'est qu'une analyse rapide, parce que les données sont disponibles principalement pour les filiales des banques dans lesquelles il n'y a pas eu d'intervention et, de surcroît, pour 46 seulement des 75 filiales.

¹⁹Le système bancaire du Bénin a enregistré une baisse des actifs et du crédit privé en 2011. Cependant, cette baisse n'était pas liée aux difficultés des filiales nigérianes.

Encadré 2.4. Liens entre le Nigéria et les pays voisins dans le domaine de l'énergie

Les prix des carburants et de l'électricité sont nettement plus faibles au Nigéria que dans les pays voisins. Le Nigéria subventionne fortement de nombreux produits pétroliers tandis que la plupart de ses voisins frappent ces derniers de taxes et appliquent des régimes de prix plus sensibles aux conditions du marché. Les coûts de transport et autres frais majorant les prix sont, en outre, plus élevés dans les pays enclavés. Ces facteurs contribuent à l'écart élevé entre les prix observés au Nigéria et dans les autres pays. Par exemple, comme l'indique le graphique 1, les prix de l'essence dans les pays situés à proximité du Nigéria sont à peu près le double des prix réglementés au Nigéria. Ces fortes disparités ont provoqué l'apparition de divers comportements de recherche de rente et d'un commerce informel considérable entre le Nigéria et ses voisins.

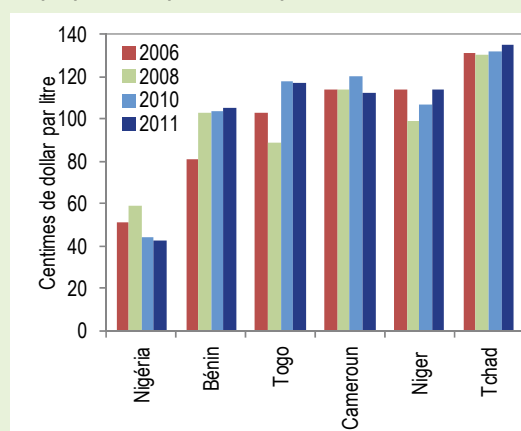
Les écarts de prix et la gestion inadéquate du régime de subvention au Nigéria ont des retombées importantes dans les pays voisins. Bien qu'il soit difficile à quantifier, le commerce informel des produits pétroliers a des répercussions considérables sur les importations de ces produits et les recettes fiscales des pays voisins du Nigéria. Par exemple, les ventes officielles d'essence ne représentaient, selon les estimations, que 10 % à 15 % du volume total des ventes au Bénin à la fin de 2011. Au Togo, ces ventes ont régulièrement diminué entre 2008 et 2011 (graphique 2), pour toutefois faire un bond en janvier 2012 par suite de la hausse des prix des carburants au Nigéria, et elles n'ont diminué que dans une certaine mesure lorsque les autorités nigériennes ont réduit l'ampleur de l'augmentation du prix de l'essence.

Des liens étroits existent ou se constituent entre le Nigéria et certains de ses voisins dans le domaine de l'électricité. En vertu d'un accord remontant à 1977, le Nigéria fournit près de 90 % de l'électricité consommée au Niger au tarif fortement subventionné de 0,03 dollar le kWh; le coût de production de l'électricité au Niger se situe quant à lui, en moyenne, entre 0,16 et 0,20 dollar le kWh (Banque mondiale, juin 2011). Le Nigéria fournira également du gaz à prix réduit à des centrales électriques béninoises et togolaises.

Étant donné l'étroitesse des liens informels et formels existant dans les domaines des carburants et de l'électricité, toute modification de la politique des prix de ces produits au Nigéria a d'importantes répercussions. Selon les estimations des services du FMI, l'augmentation des prix des carburants au Nigéria en janvier 2012 a eu un impact marqué sur l'inflation au Bénin (encadré 2.5). De même, d'après les services de la Banque mondiale, le relèvement du tarif de l'électricité vendue par le Nigéria au Niger à 0,08 dollar le kWh (qui est le coût marginal à long terme de la production d'électricité au Nigéria) aurait pour effet d'accroître de 26 millions de dollars le coût annuel de l'électricité au Niger.

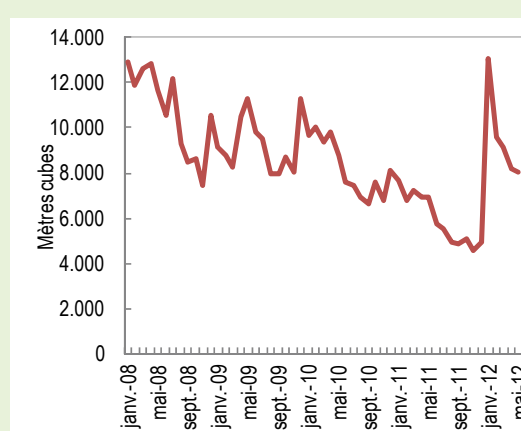
Cet encadré a été préparé par Mumtaz Hussain.

Graphique 1. Comparaison des prix de l'essence



Source : plusieurs rapports GTZ.

Graphique 2. Togo : ventes officielles de super



Source : autorités togolaises.

Encadré 2.5. Commerce informel entre le Bénin et le Nigéria

Le commerce avec le Nigéria a, de tout temps, joué un rôle important dans l'économie béninoise. Les données du FMI sur l'orientation des échanges (*Direction of Trade*) montrent que le Nigéria ne reçoit que 5 % des exportations déclarées du Bénin. La poursuite de politiques commerciales différentes dans ces deux pays a toutefois encouragé un important commerce informel qui n'est qu'en partie pris en compte dans les statistiques officielles. Il est toujours lucratif de faire entrer des marchandises en contrebande au Nigéria, même après avoir acquitté les droits d'entrée au Bénin (Banque mondiale, 2009). Cet encadré décrit : i) les facteurs expliquant l'ampleur du commerce informel entre le Bénin et le Nigéria, ii) la composition et une estimation du volume de ce commerce, et iii) ses répercussions.

Facteurs à l'origine du commerce informel. Le commerce informel s'est essentiellement développé en raison de la poursuite de politiques commerciales différentes dans les deux pays. L'économie nigériane jouit d'un haut degré de protection : l'importation d'une trentaine de produits est actuellement interdite, et les droits d'entrée frappant les biens de consommation, en particulier le riz et le sucre, sont de l'ordre de 50 % en moyenne. Le Bénin, en revanche, ne prélève que de faibles droits d'importation (moins de 20 %). Les restrictions commerciales imposées par le Nigéria constituent une importante incitation à procéder à des échanges informels. D'autres décisions des pouvoirs publics nigériens, en particulier le subventionnement des produits pétroliers, encouragent l'exportation en contrebande sur une grande échelle de produits pétroliers du Nigéria vers le Bénin. Enfin, les affinités culturelles entre les populations béninoise et nigériane, et notamment la présence de Yorubas dans les deux pays, contribuent au commerce informel.

Composition et volume. Selon Geourjon, Chambas et Laporte (2008), environ la moitié des importations destinées au marché intérieur qui entrent au Bénin par le Port de Cotonou aboutissent en fin de compte au Nigéria. Les principaux produits importés passant par le Port de Cotonou sont les volailles surgelées, les voitures d'occasion et les textiles, articles qui figurent pour la plupart sur la liste des importations interdites au Nigéria. Selon les estimations de Golub (2012), le commerce informel béninois, essentiellement avec le Nigéria, représente environ 52 % du PIB (moyenne établie sur la période 2006 à 2008), même si l'on fait abstraction du coton et des produits pétroliers qui ne sont pas enregistrés par les douanes béninoises dans ces catégories. Le tableau 1 permet de comparer les importations d'articles majeurs faisant l'objet d'un important commerce informel entre le Bénin et le Nigéria et celles d'articles comparables au Togo¹. La demande intérieure étant similaire au Togo et au Bénin en raison des similitudes que présentent leurs économies et leurs populations, l'existence d'importants écarts au niveau des importations destinées à la consommation intérieure tient généralement au commerce informel. En ce qui concerne le commerce des produits pétroliers, plus de

Tableau 1. Principales importations du Togo et du Bénin, 2008
(Milliards de francs CFA)

	Bénin			Togo		
	Importations pour usage intérieur	Transit et réexportation	Total	Importations pour usage intérieur	Transit et réexportation	Total
Marchandises dont l'importation est interdite au Nigéria						
Voitures	25,7	398,7	424,4	10,9	69,7	80,6
Tissus de coton	17,9	350,5	368,4	2,3	30,4	32,7
Poulets congelés	58,6	0,0	58,6	4,4	0,0	4,5
Habillement	17,6	19,1	36,7	15,2	20,9	36,2
Vêtements d'occasion	22,4	33,1	55,4	4,0	6,0	9,9
Médicaments	18,8	10,2	29,1	17,7	15,5	33,2
Huile de palme	35,0	27,2	62,1	3,5	6,6	10,1
Huile végétale	0,3	11,7	11,9	1,1	6,6	7,8
Biens frappés de droits élevés au Nigéria						
Riz	88,4	43,7	132,1	4,2	8,7	12,8
Sucre	7,8	8,2	16,0	2,1	7,2	9,3
Cigarettes	2,6	19,2	21,9	8,8	11,9	20,7
Marchandises soumises à des droits moins élevés au Nigéria						
Poisson congelé	4,6	0,7	5,3	2,1	4,9	7,0
Motocyclettes	5,1	0,8	3,9	5,1	3,3	8,4

Source : Golub, 2012 (autorités douanières du Bénin et du Togo, et calculs de l'auteur).

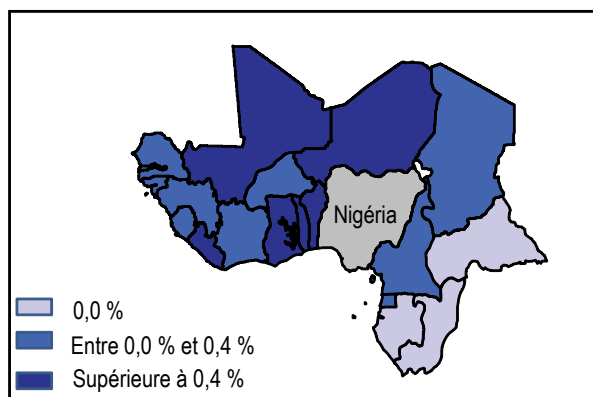
Cet encadré a été préparé par Cheikh Gueye, Carla Macario et Kevin Wiseman.

¹Même les articles entrant au Bénin pour être réexportés légalement ne sont pas déclarés lorsqu'ils entrent au Nigéria.

Encadré 2.5. (fin)

80 % de l'essence consommée au Bénin arrive du Nigéria en contrebande, ce qui a pour effet de limiter les ventes sur le marché officiel ainsi que le nombre de stations d'essence.

Répercussions. Le commerce informel a d'importantes répercussions, que ce soit au Nigéria ou au Bénin. Les opérations de transit et le commerce en entrepôt figurent parmi les principales activités économiques du Bénin. Elles sont une importante source d'emplois, et les recettes fiscales générées par les articles destinés au Nigéria représentent, selon les estimations, environ 14 % du montant total des recettes fiscales (2,4 % du PIB). Par contre, l'État affiche un manque à percevoir dû à l'importation illégale de produits pétroliers en provenance du Nigéria qui, selon les estimations, représente entre 0,1 % et 0,3 % du PIB. En janvier 2012, la réduction de moitié des subventions des produits pétroliers au Nigéria a été immédiatement et intégralement répercutée sur le marché informel de l'essence au Bénin; le renchérissement des produits pétroliers qui s'en est suivi au Bénin a provoqué une accélération de l'inflation, dont le taux moyen est passé de 1,8 % au dernier trimestre de 2011 à 6,5 % au premier trimestre de 2012, et une contraction de la demande intérieure par suite de l'ajustement de la consommation des ménages.

Graphique 2.9. Proportion de la population totale ayant émigré au Nigéria

dans deux filiales de banques nigérianes ont atteint des niveaux largement supérieurs à la moyenne dans le système bancaire de leur pays d'accueil.

AUTRES LIENS

Envois de fonds des travailleurs migrants

Selon les données officielles, les envois de fonds des travailleurs du Nigéria vers les pays voisins sont faibles par rapport au PIB, mais beaucoup de ces envois de fonds ne sont pas enregistrés. Selon les estimations de la Banque mondiale pour les migrations des pays voisins vers le Nigéria, la part de ces migrants est modeste, tant du point de vue du Nigéria que des pays sources (graphique 2.9). La Banque mondiale estime qu'il y avait environ 1 million de migrants d'Afrique subsaharienne au Nigéria en 2010. Ces migrants provenaient principalement du Bénin (0,2 million de personnes, 3 % de la population); du Ghana (0,2 million, 1 %); du Togo (0,1 million, 2 %) et du Mali (0,1 million, 1 %). Les envois de fonds en provenance du Nigéria qui sont enregistrés sont modestes aussi, seuls le Bénin et le Togo faisant état d'entrées élevées (tableau 2.4).

INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER

L'investissement du Nigéria en Afrique subsaharienne, en dehors du secteur financier, n'est guère important. Il est difficile d'obtenir

Tableau 2.4. Principales destinations des envois de fonds des expatriés au Nigéria

	Envois de fonds en provenance du Nigéria	
	Millions de dollars	Pourcentage du PIB du pays de destination
Bénin	35,0	0,53
Mali	11,4	0,12
Niger	9,1	0,17
Togo	14,7	0,46

Sources : Ratha et Shaw (2007); chiffres actualisés à l'aide de données supplémentaires sur 71 pays de destination, selon le *Migration and Remittances Factbook 2011* (Banque mondiale).

des données concrètes à ce sujet. Cependant, même si une part substantielle de l'investissement du Nigéria se faisait en Afrique subsaharienne, elle resterait négligeable par rapport au total de l'investissement direct étranger dans la région : l'investissement direct étranger du Nigéria dans le monde était de 5,9 milliards de dollars en 2011, alors que l'investissement direct étranger en Afrique subsaharienne est estimé à 290 milliards de dollars. Selon des données empiriques, il n'y a pas de présence notable d'établissements non bancaires nigériens en Afrique subsaharienne, ni même dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest.

COVARIATIONS DES VARIABLES MACROÉCONOMIQUES

Les corrélations du PIB entre le Nigéria et les pays voisins sont généralement faibles. Sur la base de données annuelles de 1989 à 2011, des corrélations ont été calculées entre i) le niveau (épuré de la tendance) du PIB réel au Nigéria et dans les pays voisins²⁰ et ii) les taux de croissance correspondants du PIB réel. Les données ne font état d'une forte corrélation positive que pour le Tchad, ce qui s'explique probablement par la part élevée du pétrole dans le PIB tchadien (tableau 2.5).

En ce qui concerne l'inflation, les corrélations entre le Nigéria et les pays voisins sont plus fortes. Les corrélations contemporaines sont élevées avec le Niger, le Tchad et le Burkina Faso, tandis qu'il

²⁰ Les séries du PIB épuré de la tendance ont été calculées à l'aide du filtre Hodrick–Prescott (HP).

Tableau 2.5. PIB du Nigéria et des pays voisins

Comouvement du cycle économique ¹ du Nigéria et des pays voisins, 1989–2011				Comouvement des taux de croissance du Nigéria et des pays voisins, 1989–2011	
	<i>t</i> – 1	<i>t</i>	<i>t</i> + 1		<i>t</i>
Bénin	0,272	0,1	-0,404	Bénin	0,010
Burkina Faso	-0,095	0,0	0,478	Burkina Faso	0,079
Cameroun	0,060	0,0	0,090	Cameroun	0,192
Côte d'Ivoire	-0,153	-0,2	-0,061	Côte d'Ivoire	-0,370
Ghana	-0,220	0,1	0,183	Ghana	0,118
Niger	-0,044	0,1	0,167	Niger	0,254
Tchad	-0,127	0,4	0,643	Tchad	0,359
Togo	-0,073	0,2	0,210	Togo	0,054

Source : calculs des auteurs.

¹Composantes cycliques du PIB obtenues en utilisant le filtre Hodrick–Prescott (le Nigéria est à *t*).**Tableau 2.6. IPC du Nigéria et des pays voisins**

Comouvement de l'inflation du Nigéria et des pays voisins, 1990:T1–2011:T4				Comouvement de l'inflation des produits alimentaires du Nigéria et des pays voisins, 200X ¹ :T1–2011:T4			
	<i>t</i> – 1	<i>t</i>	<i>t</i> + 1		<i>t</i> – 1	<i>t</i>	<i>t</i> + 1
Bénin	0,150	0,2	-0,065	Bénin	0,176	-0,2	0,388
Burkina Faso	0,314	0,5	-0,042	Burkina Faso	0,254	0,3	0,212
Cameroun	-0,120	0,1	0,082	Cameroun	-0,103	0,1	0,287
Côte d'Ivoire	0,337	0,1	-0,397	Côte d'Ivoire	0,452	0,5	-0,365
Ghana	0,551	0,2	-0,455	Ghana	0,684	0,2	-0,518
Niger	-0,033	0,6	0,022	Niger	0,184	0,8	0,240
Tchad	0,050	0,6	-0,171	Tchad	0,494	0,6	-0,236
Togo	0,500	0,1	-0,269	Togo	0,635	0,1	-0,413

Source : calculs des auteurs.

¹En fonction des données disponibles (autour de l'année 2000).

semble que l'inflation retardée au Ghana et au Togo covarie avec celle du Nigéria. La corrélation entre les prix alimentaires est encore plus forte, ce qui montre le rôle important de ces prix dans les covariations de l'inflation (tableau 2.6).

Bien que les corrélations puissent permettre de se faire une idée préliminaire de l'ampleur de la contagion, elles peuvent être trompeuses²¹. Il faut donc obtenir davantage d'informations sur d'éventuels effets externes «véritables» du Nigéria sur les pays voisins. À cette fin, nous utilisons une analyse d'autorégression vectorielle (VAR).

²¹Corrélation n'implique pas causalité. Par ailleurs, les corrélations peuvent détecter l'effet des deux variables ayant des réactions similaires à des chocs communs, par exemple les facteurs mondiaux qui touchent de la même manière les pays d'importance systémique et les petits pays.

Chocs sur le produit intérieur brut

Pour estimer les effets externes du Nigéria sur les pays voisins en ce qui concerne la production, des modèles structurels d'autorégression vectorielle (SVAR) sont utilisés pour chacun des huit pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Tchad et Togo). Les variables de ces modèles sont les suivantes : i) le PIB du pays; ii) le PIB du Nigéria; iii) la demande mondiale, représentée par une moyenne pondérée du PIB réel des pays du Groupe des Sept et de la Chine, avec une pondération selon le PIB corrigé des parités de pouvoir d'achat; et iv) les cours des produits de base, mesurés par un indice général des prix (une variante du modèle remplace

cet indice par le seul cours du pétrole, qui est celui des *Perspectives de l'économie mondiale*).

L'analyse des SVAR renforce pour l'essentiel les résultats de l'analyse des corrélations. Après neutralisation des effets des facteurs mondiaux communs, les chocs sur le PIB du Nigéria ont un impact négligeable sur le PIB des pays voisins.

Chocs sur l'inflation

Les SVAR estimés pour analyser l'effet des chocs subis par l'inflation nigériane sur l'inflation des pays voisins incluent les variables ci-après : i) l'inflation du pays, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC); ii) l'inflation du Nigéria, mesurée par son IPC; iii) l'inflation mondiale, mesurée par l'indice des prix à la consommation de tous les biens.

Les résultats montrent que l'inflation dans les pays voisins est assez sensible à l'évolution de l'inflation au Nigéria. Les fonctions impulsion–réaction indiquent qu'un choc sur l'inflation nigériane de 1 écart-type (3 %) fait monter l'inflation de 1 % au moins dans tous les pays voisins, sauf au Cameroun (graphiques 2.1 et 2.2 de l'appendice). En outre, les chocs se transmettent pour la plupart

assez rapidement, les effets se faisant ressentir dans la même année. Ils sont les plus marqués au Niger (2 %) et au Tchad (2 %), ce qui s'explique par les relations commerciales étroites de leur secteur informel avec le Nigéria (voir section précédente). Les résultats ne seraient pas fort différents si l'on tenait compte de l'inflation mondiale des produits alimentaires plutôt que de l'inflation mondiale globale.

Le marché régional intégré des céréales semble être l'un des principaux canaux de transmission de l'inflation du Nigéria vers les pays voisins. Une autre série de SVAR a été calculée pour l'inflation des produits alimentaires. Les fonctions impulsion-réaction au graphique A2.2 montrent que les prix alimentaires du Togo, du Niger, de la Côte d'Ivoire et du Tchad, qui sont au cœur du marché régional de céréales, réagissent fortement à un choc de 1 écart-type sur l'inflation alimentaire au Nigéria. L'inflation au Bénin réagit avec un retard d'une période.

LES EFFETS EXTERNES DU NIGÉRIA SONT-ILS IMPORTANTS?

En résumé :

- Bien que le Nigéria soit un partenaire commercial important pour certains des pays voisins, les indicateurs traditionnels (par exemple, le commerce, l'investissement direct étranger et les envois de fonds) donnent à penser que les effets externes du Nigéria sur ses voisins sont faibles, et que le rôle du Nigéria en tant que moteur de l'activité économique régionale est relativement peu important.
- D'autres indicateurs, informels et institutionnels, font état d'une influence un peu plus forte du Nigéria en Afrique subsaharienne. Au cours des dix dernières années, le secteur bancaire nigérian s'est développé dans l'ensemble de la région, et des banques nigérianes opèrent maintenant dans 21 pays d'Afrique subsaharienne. Les flux commerciaux informels avec les pays voisins et sur les marchés régionaux sont importants, en particulier pour les céréales, le commerce en entrepôt au Bénin et au Niger qui n'est pas

enregistré au Nigéria, et les exportations illégales de produits pétroliers du Nigéria vers les pays voisins.

- Il ressort de l'analyse quantitative présentée dans cette section que, bien que les effets externes du PIB du Nigéria sur les pays voisins soient négligeables, les chocs sur l'inflation au Nigéria ont un impact considérable sur l'inflation dans les autres pays.

CONCLUSIONS

Nous avons examiné comment l'évolution de la situation économique en Afrique du Sud et au Nigéria, les deux plus grandes économies d'Afrique subsaharienne, influe sur le reste de la région. Les principales conclusions sont les suivantes : i) les liens de l'Afrique du Sud avec le reste du continent augmentent continuellement et devraient continuer de la sorte à terme, mais, à l'heure actuelle, ces liens ont une importance macroéconomique principalement pour l'Afrique australe, et ii) les liens du Nigéria avec le reste de la région restent faibles, sauf pour ses voisins immédiats, où sa politique fiscale et son système de subventions ont amplifié les incitations normales au commerce. Les chocs macroéconomiques dans ces deux pays ont des effets externes sur plusieurs pays, mais ces effets peuvent être complexes (comme dans le cas de l'Union douanière d'Afrique australe), avec une plus longue portée dans le cas de l'Afrique du Sud et beaucoup moins dans le cas du Nigéria.

Les liens commerciaux et financiers au sein de l'Afrique subsaharienne se sont développés notablement ces dernières années, mais il est largement reconnu qu'il reste beaucoup de chemin à parcourir pour assurer une intégration économique étroite au niveau régional et sous-régional. À mesure que cette intégration se poursuit et que les liens économiques s'intensifient, l'importance des effets externes des grands pays sur le reste de l'Afrique subsaharienne, et à l'intérieur de leur propre sous-région, augmentera : des liens économiques plus étroits impliqueront inévitablement une plus grande exposition aux chocs, qu'ils soient favorables ou défavorables, dans les pays partenaires.

APPENDICE : RÉSULTATS ÉCONOMÉTRIQUES

Pour évaluer l'importance relative de l'évolution de l'économie mondiale, des politiques économiques nationales, ainsi que de l'évolution et de la politique économique en Afrique du Sud dans la croissance du PIB par habitant de ses principaux pays partenaires en Afrique subsaharienne, cette section présente quatre régressions empilées (tableau 2.1 de l'appendice). Ces régressions sont calculées sur deux sous-périodes (1980–2010 et 1990–2010) à l'aide de données annuelles tirées principalement de la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI. Les régressions empilées incluent des effets fixes pour tenir compte des écarts de croissance de chaque pays, y compris des niveaux de revenus initiaux différents.

IMPLICATIONS PRINCIPALES

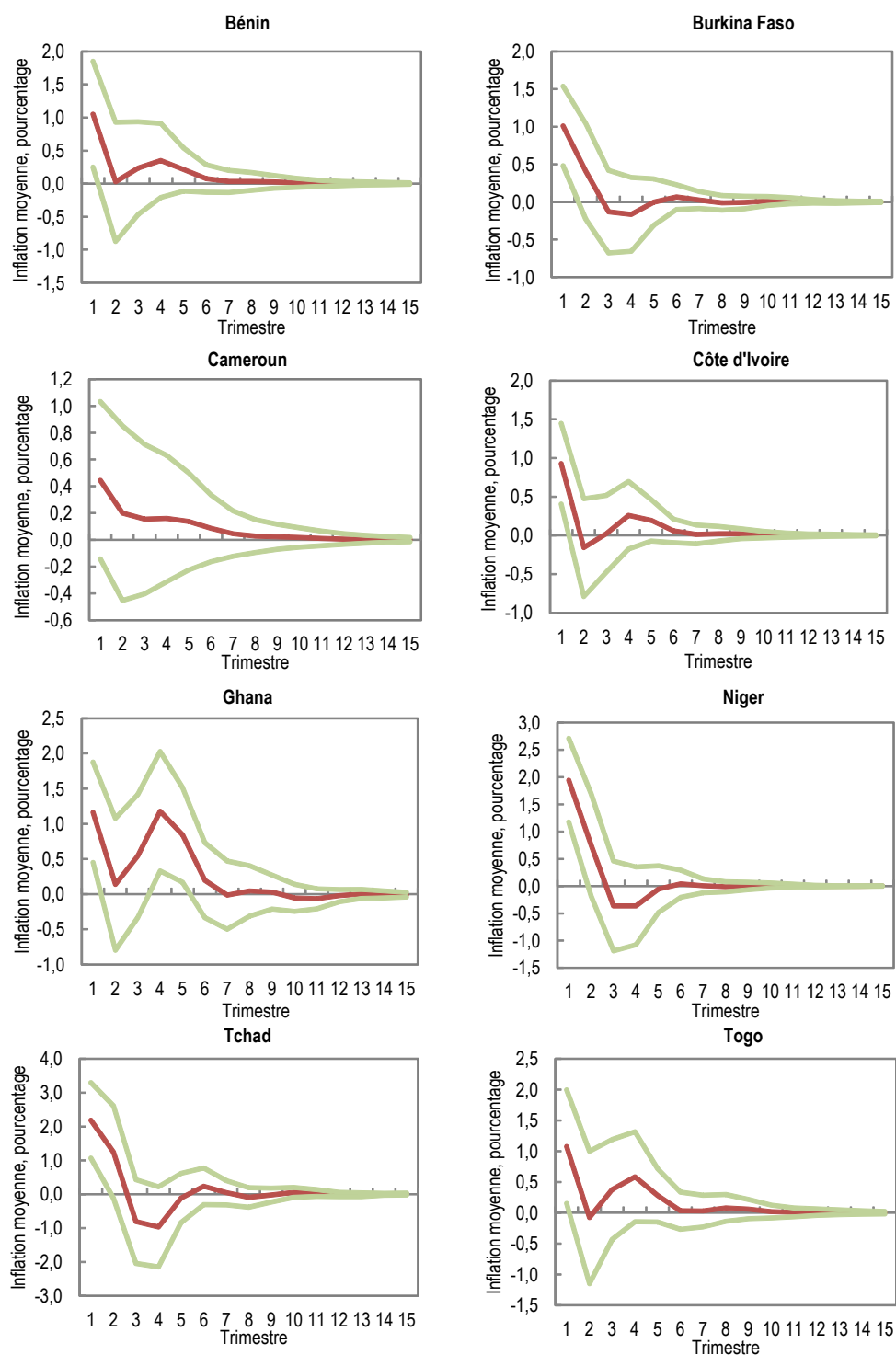
- *Il n'est pas surprenant de noter que l'évolution de l'économie mondiale est un déterminant important pour la croissance.* En particulier, comme l'illustre la première régression, la croissance par habitant augmente quand les cours réels des produits de base montent, diminue lorsque les écarts de taux bancaires américains se creusent (indicateur indirect d'un durcissement des conditions financières mondiales) et augmente lorsque la croissance mondiale s'accélère.
- *Les politiques économiques nationales ont de l'importance.* Les ressources budgétaires disponibles (ratio recettes budgétaires/PIB), le rythme de croissance de la consommation publique et l'inflation (qui, elle, est liée au régime de change et aux réactions des pouvoirs publics) influent sur les fluctuations de la croissance par habitant.
- *Aucune donnée ne démontre clairement que l'évolution ou la politique économique en Afrique du Sud influe sur la croissance globale dans ses principaux partenaires en Afrique subsaharienne.* Lorsque toutes les variables possibles (politique économique étrangère et nationale, y compris sud-africaines) sont incluses dans un premier temps et que les variables qui contribuent le moins sont éliminées l'une après l'autre jusqu'à ce que seules les variables significatives subsistent, le rythme de la croissance mondiale est un facteur d'explication important, au contraire des diverses variables sud-africaines. Des résultats plus mitigés sont obtenus si l'on exclut i) le rôle des variables de politique économique nationale ou ii) le rôle de l'évolution de l'économie mondiale.

Tableau de l'appendice 2.1. Régressions employées : croissance du PIB par habitant des principaux partenaires subsahariens de l'Afrique du Sud¹

	Régression 1			Régression 2			Régression 3			Régression 4		
	1980-2010	1990-2010	1980-2010	1980-2010	1990-2010	1980-2010	1980-2010	1990-2010	1980-2010	1980-2010	1990-2010	1980-2010
Évolutions mondiales												
Prix réels des produits de base	2,30 ***	2,74 ***	2,09 ***	2,65 ***								
Écart TED aux États-Unis ²	-0,79 *	-1,06	-0,63	-1,02								-2,19 **
Croissance du PIB réel par habitant (modèle décalé)	0,23 ***	0,18 ***	0,28 **	0,34 **					-0,11 *			
Croissance du PIB réel mondial par habitant	0,53 ***	0,47 ***	0,19	0,03			0,48 **	0,36	0,43 *		0,36 **	
Évolutions régionales												
Recettes publiques/PIB							0,08 ***	0,10 ***	0,07 **		0,08 **	
Croissance réelle de la consommation publique							0,04 ***	0,04 ***	0,04 ***		0,03 ***	
Inflation							-0,05 ***	-0,05 ***	-0,05 ***		-0,02 ***	
Taux de change réel							-0,04 **	-0,03	-0,04 **			
Croissance du PIB réel par habitant (modèle décalé)							-0,06	-0,10				
Évolutions en Afrique du Sud												
Croissance du PIB réel par habitant			0,28 **	0,34 **			0,02	0,06	0,04			
Taux de change réel												
Taux d'intérêt à court terme									0,18 **		0,18 *	
Inflation												
Recettes budgétaires/PIB									0,50 ***		0,89 ***	
Croissance réelle de la consommation publique												
Statistiques des régressions												
R ² ajusté	0,21	0,22	0,22	0,22			0,26	0,27	0,29		0,35	
Observations	521	385	521	385			341	296	311		297	
Variations en coupe transversale	19	19	19	19			18	18	18		18	

Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*; Haver Analytics Inc.; estimations des services du FMI.¹D'après l'analyse des liens réels et financiers, les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud sont l'Angola, le Botswana, le Ghana, le Lesotho, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Nigéria, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, les Seychelles, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Les régressions employées non équilibrées comprennent les effets fixes. * signification à 10 %, ** signification à 5 %, *** signification à 1 %.²L'écart TED, indicateur du risque financier, est la différence entre le taux d'intérêt LIBOR à trois mois et celui des bons du Trésor des États-Unis.

Graphique de l'appendice 2.1. Évolution de l'inflation (IPC) sous l'effet d'une évolution défavorable de l'inflation globale au Nigéria
(Un écart-type)

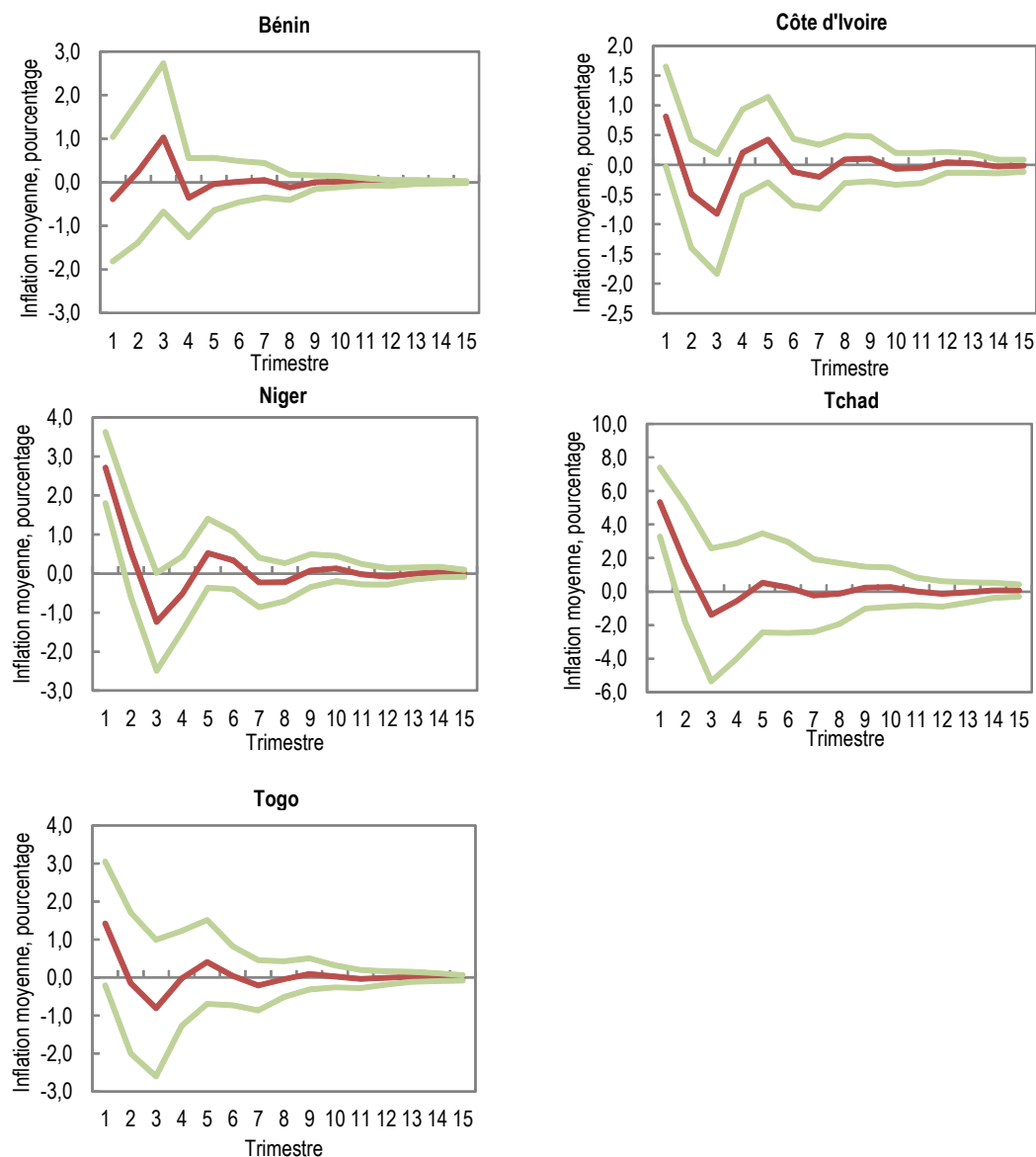


Source : estimations des services du FMI.

Note : La ligne rouge indique la réaction au choc. Les lignes vertes correspondent à plus et moins deux écarts-types.

Graphique de l'appendice 2.2. Évolution de l'inflation des produits alimentaires sous l'effet d'une évolution défavorable de l'inflation des produits alimentaires au Nigéria

(Un écart-type)



Source : estimations des services du FMI.

Note : La ligne rouge indique la réaction au choc. Les lignes vertes correspondent à plus et moins deux écarts-types.

3. La transformation structurelle en Afrique subsaharienne

INTRODUCTION ET RÉSUMÉ

Nous analysons ici le degré de transformation structurelle, mesuré par la migration des travailleurs des secteurs et activités à faible productivité moyenne vers les secteurs et activités à forte productivité moyenne, dans les pays d'Afrique subsaharienne de 1995 à 2010. La période considérée a été marquée par une forte croissance dans un grand nombre de ces pays, et nous constatons ici que la plupart d'entre eux ont connu une certaine transformation structurelle, mais à des rythmes inégaux et en suivant des cheminements différents. Toutefois, alors que la transformation des pays asiatiques auxquels les pays d'Afrique subsaharienne sont comparés dans ce chapitre s'est appuyée essentiellement sur les industries manufacturières à bas salaires, rien ne permet d'affirmer avec certitude que la plupart des pays d'Afrique subsaharienne suivront cette voie. En fonction de leurs dotations en ressources naturelles et des qualifications de la main-d'œuvre, entre autres facteurs, certains d'entre eux pourraient suivre l'exemple de l'Asie en développant une industrie manufacturière à bas salaires, alors que, dans d'autres pays, la transformation pourrait s'opérer par la voie des services et, dans d'autres encore, par une mutation du secteur agricole.

Depuis une vingtaine d'années, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne connaissent une croissance économique d'une vigueur et d'une persistance sans précédent. Nous analysons ici dans quelle mesure cette période de croissance élevée s'est accompagnée d'une transformation structurelle, définie comme le transfert des travailleurs des activités et secteurs où la productivité moyenne du travail est faible vers ceux où elle est élevée, ce qui contribue à augmenter la productivité moyenne du travail dans

l'ensemble de l'économie¹. Nous montrons que, dans la plupart des pays de la région, la croissance s'est bien accompagnée d'un certain degré de transformation structurelle, mais dont le rythme et la nature ont sensiblement varié. Dans la plupart des pays exportateurs de pétrole, des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu non fragiles, on a assisté à une hausse régulière de la productivité moyenne du travail, résultant souvent des progrès de la productivité dans l'agriculture et entraînant un recul de la part de ce secteur dans le PIB. Dans les États fragiles, en revanche, la croissance a été en général faible et irrégulière, surtout du fait de conflits; cela se traduit par l'absence de transformation structurelle significative dans la grande majorité des pays de cette catégorie.

Les principales conclusions du chapitre sont les suivantes :

- Bien que les données soient incomplètes et pas toujours cohérentes, il apparaît que la hausse de la productivité du travail dans le secteur agricole a été très faible dans beaucoup de pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne; cela s'explique par l'insuffisance de l'irrigation, le manque d'engrais, la diminution des surfaces cultivées et les contraintes d'infrastructures, même s'il y a des exceptions (Burkina Faso, Malawi).
- Le secteur manufacturier se développe dans quelques pays (Éthiopie, Kenya, Mozambique et Tanzanie), mais en partant d'une base restreinte caractérisée par une progression lente de la productivité.

¹C'est une acception étroite de la notion de «transformation structurelle», car ce concept englobe souvent l'urbanisation et la transition démographique qui vont habituellement de pair avec la croissance économique. On l'associe aussi fréquemment à d'autres phénomènes, tels que la diversification et la sophistication des exportations et de la production ainsi que l'amélioration de la qualité des produits. Tous ces éléments sont le sujet du récent projet d'étude intitulé «Economic Diversification for Stability and Growth in LICs», entrepris par le Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation et par le Département des études du FMI.

Ce chapitre a été rédigé par Rodrigo Garcia-Verdu, Alun Thomas et John Wakeman-Linn, avec le concours de Yingying Shi.

- Le secteur des services a mieux réussi à stimuler la production, les exportations et les gains de productivité; en outre, certains pays se sont élevés dans la chaîne de valeur ajoutée (Kenya, Maurice). Toutefois, le secteur informel reste très étendu dans les économies d'Afrique subsaharienne.

Nous nous intéressons particulièrement au secteur agricole, qui demeure le principal employeur dans de nombreux pays de la région. En Afrique subsaharienne, l'agriculture contribue en moyenne à plus de la moitié de l'emploi total et à un cinquième du PIB (graphique 3.1)².

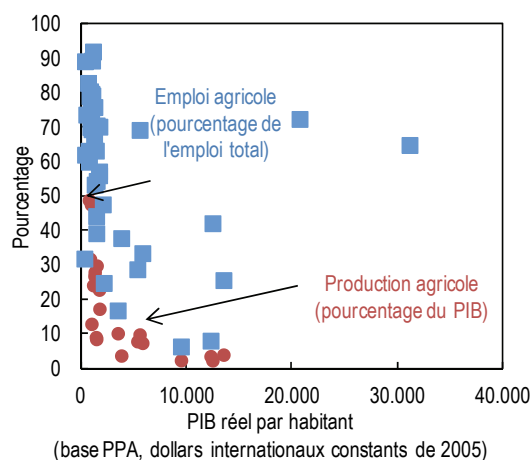
Dans chacun des 86 pays de l'échantillon figurant au graphique 3.2, la production par travailleur du secteur agricole est inférieure au PIB non agricole par travailleur. Point plus important, la différence de productivité moyenne du travail entre le secteur agricole et le reste de l'économie est plus marquée dans les pays à faible revenu, y compris le sous-échantillon de 23 pays d'Afrique subsaharienne (indiqués en rouge), que dans les pays à revenu élevé³.

En général, les données empiriques émanant d'autres régions montrent qu'une augmentation rapide de la productivité s'accompagne d'une baisse de la part de l'agriculture dans le PIB et dans l'emploi résultant du transfert de ressources vers les activités plus productives d'autres secteurs. Elles indiquent aussi une progression simultanée de la productivité du travail dans l'agriculture, qui libère de la main-d'œuvre pour le reste de l'économie. La conjonction de ces changements peut être compatible avec une augmentation de la production agricole. Nous examinons donc à la fois le transfert de ressources hors du secteur agricole et l'évolution de la productivité agricole dans les pays d'Afrique subsaharienne.

²En 2010, l'agriculture a contribué à raison de 11,2 %, en moyenne pondérée, à la valeur ajoutée en Afrique subsaharienne. Sachant que l'Afrique du Sud produit à peu près un tiers du PIB de la région et que la part de l'agriculture dans la valeur ajoutée y est très faible (2,5 %), il n'est pas surprenant que le pourcentage soit bas. La moyenne non pondérée est proche de 20 %.

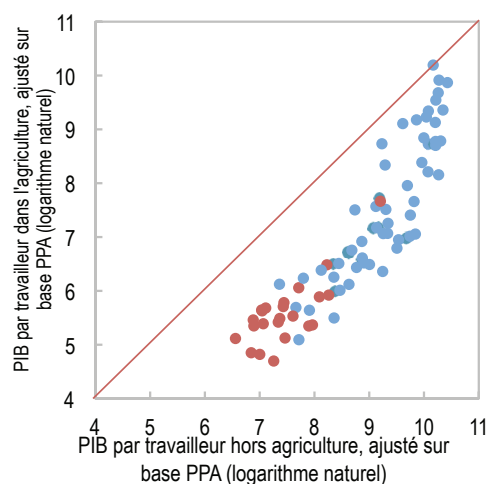
³Sauf mention contraire, le concept de productivité retenu dans ce chapitre est la productivité moyenne du travail mesurée par la valeur ajoutée par travailleur, et non la productivité totale des facteurs ou la productivité multifactorielle.

Graphique 3.1. Afrique subsaharienne : part de l'agriculture dans le PIB et l'emploi total, et PIB réel par habitant, 2010
(Pourcentage)



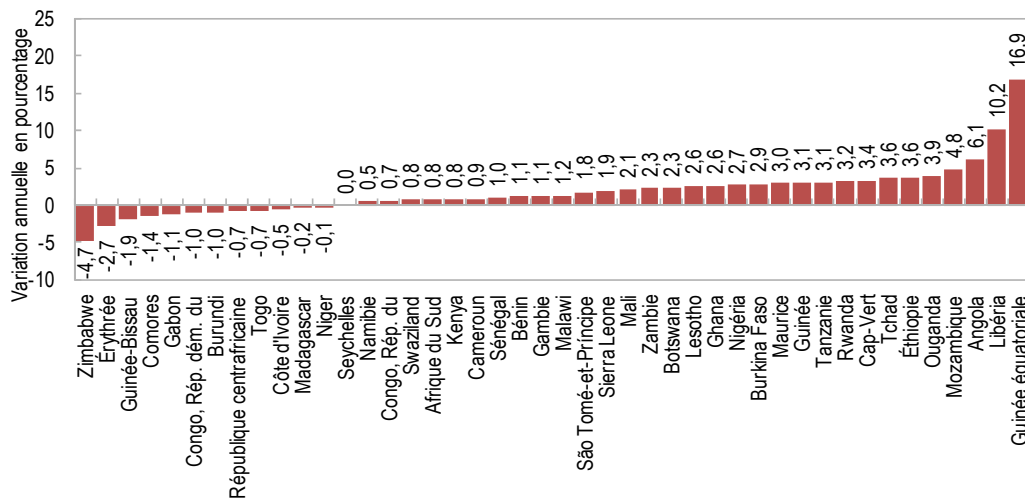
Source : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*.

Graphique 3.2. Productivité moyenne du travail



Source : Restuccia, Yang, et Zhu (2008), d'après les données de Penn World Table (PWT) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Nous en concluons que les gains de productivité dans l'agriculture sont un élément essentiel de la transformation structurelle en Afrique subsaharienne. En outre, les pays doivent continuer à privilégier l'amélioration qualitative et quantitative de l'éducation pour faciliter le transfert de la main-d'œuvre vers l'industrie et les services à plus forte valeur ajoutée, tandis que des progrès soutenus sur le plan de la logistique et des infrastructures devraient favoriser le développement des activités de tous les secteurs.

Graphique 3.3. Taux de croissance du PIB réel par membre de la population active, 1995–2010

Source : estimations des services du FMI.

Le reste du chapitre analyse divers aspects. La deuxième section présente certains faits stylisés illustrant l'amplitude de la transformation structurelle en Afrique subsaharienne. Elle compare aussi cette transformation dans certains pays de la région à celle qui a eu lieu dans un échantillon de pays asiatiques. La troisième section va plus loin en analysant l'évolution des parts de production et la productivité du travail par secteur (agriculture, mines, industrie manufacturière et services). La quatrième section examine brièvement certains obstacles à la transformation de la région, et la dernière section énonce les conclusions. Un appendice donne des exemples de transformation structurelle réussie dans cinq pays d'Afrique subsaharienne.

FAITS STYLISÉS

En raison du manque de données et du démarrage tardif de la croissance et de la transformation structurelle en Afrique subsaharienne, ce chapitre porte sur une période relativement courte (1995 à 2010). Il s'appuie sur une conjonction de données émanant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de données de PIB par secteurs issues d'une enquête des équipes-pays du Département Afrique du FMI et de données sectorielles sur l'emploi provenant

d'enquêtes auprès des ménages⁴. Il convient d'interpréter avec prudence l'analyse de la transformation structurelle de l'Afrique subsaharienne qui suit, et cela pour deux raisons : d'abord, les données sur la production sont de qualité inégale; ensuite, peu de pays disposent de séries temporelles longues et cohérentes sur l'emploi.

Le graphique 3.3 montre bien l'hétérogénéité de l'expérience de l'Afrique subsaharienne en matière de croissance⁵. Dans douze pays de la région, la productivité du travail a fléchi, alors qu'à l'opposé elle a augmenté dans treize pays à un taux qui la ferait plus que doubler en une génération. Le reste des pays d'Afrique subsaharienne se situent entre ces deux extrémités avec une évolution positive mais relativement plus lente de la productivité. Le tableau 3.1 montre la progression globale de la productivité du travail, sa progression moyenne dans

⁴Les taux de croissance émanant de la FAO correspondent dans la plupart des pays aux données de comptabilité nationale, mais il y a des différences dans quelques cas. Elles s'expliquent en partie par l'absence de données sur la pêche et la sylviculture dans les séries de la FAO relatives à la valeur ajoutée, de sorte que les deux sources ne coïncident pas dans les pays où ces sous-secteurs sont importants (par exemple la pêche au Sénégal et aux Seychelles; la sylviculture au Cameroun).

⁵On trouvera un examen approfondi de la croissance économique subsaharienne et de l'apparition d'un groupe de pays à forte croissance dans Ndulu *et al.* (2007, volumes I et II), ainsi que dans Radelet (2010).

Tableau 3.1. Transformation structurelle des pays d'Afrique subsaharienne : croissance de la productivité et variation des parts de la production agricole, 1995–2010¹
(Pourcentage)

	Taux de croissance du PIB réel par habitant	Taux de croissance du PIB réel par membre de la population active	Variation annuelle en pourcentage de la part de la production agricole	Croissance de la productivité agricole moyenne (période, si différente de 1995–2010)
Pays exportateurs de pétrole				
<i>Guinée équatoriale</i>	17,12	16,86	-5,69	-0,90
<i>Angola</i>	6,04	6,11	-2,07	4,50
<i>Tchad</i>	3,63	3,60	0,31	0,80
<i>Nigéria</i>	2,72	2,70	-0,41	2,30
<i>Cameroun</i>	1,46	0,85	-0,14	-1,60 (1995–2007)
<i>Congo, Rép. du</i>	1,21	0,66	-0,90	3,00
<i>Gabon</i>	-0,59	-1,12	-1,65	2,70
Pays à revenu intermédiaire				
Cap-Vert	5,08	3,36	-2,91	3,90
Maurice	3,46	2,98	-3,34	1,20 (1995–2009)
Ghana	2,78	2,64	-1,06	1,50 (1998–2005)
Lesotho	2,45	2,63	-2,05	1,10
Botswana	3,49	2,32	-3,56	2,20 (2001–10)
Zambie	2,08	2,28	-2,66	4,70 (1998–2010)
Sénégal	1,35	0,97	-1,40	4,00 (2001–05)
<i>Afrique du Sud</i>	1,58	0,80	-1,16	7,10 (2000–09)
Swaziland	1,84	0,76	-0,89	1,90
Namibie	2,02	0,52	-2,83	0,50
Seychelles	2,50	n.d.	-6,52	-4,90
Pays à faible revenu et États fragiles				
Pays à faible revenu hors États fragiles				
Mozambique	4,83	4,75	-2,45	4,10 (2003–09)
Ouganda	3,59	3,91	-3,49	-3,50 (2002–09)
Éthiopie	4,35	3,61	-1,69	2,00
Rwanda	3,77	3,19	-0,94	3,40 (1996–2005)
Tanzanie	3,20	3,10	-2,07	2,90 (2000–09)
Burkina Faso	3,15	2,91	-1,41	1,80
Mali	2,37	2,10	-0,05	3,90 (2001–09)
Sierra Leone	2,05	1,94	1,68	3,00
Malawi	1,60	1,25	-2,29	5,30
Gambie	1,52	1,15	0,82	4,90
Bénin	1,36	1,14	0,23	2,70
Kenya	0,80	0,83	-1,70	1,10
Madagascar	-0,05	-0,21	-0,04	-0,70
Niger	0,34	-0,13	0,31	5,40
États fragiles				
Libéria	10,43	10,19	-3,64	1,90
Guinée	3,33	3,05	1,09	1,40
São Tomé-et-Principe	0,80	1,80	-0,23	2,00
Côte d'Ivoire	-0,23	-0,51	0,68	1,90
Togo	0,22	-0,67	1,75	1,20
République centrafricaine	-0,47	-0,75	0,65	2,10
Burundi	-0,43	-0,97	-2,19	-5,40
Congo, Rép. dém. du	-0,82	-0,98	-2,85	-2,00
Comores	-0,81	-1,37	0,62	-1,50
Guinée-Bissau	-1,21	-1,89	0,47	2,60
Érythrée	-1,69	-2,66	4,88	0,40
Zimbabwe	-3,10	-4,74	1,98	1,60

Sources : calculs des services du FMI; FMI, base de données du Département Afrique; Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*.

¹La période pour laquelle la variation de la part de l'agriculture dans le PIB est calculée n'est pas toujours 1995–2010 en raison du manque de données dans certains pays. Le tableau 3.2 présente ces périodes entre parenthèses.

Note : Les pays indiqués en italiques sont les pays riches en ressources naturelles, dont les parts sectorielles sont exprimées par rapport au PIB hors ressources naturelles et pour lesquels la somme des parts n'est donc pas égale à 100 %.

le secteur agricole et la variation de la contribution de ce secteur au PIB (PIB hors ressources naturelles pour les pays riches en ressources naturelles, indiqués en italiques) depuis une décennie et demie. Les pays sont groupés en suivant le classement des *Perspectives économiques régionales* (voir annexe statistique) et, au sein de chaque catégorie, hiérarchisés selon la hausse moyenne de la productivité du travail. Le tableau 3.2, qui reprend le même mode de classement, ajoute des informations sur l'évolution de la composition sectorielle de la production. Les deux tableaux font ressortir plusieurs tendances au sein des catégories de pays, qui sont commentées ci-après. Dans le groupe des États fragiles à faible revenu, on constate des changements structurels limités, l'évolution de la productivité globale moyenne du travail étant négative dans neuf cas sur douze. Les données étant incomplètes, les États fragiles ne font pas l'objet d'autres commentaires dans le texte.

PERFORMANCE PAR CATÉGORIES DE PAYS

Pays exportateurs de pétrole

La plupart des pays exportateurs de pétrole ont connu une certaine forme de transformation structurelle, mais elle s'est effectuée à des rythmes différents. À l'exception du Tchad, la part de l'agriculture dans le PIB hors ressources naturelles a diminué partout; dans tous les pays, sauf le Cameroun et la Guinée équatoriale, la productivité du travail a progressé dans le secteur agricole.

Au sein de ce groupe, les différences de gains de productivité pourraient être liées en partie à l'évolution inégale des recettes provenant des exportations pétrolières, par le truchement des répercussions sur le secteur non pétrolier. Les trois pays où la productivité moyenne du travail a augmenté le plus vite (Angola, Guinée équatoriale et Tchad) sont ceux où la production de pétrole s'est développée le plus rapidement (dans le même ordre). En Angola, elle est passée de 650.000 barils par jours (b/j) en 1995 à près de 2 millions b/j en 2010 (un taux de croissance annuel de 8 %) et en Guinée équatoriale de 5.000 b/j à 320.000 b/j pendant la même période (un taux de croissance annuel de 32 %). Au Tchad, où elle n'a

démarré qu'en 2003, elle s'est développée rapidement pour atteindre environ 125.000 b/j en 2010. Dans ces trois pays, la croissance s'est accompagnée d'une hausse de la part de la construction dans le PIB, ce qui montre que le secteur pétrolier peut favoriser le développement d'autres secteurs. En revanche, le Cameroun et le Gabon, où les gains de productivité comptent parmi les plus faibles, ont vu leur production de pétrole décliner.

La production de pétrole n'explique pas à elle seule l'évolution de la productivité moyenne du travail. Comme on l'a noté, la productivité agricole a sensiblement augmenté dans la plupart des pays de cette catégorie; en outre, certains déterminants des performances sont spécifiques et n'ont tout au plus qu'un lien indirect et lointain avec le pétrole. Ainsi, le fait que l'Angola est sorti en 2002 d'une longue guerre civile explique peut-être la rapidité de la hausse de la productivité moyenne du travail dans l'ensemble de l'économie et, dans le secteur agricole, elle est due en partie à un important effet de rattrapage, qui est un dividende de la paix.

Pays à revenu intermédiaire

À un niveau très agrégé, les pays à revenu intermédiaire présentent le schéma classique de transformation structurelle. Tous ont connu une évolution positive de la production par travailleur et, à l'exception des Seychelles, de la productivité moyenne du travail dans le secteur agricole ainsi qu'une diminution de la part de l'agriculture dans le PIB. En outre, dans beaucoup d'entre eux, les services représentaient une proportion très importante de la production au début de la période analysée, et elle a continué de s'accroître progressivement, parfois au détriment du secteur secondaire et pas seulement du secteur agricole.

Pays à faible revenu (hors États fragiles)

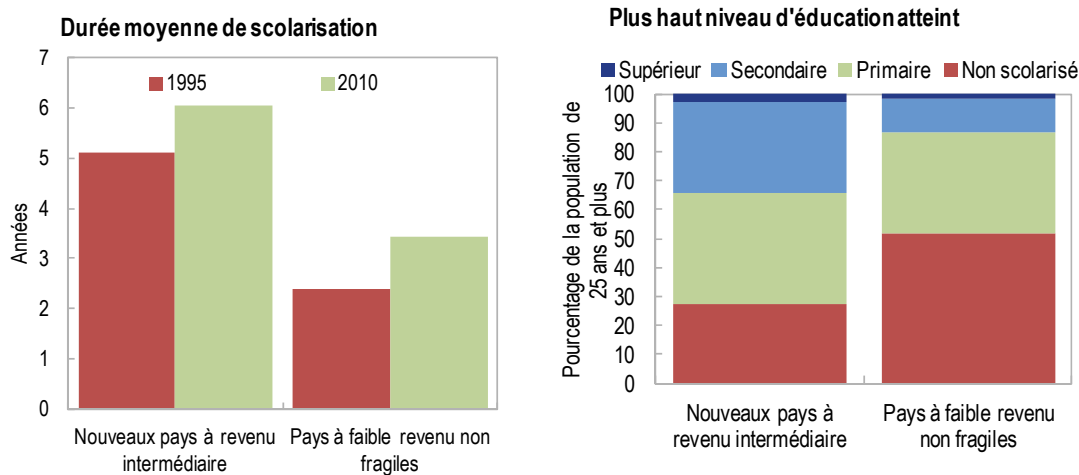
Presque tous les pays à faible revenu non fragiles ont fait l'expérience d'une certaine transformation structurelle, les différences entre eux étant probablement liées à l'inégalité des niveaux d'éducation. La production réelle par travailleur a augmenté partout, sauf à Madagascar et au Niger, et tous les pays ont bénéficié de progrès de la productivité agricole, à l'exception de Madagascar

Tableau 3.2. Transformation structurelle des pays d'Afrique subsaharienne : contribution au PIB des secteurs agricole, minier, manufacturier, tertiaire et de la construction, 1995–2010

	Agriculture		Variation annuelle en pourcentage de la part de l'agriculture dans le PIB	Secteur minier		Secteur manufacturier		Construction		Secteur tertiaire	
	Début	Fin		Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin
Pays exportateurs de pétrole											
Guinée équatoriale	65,3	9,6	-5,7	32,3	55,6	10,3	32,4	3,9	43,6	21,0	11,5
Angola (2000–10)	24,0	19,0	-2,1	47,8	41,3	7,7	11,8	8,2	15,3	59,9	53,6
Tchad (2005–10)	22,8	23,1	0,3	32,7	22,3	5,0	2,6	2,8	4,3	62,4	62,4
Nigéria	48,5	45,5	-0,4	48,5	26,4	8,2	5,5	1,2	1,0	42,3	45,1
Cameroun (2000–10)	25,1	24,7	-0,1	11,7	5,2	23,6	19,2	3,0	2,9	47,4	52,3
Congo, Rép. du (2002–08)	18,2	17,2	-0,9	37,8	28,3	12,1	13,6	3,0	3,0	63,5	61,0
Gabon	12,9	9,7	-1,6	38,1	21,2	8,5	9,6	6,8	5,0	64,7	64,9
Pays à revenu intermédiaire											
Cap-Vert	12,8	7,2	-2,9	0,0	0,0	6,3	4,0	12,3	10,9	68,1	74,6
Maurice (2000–10)	5,5	3,7	-3,3	0,1	0,0	19,2	14,5	4,5	5,5	69,2	75,0
Ghana (2000–10)	32,6	29,2	-1,1	8,0	7,6	8,6	6,9	5,6	8,9	47,4	49,3
Lesotho	12,9	9,0	-2,1	0,1	4,9	9,1	16,9	11,5	6,5	63,9	58,8
Botswana	6,8	3,2	-3,6	36,5	32,3	7,4	6,0	10,0	8,7	71,9	78,4
Zambie (2000–10)	19,6	14,4	-2,7	6,8	10,3	12,0	10,6	5,6	13,6	59,4	58,7
Sénégal	17,6	13,9	-1,4	0,0	1,1	15,0	12,2	0,0	4,2	59,2	64,1
Afrique du Sud	2,9	2,4	-1,2	10,0	5,4	21,7	16,2	2,8	5,9	69,7	76,1
Swaziland	11,1	9,7	-0,9	0,7	0,1	39,7	35,0	3,3	2,4	44,1	51,6
Namibie	11,6	6,7	-2,8	8,3	6,7	16,1	16,1	3,3	4,6	65,1	69,9
Seychelles (2004–10)	3,9	2,4	-6,5	0,0	0,0	10,4	7,5	4,7	6,0	78,8	82,1
Pays à faible revenu et États fragiles											
Pays à faible revenu hors États fragiles											
Mozambique	41,7	26,3	-2,4	0,5	1,2	8,5	13,1	2,8	3,6	45,8	50,7
Ouganda (2000–10)	24,6	16,0	-3,5	0,3	0,4	7,9	7,5	11,8	16,2	51,0	56,7
Éthiopie (2000–10)	49,4	41,0	-1,7	0,5	0,5	3,6	3,4	4,2	5,7	38,1	45,9
Rwanda	45,9	39,4	-0,9	0,2	0,5	8,1	6,7	5,1	7,8	39,5	44,8
Tanzanie (1998–2010)	31,8	23,9	-2,1	1,5	2,4	8,5	9,5	5,2	7,0	45,8	48,3
Burkina Faso	36,3	28,6	-1,4	0,5	2,5	13,4	9,4	4,5	5,8	43,9	49,1
Mali	39,0	38,7	-0,1	1,9	6,4	10,3	4,6	4,5	4,5	36,5	37,8
Sierra Leone (2001–10)	47,0	54,1	1,7	3,0	3,8	3,2	2,3	1,6	2,0	41,1	33,5
Malawi (2002–10)	33,3	27,2	-2,3	0,3	2,3	8,2	10,4	2,6	3,1	51,3	53,7
Gambie (2004–10)	28,7	30,1	0,8	1,6	2,8	6,0	5,4	6,0	3,5	56,8	56,9
Bénin	38,2	39,5	0,2	1,2	0,1	9,7	9,2	3,6	3,9	45,1	45,5
Kenya (2000–10)	29,4	24,4	-1,7	0,4	0,4	10,3	9,9	2,9	3,2	55,1	59,8
Madagascar	28,6	28,4	0,0	0,5	0,6	10,6	11,1	1,3	4,7	57,8	53,9
Niger	47,4	49,6	0,3	3,9	2,2	7,7	5,4	0,6	1,9	39,2	38,8
États fragiles											
Libéria (2000–10)	66,4	42,2	-3,6	0,3	1,6	7,4	7,9	1,1	4,8	24,3	43,0
Guinée (2000–10)	21,3	23,7	1,1	14,1	13,6	6,5	6,2	10,3	12,9	45,0	41,0
São Tomé-et-Príncipe (2001–10)	15,2	14,9	-0,2	0,3	0,3	5,8	6,0	7,4	6,8	42,2	42,4
Côte d'Ivoire	22,8	25,1	0,7	0,2	1,6	5,4	2,9	2,1	3,3	55,5	52,6
Togo (2000–10)	37,6	44,2	1,8	3,9	2,9	9,2	10,1	3,0	4,4	42,7	34,6
République centrafricaine (2000–10)	48,3	51,4	0,7	4,2	2,4	6,1	7,4	3,5	4,4	33,0	31,1
Burundi	49,8	33,4	-2,2	0,8	0,4	10,6	10,0	3,0	5,9	34,3	48,8
Congo, Rép. dém. du (2000–10)	55,8	39,9	-2,9	10,4	14,7	5,4	4,5	4,8	10,2	33,2	39,6
Comores	41,9	45,9	0,6	0,0	0,0	4,1	3,6	6,2	6,5	46,3	42,7
Guinée-Bissau (2000–10)	41,5	43,4	0,5	0,0	0,0	12,8	11,1	0,4	1,3	44,9	43,2
Erythrée (2000–10)	15,1	22,4	4,9	0,1	0,0	11,2	6,3	10,5	15,8	61,9	54,1
Zimbabwe	15,8	20,5	2,0	4,7	12,6	21,0	17,5	2,4	2,0	58,7	54,2

Sources : calculs des services du FMI; FMI, base de données du Département Afrique; Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAOSTAT).

Notes : Les années indiquées entre parenthèses après chaque pays correspondent à la période pour laquelle la variation de la part de l'agriculture dans le PIB a été calculée. Les pays indiqués en italiques sont les pays riches en ressources naturelles, dont les parts sectorielles sont exprimées par rapport au PIB hors ressources naturelles et pour lesquels la somme des parts n'est donc pas égale à 100 %.

Graphique 3.4. Durée moyenne de scolarisation et plus haut niveau d'éducation atteint

Source : Barro et Lee (2011).

et de l'Ouganda. Dans les pays à faible revenu d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, le rythme de progression moyen de la productivité du travail a été plus élevé que dans les pays d'Afrique de l'Ouest, et la part de l'agriculture dans la production y a aussi évolué plus rapidement. Cette meilleure performance relative pourrait s'expliquer en partie par le niveau d'éducation, sachant que la durée de scolarisation de la population âgée de 25 ans et plus a été de 2,2 ans dans les pays à faible revenu non fragiles d'Afrique de l'Ouest, contre 4,3 ans dans ceux d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (2010)⁶.

L'éducation a peut-être aussi aidé les nouveaux pays à revenu intermédiaire à sortir de la catégorie des pays à faible revenu. Ils ont des niveaux moyens d'éducation supérieurs à ceux des pays à faible revenu non fragiles (à l'exception du Kenya), qu'ils soient mesurés par le nombre moyen d'années de scolarisation ou par le pourcentage de la population active ayant reçu une éducation secondaire ou supérieure. Parmi les trois nouveaux venus dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, la durée moyenne de scolarisation était de 6 ans en 2010 au lieu de 5 ans

⁶Il existe deux contre-exemples : le Mozambique fait état d'une scolarisation moyenne de 1,2 an seulement, mais a connu une hausse rapide de la productivité moyenne du travail (peut-être, en partie, un autre dividende de la paix), alors qu'au Kenya, où la scolarisation est de 7 ans en moyenne, la progression moyenne de la productivité du travail a été lente.

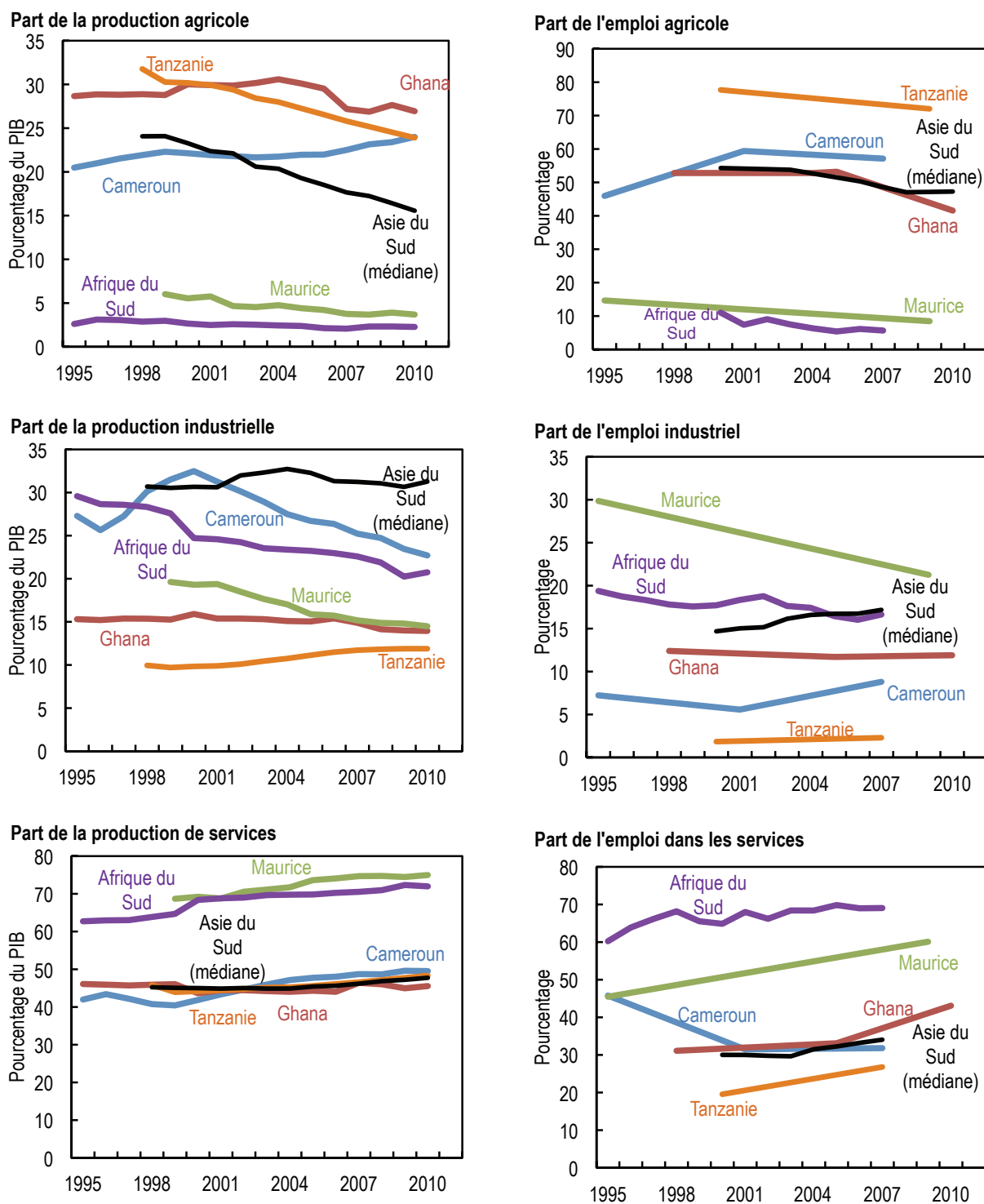
en 1995 (graphique 3.4). En revanche, dans un sous-échantillon de dix pays à faible revenu non fragiles pour lesquels on dispose de données (Bénin, Gambie, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, Rwanda et Tanzanie), la durée moyenne de scolarisation était de 3,4 ans en 2010 au lieu de 2,4 ans en 1995.

MISE EN COMPARAISON DE LA TRANSFORMATION DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afin d'évaluer la performance de l'Afrique subsaharienne, le graphique 3.5 compare un sous-ensemble de pays de la région (Afrique du Sud, Cameroun, Ghana, Maurice et Tanzanie) à l'estimation médiane d'un groupe d'économies asiatiques à faible revenu et à revenu intermédiaire qui ont connu une transformation structurelle rapide et amorcé leur décollage à des niveaux de PIB par habitant similaires ou inférieurs à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne à la même époque (encadré 3.1). Le choix de ces pays a été déterminé par la disponibilité de données sur l'emploi et par le souhait que chaque catégorie soit représentée. On aboutit à des observations intéressantes :

- Au Ghana et en Tanzanie, la part de l'agriculture dans la production et l'emploi a diminué progressivement, l'expérience de la Tanzanie étant

Graphique 3.5. Afrique subsaharienne : production et emploi par secteurs, 1995–2010



Sources : base de données CEIC; base de données Haver Analytics.

Encadré 3.1. La transformation structurelle en Asie

Dans tous les pays asiatiques considérés, la part de l'agriculture dans la production et l'emploi a diminué au fil du temps. Des travailleurs quittant le secteur agricole, la productivité du travail a connu dans la plupart des cas une vive progression allant de 1 % aux Philippines à 3–3½ % en Indonésie et au Viet Nam. La «révolution verte» est d'ailleurs l'une des caractéristiques principales du processus de transformation structurelle en Asie.

La croissance de la production manufacturière a été très forte ces vingt dernières années au Bangladesh, au Cambodge et au Viet Nam, tandis que c'est le développement des services qui a été le facteur dominant dans les économies plus avancées (Indonésie et Philippines) et en Inde. L'essor du secteur manufacturier a surtout été concentré sur la fabrication de vêtements et de chaussures destinés pour l'essentiel à l'exportation. Le boom de la production s'est accompagné de gains de productivité modestes dans le secteur manufacturier étant donné l'intensité en main-d'œuvre des produits. Dans le secteur des services, la finance et l'externalisation des processus d'entreprise ont joué un rôle dominant dans de nombreux pays.

Variation des parts de production et d'emploi, 1990–2011

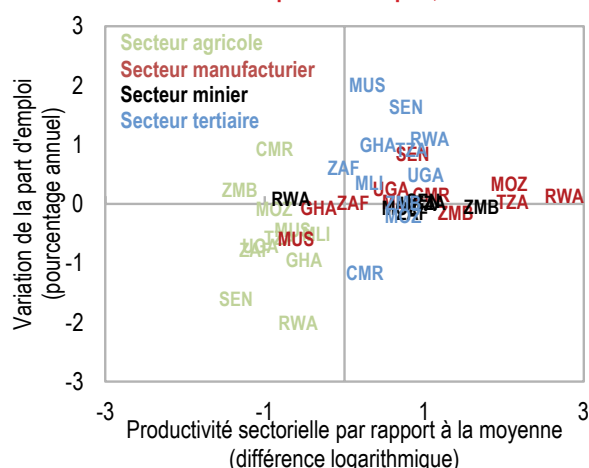
(Variation annuelle en pourcentage)

	Parts de production			Parts d'emploi		
	Agriculture	Industrie	Services	Agriculture	Industrie	Services
Bangladesh	-0,5	0,5	0,0	-0,3	0,4	-0,1
Cambodge, 1998–2010	-1,8	0,7	1,0	-1,5	0,8	0,8
Viet Nam	-0,7	0,8	-0,1	-1,2	0,5	0,6
Indonésie, 1993–2011	-0,2	-0,1	0,3	-0,9	0,3	0,6
Philippines	-0,2	-0,2	0,4	-0,6	0,0	0,6
Inde	-0,7	0,0	0,7	-0,7	0,4	0,3

Sources : Haver Analytics; calculs des services du FMI.

Le bas niveau des salaires par rapport à la productivité est l'un des principaux facteurs de l'importante transformation structurelle de l'Asie. En utilisant des données tirées des enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises, Clarke (2012) montre que le coût médian de la main-d'œuvre représente 28 % de la valeur ajoutée par travailleur dans les entreprises industrielles d'Asie de l'Est au lieu de 34 % dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique subsaharienne.

Graphique 3.6. Afrique subsaharienne : productivité du travail et variation de la part de l'emploi, 1995–2010



Source : calculs des services du FMI.

très proche sur ce point de celle des économies asiatiques utilisées comme base de comparaison.

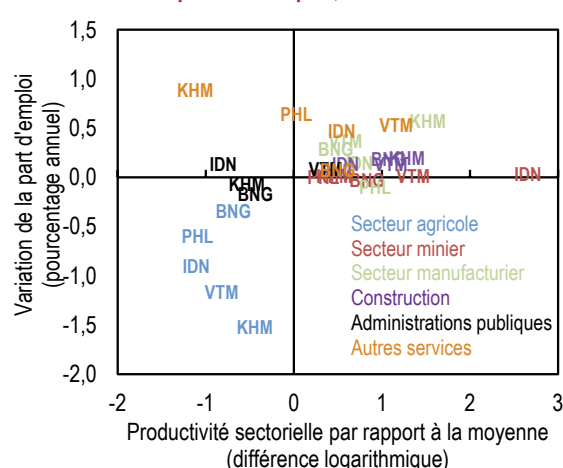
- La part de l'industrie manufacturière a baissé pendant ces deux dernières décennies dans la plupart des pays à revenu intermédiaire, ce qui est conforme au processus observé dans les pays asiatiques plus avancés, où les services jouent un rôle sans cesse croissant dans l'économie.
- Relativement peu de pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne (Mozambique, Tanzanie) ont été en mesure d'accroître durablement la part de l'industrie manufacturière dans la production et l'emploi⁷.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne, la tendance à la hausse de la part du secteur des services dans la production et l'emploi a été plus marquée que dans les économies asiatiques, ce qui laisse penser que la transformation va probablement s'effectuer, au moins en partie, par la voie des services.

Une autre présentation de ces données fait apparaître une augmentation générale de la contribution à l'emploi des secteurs où la productivité moyenne du travail est relativement plus élevée. Les graphiques 3.6 et 3.7 rapprochent les variations annuelles de cette

⁷La part de l'industrie dans la production a brièvement augmenté au Cameroun après la forte dévaluation du franc CFA en 1994, mais ce phénomène a été sans lendemain.

Graphique 3.7. Asie : productivité du travail et variation de la part de l'emploi, 1995–2010



Source : calculs des services du FMI.

contribution des niveaux de productivité relatifs moyens des secteurs agricole, minier, manufacturier et tertiaire dans les pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie respectivement⁸. Les points situés dans la partie inférieure gauche indiquent les secteurs à productivité inférieure à la moyenne et dont la contribution à l'emploi diminue, alors que ceux qui sont situés dans la partie supérieure droite indiquent les secteurs à productivité supérieure à la moyenne et dont la contribution à l'emploi s'accroît. Il est intéressant de noter que la situation est tout à fait similaire dans les deux régions : les travailleurs quittent l'agriculture, où le niveau de productivité relatif est bas, pour rejoindre les secteurs tertiaire et manufacturier.

8 Les initiales figurant dans les graphiques correspondent aux pays suivants : Afrique du Sud (ZAF), Angola (AGO), Bénin (BEN), Botswana (BWA), Burkina Faso (BFA), Burundi (BDI), Cameroun (CMR), Cap-Vert (CPV), Comores (COM), Côte d'Ivoire (CIV), Érythrée (ERI), Éthiopie (ETH), Gabon (GAB), Gambie (GMB), Ghana (GHA), Guinée (GIN), Guinée-Bissau (GNB), Guinée équatoriale (GNQ), Kenya (KEN), Lesotho (LSO), Libéria (LBR), Madagascar (MDG), Malawi (MWI), Mali (MLI), Maurice (MUS), Mozambique (MOZ), Namibie (NAM), Niger (NER), Nigéria (NGA), Ouganda (UGA), Rwanda (RWA), République centrafricaine (CAF), République démocratique du Congo (COD), République du Congo (COG), São Tomé-et-Príncipe (STP), Sénégal (SEN), Seychelles (SYC), Sierra Leone (SLE), Swaziland (SWZ), Tanzanie (TZA), Tchad (TCD), Togo (TGO), Zambie (ZMB) et Zimbabwe (ZWE). Les pays asiatiques figurant dans l'échantillon sont le Bangladesh (BNG), le Cambodge (KHM), l'Indonésie (IDN), les Philippines (PHL) et le Viet Nam (VTM).

En fait, les seuls pays d'Afrique subsaharienne dans lesquels la part de l'emploi agricole ne varie guère, voire augmente, sont le Cameroun et la Zambie. Dans tous les autres, il y a un mouvement de sortie de travailleurs du secteur agricole. Il est donc possible que la tendance observée par McMillan et Rodrick (2011), dont l'étude portait sur un échantillon plus restreint de pays jusqu'à fin 2005 et révélait une migration des travailleurs vers les secteurs à faible productivité, s'inverse lorsque l'on considère un échantillon plus large de pays jusqu'à fin 2010.

PERSPECTIVES SECTORIELLES

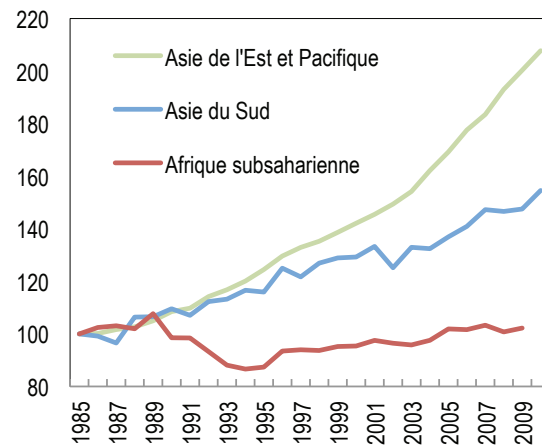
Comme on l'a vu, la transformation structurelle consiste à passer d'activités et secteurs à faible valeur ajoutée à des activités et secteurs à plus forte valeur ajoutée. Dans cette section, nous analysons l'amplitude de la transformation structurelle qui s'opère en Afrique subsaharienne en examinant les évolutions au niveau sectoriel.

Agriculture

En Afrique subsaharienne, la progression moyenne de la productivité du travail est lente dans le secteur agricole depuis une trentaine d'années, ce qui indique que la transformation structurelle a été très limitée dans ce secteur. Dans la région, le rythme annuel d'augmentation de la productivité agricole moyenne est à peu près inchangé depuis le milieu des années 90, se situant dans une fourchette d'à peu près 0,1 % à 0,2 %, et reste en retard par rapport aux autres régions (graphique 3.8). Néanmoins, la moyenne régionale masque une grande différenciation, avec des baisses de la productivité dans de nombreux pays et des gains importants (sans doute couplés à une transformation structurelle) dans d'autres⁹. Comme le montre le tableau 3.1, le rythme de hausse de la productivité agricole est fortement corrélé à la croissance du PIB par habitant.

L'utilisation des engrais et l'extension de l'agriculture à des surfaces non cultivables constituent les

Graphique 3.8. Productivité moyenne du travail dans le secteur agricole, 1985–2010



Source : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*.

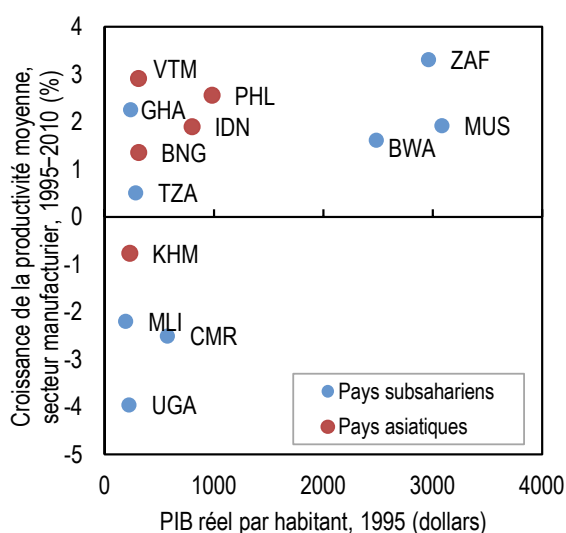
principales explications des différences de productivité du travail dans l'agriculture entre l'Afrique subsaharienne et l'Asie. Dans les deux régions, les terres cultivables ont diminué de 1 % chaque année. En revanche, les surfaces agricoles non cultivables ont augmenté de 1 % par an en Asie, alors qu'elles ont régressé à un rythme similaire dans les pays d'Afrique subsaharienne. En ce qui concerne l'usage des engrais, il est resté inchangé en moyenne en Afrique subsaharienne, mais a augmenté de 3,5 % par an dans les pays asiatiques.

De nombreux gouvernements d'Afrique subsaharienne se préoccupent d'améliorer la productivité agricole et ont obtenu certains résultats positifs. Le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), lancé en 2003, définit une stratégie pour accroître la productivité agricole dans la région en maîtrisant mieux les ressources en eau, en utilisant davantage les engrais ainsi qu'en concevant et distribuant des semences de meilleure qualité (PNUD, 2012)¹⁰. La présentation en appendice de l'expérience récente en matière de production et de productivité dans le secteur du

⁹Fuglie et Rada (2011) ont obtenu des résultats similaires pour la productivité totale des facteurs avec des taux annuels de progression de 2,1 % en Asie du Sud-Est de 1990 à 2007, de 1,6 % en Asie du Sud et de 1,1 % en Afrique subsaharienne.

¹⁰Cette stratégie, d'abord adoptée en Afrique du Sud, a permis de presque quadrupler les rendements de céréales. D'autres pays en ont déjà adopté certains éléments. Par exemple, des variétés de millet et de sorgho résistantes à la sécheresse ont été conçues à l'intention des agriculteurs du Sahel et de la Corne de l'Afrique, et le marché des engrais a été libéralisé au Kenya et au Malawi.

Graphique 3.9. Croissance de la productivité dans le secteur manufacturier et PIB réel par habitant



Source : estimations des services du FMI d'après les données d'enquêtes auprès des ménages.

coton au Burkina Faso montre que des mesures de ce type peuvent donner des résultats impressionnants.

Industrie manufacturière et mines¹¹

Il y a des exemples de forte progression de la productivité du secteur manufacturier en Afrique subsaharienne, mais ils se limitent généralement aux pays à revenu intermédiaire. Dans ceux de la tranche supérieure qui se trouvent à un stade avancé de transformation structurelle, les taux d'augmentation de la productivité dans le secteur secondaire sont comparables à ceux des pays asiatiques (graphique 3.9). Quelques pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne ont connu une croissance remarquable dans le secteur des textiles et celui des produits en cuir — mais en partant d'un niveau très bas. En Éthiopie, les exportations de textiles ont plus que doublé au cours de ces deux dernières années et celles de produits en cuir ont rebondi; néanmoins, les exportations du secteur manufacturier représentent seulement 1 % du PIB. Si les exportations de produits manufacturiers légers ont aussi doublé au Kenya au cours de la décennie écoulée, elles ne s'élèvent encore qu'à 2 % du PIB. En général, toutefois, l'évolution de la productivité

¹¹Il serait préférable de traiter séparément les secteurs minier et manufacturier, mais le manque de données complètes s'y oppose.

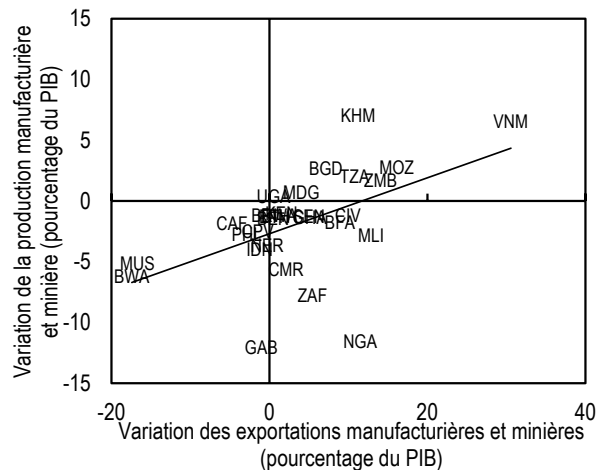
est négative et son ordre de grandeur significatif dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (Mozambique, Ouganda, Sénégal). Cela est peut-être dû à la qualité des données, car les niveaux d'emploi dans le secteur manufacturier déclarés par ces pays au début de la période couverte étaient très bas. Cela tenait peut-être à l'insuffisance des données, qui ont pu s'améliorer progressivement.

Malgré une faible croissance de la productivité, quelques pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu ont obtenu de bons résultats en matière de production et d'exportation dans le secteur manufacturier et le secteur minier. Dans un échantillon regroupant des pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie, une hausse de 10 % de la part des exportations manufacturières et minières dans le PIB s'accompagne d'une augmentation de l'ordre de 2 % de la part de ces activités dans la production (graphique 3.10)¹². Les pays d'Afrique subsaharienne où la part des activités manufacturières et minières dans le PIB s'est accrue pendant ces quinze dernières années sont Madagascar, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie. On trouvera en appendice une explication de ce résultat pour deux pays : la Tanzanie, où il est largement dû au retour de la stabilité macroéconomique et à la libéralisation générale de l'économie; et la Namibie, où l'accent mis sur le soutien aux entreprises et sur les infrastructures dont elles dépendent a contribué au développement du secteur manufacturier.

Les moins bons résultats des pays d'Afrique subsaharienne dans l'industrie manufacturière pourraient découler à la fois des dotations en facteurs de production et du moment où la croissance s'est produite. À l'époque de leur transformation, la plupart des économies asiatiques disposaient de surfaces et de ressources naturelles limitées, mais d'un grand nombre de travailleurs qualifiés et faiblement rémunérés; de plus, elles étaient confrontées à un marché mondial dans lequel le secteur manufacturier était largement dominé par les pays industriels à

¹²L'absence généralisée de valeur ajoutée dans les exportations manufacturières a récemment été attestée par Johnson et Noguera (2012); ils l'expliquent par l'apparition de chaînes logistiques mondiales qui découpent les différentes étapes de la production et les répartissent entre les pays.

Graphique 3.10. Variation de la production et des exportations manufacturières et minières, 1995–2010



Source : estimations des services du FMI d'après les données d'enquêtes auprès des ménages.

salaires élevés. C'est pourquoi leur itinéraire de transformation — vers une production à plus forte valeur ajoutée — est passé par les activités manufacturières à bas salaires.

Actuellement, l'Afrique subsaharienne est dans une situation très différente. Les pays de la région disposent en général d'abondantes terres et ressources naturelles, tout en étant confrontés à un marché mondial dont de nombreux segments sont déjà dominés par des économies pratiquant de bas salaires. Les conditions du marché et les dotations en ressources naturelles de nombre des pays de la région peuvent donc favoriser un mode de transformation dans lequel les ressources naturelles, l'agriculture et les services sont prépondérants, avec un moindre rôle pour le secteur manufacturier¹³.

Alors que la valeur de la production minière (pétrole inclus) a progressé rapidement dans nombre de pays riches en ressources naturelles pendant la dernière décennie, sa part dans le PIB a baissé en termes réels dans certains, comme l'Angola. Les exceptions à cette tendance sont la République du Congo, le Tchad et la Zambie. En outre, la transformation des minerais a été

d'importance limitée. En ce qui concerne le pétrole, on se heurte au problème de l'étroitesse des marchés nationaux, plusieurs pays ayant construit des raffineries qui pourraient alimenter le marché régional¹⁴.

Services

Même si les services jouent déjà un rôle important dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, certains signes encourageants montrent qu'ils pourraient être encore plus développés. Ces dernières années, la hausse de la productivité du secteur des services a été très forte dans de nombreux pays à faible revenu; elle a été supérieure à celle de la productivité industrielle dans ces mêmes pays et a dépassé de loin les gains de productivité des pays développés (Ghani, Grover et Kharas, 2011). Cela laisse penser qu'il y a encore une marge de croissance dans ce secteur, d'autant plus qu'il reste très concentré dans les services informels à faible valeur ajoutée comme le commerce de détail. À l'appui de cet argument, la hausse de la productivité des services dans certains pays à revenu intermédiaire (Afrique du Sud, Botswana, Maurice) a été comparable, voire supérieure, au cours de la décennie écoulée à celle des pays asiatiques à revenu intermédiaire (Indonésie, Philippines) et généralement plus forte que dans l'industrie manufacturière. En outre, les gains de productivité ont aussi été élevés dans certains pays (Mali, Mozambique, Sénégal), ce qui confirme l'idée selon laquelle un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne suivent peut-être un processus de développement favorisant les services plutôt que la production manufacturière.

Quelques pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu et à revenu intermédiaire restructurent leurs économies autour des services, en suivant le modèle de l'Inde. La présentation en appendice du secteur des services à Maurice et au Kenya montre que ceux qui sont associés aux technologies de l'information et de la communication ont connu ces dernières années un développement rapide. À Maurice, les politiques publiques ont soutenu ce développement au moyen

¹³L'expérience récente de l'Inde, caractérisée par une croissance rapide du secteur des services (télécommunications, finance, technologies de l'information, etc.) sans développement préalable d'un secteur manufacturier compétitif, est un bon exemple. Voir Gordon et Gupta (2004), ainsi que Kochhar *et al.* (2006).

¹⁴En fait, l'Afrique subsaharienne pourrait être exportatrice nette de pétrole raffiné si le taux d'utilisation des capacités de raffinage était au minimum de 75 % (Akinkugbe, 2012). Or, il est actuellement inférieur à 50 % en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigéria, et ne dépasse 75 % qu'au Cameroun (CITAC, 2011).

Tableau 3.3. Caractéristiques en matière d'éducation, 2010
(Pourcentage de la population de 15 ans et plus)

	Plus haut niveau atteint		
	Primaire Total	Secondaire Total	Supérieur Total
Kenya	53,3	32,8	3,1
Maurice	37,4	51,3	5,2
Médiane AfSS	32,9	22,6	1,95
Inde	20,9	40,7	5,8

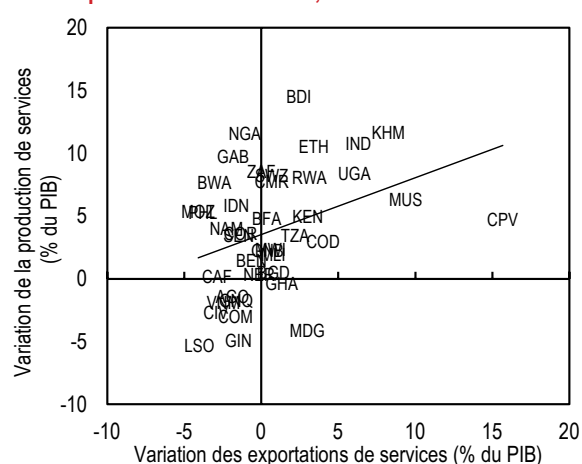
Source : Barro et Lee (2010).

d'une solide protection des droits de propriété, d'une réglementation souple du marché du travail et d'une simplification du système fiscal, entre autres mesures. Au Kenya, il a été facilité par les progrès de l'intégration régionale au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). De plus, l'un des principaux atouts de ces économies est la qualité de leur population active par comparaison au reste de l'Afrique subsaharienne. En 2010, le pourcentage des étudiants ayant atteint le niveau d'éducation secondaire était le plus élevé à Maurice, où il dépassait 50 %, tandis que celui des étudiants ayant suivi un enseignement supérieur est comparable à l'Inde; au Kenya, il dépasse de très loin le niveau médian de l'Afrique subsaharienne (tableau 3.3).

Dans les nombreuses économies exportatrices de pétrole et d'autres ressources naturelles, la variation de la part du secteur des services dans la production est aussi très supérieure à celle de leur part des exportations (graphique 3.11). Cela pourrait s'expliquer par un effet de polarisation en amont au niveau de l'extraction de ressources naturelles, l'importance du secteur public ou, plus probablement, par les deux à la fois. C'est chez les exportateurs de ressources naturelles que les activités de transport ont crû le plus rapidement : en Angola et au Nigéria (plus de 12 % par an) ainsi qu'au Botswana (8 à 9 % par an). L'administration publique a aussi connu un rythme de développement plus rapide dans les pays riches en ressources naturelles, supérieur à 5 % par an (Botswana, Namibie, Nigéria) au lieu de 3 % ailleurs (niveau médian)¹⁵.

¹⁵Le Burundi s'avère être un cas aberrant du fait de la croissance très rapide de la production de services qui pourrait découler des dépenses massives des donateurs, canalisées par l'État, après le conflit du début des années 2000.

Graphique 3.11. Variation de la production et des exportations de services, 1995–2010



Source : estimations des services FMI d'après les données d'enquêtes auprès des ménages.

En Afrique subsaharienne, une forte proportion des emplois de services se trouve dans le secteur informel; l'essor récent de la productivité des services dans les économies à faible revenu de la région est d'autant plus impressionnant, compte tenu en particulier de l'importance des services à faible valeur ajoutée tels que le commerce de détail (encadré 3.2). Toutefois, cela amène à s'interroger sur la durabilité de la poussée actuelle de la productivité, bien que des exemples comme ceux du Kenya et de Maurice montrent qu'il est possible d'opérer une transition vers des services à plus forte valeur ajoutée.

QUELQUES OBSTACLES À LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE

Il ressort de l'analyse ci-dessus que la transformation structurelle de l'Afrique subsaharienne est bel et bien en cours, mais à un rythme lent, ce qui amène à se demander pourquoi il en est ainsi malgré la vigueur de la croissance. Une réponse complète à cette question dépasse le cadre de ce chapitre, mais cette section examine brièvement certains facteurs fondamentaux qui retardent la mutation des économies de la région¹⁶.

¹⁶Les facteurs importants non évoqués ici sont l'enclavement de certains pays, le manque de profondeur des marchés financiers, les réglementations du marché du travail et des marchés fonciers, ainsi que l'insuffisance des infrastructures régionales.

Tableau 3.4. Obstacles structurels
(2009, sauf mention contraire)

	Densité du réseau routier (kilomètres de route pour 100 km ² , 2007)	Coût d'exportation (dollars par conteneur)	Indice de performance logistique, efficacité du dédouanement (1 = faible, 5 = élevé)	Perte de valeur causée par les pannes d'électricité (pourcentage des ventes)	Corruption selon Guide international des risques-pays (0 = risque élevé, 6 = risque faible)	Transparence, responsabilité et intégrité du secteur public (1 = faible, 6 = élevé)
Bangladesh	s.o.	970	2,3	s.o.	3,0	3,0
Cambodge	s.o.	732	2,3	s.o.	2,0	2,0
Inde	s.o.	945	2,7	s.o.	2,0	3,5
Indonésie	22,0	704	2,4	2,4	3,0	s.o.
Philippines	s.o.	816	2,7	3,4	2,0	s.o.
Viet Nam	48,0	555	2,7	3,7	3,5	3,0
Asie du Sud-Est (médiane)	35,0	774	2,6	3,4	2,5	3,0
Afrique subsaharienne ¹	14,5	1.927	2,2	6,1	2,3	2,8

Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*; Guide international des risques-pays; indice d'allocation des ressources de l'IDA.

¹La densité du réseau routier se rapporte à 2004 et les pannes d'électricité à 2007.

Les principaux facteurs cités par le secteur privé comme obstacles au développement de l'Afrique subsaharienne sont le coût des coupures de courant, l'insuffisance des infrastructures de transport et l'étendue de la corruption. Le tableau 3.4 présente une comparaison de certains de ces obstacles structurels entre l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et quelques pays asiatiques, lesquels, même s'ils sont différents à certains égards, peuvent quand même offrir des leçons utiles à l'Afrique subsaharienne.

Ce tableau montre aussi que le coût des coupures de courant (pour le chiffre d'affaires) est beaucoup plus élevé en Afrique subsaharienne que dans l'échantillon de pays asiatiques. En ce qui concerne les infrastructures de transport, la densité du réseau routier et les performances logistiques sont assez faibles, ce qui contribue au coût supérieur de l'exportation de biens à partir des pays d'Afrique subsaharienne par rapport aux autres pays : 1.974 dollars par conteneur, contre une estimation médiane de 732 dollars pour les pays asiatiques. Il apparaît aussi que, pour ce qui est de la corruption et de la transparence, les pays d'Afrique subsaharienne se classent légèrement en dessous du pays médian de l'échantillon asiatique.

À elles seules, la corruption et la fourniture irrégulière d'électricité sont de nature à gêner la production et les exportations dans les trois secteurs, tandis que les coûts de transport élevés et la faible densité des réseaux routiers peuvent freiner considérablement le développement de l'industrie manufacturière

et de l'agriculture. Mais c'est l'effet cumulatif de ces trois facteurs qui rend le climat des affaires particulièrement difficile dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Pendant la période 1995–2010, la croissance économique rapide de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ne s'est accompagnée que d'une transformation structurelle limitée. Elle a notamment été plus lente qu'en Asie. Au lieu d'un transfert rapide de la main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie manufacturière, de nombreux pays africains ont connu une croissance relativement lente de la productivité agricole et un redéploiement moins marqué de l'agriculture vers les services, et encore plus restreint vers les activités manufacturières.

Jusqu'à présent, le rythme plus lent de la transformation structurelle ne semble pas avoir freiné la croissance économique dans ceux des pays d'Afrique subsaharienne où elle est la plus vigoureuse. La question est de savoir si cette lenteur relative va devenir un obstacle à la poursuite d'une forte expansion au cours des prochaines décennies. L'expérience interne et externe à l'Afrique subsaharienne laisse penser que la hausse de la productivité agricole jouera un rôle important à cet égard. La part de l'emploi agricole étant très élevée dans la plupart des économies subsahariennes et les niveaux de productivité relatifs très bas, la possibilité existe de faire progresser le niveau de vie

en améliorant la productivité dans ce secteur. Les autorités doivent s'efforcer d'y parvenir et, dans la plupart des cas, elles le font. Les gains de productivité peuvent aller de pair avec la stabilité ou une hausse de la part de l'agriculture dans le PIB, mais, pour qu'une transformation structurelle significative s'opère en Afrique subsaharienne, la part de l'emploi agricole devra presque certainement diminuer.

Il est difficile de savoir si les gains de productivité dans l'agriculture s'accompagneront dans tous les pays d'une expansion du secteur manufacturier. Dans beaucoup d'entre eux, l'avantage comparatif se trouve peut-être ailleurs, par exemple dans les services. Le défi consiste à relever les normes éducatives et à réduire le déficit d'infrastructures pour permettre à la région de fournir des services compétitifs à plus forte

valeur ajoutée. C'est déjà le cas dans certains pays, mais une plus forte impulsion est nécessaire.

Dans une perspective à plus long terme, la poursuite de la hausse rapide des salaires réels en Asie et le dividende démographique de l'Afrique subsaharienne, où l'on prévoit une baisse des ratios de dépendance, incitent à croire que le secteur manufacturier de l'Afrique subsaharienne pourrait devenir de plus en plus compétitif. Le défi à relever consiste à tirer pleinement parti de ces évolutions, ce qui nécessitera d'investir à la fois dans le capital humain et physique. Mais l'objectif est clair : mettre à profit les ressources de l'Afrique pour obtenir une croissance forte et continue, relever les niveaux de vie et créer de nouvelles possibilités d'emplois. La transformation structurelle devra jouer un rôle essentiel à cet égard.

Encadré 3.2. Emploi formel et informel

Les travailleurs informels (qui comprennent les indépendants) sont la principale caractéristique des marchés du travail des pays en développement. Ils n'ont pas de contrat de travail et ne bénéficient pas de prestations de santé ou de sécurité sociale. En moyenne, ils ont une durée de travail plus longue que dans le secteur formel et leurs gains horaires sont généralement inférieurs.

Il ressort des estimations disponibles que l'emploi formel représente un pourcentage très faible de l'emploi total dans les pays d'Afrique subsaharienne. Les données sont généralement basées sur des enquêtes peu fréquentes auprès des ménages, et la définition de l'emploi formel peut varier d'une étude à l'autre, ce qui rend les comparaisons difficiles. En tenant compte de ces réserves, le tableau (ci-dessous) donne les dernières estimations de l'emploi formel. Dans les pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu, il englobe les effectifs du secteur public et les emplois salariés des autres secteurs. Dans les pays plus avancés, il comprend les travailleurs dont la relation d'emploi est sujette à la législation nationale du travail, à l'imposition du revenu et à la protection sociale.

Tableau 1. Indicateurs de l'emploi
(Proportion de l'emploi total, sauf indication spécifique)

	Année	Contributions sectorielles à l'emploi			Emploi dans le secteur formel ¹
		Agriculture	Sect. manufacturier	Services	
Cameroun	2007	57,1	8,8	31,8	9,5
Ghana	2010	41,6	11,9	43,1	18,2
Kenya	2006	49,6	3,8	43,6	9,6
Mali	2009	61,0	3,4	31,6	10,7
Mozambique	2009	69,0	3,4	23,9	16,7
Ouganda	2009	67,4	6,0	25,0	6,8
Rwanda	2011	72,5	2,3	21,1	22,6
Sénégal	2005	55,0	2,5	36,0	9,0
Tanzanie	2009	69,0	2,3	26,8	7,1
Zambie	2010	67,3	2,0	29,3	9,4
Moyenne		60,9	4,6	31,2	12,0
Stade de transformation avancé					
Afrique du Sud	2007	5,7	16,6	69,0	36,8
Maurice	2009	8,5	22,5	60,1	51,1

Source : enquêtes auprès des ménages.

¹Dernières estimations en pourcentage de la population en âge de travailler.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu, l'emploi formel est peu répandu, allant de quelque 7 % de la population en âge de travailler (Ouganda, Tanzanie) à environ 23 % (Rwanda). À l'extrême opposé, il est assez élevé en Afrique du Sud et à Maurice, où il représente de 37 % à 51 % de la population en âge de travailler; l'estimation pour l'Indonésie se situe entre ces chiffres. Il existe une corrélation positive entre les ratios d'emploi formel et les niveaux de PIB par habitant.

APPENDICE : QUELQUES EXEMPLES NATIONAUX

Cet appendice met en exergue certains exemples de transformation structurelle réussie dans des économies subsahariennes. Ils ont été choisis pour illustrer divers aspects :

Le *Burkina Faso* est parvenu à relever le niveau moyen de la productivité agricole ces dernières années; la *Tanzanie* a développé son secteur manufacturier; la *Namibie* a entamé la diversification dans d'autres domaines que les ressources naturelles non renouvelables; *Maurice* et le *Kenya* sont des exemples de pays qui ont développé avec succès le secteur des services.

Les autres économies pourraient tirer d'utiles leçons de ces expériences.

Burkina Faso : augmentation de la productivité agricole¹

Le coton est la production dominante au Burkina Faso : il fait vivre directement ou indirectement 250.000 ménages et plus de 3 millions de personnes (près de 19 % de la population). Le développement de la culture du coton stimule celui de la culture du maïs (en hausse de plus de 50 % depuis 1994), car ils sont plantés en alternance. Jusqu'au lancement de l'exploitation de mines d'or en 2008, le coton représentait plus de 50 % des recettes d'exportation.

La production agricole a progressé à un taux annuel moyen de près de 4 % de 1995 à 2009, sous l'effet de gains de productivité du travail et des terres, ainsi que d'une extension notable des surfaces cultivées, cette dernière contrastant avec la situation de beaucoup d'autres pays d'Afrique subsaharienne. Jusqu'en 2006, une grande partie des progrès de la productivité agricole ont été réalisés dans le secteur du coton, qui connaît un rythme de croissance de 7,2 % par an en moyenne depuis 1995. Le succès de ce secteur a grandement contribué au doublement du PIB réel par habitant de 1995 à 2006.

Études de cas préparées par Antonio David, Floris Fleermuys, Nikoloz Gigineishvili, Ragnar Gudmundsson, Farayhi Gwenhamo et Jan van Houtte.

¹On trouvera des précisions sur les progrès de l'agriculture au Burkina Faso dans Banque mondiale (2010) et Badiane (2011).

Après une série de revers entre 2006 et 2009, la production de coton égrené a augmenté depuis de plus de 33 % grâce à plusieurs réformes structurelles :

- Fixation d'un prix réaliste et diffusé publiquement pour la récolte au moment de la plantation, négocié par une association de producteurs de base et soutenu à la fois par i) un fonds intégralement financé chargé de lisser les prix, et ii) par une utilisation accrue des contrats de vente à terme par les producteurs de coton égrené.
- Création d'un «fonds des intrants» qui mobilise les financements bancaires saisonniers et subventionne les engrais.
- Mise en place d'une responsabilité collective des associations de producteurs pour les emprunts liés aux intrants agricoles.
- Entrée de nouveaux producteurs qui constituent des substituts crédibles à l'entreprise publique d'égrenage en position dominante.

Le gouvernement a récemment donné la priorité à l'agriculture dans son programme de développement. Il a pris plusieurs initiatives qui complètent les réformes structurelles précitées et les mesures généralement recommandées par les spécialistes (PNUD, 2011).

- Amélioration de la résistance des récoltes aux chocs par l'utilisation de semences plus productives qui résistent davantage à la sécheresse et aux parasites.
- Gestion intelligente de la fertilité des sols face aux préoccupations croissantes de saturation et à la quantité limitée de surfaces cultivables.
- Augmentation de l'irrigation, notamment par la construction de nouveaux barrages et la rénovation de ceux qui existent pour se protéger de la sécheresse.
- Promotion de la diversité des cultures pour donner plus de solidité aux exploitations et accent mis sur la production à grande échelle de

graines oléagineuses et de fruits à destination des marchés internationaux.

- Promotion de coopératives et d'associations de commercialisation pour faire bénéficier les petits exploitants d'économies d'échelle et élargir leurs débouchés ainsi que pour favoriser le développement de l'industrie agroalimentaire.

Tanzanie : croissance du secteur manufacturier²

L'économie tanzanienne a beaucoup changé depuis le début des années 2000, les cultures commerciales traditionnelles (coton, café, thé, sisal, noix de cajou, tabac) ayant perdu de leur importance. Cela découle de la réorientation de la production agricole vers le marché intérieur, pour satisfaire les besoins d'une population en augmentation rapide, ainsi que du remplacement des exportations traditionnelles par des ventes accrues de minerais (or) et de produits manufacturés (graphique 3.12).

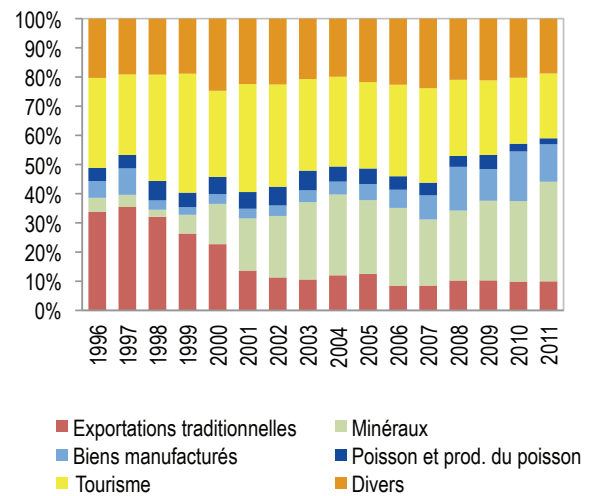
Les ventes d'or ont augmenté jusqu'à représenter près de 30 % des recettes d'exportation, ce qui fait de la Tanzanie le quatrième exportateur africain du métal précieux. Cela s'explique largement par la hausse rapide du prix de l'or, alors que sa contribution au PIB réel ne s'est accrue que marginalement pour atteindre 2,5 % en 2010.

Durant la décennie écoulée, le secteur manufacturier a connu un vif essor, alimenté surtout par la demande régionale, elle-même stimulée par le renforcement du marché commun de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). La part des produits manufacturés dans les exportations tanzaniennes est passée de 3 % en 2000 à 17 % en 2010; les principales composantes sont les produits alimentaires transformés, les boissons et les produits du tabac, devant les meubles et les autres produits en bois.

Si la Tanzanie a réussi à se diversifier, en passant d'une agriculture à faible valeur ajoutée vers une industrie manufacturière à valeur ajoutée supérieure, c'est grâce aux réformes de structures et de politiques mises en place au début des années 2000. Elles

²On trouvera davantage d'informations sur la transformation en Tanzanie dans Nord *et al.* (2009).

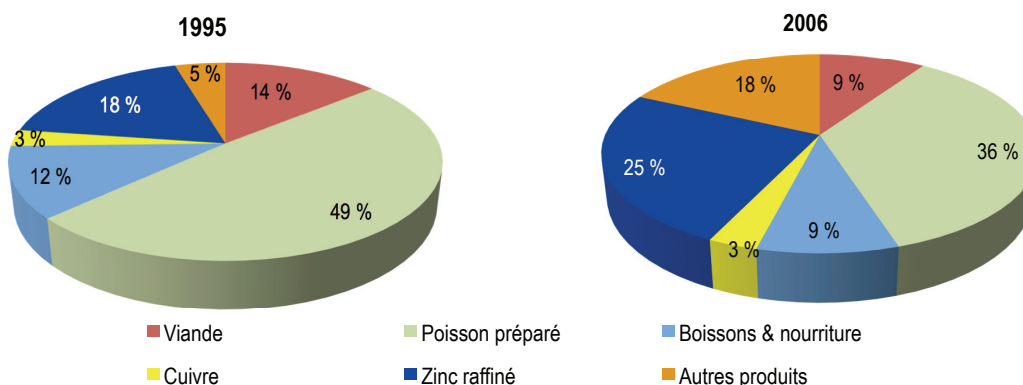
Graphique 3.12. Tanzanie : composition des exportations de biens et de services



Source : autorités tanzaniennes.

avaient pour but de transformer un État providence en une économie de marché et ont porté sur un grand nombre de domaines : libéralisation du taux de change, des prix et des échanges; réformes des impôts et des finances publiques; adoption d'une politique monétaire moderne; libéralisation du secteur financier; réformes du secteur public; réformes réglementaires et institutionnelles; et lancement d'une intégration régionale. Parallèlement, la stabilisation macroéconomique a progressé rapidement — le taux de croissance du PIB a plus que doublé, passant d'une moyenne de 3 % dans les années 90 à 6,7 % dans les années 2000, le rythme d'inflation est tombé en dessous de 10 %, et la dette publique a été ramenée à un niveau viable.

En même temps, plusieurs mesures ont créé les conditions d'une hausse rapide de la productivité dans le secteur privé et d'une expansion des exportations : réductions substantielles des tarifs douaniers et des obstacles non tarifaires ainsi que déréglementation des marchés et privatisations, conjuguées à d'importants investissements publics dans les infrastructures, dont le secteur de l'énergie. De fait, la productivité du travail et la productivité totale des facteurs ont progressé de plus de 30 % pendant la dernière décennie, le secteur manufacturier étant l'un des grands bénéficiaires des réformes.

Graphique 3.13. Namibie : composition des exportations de produits manufacturés

Sources : autorités namibiennes; estimations des services du FMI.

Namibie : diversification au profit de l'industrie manufacturière³

Pendant les dix ans qui ont suivi l'indépendance intervenue en 1990, le secteur minier a été la principale source des exportations de la Namibie, alors que l'activité manufacturière était faible. Ces exportations, composées surtout de diamants, d'uranium et de métaux de base, représentaient plus de 50 % du total des exportations de biens et de services. Au sein du secteur minier, les diamants dominaient, représentant 74 % des exportations totales (moyenne 2000–06). S'appuyant sur une gestion macroéconomique prudente et la stabilité politique, le gouvernement a pris des mesures pour diversifier la base d'exportations au profit de l'industrie manufacturière. Il y est parvenu au moyen d'une série d'actions décisives : mise en place de zones de transformation pour l'exportation, de parcs industriels, de centres de services communs («common facility centers») et de programmes de développement des petites et moyennes entreprises. Le gouvernement s'est aussi lancé activement dans la promotion des possibilités d'investissement en Namibie à l'intention d'éventuels investisseurs étrangers et dans la réalisation d'études sur la diversification. Cette politique a facilité une hausse de 5 points de pourcentage de la contribution du secteur manufacturier aux exportations totales, qui a atteint 20 % en 2006. D'autres exportations ont aussi connu un développement notable, parmi lesquelles le cuir brut et les peaux, ainsi que les objets d'art et les produits de l'artisanat.

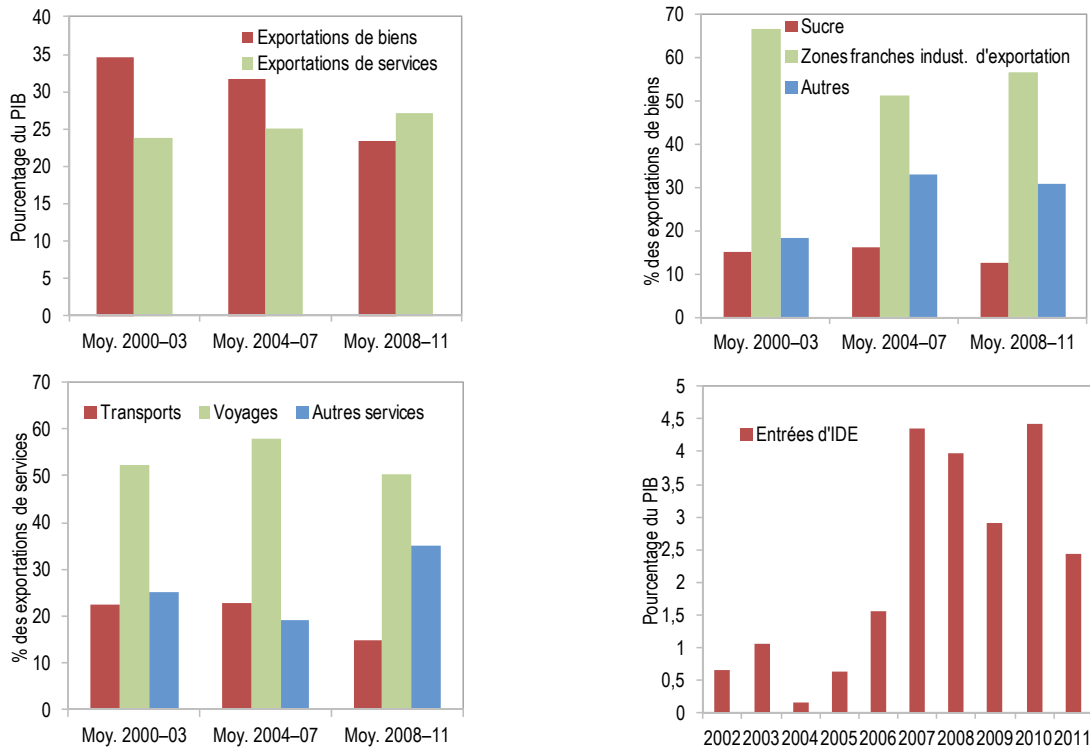
³On trouvera davantage d'informations sur la transformation en Namibie dans Kadhikwa et Ndalikolue (2007), ainsi que dans Zaaruka et Namaklu (2002).

Les politiques publiques ont aussi soutenu la diversification au profit des exportations manufacturières en encourageant la production de textiles et d'habillement, le polissage et la transformation des diamants ainsi que le raffinage du cuivre et du zinc. La part des exportations de poissons préparés, qui dominaient traditionnellement les exportations de produits manufacturés, est passée de 49 % en 1995 à 36 % en 2006; celle du zinc raffiné a augmenté sensiblement (graphique 3.13). Cette nouvelle branche du secteur manufacturier a suscité une polarisation de l'économie en amont et en aval, notamment entre les activités manufacturières et minières.

Maurice : de l'exportation de produits manufacturés à l'exportation de services⁴

Depuis l'indépendance, Maurice présente un solide bilan économique fondé sur la qualité des institutions et de la politique macroéconomique (notamment une gestion budgétaire prudente et la flexibilité du taux de change). C'est une performance impressionnante au regard de la rareté des ressources naturelles et de la grande vulnérabilité aux chocs externes propre aux petites économies ouvertes. Cette ouverture et un système politique caractérisé par des gouvernements de coalition et ayant fait ses preuves en matière de protection des droits de propriété (notamment pour les minorités ethniques) ont joué un rôle essentiel dans la réussite du pays. En outre, les autorités mauriciennes ont fait bon usage de l'accès préférentiel aux marchés d'Europe et des États-Unis.

⁴Pour plus de précisions, voir Frankel (2010), Subramanian (2009) et Zafar (2011).

Graphique 3.14. Maurice : exportations de services et entrées d'IDE

Sources : autorités mauriciennes; estimations des services du FMI.

La part des services dans les exportations totales s'est élevée rapidement dans les années 2000 (graphique 3.14). L'impulsion initiale a été donnée par le développement du tourisme (les entrées de touristes sont passées de 240.000 en 1988 à près de 965.000 fin 2011); les services financiers, les exportations de technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi que les services d'externalisation des processus d'entreprise ont suivi. Actuellement, le secteur des TIC représente 2,5 % de l'emploi et près de 3 % des exportations. De nouveaux sous-secteurs exportateurs apparaissent également (santé/services médicaux).

Au milieu des années 2000, le pays a subi de sérieux chocs externes, à savoir la perte des préférences sur le sucre et la suppression progressive de celles sur les produits textiles (démantèlement de l'Accord multifibres), ce qui a entraîné un redéploiement au détriment des exportations de produits manufacturés et à l'avantage des services. La politique publique a aussi influé sur cette évolution : mesures de

stimulation des investissements directs étrangers (IDE) dans le tourisme, les services financiers et les TIC; assouplissement de la réglementation du marché du travail; simplification du système fiscal. L'instauration d'une imposition forfaitaire au taux de 15 % des personnes physiques et des sociétés ainsi que l'adoption d'une loi pour faciliter les affaires («Business Facilitation Act») ont créé un environnement propice à l'apparition de nouvelles sources de croissance des exportations.

Le gouvernement a joué un rôle important dans la constitution de nouveaux secteurs exportateurs en formulant des politiques sectorielles et en facilitant l'expansion du secteur privé. Le développement du tourisme a été notamment soutenu par une programmation stratégique, complétée par les activités promotionnelles des hôtels et de la compagnie aérienne nationale. À Maurice, la réussite de la transformation structurelle a bénéficié de la démarche prospective des autorités, qui ont recherché par anticipation des réponses à l'évolution de l'environnement économique.

Kenya : développement des exportations de services⁵

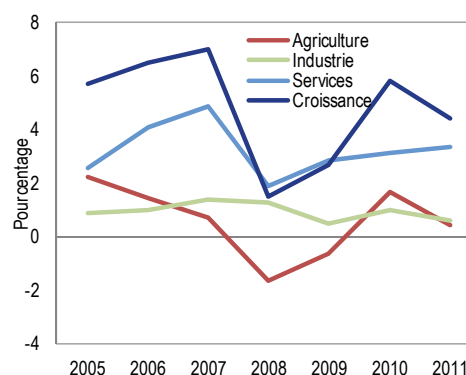
Au cours de la période récente, le secteur des services est celui qui a le plus contribué à la croissance du PIB et aux entrées de devises au Kenya (graphique 3.15)⁶. À la différence d'autres pays à faible revenu, ce pays dispose de plusieurs entreprises de classe mondiale qui exportent des services offshore à forte valeur ajoutée, tels que la conception de produits, la recherche-développement, l'assurance, la comptabilité et l'externalisation des processus d'entreprise.

Le Kenya est particulièrement compétitif dans les transports, la communication et les services financiers en raison du nombre relativement élevé de personnes qualifiées employées dans les échanges de services au sein de la CAE, à quoi il convient d'ajouter une solide tradition entrepreneuriale (Banque mondiale, 2012).

Depuis quelques années, les services de transport se développent rapidement au Kenya, car la compagnie aérienne nationale a pris de solides positions en Afrique, et le nombre de passagers qu'elle transporte augmente régulièrement. L'essor des activités de fret aérien et maritime a été rendu possible par l'ouverture croissante des échanges au sein de la CAE, due en partie aux réformes du sous-secteur du transport maritime et à la suppression des restrictions aux échanges. De plus, Nairobi est une plaque tournante essentielle pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale, et c'est la ville la plus importante entre le Caire et Johannesburg. Le port de Mombasa est actuellement au cinquième rang en Afrique pour les capacités de manutention des cargaisons, qui ont augmenté de 145 % de 2006 à 2010; il est utilisé par plus de douze pays. Ces capacités vont être augmentées par l'élargissement des postes d'amarrage pour accueillir de plus grands navires et par la construction d'un second terminal de conteneurs.

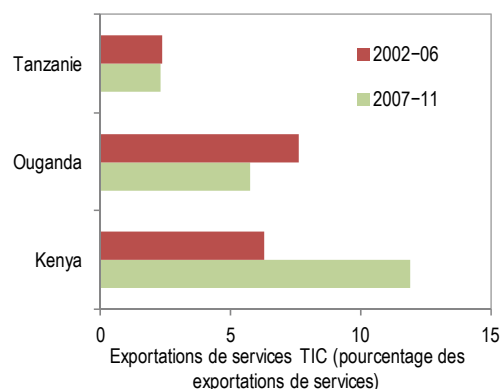
Le Kenya se concentre de plus en plus sur les services de communication et de technologie de pointe, qui représentent déjà plus de 10 % des exportations de services (graphique 3.16) et près de 20 % des entrées d'investissements directs étrangers. Le succès

Graphique 3.15. Kenya : contributions sectorielles à la croissance du PIB réel, 2005–11



Sources : autorités kényanes; estimations des services du FMI.

Graphique 3.16. Kenya : exportations de services TIC



Sources : autorités kényanes; estimations des services du FMI.

de Safaricom dans la téléphonie mobile et l'accès à Internet ainsi que celui de KenCall dans la fourniture dans le monde entier de centres d'appels et de services d'externalisation des processus d'entreprise témoignent de la vitalité du secteur. Le gouvernement kényan crée actuellement un parc de TIC pour l'externalisation des processus d'entreprise, qui devrait susciter un nouvel essor des exportations de services.

Le développement au-delà des frontières du secteur financier kényan a aussi bénéficié de l'intégration régionale au sein de la CAE et conduit à un ancrage solide au niveau régional. Les échanges de services financiers devraient encore se développer au fur et à mesure que seront supprimés les obstacles, notamment ceux qui sont dus à la réglementation (absence de système unique de délivrance des licences) et les freins à la mobilité des capitaux.

⁵Pour plus de précisions, voir Banque mondiale (2012 et 2011).

⁶Dileh *et al.* (2011).

Appendice statistique

Sauf indication contraire, les données et projections utilisées dans ce rapport reposent sur les estimations des services du FMI au 7 septembre 2012 et correspondent à celles qui ont servi pour l'édition d'octobre 2012 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

La base de données et les projections couvrent 45 pays d'Afrique subsaharienne qui relèvent du Département Afrique. On ne dispose que de données très incomplètes pour le Soudan du Sud. Les données obéissent, dans la mesure du possible, aux méthodes statistiques internationalement reconnues; toutefois, le manque de données limite dans certains cas la portée des comparaisons internationales.

GROUPES DE PAYS

Comme dans les éditions précédentes des *Perspectives économiques régionales*, les pays sont répartis en quatre groupes distincts : pays exportateurs de pétrole, pays à revenu intermédiaire, pays à faible revenu et États fragiles (voir les tableaux de l'appendice). La composition de ces groupes de pays s'appuie sur les données les plus récentes relatives au revenu national brut par habitant (moyenne sur trois ans) et l'indice d'allocation des ressources de l'IDA 2010.

- Les huit pays exportateurs de pétrole sont les pays où les exportations nettes de pétrole représentent au moins 30 % des exportations totales. Hormis l'Angola, le Nigéria et le Soudan du Sud, ils appartiennent à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Les pays exportateurs de pétrole sont classés comme tels même s'ils pourraient appartenir à un autre groupe.
- Les 11 pays à revenu intermédiaire qui ne sont pas classés comme exportateurs de pétrole ou États fragiles avaient un revenu national brut par habitant qui dépassait 992,70 dollars en

2008–10, selon les calculs de la Banque mondiale fondés sur la méthode Atlas.

- Les 14 pays à faible revenu qui ne sont pas classés comme exportateurs de pétrole ou États fragiles avaient un revenu national brut par habitant égal ou inférieur à 992,70 dollars en 2008–10 (Banque mondiale, méthode Atlas) et ont obtenu une note supérieure à 3,2 selon l'indice d'allocation des ressources de l'IDA.
- Les 12 États fragiles qui ne sont pas classés comme exportateurs de pétrole avaient une note égale ou inférieure à 3,2 selon l'indice d'allocation des ressources de l'IDA.

Dans le tableau AS MN 1, les pays sont groupés en fonction des grands organes de coopération régionale auxquels ils appartiennent : zone franc, qui comprend l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la CEMAC; le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA); la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE-5); la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC); et l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Les données agrégées relatives à la CAE-5 comprennent des données afférentes au Rwanda et au Burundi, qui sont devenus membres en 2007.

MÉTHODES D'AGREGATION

Pour les tableaux AS1–3, AS6, AS7, AS13, AS15, AS21 et AS22, les chiffres composites des groupes de pays correspondent à la moyenne arithmétique des données de chaque pays, pondérée par le PIB calculé à parité de pouvoir d'achat (PPA) et exprimé en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré. Les pondérations afférentes à la PPA sont tirées de la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Pour les tableaux AS8–12, AS16–20 et AS23–25, les chiffres composites des groupes de pays

Tableau AS MN 1. Afrique subsaharienne : pays membres des groupements régionaux

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA)	Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE-5)	Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC)	Union douanière d'Afrique australe (SACU)
Bénin Burkina Faso Côte d'Ivoire Guinée-Bissau Mali Niger Sénégal Togo	Cameroun Congo, Rép. du Gabon Guinée équatoriale République centrafricaine Tchad	Burundi Comores Congo, Rép. dém. du Érythrée Éthiopie Kenya Madagascar Malawi Maurice Ouganda Rwanda Seychelles Swaziland Zambie Zimbabwe	Burundi Kenya Ouganda Rwanda Tanzanie	Afrique du Sud Angola Botswana Congo, Rép. dém. du Lesotho Madagascar Malawi Maurice Mozambique Namibie Seychelles Swaziland Tanzanie Zambie Zimbabwe	Afrique du Sud Botswana Lesotho Namibie Swaziland

correspondent à la moyenne arithmétique des données de chaque pays, pondérée par le PIB converti en dollars aux taux de change du marché et exprimé en pourcentage du PIB du groupe considéré.

Pour les tableaux AS4, AS5 et AS14, les chiffres composites des groupes de pays correspondent à la

moyenne géométrique des données de chaque pays, pondérée par le PIB calculé à parité de pouvoir d'achat et exprimé en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré. Les pondérations afférentes à la PPA sont tirées de la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Liste des tableaux

AS1.	Croissance du PIB réel	78
AS2.	Croissance du PIB réel, hors pétrole	79
AS3.	Croissance du PIB réel par habitant	80
AS4.	Prix à la consommation, variation annuelle.....	81
AS5.	Prix à la consommation, fin de période.....	82
AS6.	Investissement total.....	83
AS7.	Épargne nationale brute	84
AS8.	Solde budgétaire global, dons compris.....	85
AS9.	Solde budgétaire global, hors dons	86
AS10.	Recettes publiques, hors dons.....	87
AS11.	Dépenses publiques	88
AS12.	Dette publique	89
AS13.	Masse monétaire au sens large	90
AS14.	Expansion de la masse monétaire au sens large.....	91
AS15.	Créances sur le secteur privé non financier	92
AS16.	Exportations de biens et de services.....	93
AS17.	Importations de biens et de services.....	94
AS18.	Balance commerciale, marchandises.....	95
AS19.	Solde extérieur courant.....	96
AS20.	Dons officiels.....	97
AS21.	Taux de change effectifs réels	98
AS22.	Taux de change effectifs nominaux	99
AS23.	Dette extérieure envers les créanciers publics	100
AS24.	Termes de l'échange, marchandises.....	101
AS25.	Réserves	102

Tableau AS1. Croissance du PIB réel (Pourcentages)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	8,6	11,2	7,5	7,6	9,5	7,1	5,1	6,6	6,3	6,7	6,0
Hors Nigéria	11,0	12,3	10,9	9,9	13,4	8,8	2,3	4,4	4,4	6,2	4,9
Angola	17,8	11,2	20,6	20,7	22,6	13,8	2,4	3,4	3,9	6,8	5,5
Cameroun	3,0	3,7	2,3	3,2	3,4	2,6	2,0	2,9	4,2	4,7	5,0
Congo, Rép. du	4,3	3,5	7,8	6,2	-1,6	5,6	7,5	8,8	3,4	4,9	5,3
Gabon	2,7	1,4	3,0	1,2	5,6	2,3	-1,4	6,6	6,6	6,1	2,0
Guinée équatoriale	16,2	38,0	9,7	1,3	21,4	10,7	4,6	-0,5	7,8	5,7	6,1
Nigéria	7,0	10,6	5,4	6,2	7,0	6,0	7,0	8,0	7,4	7,1	6,7
Tchad	8,7	33,6	7,9	0,2	0,2	1,7	-1,2	13,0	1,8	7,3	2,4
Soudan du Sud	...								1,4	-55,0	69,6
Pays à revenu intermédiaire²	5,0	4,9	5,0	5,5	5,6	4,1	-0,6	3,8	4,5	3,4	3,8
Hors Afrique du Sud	5,3	5,8	4,2	5,3	5,7	5,5	2,1	6,5	8,2	5,6	5,9
Afrique du Sud	4,9	4,6	5,3	5,6	5,5	3,6	-1,5	2,9	3,1	2,6	3,0
Botswana	4,1	6,0	1,6	5,1	4,8	3,0	-4,7	7,0	5,1	3,8	4,1
Cap-Vert	7,2	4,3	6,5	10,1	8,6	6,2	3,7	5,2	5,0	4,3	4,4
Ghana	6,5	5,3	6,0	6,1	6,5	8,4	4,0	8,0	14,4	8,2	7,8
Lesotho	3,9	2,8	2,9	4,1	4,8	4,8	3,8	5,2	4,9	4,3	4,7
Maurice	4,6	5,5	1,5	4,5	5,9	5,5	3,0	4,2	4,1	3,4	3,7
Namibie	6,1	12,3	2,5	7,1	5,4	3,4	-0,4	6,6	4,9	4,0	4,1
Sénégal	4,5	5,9	5,6	2,4	5,0	3,7	2,1	4,1	2,6	3,7	4,3
Seychelles	4,6	-2,9	8,0	8,9	9,9	-1,0	0,5	6,7	5,1	3,0	3,5
Swaziland	2,6	2,3	2,2	2,9	2,8	3,1	1,2	2,0	0,3	-2,9	-1,0
Zambie	5,8	5,4	5,3	6,2	6,2	5,7	6,4	7,6	6,6	6,5	8,2
Pays à faible revenu et États fragiles	6,2	5,6	6,6	6,3	6,6	6,0	4,9	6,0	4,9	6,0	6,2
Pays à faible revenu hors États fragiles	7,3	6,6	7,7	7,5	7,7	7,0	5,4	6,4	5,5	5,9	6,1
Bénin	3,9	3,1	2,9	3,8	4,6	5,0	2,7	2,6	3,5	3,5	3,8
Burkina Faso	5,9	4,5	8,7	6,3	4,1	5,8	3,0	7,9	4,2	7,0	7,0
Éthiopie ³	11,8	11,7	12,6	11,5	11,8	11,2	10,0	8,0	7,5	7,0	6,5
Gambie	3,6	7,0	-0,3	0,8	4,0	6,5	6,7	5,5	3,3	-1,6	9,7
Kenya	5,1	4,6	6,0	6,3	7,0	1,5	2,7	5,8	4,4	5,1	5,6
Madagascar	5,7	5,3	4,6	5,0	6,2	7,1	-4,1	0,4	1,8	1,9	2,6
Malawi	5,6	5,5	2,6	2,1	9,5	8,3	9,0	6,5	4,3	4,3	5,7
Mali	4,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,0	4,5	5,8	2,7	-4,5	3,0
Mozambique	7,8	7,9	8,4	8,7	7,3	6,8	6,3	7,1	7,3	7,5	8,4
Niger	5,2	-0,8	8,4	5,8	3,1	9,6	-0,9	8,0	2,3	14,5	6,6
Ouganda	8,2	6,6	8,6	9,5	8,6	7,7	7,0	6,1	5,1	4,2	5,7
Rwanda	8,6	7,4	9,4	9,2	5,5	11,2	4,1	7,2	8,6	7,7	7,5
Sierra Leone	5,7	6,5	4,4	4,4	8,0	5,4	3,2	5,3	6,0	21,3	7,5
Tanzanie	7,3	7,8	7,4	6,7	7,1	7,4	6,0	7,0	6,4	6,5	6,8
États fragiles	2,5	2,4	2,9	2,3	2,8	2,2	3,1	4,2	2,3	6,6	6,5
Burundi	4,7	3,8	4,4	5,4	4,8	5,0	3,5	3,8	4,2	4,2	4,5
Comores	1,3	-0,2	4,2	1,2	0,5	1,0	1,8	2,1	2,2	2,5	3,5
Congo, Rép. dém. du	6,5	6,6	7,8	5,6	6,3	6,2	2,8	7,2	6,9	7,1	8,2
Côte d'Ivoire	1,6	1,6	1,9	0,7	1,6	2,3	3,7	2,4	-4,7	8,1	7,0
Érythrée	-1,1	1,5	2,6	-1,0	1,4	-9,8	3,9	2,2	8,7	7,5	3,4
Guinée	2,9	2,3	3,0	2,5	1,8	4,9	-0,3	1,9	3,9	4,8	5,0
Guinée-Bissau	3,1	2,8	4,3	2,1	3,2	3,2	3,0	3,5	5,3	-2,8	5,7
Libéria	7,6	4,1	5,9	9,0	13,2	6,2	5,3	6,1	8,2	9,0	7,9
République centrafricaine	2,6	1,0	2,4	3,8	3,7	2,0	1,7	3,0	3,3	4,1	4,2
São Tomé-et-Principe	6,0	4,5	1,6	12,6	2,0	9,1	4,0	4,5	4,9	4,5	5,5
Togo	2,4	2,1	1,2	4,1	2,3	2,4	3,5	4,0	4,9	5,0	5,3
Zimbabwe ⁴	-7,4	-6,0	-5,5	-3,5	-3,8	-18,3	6,3	9,6	9,4	5,0	6,0
Afrique subsaharienne¹	6,5	7,1	6,2	6,4	7,1	5,6	2,8	5,3	5,2	5,3	5,3
Médiane	5,0	4,6	4,9	5,2	5,2	5,2	3,3	5,6	4,9	4,9	5,4
Hors Afrique du Sud et Nigéria	7,3	7,3	7,2	7,0	8,2	6,7	3,6	5,6	5,4	6,0	5,7
Pays importateurs de pétrole	5,5	5,2	5,6	5,8	6,0	4,9	1,6	4,7	4,6	4,1	5,6
Hors Afrique du Sud	6,0	5,7	6,0	6,0	6,4	5,9	4,2	6,1	5,7	5,2	7,3
Zone franc	4,9	7,7	4,9	2,9	4,7	4,3	2,5	4,9	3,0	5,5	5,0
UEMOA	3,7	2,9	4,7	3,3	3,4	4,4	2,9	4,6	1,2	5,4	5,6
CEMAC	6,1	12,6	5,1	2,5	5,9	4,3	2,2	5,2	4,8	5,5	4,3
CAE-5	6,7	6,2	7,2	7,3	7,2	5,6	4,9	6,3	5,5	5,5	6,1
SADC	6,4	5,6	6,5	7,1	7,6	5,3	0,2	3,9	3,9	3,9	4,2
Union douanière d'Afrique australe	4,9	4,8	5,0	5,6	5,5	3,6	-1,6	3,2	3,2	2,6	3,1
COMESA (pays membres d'AFSS)	6,9	6,4	7,0	7,2	7,7	6,2	5,3	6,2	5,7	5,4	5,9
IADM	6,6	6,1	6,9	6,6	6,6	7,1	5,0	6,4	6,6	6,1	6,4
Pays à régime de parité fixe classique	4,8	7,6	4,7	3,1	4,6	4,1	2,4	4,9	3,2	5,2	4,8
Pays sans régime de parité fixe classique	6,9	7,0	6,6	7,1	7,7	6,0	2,9	5,4	5,6	5,3	5,3
Afrique subsaharienne	6,5	7,1	6,2	6,4	7,1	5,6	2,8	5,3	5,1	5,0	5,7

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS2. Croissance du PIB réel, hors pétrole
(Pourcentages)

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	10,9	11,3	8,3	12,1	13,2	9,5	7,8	7,9	8,6	7,4	7,1
Hors Nigéria	12,5	8,0	10,3	16,1	17,7	10,4	7,1	7,1	8,3	6,4	6,8
Angola	18,0	9,0	14,1	27,6	24,4	15,0	8,1	7,6	9,5	6,0	6,8
Cameroun	3,6	4,9	3,2	2,9	4,0	3,1	2,9	3,7	4,7	4,3	5,0
Congo, Rép. du	5,7	5,0	5,4	5,9	6,6	5,4	3,9	6,5	7,4	9,7	8,0
Gabon	4,2	2,3	4,3	4,9	6,2	3,4	-0,5	5,7	8,6	6,9	4,1
Guinée équatoriale	29,3	28,4	22,8	29,8	47,2	18,1	24,3	6,2	14,3	8,5	13,9
Nigéria	9,8	13,3	7,0	9,6	10,1	8,9	8,3	8,5	8,8	7,9	7,3
Tchad	4,8	2,1	11,0	4,7	3,1	3,0	0,0	15,0	2,6	7,9	3,8
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	47,5	...	-27,2	-7,3
Pays à revenu intermédiaire²	5,0	4,9	5,0	5,5	5,6	4,1	-0,6	3,7	3,9	3,5	3,8
Hors Afrique du Sud	5,3	5,8	4,2	5,3	5,7	5,5	2,1	6,0	6,0	5,8	5,8
Afrique du Sud	4,9	4,6	5,3	5,6	5,5	3,6	-1,5	2,9	3,1	2,6	3,0
Botswana	4,1	6,0	1,6	5,1	4,8	3,0	-4,7	7,0	5,1	3,8	4,1
Cap-Vert	7,2	4,3	6,5	10,1	8,6	6,2	3,7	5,2	5,0	4,3	4,4
Ghana	6,5	5,3	6,0	6,1	6,5	8,4	4,0	6,4	8,7	8,8	7,6
Lesotho	3,9	2,8	2,9	4,1	4,8	4,8	3,8	5,2	4,9	4,3	4,7
Maurice	4,6	5,5	1,5	4,5	5,9	5,5	3,0	4,2	4,1	3,4	3,7
Namibie	6,1	12,3	2,5	7,1	5,4	3,4	-0,4	6,6	4,9	4,0	4,1
Sénégal	4,5	5,9	5,6	2,4	5,0	3,7	2,1	4,1	2,6	3,7	4,3
Seychelles	4,6	-2,9	8,0	8,9	9,9	-1,0	0,5	6,7	5,1	3,0	3,5
Swaziland	2,6	2,3	2,2	2,9	2,8	3,1	1,2	2,0	0,3	-2,9	-1,0
Zambie	5,8	5,4	5,3	6,2	6,2	5,7	6,4	7,6	6,6	6,5	8,2
Pays à faible revenu et États fragiles	6,2	5,6	6,4	6,3	6,7	6,0	4,9	6,0	4,9	5,8	6,2
Pays à faible revenu hors États fragiles	7,3	6,6	7,7	7,5	7,7	7,0	5,4	6,4	5,5	5,6	6,1
Bénin	3,9	3,1	2,9	3,8	4,6	5,0	2,7	2,6	3,5	3,5	3,8
Burkina Faso	5,9	4,5	8,7	6,3	4,1	5,8	3,0	7,9	4,2	7,0	7,0
Éthiopie ³	11,8	11,7	12,6	11,5	11,8	11,2	10,0	8,0	7,5	7,0	6,5
Gambie	3,6	7,0	-0,3	0,8	4,0	6,5	6,7	5,5	3,3	-1,6	9,7
Kenya	5,1	4,6	6,0	6,3	7,0	1,5	2,7	5,8	4,4	5,1	5,6
Madagascar	5,7	5,3	4,6	5,0	6,2	7,1	-4,1	0,4	1,8	1,9	2,6
Malawi	5,6	5,5	2,6	2,1	9,5	8,3	9,0	6,5	4,3	4,3	5,7
Mali	4,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,0	4,5	5,8	2,7	-4,5	3,0
Mozambique	7,8	7,9	8,4	8,7	7,3	6,8	6,3	7,1	7,3	7,5	8,4
Niger	5,2	-0,8	8,4	5,8	3,1	9,6	-0,9	8,0	2,3	5,1	5,6
Ouganda	8,2	6,6	8,6	9,5	8,6	7,7	7,0	6,1	5,1	4,2	5,7
Rwanda	8,6	7,4	9,4	9,2	5,5	11,2	4,1	7,2	8,6	7,7	7,5
Sierra Leone	5,7	6,5	4,4	4,4	8,0	5,4	3,2	5,3	6,0	21,3	7,5
Tanzanie	7,3	7,8	7,4	6,7	7,1	7,4	6,0	7,0	6,4	6,5	6,8
États fragiles	2,4	2,4	1,8	2,2	3,4	2,2	3,1	4,5	2,2	6,6	6,5
Burundi	4,7	3,8	4,4	5,4	4,8	5,0	3,5	3,8	4,2	4,2	4,5
Comores	1,3	-0,2	4,2	1,2	0,5	1,0	1,8	2,1	2,2	2,5	3,5
Congo, Rép. dém. du	6,1	6,6	3,6	6,4	8,0	6,0	2,7	7,8	6,6	6,8	8,4
Côte d'Ivoire	1,5	1,6	1,3	0,0	2,1	2,5	3,7	2,8	-4,9	8,4	6,9
Érythrée	-1,1	1,5	2,6	-1,0	1,4	-9,8	3,9	2,2	8,7	7,5	3,4
Guinée	2,9	2,3	3,0	2,5	1,8	4,9	-0,3	1,9	3,9	4,8	5,0
Guinée-Bissau	3,1	2,8	4,3	2,1	3,2	3,2	3,0	3,5	5,3	-2,8	5,7
Libéria	7,6	4,1	5,9	9,0	13,2	6,2	5,3	6,1	8,2	9,0	7,9
République centrafricaine	2,6	1,0	2,4	3,8	3,7	2,0	1,7	3,0	3,3	4,1	4,2
São Tomé-et-Principe	6,0	4,5	1,6	12,6	2,0	9,1	4,0	4,5	4,9	4,5	5,5
Togo	2,4	2,1	1,2	4,1	2,3	2,4	3,5	4,0	4,9	5,0	5,3
Zimbabwe ⁴	-7,4	-6,0	-5,5	-3,5	-3,8	-18,3	6,3	9,6	9,4	5,0	6,0
Afrique subsaharienne¹	7,2	7,1	6,4	7,8	8,3	6,4	3,7	5,8	5,8	5,5	5,6
<i>Médiane</i>	5,0	4,6	4,5	5,3	5,4	5,2	3,5	5,8	4,9	4,9	5,6
Hors Afrique du Sud et Nigéria	7,7	6,3	6,9	8,6	9,4	7,1	4,9	6,2	6,0	6,0	6,2
Pays importateurs de pétrole	5,5	5,2	5,5	5,8	6,0	4,9	1,6	4,6	5,0	4,2	4,7
Hors Afrique du Sud	6,0	5,7	5,8	6,0	6,5	5,9	4,2	6,0	6,4	5,4	5,8
Zone franc	6,0	5,1	6,2	5,6	7,9	5,3	4,5	5,6	4,2	5,7	6,1
UEMOA	3,7	2,9	4,5	3,1	3,6	4,4	2,9	4,7	1,1	4,6	5,5
CEMAC	8,3	7,4	7,9	8,1	12,2	6,2	6,1	6,5	7,2	6,8	6,7
CAE-5	6,7	6,2	7,2	7,3	7,2	5,6	4,9	6,3	5,5	5,5	6,1
SADC	6,5	5,4	5,8	7,8	7,9	5,5	0,9	4,4	4,6	3,7	4,3
Union douanière d'Afrique australe	4,9	4,8	5,0	5,6	5,5	3,6	-1,6	3,2	3,2	2,6	3,1
COMESA (pays membres d'AFSS)	6,9	6,4	6,7	7,2	7,9	6,2	5,3	6,3	5,7	5,4	5,9
IADM	6,7	6,2	6,7	6,6	7,0	7,1	5,0	6,2	6,0	6,1	6,4
Pays à régime de parité fixe classique	5,8	5,3	5,8	5,5	7,5	5,0	4,1	5,5	4,2	5,4	5,8
Pays sans régime de parité fixe classique	7,5	7,6	6,6	8,3	8,5	6,7	3,6	5,8	6,0	5,5	5,6
Afrique subsaharienne	7,2	7,1	6,4	7,8	8,3	6,4	3,7	5,8	6,2	5,3	5,5

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³Données de l'exercice budgétaire.

⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Tableau AS3. Croissance du PIB réel par habitant (Pourcentages)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	5,7	8,2	4,6	4,7	6,6	4,3	2,4	3,8	3,4	3,9	3,2
Hors Nigéria	8,1	9,3	7,9	6,9	10,4	6,0	-0,3	1,6	1,7	3,4	2,1
Angola	14,6	8,0	17,2	17,4	19,3	10,9	-0,2	0,4	0,9	3,7	2,4
Cameroun	0,2	0,9	-0,5	0,4	0,6	-0,2	-0,8	0,4	1,7	2,1	2,4
Congo, Rép. du	1,4	0,6	4,7	3,2	-4,4	2,6	4,4	5,7	0,5	2,0	3,0
Gabon	0,4	-1,1	0,5	-1,3	3,0	0,8	-2,8	5,1	5,1	4,6	0,5
Guinée équatoriale	12,9	34,1	6,7	-1,6	18,0	7,6	1,6	-3,3	4,8	2,7	3,1
Nigéria	4,2	7,6	2,6	3,4	4,1	3,1	4,1	5,1	4,5	4,2	3,9
Tchad	6,1	30,4	5,3	-2,3	-2,3	-0,8	-3,6	10,2	-0,7	4,7	-0,1
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	-12,3	...	-57,1	66,3
Pays à revenu intermédiaire²	3,6	3,6	3,8	4,2	3,5	2,7	-2,0	2,5	3,0	1,8	2,4
Hors Afrique du Sud	3,3	3,9	2,3	3,4	3,6	3,5	0,1	4,6	6,1	3,0	3,9
Afrique du Sud	3,6	3,5	4,3	4,5	3,4	2,5	-2,6	1,8	1,9	1,4	1,8
Botswana	3,0	4,8	0,8	4,3	3,5	1,8	-5,9	5,8	3,9	2,6	2,9
Cap-Vert	5,6	2,6	4,9	8,5	7,1	4,7	2,3	3,8	3,6	2,9	3,0
Ghana	3,8	2,7	3,4	3,5	3,8	5,7	1,4	5,3	11,5	5,5	5,1
Lesotho	4,3	2,1	2,2	9,2	4,0	4,0	3,1	4,5	4,2	3,5	3,9
Maurice	3,8	4,6	0,7	3,7	4,9	5,2	2,5	3,7	3,5	2,7	3,1
Namibie	4,3	10,4	0,7	5,2	3,5	1,5	-2,2	5,7	4,0	3,2	3,2
Sénégal	1,7	3,0	2,8	-0,3	2,2	0,9	-0,6	1,4	-0,1	-3,8	1,9
Seychelles	3,6	-2,5	7,5	6,6	9,3	-3,2	0,1	3,8	3,9	1,8	2,3
Swaziland	1,6	1,7	1,3	1,7	1,6	1,6	-0,3	2,4	0,7	-2,5	-0,6
Zambie	3,3	3,1	3,0	3,7	3,6	3,1	3,8	5,0	4,0	3,9	5,6
Pays à faible revenu et États fragiles	3,5	2,8	4,0	3,6	3,8	3,2	2,2	3,2	2,2	3,4	3,5
Pays à faible revenu hors États fragiles	4,5	3,9	5,1	4,7	4,8	4,2	2,6	3,7	2,8	3,3	3,5
Bénin	0,7	-0,2	-0,3	0,6	1,5	2,0	-0,3	-0,3	0,7	0,7	1,1
Burkina Faso	2,8	1,5	5,5	3,2	1,1	2,7	-0,1	4,7	1,1	4,6	4,6
Éthiopie ³	8,9	8,9	9,8	8,7	8,9	8,3	7,3	5,5	5,0	4,5	4,0
Gambie	0,6	3,8	-3,3	-2,1	1,1	3,6	3,9	2,7	0,5	-4,2	6,8
Kenya	2,4	2,6	4,0	3,2	3,9	-1,4	-0,3	2,7	1,4	2,1	2,6
Madagascar	2,8	2,4	1,8	2,2	3,4	4,3	-6,6	-2,2	-0,8	-0,6	0,1
Malawi	3,0	3,3	0,5	-0,8	6,5	5,4	6,0	3,6	1,4	1,4	2,8
Mali	1,4	-0,9	2,9	2,0	1,1	1,8	1,3	2,7	-0,4	-7,4	-0,1
Mozambique	5,7	5,8	6,3	6,6	5,2	4,7	4,2	5,0	5,2	5,4	6,3
Niger	2,1	-3,8	5,2	2,6	0,0	6,3	-3,9	4,7	-0,8	11,0	3,4
Ouganda	4,7	3,2	5,1	6,0	5,1	4,2	3,6	2,7	1,8	0,9	2,4
Rwanda	6,6	5,9	7,5	7,3	3,3	8,9	2,0	5,0	6,3	5,5	5,3
Sierra Leone	2,4	2,3	0,7	1,1	5,0	2,8	0,7	2,6	3,3	18,2	4,8
Tanzanie	5,1	5,5	5,1	4,8	5,0	5,3	3,9	4,9	4,4	4,4	4,7
États fragiles	-0,3	-1,0	0,3	-0,3	0,1	-0,6	0,4	1,4	-0,3	3,8	3,8
Burundi	2,5	1,7	2,3	3,3	2,7	2,6	1,0	1,4	1,7	1,8	2,0
Comores	-0,7	-2,3	2,1	-0,8	-1,6	-1,1	-0,3	0,0	0,1	0,3	1,4
Congo, Rép. dém. du	3,4	3,5	4,7	2,5	3,2	3,1	-0,2	4,1	3,8	4,0	5,0
Côte d'Ivoire	-1,7	-3,3	-0,8	-2,2	-1,4	-0,7	0,7	-0,6	-7,5	5,0	3,9
Érythrée	-4,5	-2,6	-1,2	-4,3	-1,9	-12,6	0,7	-0,9	5,4	4,3	0,4
Guinée	0,8	0,4	1,0	0,4	-0,4	2,6	-2,7	-0,6	1,4	2,2	2,4
Guinée-Bissau	0,8	0,3	1,8	-0,2	0,9	1,0	0,7	1,2	3,1	-4,9	3,4
Libéria	3,8	2,3	3,0	4,8	8,0	1,0	1,0	1,8	5,4	6,2	5,2
République centrafricaine	0,6	-1,0	0,4	1,8	1,7	0,0	-1,9	0,5	0,8	1,6	1,7
São Tomé-et-Príncipe	4,4	3,0	0,1	10,9	0,4	7,4	2,3	2,7	3,0	2,5	3,4
Togo	-0,2	-0,5	-1,4	1,5	-0,2	-0,1	1,3	1,7	2,6	2,7	3,0
Zimbabwe ⁴	-8,0	-7,0	-6,5	-3,3	-4,0	-18,9	6,3	9,6	9,4	5,0	6,0
Afrique subsaharienne¹	4,2	4,9	4,1	4,2	4,6	3,4	0,6	3,1	2,9	3,0	3,0
Médiane	2,7	2,5	2,4	2,9	3,3	2,6	0,7	2,7	2,8	2,7	3,0
Hors Afrique du Sud et Nigéria	4,6	4,6	4,6	4,4	5,5	4,0	1,1	3,1	2,9	3,3	3,2
Pays importateurs de pétrole	3,5	3,3	3,9	4,0	3,6	2,9	-0,3	2,8	2,5	2,0	3,6
Hors Afrique du Sud	3,4	3,1	3,5	3,5	3,8	3,3	1,6	3,6	2,9	2,5	4,8
Zone franc	2,0	4,4	2,1	0,1	1,8	1,5	-0,2	2,1	0,3	2,4	2,4
UEMOA	0,7	-0,7	1,8	0,4	0,5	1,4	0,0	1,6	-1,7	1,7	2,8
CEMAC	3,3	9,6	2,4	-0,2	3,1	1,7	-0,4	2,7	2,3	3,0	1,9
CAE-5	4,1	3,8	4,7	4,6	4,4	2,8	2,2	3,6	2,8	2,8	3,4
SADC	4,8	4,1	5,0	5,6	5,4	3,7	-1,4	2,3	2,3	2,2	2,5
Union douanière d'Afrique australe	3,6	3,7	4,0	4,5	3,4	2,4	-2,7	2,1	2,1	1,5	1,9
COMESA (pays membres d'AFSS)	4,3	3,9	4,6	4,5	5,0	3,5	2,7	3,6	3,1	2,8	3,3
IADM	3,9	3,3	4,1	3,8	3,8	4,3	2,3	3,7	3,9	3,3	3,8
Pays à régime de parité fixe classique	2,0	4,5	1,9	0,5	1,9	1,4	-0,3	2,3	0,7	2,4	2,3
Pays sans régime de parité fixe classique	4,7	5,0	4,6	5,0	5,1	3,8	0,8	3,3	3,3	3,1	3,1
Afrique subsaharienne	4,2	4,9	4,1	4,2	4,6	3,4	0,6	3,1	2,8	2,7	3,5

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³Données de l'exercice budgétaire.

⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS4. Prix à la consommation
(Pourcentage moyen de variation annuelle)

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	10,7	14,6	14,7	8,0	5,6	10,4	11,1	11,4	9,6	9,8	8,2
Hors Nigéria	9,2	13,9	9,8	7,7	5,9	8,8	9,0	7,7	7,7	7,1	6,1
Angola	20,9	43,6	23,0	13,3	12,2	12,5	13,7	14,5	13,5	10,8	8,6
Cameroun	2,7	0,3	2,0	4,9	1,1	5,3	3,0	1,3	2,9	3,0	3,0
Congo, Rép. du	3,9	3,7	2,5	4,7	2,6	6,0	4,3	5,0	1,8	5,1	4,5
Gabon	2,1	0,4	1,2	-1,4	5,0	5,3	1,9	1,4	1,3	2,3	2,6
Guinée équatoriale	4,4	4,2	5,6	4,5	2,8	4,7	8,3	6,1	6,3	5,4	7,0
Nigéria	11,6	15,0	17,9	8,2	5,4	11,6	12,5	13,7	10,8	11,4	9,5
Tchad	1,5	-4,8	3,7	7,7	-7,4	8,3	10,1	-2,1	1,9	5,5	3,0
Soudan du Sud	...							47,3		54,8	22,2
Pays à revenu intermédiaire²	6,5	3,0	4,8	5,5	7,5	11,8	8,0	4,9	5,6	6,0	5,8
Hors Afrique du Sud	9,4	8,2	9,3	8,1	8,6	12,6	10,6	6,7	7,3	7,2	7,3
Afrique du Sud	5,6	1,4	3,4	4,7	7,1	11,5	7,1	4,3	5,0	5,6	5,2
Botswana	9,4	7,0	8,6	11,6	7,1	12,6	8,1	6,9	8,5	7,5	6,2
Cap-Vert	2,9	-1,9	0,4	4,8	4,4	6,8	1,0	2,1	4,5	2,1	2,0
Ghana	13,0	12,6	15,1	10,2	10,7	16,5	19,3	10,7	8,7	9,8	10,9
Lesotho	6,7	5,0	3,4	6,1	8,0	10,7	7,4	3,6	5,6	5,3	4,9
Maurice	7,4	4,7	4,9	8,7	8,6	9,7	2,5	2,9	6,5	4,5	5,2
Namibie	5,7	4,1	2,3	5,1	6,7	10,4	8,8	4,5	5,8	6,7	5,9
Sénégal	3,2	0,5	1,7	2,1	5,9	5,8	-1,7	1,2	3,4	2,3	2,1
Seychelles	9,0	3,9	0,6	-1,9	5,3	37,0	31,7	-2,4	2,6	7,5	4,5
Swaziland	6,9	3,4	4,9	5,2	8,1	12,7	7,4	4,5	6,1	7,8	6,9
Zambie	13,7	18,0	18,3	9,0	10,7	12,4	13,4	8,5	8,7	6,4	6,2
Pays à faible revenu et États fragiles	9,6	6,0	9,5	8,3	7,9	16,5	9,3	6,4	14,4	11,8	7,3
Pays à faible revenu hors États fragiles	9,7	6,2	9,0	8,0	7,6	17,5	8,6	5,9	15,5	13,0	7,6
Bénin	3,7	0,9	5,4	3,8	1,3	7,4	0,9	2,1	2,7	6,9	3,3
Burkina Faso	3,8	-0,4	6,4	2,4	-0,2	10,7	2,6	-0,6	2,7	3,0	2,0
Éthiopie	18,0	3,2	11,7	13,6	17,2	44,4	8,5	8,1	33,1	22,9	10,2
Gambie	6,2	14,3	5,0	2,1	5,4	4,5	4,6	5,0	4,8	4,7	5,5
Kenya	9,4	11,8	9,9	6,0	4,3	15,1	10,6	4,1	14,0	10,0	5,8
Madagascar	12,5	14,0	18,4	10,8	10,4	9,2	9,0	9,3	10,0	6,5	7,0
Malawi	11,5	11,5	15,4	13,9	8,0	8,7	8,4	7,4	7,6	17,7	16,2
Mali	3,1	-3,1	6,4	1,5	1,5	9,1	2,2	1,3	3,1	7,2	6,2
Mozambique	10,2	12,6	6,4	13,2	8,2	10,3	3,3	12,7	10,4	3,0	8,6
Niger	3,8	0,4	7,8	0,1	0,1	10,5	1,1	0,9	2,9	4,5	2,0
Ouganda	7,5	3,7	8,6	7,2	6,1	12,0	13,1	4,0	18,7	14,6	6,1
Rwanda	10,9	12,0	9,1	8,8	9,1	15,4	10,3	2,3	5,7	7,0	6,1
Sierra Leone	12,5	14,2	12,0	9,5	11,6	14,8	9,2	17,8	18,5	13,7	7,0
Tanzanie	6,6	4,1	4,4	7,3	7,0	10,3	12,1	7,2	12,7	15,6	9,8
États fragiles	9,5	5,3	11,1	9,5	8,8	12,6	12,2	8,6	9,8	6,9	6,0
Burundi	12,5	11,8	1,2	9,1	14,4	26,0	4,6	4,1	14,9	14,7	8,4
Comores	4,0	4,5	3,0	3,4	4,5	4,8	4,8	3,9	6,8	5,6	3,1
Congo, Rép. dém. du	14,7	4,0	21,4	13,2	16,7	18,0	46,2	23,5	15,5	10,4	9,5
Côte d'Ivoire	3,2	1,5	3,9	2,5	1,9	6,3	1,0	1,4	4,9	2,0	2,5
Érythrée	16,4	25,1	12,5	15,1	9,3	19,9	33,0	12,7	13,3	12,3	12,3
Guinée	25,0	17,5	31,4	34,7	22,9	18,4	4,7	15,5	21,4	14,7	10,3
Guinée-Bissau	4,0	0,8	3,2	0,7	4,6	10,4	-1,6	1,1	5,0	5,0	2,5
Libéria	9,8	3,6	6,9	7,2	13,7	17,5	7,4	7,3	8,5	6,6	5,4
République centrafricaine	3,5	-2,2	2,9	6,7	0,9	9,3	3,5	1,5	1,2	6,8	1,6
São Tomé-et-Principe	20,8	13,3	17,2	23,1	18,6	32,0	17,0	13,3	14,3	10,5	6,2
Togo	3,8	0,4	6,8	2,2	0,9	8,7	1,9	3,2	3,6	2,5	4,2
Zimbabwe ³	...						6,2	3,0	3,5	5,0	5,7
Afrique subsaharienne¹	8,6	7,4	9,0	7,0	7,0	12,6	9,4	7,5	9,3	8,9	7,0
Médiane	6,9	4,1	6,4	6,7	6,7	10,5	7,4	4,2	6,2	6,6	5,9
Hors Afrique du Sud et Nigéria	9,3	8,1	9,3	8,1	7,4	13,7	9,4	6,8	11,2	9,7	7,0
Pays importateurs de pétrole	7,7	4,2	6,6	6,6	7,6	13,6	8,5	5,5	9,7	8,7	6,6
Hors Afrique du Sud	9,6	6,6	9,4	8,3	8,1	15,4	9,7	6,5	13,2	10,9	7,6
Zone franc	3,1	0,4	3,7	3,1	1,5	6,8	2,9	1,6	3,2	3,8	3,4
UEMOA	3,4	0,3	4,7	2,2	2,0	7,9	0,9	1,1	3,6	3,6	2,9
CEMAC	2,8	0,4	2,7	4,1	1,0	5,8	4,9	2,2	2,9	4,1	3,8
CAE-5	8,2	7,5	7,5	6,9	6,1	13,1	11,5	4,9	14,1	12,8	7,3
SADC	7,8	6,1	6,6	6,7	8,1	11,7	9,3	6,7	7,4	7,3	6,5
Union douanière d'Afrique australe	5,8	1,8	3,6	5,0	7,1	11,6	7,2	4,4	5,2	5,8	5,3
COMESA (pays membres d'AFSS)	12,1	8,2	11,6	9,6	10,2	20,7	12,1	7,0	17,5	13,4	7,9
IADM	9,2	5,4	9,0	8,0	8,0	15,4	9,8	6,7	12,2	10,8	7,5
Pays à régime de parité fixe classique	3,6	1,0	3,8	3,5	2,1	7,3	3,7	2,0	3,6	4,2	3,7
Pays sans régime de parité fixe classique	9,7	8,7	10,2	7,8	7,9	13,6	10,5	8,5	10,4	9,8	7,7
Afrique subsaharienne	8,6	7,4	9,0	7,0	7,0	12,6	9,4	7,5	9,7	9,1	7,1

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Tableau AS5. Prix à la consommation
(Fin de période, variation en pourcentage)

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	9,6	10,6	10,1	7,6	6,7	12,9	11,5	10,4	9,3	9,4	8,0
Hors Nigéria	8,4	11,7	7,7	6,2	6,8	9,7	7,9	8,4	7,6	6,7	5,5
Angola	17,3	31,0	18,5	12,2	11,8	13,2	14,0	15,3	11,4	9,6	7,5
Cameroun	3,1	1,0	3,5	2,4	3,4	5,3	0,9	2,6	2,7	3,0	3,0
Congo, Rép. du	4,4	1,1	3,1	8,1	-1,7	11,4	2,5	5,4	1,8	5,3	4,1
Gabon	2,3	-0,5	1,1	-0,7	5,9	5,6	0,9	0,7	2,3	2,3	2,6
Guinée équatoriale	4,3	5,1	3,2	3,8	3,7	5,5	7,1	7,3	6,5	7,0	7,0
Nigéria	10,4	10,0	11,6	8,5	6,6	15,1	13,9	11,7	10,3	11,0	9,5
Tchad	3,2	9,2	-3,4	-0,9	1,7	9,7	4,7	-2,2	10,8	5,5	3,0
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	65,6	60,4	-5,9	...
Pays à revenu intermédiaire²	7,2	4,6	5,0	6,4	9,1	10,9	6,7	4,3	6,4	5,9	5,7
Hors Afrique du Sud	9,9	8,3	9,5	8,4	9,6	13,5	7,8	6,7	7,2	7,5	6,9
Afrique du Sud	6,4	3,5	3,6	5,8	9,0	10,1	6,3	3,5	6,1	5,3	5,3
Botswana	9,9	7,9	11,3	8,5	8,1	13,7	5,8	7,4	9,2	6,4	6,0
Cap-Vert	3,5	-0,3	1,8	5,8	3,4	6,7	-0,4	3,4	3,6	2,3	2,3
Ghana	13,7	11,8	14,8	10,9	12,7	18,1	16,0	8,6	8,6	11,5	9,5
Lesotho	7,2	5,0	3,5	6,4	10,5	10,6	4,5	3,1	7,7	4,3	5,5
Maurice	7,3	5,6	3,9	11,6	8,6	6,8	1,5	6,1	4,9	4,8	5,1
Namibie	6,4	4,3	3,5	6,0	7,1	10,9	7,0	3,1	7,2	6,2	5,7
Sénégal	3,5	1,7	1,4	3,9	6,2	4,3	-3,4	4,3	2,7	2,2	2,1
Seychelles	16,5	3,9	-1,6	0,2	16,7	63,3	-2,6	0,4	5,5	7,0	3,1
Swaziland	7,7	3,2	7,6	4,8	9,8	12,9	4,5	4,5	7,8	3,1	14,3
Zambie	13,4	17,5	15,9	8,2	8,9	16,6	9,9	7,9	7,2	6,7	6,1
Pays à faible revenu et États fragiles	10,3	9,3	7,8	9,6	7,8	17,1	7,9	7,4	16,6	9,1	7,1
Pays à faible revenu hors États fragiles	10,3	9,4	7,1	9,3	8,1	17,5	7,2	7,2	18,7	9,9	7,3
Bénin	4,1	2,7	3,7	5,3	0,3	8,4	-0,5	4,0	1,8	7,2	3,3
Burkina Faso	4,1	0,7	4,5	1,5	2,3	11,6	-0,3	-0,3	5,1	3,0	2,0
Éthiopie ³	19,3	7,9	12,3	18,5	18,4	39,2	7,1	14,6	35,9	16,6	9,0
Gambie	5,2	8,1	4,8	0,4	6,0	6,8	2,7	5,8	4,4	5,0	6,0
Kenya	10,0	17,1	4,7	7,3	5,6	15,5	8,0	4,5	18,6	7,0	7,0
Madagascar	13,6	27,3	11,5	10,8	8,2	10,1	8,0	10,2	7,5	7,7	7,0
Malawi	11,6	13,7	16,6	10,1	7,5	9,9	7,6	6,3	9,8	22,6	11,8
Mali	3,7	1,5	3,4	3,6	2,6	7,4	1,7	1,9	5,3	6,4	7,6
Mozambique	9,2	9,1	11,1	9,4	10,3	6,2	4,2	16,6	5,5	5,5	8,2
Niger	4,5	3,7	4,2	0,4	4,7	9,4	-0,6	2,7	1,4	4,5	2,0
Ouganda	8,4	8,0	3,7	10,9	5,2	14,3	11,0	3,1	27,0	7,1	5,0
Rwanda	11,4	10,2	5,6	12,1	6,6	22,3	5,7	0,2	8,3	6,3	5,9
Sierra Leone	12,4	14,4	13,1	8,3	13,8	12,2	10,8	18,4	16,9	11,0	7,5
Tanzanie	7,1	4,1	5,0	6,7	6,4	13,5	12,2	5,6	19,8	11,1	9,6
États fragiles	10,4	8,9	10,4	10,6	6,4	15,7	10,9	8,1	8,5	6,1	6,1
Burundi	12,5	11,8	1,2	9,1	14,4	26,0	4,6	4,1	14,9	14,7	8,4
Comores	4,4	3,3	7,2	1,7	2,2	7,4	2,2	6,6	7,0	4,3	2,0
Congo, Rép. dém. du	17,2	9,2	21,3	18,2	10,0	27,6	53,4	9,8	15,4	9,9	9,0
Côte d'Ivoire	3,9	4,4	2,5	2,0	1,5	9,0	-1,7	5,1	1,9	1,5	2,5
Erythrée	17,5	17,4	18,5	9,0	12,6	30,2	22,2	14,2	12,3	12,3	12,3
Guinée	24,6	27,6	29,7	39,1	12,8	13,5	7,9	20,8	19,0	12,0	8,7
Guinée-Bissau	4,6	2,9	-1,0	3,2	9,3	8,7	-6,4	5,7	3,3	3,3	1,7
Libéria	9,5	7,5	7,0	8,9	14,7	9,4	9,7	6,6	11,4	4,9	4,7
République centrafricaine	4,7	-0,3	2,2	7,1	-0,2	14,5	-1,2	2,3	4,3	2,9	2,3
São Tomé-et-Principe	21,9	15,2	17,2	24,6	27,6	24,8	16,1	12,9	11,9	8,3	6,0
Togo	4,9	3,9	5,5	1,5	3,4	10,3	-2,4	6,9	1,5	1,0	12,0
Zimbabwe ³	...	...	...	...	...	...	-7,7	3,2	4,9	6,5	4,3
Afrique subsaharienne¹	8,8	7,7	7,3	7,6	8,0	13,2	8,6	7,2	10,1	8,0	6,9
Médiane	7,1	5,6	4,7	7,1	7,1	10,9	4,7	5,5	7,2	6,4	6,0
Hors Afrique du Sud et Nigéria	9,6	9,5	8,0	8,5	7,9	14,3	7,9	7,5	12,4	8,2	6,6
Pays importateurs de pétrole	8,4	6,4	6,1	7,6	8,6	13,3	7,2	5,6	11,2	7,5	6,1
Hors Afrique du Sud	10,2	9,0	8,3	9,3	8,3	16,1	7,9	7,2	15,1	9,2	6,8
Zone franc	3,6	2,6	2,4	2,5	2,9	7,6	0,7	3,1	3,7	3,8	3,6
UEMOA	3,9	2,8	3,0	2,7	2,9	8,3	-1,2	3,5	3,0	3,3	3,4
CEMAC	3,3	2,5	1,8	2,4	3,0	6,9	2,7	2,7	4,4	4,3	3,8
CAE-5	8,9	10,3	4,5	8,2	6,0	15,2	9,8	4,2	20,1	8,5	7,4
SADC	8,2	7,1	6,4	7,3	9,1	11,3	8,5	6,0	8,1	6,8	6,3
Union douanière d'Afrique australe	6,6	3,7	4,0	5,9	8,9	10,3	6,3	3,7	6,3	5,4	5,4
COMESA (pays membres d'AfSS)	13,0	12,3	9,2	11,9	9,9	21,4	10,1	7,9	20,1	10,3	7,5
IADM	9,8	7,3	8,3	9,0	8,3	16,2	8,4	7,2	13,8	9,1	7,0
Pays à régime de parité fixe classique	4,1	3,0	2,9	2,9	3,5	8,2	1,4	3,3	4,1	4,0	4,0
Pays sans régime de parité fixe classique	9,7	8,8	8,3	8,6	8,9	14,2	10,1	8,0	11,3	8,7	7,4
Afrique subsaharienne	8,8	7,7	7,3	7,6	8,0	13,2	8,6	7,2	10,6	8,2	6,8

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS6. Investissement total <i>(En Pourcentage du PIB)</i>											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	21,8	22,2	20,5	21,9	23,3	20,9	26,5	22,6	21,4	21,4	21,0
Hors Nigéria	19,1	20,4	17,7	19,3	18,7	19,3	23,2	21,9	20,3	20,0	20,3
Angola	12,8	9,9	8,8	15,4	13,5	16,2	15,2	12,7	11,4	11,7	12,6
Cameroun	16,8	20,4	16,8	14,3	15,0	17,5	16,4	16,1	19,8	19,7	20,1
Congo, Rép. du	20,9	22,5	20,2	21,6	21,8	18,3	22,5	20,5	25,3	35,4	33,9
Gabon	23,4	24,4	21,3	25,1	24,8	21,5	26,9	27,3	29,2	28,3	29,2
Guinée équatoriale	35,5	41,8	39,9	32,2	34,6	29,0	58,4	54,6	35,5	36,4	35,3
Nigéria	23,5	23,3	22,2	23,5	26,3	22,0	28,6	23,1	22,1	22,2	21,5
Tchad	26,8	29,3	24,0	26,9	26,5	27,1	36,9	42,4	37,5	24,4	23,3
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	11,5	10,7	8,1	6,2
Pays à revenu intermédiaire²	21,1	19,7	19,5	20,6	22,2	23,6	21,1	21,0	21,1	22,0	22,7
Hors Afrique du Sud	24,8	24,5	24,4	23,3	25,3	26,4	25,6	25,4	24,7	24,7	25,0
Afrique du Sud	19,9	18,1	18,0	19,7	21,2	22,7	19,6	19,4	19,7	21,0	21,8
Botswana	28,0	33,2	26,3	24,0	25,8	30,8	31,8	29,5	30,7	25,8	26,8
Cap-Vert	41,4	39,5	36,0	38,0	47,0	46,2	39,1	37,8	36,5	33,9	34,3
Ghana	22,8	22,8	23,8	21,7	22,9	23,0	23,8	23,0	18,6	19,8	20,1
Lesotho	25,5	26,3	23,5	23,7	25,9	27,9	28,6	28,6	36,1	43,4	44,5
Maurice	25,6	24,4	22,7	26,7	26,9	27,3	21,2	23,6	25,5	26,7	27,1
Namibie	22,6	19,1	19,7	22,3	23,7	28,2	29,4	28,1	35,5	32,4	30,1
Sénégal	30,1	26,0	28,5	28,2	34,0	33,8	29,3	29,7	28,7	31,0	29,9
Seychelles	28,3	20,6	35,1	29,8	28,9	26,9	27,3	36,7	35,4	36,8	33,6
Swaziland	10,1	1,4	15,9	6,8	12,6	13,9	13,9	12,2	9,2	10,5	11,0
Zambie	22,7	24,9	23,7	22,1	22,0	20,9	21,0	22,6	25,0	24,9	27,4
Pays à faible revenu et États fragiles	20,1	18,7	19,3	20,0	20,4	21,9	21,1	22,8	23,5	25,3	25,5
Pays à faible revenu hors États fragiles	21,7	20,1	20,9	21,9	22,2	23,5	23,1	24,7	25,6	26,3	26,2
Bénin	18,3	19,3	16,4	17,2	20,1	18,4	20,9	17,6	18,7	19,1	19,2
Burkina Faso	18,5	16,2	20,3	17,1	18,9	20,1	18,0	18,3	15,6	18,0	17,8
Éthiopie ³	24,0	26,5	23,8	25,2	22,1	22,4	22,7	24,7	25,5	26,2	25,6
Gambie	20,8	24,2	21,8	24,3	19,0	14,8	19,5	21,4	17,8	21,4	20,4
Kenya	17,5	14,4	16,9	17,9	19,0	19,2	19,9	20,9	20,9	22,3	22,0
Madagascar	28,8	25,8	23,8	25,0	28,3	41,0	34,1	28,6	25,7	23,4	24,0
Malawi	23,7	18,2	22,7	25,7	26,5	25,7	25,6	26,0	15,5	16,5	21,7
Mali	17,0	16,5	15,5	16,9	16,9	19,0	20,3	18,4	20,4	13,7	14,0
Mozambique	17,2	18,3	17,7	17,0	15,3	17,6	14,9	21,9	24,5	25,0	25,4
Niger	23,3	14,6	23,1	23,6	22,8	32,3	33,0	38,6	36,8	41,4	35,4
Ouganda	22,2	21,3	21,7	22,5	23,3	22,4	22,8	24,3	25,5	26,9	27,9
Rwanda	20,9	19,9	20,9	19,7	20,2	23,5	22,4	21,7	22,1	23,8	23,1
Sierra Leone	10,2	10,0	11,3	10,0	9,6	9,8	9,3	24,3	40,5	15,4	15,4
Tanzanie	26,9	22,6	25,1	27,6	29,6	29,8	29,0	32,0	36,7	40,0	39,5
États fragiles	13,6	13,5	13,4	12,5	13,1	15,3	13,1	15,1	15,0	20,8	22,4
Burundi	19,5	19,2	19,4	19,5	19,7	19,8	19,9	19,9	20,0	20,0	20,0
Comores	10,7	9,4	9,3	9,6	11,2	14,3	12,4	15,4	14,9	17,9	19,0
Congo, Rép. dém. du	16,1	12,8	13,8	13,2	18,2	22,4	18,0	23,5	20,5	28,2	28,7
Côte d'Ivoire	9,7	10,8	9,7	9,3	8,7	10,1	8,9	9,0	8,2	12,1	13,9
Érythrée	15,9	20,3	20,3	13,7	12,7	12,7	9,3	9,3	10,0	9,5	8,7
Guinée	17,8	20,7	19,5	17,2	14,2	17,5	11,4	10,6	17,6	37,3	44,1
Guinée-Bissau	8,2	7,6	6,6	6,4	11,7	8,7	10,1	9,8	10,1	5,7	8,8
Libéria	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
République centrafricaine	10,0	6,8	9,8	10,1	10,7	12,7	13,2	14,3	12,4	14,9	15,7
São Tomé-et-Principe	48,4	43,5	75,6	39,6	53,5	29,5	48,6	48,4	49,7	58,2	45,8
Togo	15,9	14,5	16,3	16,8	14,7	17,3	18,0	18,9	18,8	21,1	21,8
Zimbabwe ⁴	...	...	...	...	...	...	15,1	24,3	23,0	25,1	25,5
Afrique subsaharienne¹	21,0	20,2	19,8	20,8	22,1	22,3	22,9	22,0	21,9	22,7	22,9
<i>Médiane</i>	21,2	20,3	20,6	21,6	21,5	21,7	21,0	23,0	22,1	23,8	23,3
Hors Afrique du Sud et Nigéria	20,7	20,2	19,9	20,5	20,9	22,2	22,6	23,1	22,9	23,8	24,0
Pays importateurs de pétrole	20,7	19,3	19,4	20,3	21,5	22,9	21,1	21,5	21,9	23,2	23,7
Hors Afrique du Sud	21,4	20,3	20,7	20,9	21,7	23,2	22,3	23,1	23,5	24,9	25,0
Zone franc	20,4	20,9	20,0	19,4	20,6	20,9	24,4	24,3	23,2	23,8	23,6
UEMOA	18,0	16,3	17,5	17,2	18,6	20,2	19,2	19,3	18,9	20,5	20,3
CEMAC	22,8	25,5	22,5	21,7	22,6	21,7	29,7	29,4	27,4	26,9	26,7
CAE-5	21,8	19,0	20,9	22,2	23,4	23,6	23,7	25,4	27,2	29,3	29,2
SADC	20,2	18,5	18,3	20,1	21,2	23,1	20,6	20,6	21,1	22,1	23,0
Union douanière d'Afrique australe	20,3	18,7	18,4	19,8	21,5	23,1	20,4	20,1	20,7	21,5	22,4
COMESA (pays membres d'AfSS)	21,4	20,2	20,7	21,3	21,8	23,1	22,0	23,4	23,1	24,5	24,8
IADM	21,9	21,3	21,4	21,4	22,2	23,4	22,8	24,0	24,4	25,7	25,8
Pays à régime de parité fixe classique	20,4	20,5	20,0	19,3	20,7	21,3	24,4	24,2	23,7	24,1	23,8
Pays sans régime de parité fixe classique	21,2	20,1	19,7	21,1	22,4	22,5	22,7	21,6	21,5	22,4	22,7
Afrique subsaharienne	21,0	20,2	19,8	20,8	22,1	22,3	22,9	21,9	21,7	22,6	22,8

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS7. Épargne nationale brute
(En pourcentage du PIB)

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	33,3	23,7	29,2	42,8	38,1	32,4	28,6	27,2	25,3	24,7	23,7
Hors Nigéria	26,3	14,7	26,1	33,4	30,5	26,8	15,8	24,4	24,6	23,1	22,1
Angola	28,3	13,6	27,0	41,0	33,5	26,6	5,4	21,7	21,0	20,2	19,2
Cameroun	15,8	17,0	13,4	15,9	16,4	16,3	12,8	13,1	15,7	15,5	16,3
Congo, Rép. du	20,4	16,8	23,9	25,2	15,3	20,6	15,1	25,5	26,0	34,8	33,5
Gabon	41,6	35,5	44,2	40,6	41,8	45,7	33,2	36,4	39,8	37,3	33,3
Guinée équatoriale	31,8	20,2	33,7	39,9	38,6	26,7	40,7	34,1	29,5	28,7	27,5
Nigéria	37,6	29,0	31,1	48,8	43,2	36,1	36,9	28,9	25,7	25,7	24,6
Tchad	22,3	-20,8	25,1	32,8	38,1	36,0	32,9	38,9	39,6	22,5	21,3
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	8,9	27,9	...	-7,9	14,1
Pays à revenu intermédiaire²	16,4	16,7	16,3	16,3	16,3	16,5	16,9	17,6	17,0	16,4	17,2
Hors Afrique du Sud	21,6	21,8	22,0	22,3	22,6	19,5	21,0	20,6	18,6	18,8	20,2
Afrique du Sud	14,7	15,0	14,5	14,4	14,3	15,5	15,6	16,6	16,4	15,5	16,0
Botswana	39,5	36,2	41,4	41,2	40,8	37,6	26,6	27,9	31,1	29,7	30,2
Cap-Vert	30,6	25,1	32,5	32,6	32,3	30,5	23,4	25,3	24,1	22,4	25,4
Ghana	14,7	18,1	16,8	13,4	14,2	11,0	18,4	14,6	9,3	10,8	13,7
Lesotho	33,3	34,4	24,9	35,2	34,1	37,9	28,8	16,5	18,7	32,2	33,9
Maurice	19,2	21,9	17,7	17,6	21,5	17,2	13,8	15,5	15,2	16,2	18,0
Namibie	30,1	26,0	24,4	36,1	32,9	31,0	29,1	28,4	33,8	28,6	25,6
Sénégal	20,0	19,1	19,6	19,0	22,4	19,7	22,6	25,3	22,3	22,5	22,9
Seychelles	11,7	11,6	12,8	14,0	13,6	6,7	17,5	16,6	13,9	16,9	14,1
Swaziland	6,4	4,5	11,8	-0,6	10,3	5,7	-0,1	1,7	0,1	10,6	5,6
Zambie	16,3	13,7	15,2	23,3	15,4	13,8	25,2	29,6	26,2	23,1	26,3
Pays à faible revenu et États fragiles	14,7	15,7	14,2	14,4	15,2	14,0	13,7	15,5	14,4	15,0	15,5
Pays à faible revenu hors États fragiles	15,9	16,6	15,6	15,4	16,6	15,2	14,9	17,1	15,7	16,3	16,5
Bénin	10,9	12,3	10,1	11,8	9,9	10,3	11,9	10,3	8,7	9,8	10,1
Burkina Faso	8,1	5,2	8,7	7,6	10,6	8,6	13,3	16,0	14,5	13,7	14,6
Éthiopie ³	21,1	24,6	20,0	18,1	23,5	19,2	18,9	20,5	24,4	18,9	16,9
Gambie	12,4	19,7	11,5	17,4	10,8	2,7	7,2	5,7	3,6	5,5	6,2
Kenya	15,9	17,2	17,2	16,8	15,4	12,8	13,8	15,0	9,6	13,8	13,4
Madagascar	15,7	15,3	12,1	15,1	15,6	20,4	13,0	18,9	18,8	15,5	15,9
Malawi	15,1	7,0	10,7	14,4	27,4	16,0	20,7	24,7	9,6	12,4	20,3
Mali	9,1	8,6	7,0	12,9	10,0	6,9	13,0	5,8	10,2	8,3	9,2
Mozambique	6,3	7,7	6,1	6,3	5,6	5,7	2,7	10,2	11,6	13,4	13,0
Niger	14,1	7,3	14,2	15,0	14,6	19,3	7,9	17,7	10,9	15,1	14,7
Ouganda	19,2	20,6	19,3	19,2	20,2	16,7	13,3	14,1	14,1	15,8	16,2
Rwanda	19,1	21,8	21,9	15,4	18,0	18,6	15,0	15,8	14,8	14,0	13,3
Sierra Leone	4,7	5,6	6,0	5,7	5,4	0,7	2,8	5,0	-11,8	2,3	6,1
Tanzanie	17,8	19,2	18,3	16,8	15,6	19,2	19,9	24,1	20,5	24,6	26,1
États fragiles	10,1	12,3	9,3	10,3	9,5	9,1	9,2	8,7	8,7	9,5	11,2
Burundi	11,9	14,6	14,6	-2,3	14,2	18,2	8,0	10,1	7,2	8,4	8,5
Comores	3,8	4,8	1,9	3,6	5,5	3,4	4,6	8,4	5,4	7,6	9,5
Congo, Rép. dém. du	8,6	9,8	0,5	10,5	17,1	4,9	7,5	15,4	9,0	15,7	14,6
Côte d'Ivoire	10,9	12,4	10,0	12,1	8,0	12,1	15,9	10,1	14,9	9,1	12,4
Érythrée	12,7	18,9	20,8	10,2	6,4	7,2	1,7	3,7	10,8	12,6	11,4
Guinée	11,8	18,3	18,5	12,6	2,6	7,2	1,6	-1,8	1,3	-1,7	4,4
Guinée-Bissau	5,3	9,1	4,5	0,8	8,2	3,9	3,7	1,6	3,7	2,9	5,9
Libéria	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
République centrafricaine	4,5	5,1	3,2	7,1	4,5	2,8	4,0	4,1	3,6	7,3	9,5
São Tomé-et-Principe	27,4	27,5	64,6	13,9	23,4	7,4	23,1	20,9	24,3	35,5	21,3
Togo	8,0	6,2	8,2	9,0	6,0	10,5	11,3	12,6	11,6	12,3	12,7
Zimbabwe ⁴	...	...	...	...	...	-7,0	-4,5	-13,2	...	4,7	5,5
Afrique subsaharienne¹	21,3	18,7	19,8	24,2	23,0	21,0	20,0	20,3	19,1	18,9	19,0
Médiane	15,7	16,1	16,0	15,0	15,4	15,7	13,8	15,8	14,5	15,5	14,7
Hors Afrique du Sud et Nigéria	19,2	16,8	18,9	20,7	20,8	18,6	15,5	18,6	17,6	17,7	17,9
Pays importateurs de pétrole	15,7	16,3	15,5	15,6	15,8	15,5	15,6	16,6	16,1	15,6	16,4
Hors Afrique du Sud	16,6	17,4	16,4	16,6	17,2	15,5	15,7	16,6	15,9	15,8	16,7
Zone franc	18,1	13,2	18,1	20,0	19,7	19,4	19,6	20,0	20,7	19,1	19,2
UEMOA	12,0	11,4	11,4	12,7	12,0	12,5	14,9	13,9	14,3	12,9	14,2
CEMAC	24,3	15,0	25,0	27,5	27,5	26,4	24,4	26,1	27,0	25,2	24,2
CAE-5	17,3	18,8	18,3	16,8	16,7	16,3	15,6	17,7	14,5	17,8	18,2
SADC	17,3	15,9	16,4	18,5	18,0	17,7	14,6	18,4	17,6	17,5	18,0
Union douanière d'Afrique australe	16,3	16,4	16,1	16,2	16,1	17,0	16,3	17,3	17,4	16,6	17,0
COMESA (pays membres d'AFSS)	16,9	17,9	16,1	16,3	18,8	15,4	14,7	17,1	15,6	16,1	15,9
IADM	15,5	16,2	14,9	15,3	16,4	14,8	15,5	17,5	16,1	16,7	17,3
Pays à régime de parité fixe classique	18,6	14,0	18,5	20,4	20,2	19,8	19,5	19,8	20,8	19,5	19,4
Pays sans régime de parité fixe classique	21,9	19,6	20,1	24,9	23,6	21,3	20,1	20,5	18,9	18,8	18,9
Afrique subsaharienne	21,3	18,7	19,8	24,2	23,0	21,0	20,0	20,1	19,2	18,8	18,9

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³Données de l'exercice budgétaire.

⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS8. Solde budgétaire global, dons compris
(En pourcentage du PIB)

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	7,5	5,9	11,2	11,9	3,7	4,8	-7,1	-2,6	3,2	1,5	2,8
Hors Nigéria	7,4	2,3	8,6	16,6	6,6	2,8	-4,3	3,6	6,9	4,1	2,9
Angola	4,6	1,4	9,4	11,8	4,7	-4,5	-7,4	5,5	10,2	7,0	5,3
Cameroun	8,5	-0,7	3,2	33,1	4,5	2,3	-0,1	-1,1	-2,9	-3,3	-3,7
Congo, Rép. du	13,5	3,6	14,6	16,6	9,4	23,4	4,8	16,1	16,4	3,7	3,1
Gabon	9,2	7,6	8,7	9,2	8,7	11,7	7,5	3,0	2,1	4,8	3,1
Guinée équatoriale	17,1	10,4	18,5	22,9	17,8	15,7	-8,0	-5,1	0,9	-1,2	-1,6
Nigéria	7,6	8,1	13,0	8,9	1,6	6,3	-9,4	-6,7	0,2	-0,4	2,8
Tchad	1,5	-2,7	-0,1	2,6	3,1	4,5	-9,9	-5,2	3,1	-0,7	-1,6
Soudan du Sud	...							0,2	4,5	-15,0	9,8
Pays à revenu intermédiaire²	-0,2	-1,4	-0,2	1,3	0,9	-1,5	-5,3	-5,1	-4,6	-4,8	-4,4
Hors Afrique du Sud	-1,2	-2,2	-0,8	2,9	-1,4	-4,3	-5,2	-5,8	-4,7	-4,3	-3,3
Afrique du Sud ³	0,1	-1,2	0,0	0,8	1,5	-0,5	-5,3	-4,8	-4,6	-5,0	-4,7
Botswana ³	3,1	1,2	8,3	10,4	3,6	-8,2	-12,0	-6,8	-2,2	0,3	0,8
Cap-Vert	-3,8	-4,1	-6,7	-5,7	-1,1	-1,4	-6,3	-10,6	-9,4	-12,3	-8,6
Ghana	-4,9	-3,0	-2,8	-4,7	-5,6	-8,5	-5,8	-7,2	-4,1	-5,6	-3,8
Lesotho ³	9,3	7,6	4,5	14,3	11,1	8,9	-4,0	-5,2	-10,5	2,1	2,0
Maurice	-3,9	-4,6	-4,7	-4,4	-3,3	-2,8	-3,6	-3,2	-3,2	-2,9	-2,8
Namibie ³	1,1	-3,4	-0,8	2,3	4,5	2,9	-0,9	-4,6	-10,5	-6,3	-4,5
Sénégal	-3,8	-2,3	-2,8	-5,4	-3,8	-4,7	-4,9	-5,2	-6,3	-6,5	-4,7
Seychelles	-2,5	-2,2	-0,3	-6,0	-9,5	5,5	2,8	-0,8	2,6	2,4	0,5
Swaziland ³	1,6	-4,7	-2,0	10,1	4,8	-0,3	-6,4	-13,8	-6,4	2,9	-7,1
Zambie	2,5	-2,9	-2,8	20,2	-1,3	-0,9	-2,5	-3,1	-3,0	-5,8	-3,8
Pays à faible revenu et États fragiles	-1,7	-2,4	-2,9	0,9	-1,9	-2,3	-3,3	-2,9	-3,6	-3,5	-3,2
Pays à faible revenu hors États fragiles	-1,4	-2,2	-2,5	2,3	-2,0	-2,3	-3,4	-3,3	-3,4	-3,5	-3,1
Bénin	-0,7	-1,1	-2,3	-0,2	0,3	-0,1	-3,3	-0,4	-1,4	-0,7	-1,2
Burkina Faso	-1,0	-4,7	-5,5	16,1	-6,7	-4,3	-5,3	-4,7	-2,5	-3,8	-3,0
Éthiopie ³	-3,4	-2,7	-4,2	-3,8	-3,6	-2,9	-0,9	-1,3	-1,6	-2,3	-2,9
Gambie	-3,2	-4,1	-5,8	-5,1	0,4	-1,4	-2,6	-5,4	-4,4	-3,9	-2,5
Kenya	-2,4	-0,1	-1,8	-2,5	-3,1	-4,3	-5,2	-5,1	-4,3	-4,5	-3,9
Madagascar	-2,5	-5,0	-3,0	-0,5	-2,7	-1,1	-3,1	-0,4	-4,8	-2,9	-2,5
Malawi	-3,8	-6,6	-3,3	0,2	-4,4	-5,1	-5,0	1,5	-5,0	-6,0	-2,3
Mali	6,9	-0,2	-0,7	33,7	-0,2	2,1	0,5	1,8	0,1	7,8	8,7
Mozambique	-3,3	-4,4	-2,8	-4,1	-2,9	-2,5	-5,5	-3,9	-5,0	-6,3	-7,0
Niger	7,1	-3,5	-2,0	40,3	-1,0	1,5	-5,5	-2,6	-2,8	-4,2	-3,9
Ouganda	0,1	0,3	1,0	0,6	0,1	-1,6	-1,9	-6,3	-4,8	-6,0	-2,6
Rwanda	0,2	0,9	0,9	0,2	-1,7	1,0	0,3	0,4	-1,8	-2,9	-3,2
Sierra Leone	2,3	-2,4	-1,4	-1,7	20,8	-3,7	-2,5	-5,1	-4,6	-2,2	-2,6
Tanzanie	-3,3	-3,7	-4,0	-4,5	-1,9	-2,6	-6,0	-6,5	-5,0	-4,8	-4,9
États fragiles	-2,6	-2,9	-3,8	-2,4	-1,7	-2,3	-3,1	-1,9	-3,9	-3,7	-3,3
Burundi	-2,7	-3,6	-3,6	-1,0	-2,5	-2,7	-5,3	-3,6	-4,0	-2,7	-4,6
Comores	-1,7	-1,7	0,1	-2,6	-2,0	-2,5	0,6	7,0	1,4	0,6	-0,7
Congo, Rép. dém. du	-3,8	-3,2	-4,3	-3,6	-3,8	-3,8	-2,6	4,9	-1,8	-2,6	-3,4
Côte d'Ivoire	-1,3	-1,7	-1,7	-1,8	-0,8	-0,6	-1,6	-2,3	-5,7	-3,7	-1,9
Érythrée	-17,9	-16,6	-22,2	-14,1	-15,7	-21,1	-14,7	-16,1	-16,2	-13,5	-12,5
Guinée	-2,2	-5,4	-1,6	-3,1	0,3	-1,3	-7,1	-14,0	-1,3	-5,2	-2,1
Guinée-Bissau	-4,9	-7,8	-6,2	-4,8	-5,0	-0,8	2,9	-0,2	-2,1	-1,6	-1,7
Libéria	-0,4	0,0	0,0	4,9	3,0	-9,8	-10,0	-6,2	-3,0	-5,8	-7,7
République centrafricaine	0,5	-2,1	-4,5	9,0	1,2	-1,0	-0,1	-1,4	-2,4	0,0	0,5
São Tomé-et-Principe	28,4	-16,1	30,9	-12,7	125,4	14,2	-18,4	-10,6	-12,0	-8,7	-12,3
Togo	-1,4	1,0	-2,4	-2,8	-1,9	-0,9	-2,8	-1,6	-2,9	-6,3	-5,2
Zimbabwe ⁴	...		-8,1	-3,1	-3,7	-2,6	-2,8	0,1	-1,9	-1,7	-3,5
Afrique subsaharienne¹	1,9	0,3	2,6	4,7	1,3	0,8	-5,4	-3,7	-1,6	-2,2	-1,4
Médiane	-1,4	-2,4	-1,9	-0,4	-0,9	-1,2	-3,8	-3,8	-2,9	-2,9	-2,9
Hors Afrique du Sud et Nigéria	1,1	-1,2	0,8	6,0	0,9	-0,9	-4,0	-1,5	-0,3	-1,2	-1,2
Pays importateurs de pétrole	-0,7	-1,7	-1,0	1,1	0,0	-1,8	-4,6	-4,3	-4,1	-4,5	-3,6
Hors Afrique du Sud	-1,5	-2,4	-2,2	1,6	-1,8	-2,9	-3,9	-3,7	-3,6	-4,1	-2,7
Zone franc	5,0	0,2	2,7	13,8	3,4	5,0	-1,8	-0,6	-0,3	-1,1	-1,0
UEMOA	-0,1	-2,0	-2,4	7,1	-2,0	-1,3	-2,9	-2,4	-3,8	-2,7	-1,5
CEMAC	9,9	2,6	7,7	20,2	8,4	10,5	-0,6	1,2	2,7	0,2	-0,6
CAE-5	-2,0	-1,2	-1,8	-2,2	-2,0	-2,8	-4,3	-5,3	-4,4	-4,7	-3,9
SADC	0,2	-1,4	0,3	2,4	1,4	-1,6	-5,5	-3,0	-2,2	-2,6	-2,7
Union douanière d'Afrique australe	0,3	-1,2	0,3	1,4	1,8	-0,7	-5,4	-5,0	-4,7	-4,7	-4,5
COMESA (pays membres d'AFSS)	-2,1	-2,4	-3,1	0,3	-2,7	-2,8	-3,0	-2,6	-3,4	-3,7	-3,5
IADM	0,1	-2,3	-1,3	6,5	-1,2	-1,2	-2,8	-2,1	-2,4	-3,5	-3,0
Pays à régime de parité fixe classique	4,4	-0,4	2,0	12,4	3,4	4,5	-2,1	-1,5	-1,6	-1,7	-1,6
Pays sans régime de parité fixe classique	1,5	0,5	2,9	3,3	0,9	0,0	-6,1	-4,2	-1,6	-2,3	-1,3
Afrique subsaharienne	1,9	0,3	2,6	4,7	1,3	0,8	-5,4	-3,7	-1,5	-2,3	-1,3

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³Données de l'exercice budgétaire.

⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS9. Solde budgétaire global, hors dons (En pourcentage du PIB)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	7,0	5,7	11,1	9,7	3,6	4,7	-7,3	-2,6	3,1	1,4	2,8
Hors Nigéria	6,0	1,9	8,2	11,0	6,3	2,6	-4,7	3,4	6,7	3,9	2,7
Angola	4,4	1,0	9,1	11,8	4,6	-4,5	-7,4	5,5	10,2	7,0	5,3
Cameroun	2,4	-0,8	3,0	4,7	3,3	1,5	-0,9	-1,8	-3,4	-3,8	-4,1
Congo, Rép. du	13,2	3,3	14,5	16,5	9,0	22,7	4,5	16,0	15,9	2,9	2,4
Gabon	9,2	7,5	8,7	9,2	8,7	11,7	7,5	3,0	2,1	4,8	3,1
Guinée équatoriale	17,1	10,4	18,5	22,9	17,8	15,7	-8,0	-5,1	0,9	-1,2	-1,6
Nigéria	7,6	8,1	13,0	8,9	1,6	6,3	-9,4	-6,7	0,2	-0,4	2,8
Tchad	-0,8	-5,7	-3,4	0,7	1,7	3,0	-13,4	-6,8	1,0	-2,8	-3,6
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	-3,9	1,6	-17,2	7,6
Pays à revenu intermédiaire²	-0,8	-1,9	-0,6	0,1	0,3	-2,0	-5,8	-5,4	-5,0	-5,2	-4,7
Hors Afrique du Sud	-4,0	-4,5	-2,8	-2,4	-3,7	-6,4	-7,5	-7,5	-6,2	-6,0	-4,6
Afrique du Sud ³	0,1	-1,2	0,0	0,8	1,5	-0,5	-5,3	-4,8	-4,6	-5,0	-4,7
Botswana ³	2,5	0,5	8,1	9,7	2,9	-8,8	-12,9	-7,1	-2,5	0,0	0,6
Cap-Vert	-10,2	-13,0	-13,3	-11,6	-6,3	-6,8	-11,6	-16,9	-12,2	-13,2	-10,6
Ghana	-8,3	-6,9	-6,1	-8,1	-9,3	-11,2	-8,8	-9,6	-6,2	-7,7	-5,3
Lesotho ³	7,5	5,3	2,5	13,4	9,5	6,7	-7,0	-12,7	-18,5	-6,7	-3,1
Maurice	-4,2	-4,9	-4,9	-4,6	-3,4	-3,4	-5,2	-3,9	-3,9	-3,8	-3,5
Namibie ³	1,0	-3,6	-0,8	2,2	4,4	2,8	-1,1	-4,7	-10,6	-6,3	-4,5
Sénégal	-5,8	-4,4	-4,4	-6,9	-6,4	-7,0	-8,0	-7,8	-8,5	-9,2	-7,3
Seychelles	-3,5	-2,2	-0,5	-7,3	-9,7	2,0	-1,3	-1,7	0,1	-1,4	-2,0
Swaziland ³	0,9	-5,5	-3,0	9,3	4,5	-0,9	-6,9	-14,0	-6,6	2,2	-7,8
Zambie	-6,8	-8,4	-8,4	-6,3	-5,8	-5,0	-5,4	-4,9	-4,5	-7,5	-5,6
Pays à faible revenu et États fragiles	-6,6	-6,7	-7,2	-6,7	-6,3	-6,2	-7,3	-7,0	-7,2	-7,2	-6,4
Pays à faible revenu hors États fragiles	-7,1	-7,2	-7,5	-7,3	-7,1	-6,5	-7,6	-7,1	-7,0	-7,1	-6,2
Bénin	-3,0	-3,7	-4,4	-2,5	-2,7	-1,8	-6,5	-1,9	-4,0	-3,6	-3,4
Burkina Faso	-10,5	-9,3	-10,1	-11,7	-13,2	-8,2	-11,2	-9,3	-7,8	-10,8	-9,4
Éthiopie ³	-7,6	-7,3	-8,4	-7,4	-8,0	-6,9	-5,2	-4,6	-4,8	-4,1	-4,3
Gambie	-4,7	-7,2	-7,0	-6,1	-0,5	-2,5	-6,9	-9,4	-9,1	-10,7	-7,8
Kenya	-3,5	-1,3	-3,1	-3,6	-4,2	-5,3	-6,0	-5,8	-5,4	-6,0	-5,4
Madagascar	-9,3	-13,2	-10,5	-10,3	-7,0	-5,4	-4,2	-0,4	-4,8	-3,7	-4,1
Malawi	-15,2	-15,0	-13,3	-14,4	-17,1	-16,2	-13,6	-10,3	-9,2	-15,5	-11,8
Mali	-4,0	-4,1	-4,7	-5,1	-4,9	-1,3	-4,1	-1,1	-3,4	4,6	5,5
Mozambique	-11,3	-11,7	-8,8	-12,0	-12,2	-11,9	-15,0	-12,9	-12,8	-13,4	-12,2
Niger	-7,6	-9,3	-9,6	-6,8	-8,1	-4,4	-9,9	-7,4	-6,8	-12,8	-11,5
Ouganda	-5,9	-8,4	-7,1	-5,2	-4,7	-4,4	-4,6	-9,2	-6,7	-8,3	-4,6
Rwanda	-10,1	-9,2	-10,8	-9,6	-10,7	-10,0	-11,4	-13,2	-13,4	-14,9	-13,5
Sierra Leone	-7,5	-9,1	-8,9	-8,0	-4,3	-7,3	-8,6	-10,5	-10,2	-6,3	-5,7
Tanzanie	-8,9	-8,4	-10,0	-9,7	-7,9	-8,5	-10,9	-11,2	-9,8	-9,3	-8,7
États fragiles	-5,3	-5,5	-6,4	-5,3	-4,0	-5,1	-6,3	-6,7	-7,6	-7,4	-6,9
Burundi	-18,7	-14,3	-11,9	-13,9	-25,5	-27,7	-24,5	-26,4	-24,7	-18,5	-19,4
Comores	-7,8	-4,5	-4,2	-7,6	-9,7	-13,0	-9,1	-7,8	-6,0	-10,7	-10,6
Congo, Rép. dém. du	-8,2	-7,0	-11,1	-10,3	-6,1	-6,4	-10,1	-9,1	-10,3	-11,2	-10,1
Côte d'Ivoire	-2,3	-2,6	-2,8	-2,4	-1,3	-2,3	-2,2	-2,8	-6,1	-4,3	-3,4
Érythrée	-24,8	-31,7	-31,5	-18,2	-18,8	-24,0	-17,3	-21,3	-19,4	-14,7	-13,0
Guinée	-3,2	-6,5	-2,3	-4,6	-0,5	-1,8	-7,5	-14,4	-4,7	-9,0	-5,9
Guinée-Bissau	-13,8	-16,7	-12,9	-11,1	-13,2	-15,3	-12,9	-9,9	-9,6	-5,6	-8,8
Libéria	-0,6	-0,2	0,0	4,7	2,9	-10,4	-12,4	-8,0	-7,3	-6,6	-10,1
République centrafricaine	-5,5	-5,5	-8,7	-4,4	-2,9	-5,8	-5,4	-7,0	-4,9	-4,8	-4,9
São Tomé-et-Principe	-13,0	-35,8	14,5	-28,4	-0,4	-14,7	-33,0	-30,4	-30,2	-32,2	-26,7
Togo	-2,7	0,2	-3,6	-4,2	-3,6	-2,3	-4,3	-3,7	-6,0	-10,1	-9,0
Zimbabwe ⁴	...	...	-8,1	-3,1	-3,7	-2,6	-3,4	0,1	-1,9	-1,7	-3,5
Afrique subsaharienne¹	0,4	-0,9	1,5	1,9	0,1	-0,3	-6,7	-4,8	-2,5	-3,2	-2,3
Médiane	-4,8	-5,5	-4,6	-5,1	-3,9	-4,7	-7,4	-7,3	-6,1	-6,3	-5,3
Hors Afrique du Sud et Nigéria	-2,3	-4,0	-2,0	-0,5	-1,7	-3,2	-6,5	-3,8	-2,3	-3,3	-3,1
Pays importateurs de pétrole	-2,6	-3,3	-2,6	-2,0	-1,8	-3,5	-6,3	-5,9	-5,5	-6,1	-5,0
Hors Afrique du Sud	-5,7	-5,9	-5,8	-5,3	-5,4	-6,2	-7,3	-7,0	-6,5	-7,1	-5,3
Zone franc	1,4	-1,4	1,1	2,5	1,5	3,3	-3,8	-2,0	-1,8	-3,0	-2,9
UEMOA	-4,7	-4,5	-5,0	-5,2	-5,0	-4,1	-5,9	-4,7	-6,3	-5,9	-4,8
CEMAC	7,3	2,1	7,1	9,9	7,7	9,9	-1,5	0,6	2,2	-0,4	-1,2
CAE-5	-6,3	-5,7	-6,7	-6,2	-6,2	-6,8	-7,9	-9,1	-8,1	-8,3	-7,0
SADC	-0,8	-2,2	-0,5	0,9	0,6	-2,5	-6,4	-3,9	-2,8	-3,4	-3,3
Union douanière d'Afrique australe	0,3	-1,2	0,3	1,3	1,7	-0,7	-5,5	-5,1	-4,8	-4,8	-4,5
COMESA (pays membres d'AfSS)	-6,6	-6,9	-7,5	-6,2	-6,2	-6,2	-6,5	-6,5	-6,3	-6,6	-6,0
IADM	-5,7	-6,5	-5,8	-5,5	-5,9	-5,1	-6,9	-6,1	-5,8	-7,1	-6,1
Pays à régime de parité fixe classique	1,0	-2,1	0,4	2,4	1,6	2,8	-4,0	-3,0	-3,1	-3,5	-3,4
Pays sans régime de parité fixe classique	0,4	-0,6	1,8	1,8	-0,2	-1,0	-7,2	-5,1	-2,5	-3,1	-2,1
Afrique subsaharienne	0,4	-0,9	1,5	1,9	0,1	-0,3	-6,7	-4,8	-2,5	-3,3	-2,2

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS10. Recettes publiques, hors dons
(En pourcentage du PIB)

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	33,7	31,8	34,6	34,8	31,2	36,1	23,7	26,2	33,9	31,3	30,6
Hors Nigéria	35,1	26,1	32,1	38,7	37,1	41,4	30,9	35,4	39,6	37,9	37,2
Angola	45,5	36,7	43,9	50,2	45,8	50,9	34,5	43,5	48,8	45,5	44,4
Cameroun	18,2	15,2	17,6	19,3	19,1	20,0	17,6	16,8	18,4	18,1	18,2
Congo, Rép. du	39,6	30,0	38,6	44,3	38,9	46,4	29,1	37,4	42,0	42,0	41,2
Gabon	30,9	30,1	31,3	31,7	29,5	31,9	32,6	28,1	28,3	28,4	28,5
Guinée équatoriale	35,5	27,9	32,5	41,9	38,3	37,0	41,3	30,2	30,8	30,0	29,1
Nigéria	32,6	35,4	36,3	32,3	26,9	32,0	17,8	20,0	29,5	26,4	25,8
Tchad	16,9	8,8	9,6	17,2	22,8	26,4	16,1	23,6	30,2	24,3	22,1
Soudan du Sud	...							16,9	22,4	9,2	28,1
Pays à revenu intermédiaire²	26,7	24,8	26,1	26,8	28,1	27,7	26,4	26,0	26,3	26,4	26,4
Hors Afrique du Sud	22,9	22,8	23,2	23,6	22,9	21,9	21,7	21,0	22,4	23,5	22,9
Afrique du Sud ³	27,9	25,3	26,8	27,7	29,6	29,8	27,8	27,5	27,5	27,3	27,6
Botswana ³	35,8	36,3	39,7	38,6	34,0	30,4	32,4	29,1	29,3	29,3	28,4
Cap-Vert	25,6	22,8	24,3	25,6	27,3	27,8	23,4	21,7	22,3	20,0	21,2
Ghana	13,6	13,6	13,5	13,7	13,8	13,3	13,5	14,5	17,4	18,7	18,3
Lesotho ³	58,8	50,9	51,3	65,1	61,5	65,0	61,0	46,1	45,2	57,8	54,4
Maurice	19,4	18,9	19,4	18,9	19,4	20,5	21,2	21,2	20,7	20,8	20,2
Namibie ³	28,4	25,3	26,4	28,6	30,6	31,0	31,0	28,3	28,4	32,8	31,6
Sénégal	19,5	18,3	19,2	19,7	21,1	19,2	18,6	19,4	20,2	20,9	20,7
Seychelles	36,0	39,5	38,5	38,9	31,6	31,5	33,1	34,5	37,3	38,5	35,4
Swaziland ³	36,5	31,4	32,2	41,9	36,8	40,2	35,7	25,0	24,6	39,3	28,4
Zambie	18,1	18,2	17,6	17,2	18,4	18,9	16,0	17,8	20,9	18,5	19,7
Pays à faible revenu et États fragiles	15,6	15,1	15,3	15,5	15,9	16,1	16,2	17,9	18,2	18,8	19,0
Pays à faible revenu hors États fragiles	15,7	15,2	15,3	15,7	16,2	16,1	15,9	17,3	17,5	17,8	18,1
Bénin	18,2	16,7	16,9	16,9	20,8	19,6	18,5	18,6	17,6	18,9	19,1
Burkina Faso	13,1	13,5	12,7	12,9	13,6	12,9	13,7	15,6	16,5	16,9	16,7
Éthiopie ³	14,0	16,1	14,6	14,8	12,7	12,0	12,0	14,1	13,5	13,7	13,3
Gambie	15,8	14,5	14,5	16,4	17,3	16,1	16,1	14,9	14,9	15,8	17,0
Kenya	21,5	21,4	21,2	21,1	22,0	21,8	21,9	23,8	23,8	24,7	24,7
Madagascar	11,8	12,0	10,9	11,2	11,7	13,3	11,1	12,3	11,3	11,1	11,7
Malawi	18,4	16,8	19,2	17,7	18,4	19,9	21,2	24,9	25,2	21,5	22,1
Mali	19,3	19,6	19,9	19,7	19,2	17,9	19,7	19,7	19,7	19,7	20,0
Mozambique	14,8	13,1	14,1	15,0	15,9	15,9	17,6	20,5	22,2	23,1	23,1
Niger	13,7	11,4	10,6	13,0	15,0	18,4	14,7	14,4	15,1	17,8	18,4
Ouganda	12,4	11,5	12,4	12,6	12,8	12,7	12,5	12,7	12,8	12,7	13,6
Rwanda	12,8	12,2	12,5	12,1	12,3	14,9	12,8	13,2	14,2	13,9	14,3
Sierra Leone	9,2	9,4	9,4	9,3	8,8	9,1	9,1	9,9	11,5	10,7	9,7
Tanzanie	13,7	11,4	12,2	13,6	15,2	16,0	16,1	16,3	17,2	18,2	18,7
États fragiles	15,3	14,7	15,3	15,1	15,3	16,3	17,0	19,4	20,1	21,3	21,5
Burundi	13,9	14,6	14,2	13,7	13,5	13,4	14,2	14,6	15,4	15,1	15,5
Comores	14,1	15,6	15,7	13,6	12,7	13,1	13,9	14,3	16,1	14,0	14,4
Congo, Rép. dém. du	13,4	9,5	11,4	12,8	14,7	18,5	16,8	18,9	18,8	22,3	21,7
Côte d'Ivoire	18,2	17,5	17,0	18,4	19,2	18,9	18,9	19,2	19,9	18,7	19,4
Érythrée	22,3	23,2	25,9	23,0	21,2	18,2	13,3	13,3	14,2	16,0	16,6
Guinée	14,1	11,5	14,5	14,4	14,3	15,6	16,2	15,3	16,8	19,2	20,2
Guinée-Bissau	9,0	8,6	9,2	10,2	8,0	9,2	9,0	10,8	10,9	10,1	13,8
Libéria	15,1	11,8	11,5	15,3	18,4	18,4	20,3	25,0	24,8	25,5	24,5
République centrafricaine	9,4	8,3	8,2	9,5	10,3	10,4	10,8	11,6	10,8	11,4	11,7
São Tomé-et-Príncipe	28,7	15,0	55,1	18,2	38,6	16,5	16,6	19,0	18,8	21,4	18,4
Togo	16,4	16,8	15,7	17,0	16,8	15,6	16,9	18,9	18,2	19,0	19,5
Zimbabwe ⁴	...		15,4	9,0	3,6	2,8	15,2	29,6	30,9	33,2	32,0
Afrique subsaharienne¹	26,6	24,6	26,3	27,2	26,6	28,4	23,0	24,4	27,4	26,5	26,3
Médiane	17,6	16,7	17,0	17,2	18,8	18,4	17,2	19,1	19,8	19,9	20,1
Hors Afrique du Sud et Nigéria	23,2	19,7	21,7	24,3	24,2	26,1	21,9	24,1	26,4	26,1	25,7
Pays importateurs de pétrole	23,2	22,0	22,9	23,4	24,2	23,5	22,6	23,2	23,7	23,5	23,8
Hors Afrique du Sud	18,0	17,7	17,8	18,2	18,2	17,9	17,8	18,8	19,7	19,9	20,5
Zone franc	22,0	18,6	20,5	23,3	23,3	24,6	21,7	22,0	23,6	23,3	23,1
UEMOA	17,5	16,8	16,6	17,5	18,5	17,9	17,7	18,3	18,7	18,9	19,2
CEMAC	26,4	20,5	24,2	28,8	27,8	30,6	26,0	25,6	28,0	27,2	26,6
CAE-5	16,6	15,6	16,0	16,5	17,5	17,6	17,4	18,3	18,7	19,4	20,0
SADC	28,3	24,9	26,8	28,6	29,8	31,4	27,2	28,5	29,8	29,6	29,6
Union douanière d'Afrique australe	28,4	25,9	27,5	28,5	30,0	30,1	28,3	27,6	27,7	27,9	27,9
COMESA (pays membres d'AfSS)	16,9	17,2	17,0	16,9	16,6	17,0	16,5	18,6	19,0	19,4	19,3
IADM	16,2	14,7	15,6	16,6	16,6	17,3	15,7	17,2	18,5	18,5	18,5
Pays à régime de parité fixe classique	23,2	19,9	21,6	24,6	24,5	25,5	22,9	22,7	24,0	24,5	24,0
Pays sans régime de parité fixe classique	27,5	25,6	27,4	27,8	27,2	29,2	23,1	24,6	28,0	26,8	26,6
Afrique subsaharienne	26,6	24,6	26,3	27,2	26,6	28,4	23,0	24,3	27,3	26,4	26,3

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³Données de l'exercice budgétaire.

⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS11. Dépenses publiques <i>(En pourcentage du PIB)</i>											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	26,8	26,1	23,5	25,1	27,6	31,5	31,0	28,8	30,8	29,9	27,8
Hors Nigéria	29,1	24,2	23,9	27,8	30,8	38,9	35,6	32,0	32,9	34,0	34,5
Angola	41,1	35,7	34,7	38,4	41,2	55,4	41,9	37,9	38,6	38,6	39,1
Cameroun	15,9	16,0	14,6	14,5	15,7	18,5	18,4	18,6	21,7	21,9	22,4
Congo, Rép. du	26,4	26,7	24,2	27,8	29,9	23,6	24,7	21,4	26,1	39,1	38,8
Gabon	21,8	22,6	22,7	22,5	20,8	20,2	25,1	25,1	26,1	23,5	25,3
Guinée équatoriale	18,5	17,5	14,1	19,0	20,5	21,3	49,3	35,3	29,9	31,3	30,8
Nigéria	25,0	27,2	23,3	23,3	25,3	25,7	27,2	26,7	29,2	26,8	23,0
Tchad	17,7	14,4	13,1	16,5	21,1	23,4	29,5	30,5	29,2	27,2	25,7
Soudan du Sud	...							20,7	20,8	26,3	20,5
Pays à revenu intermédiaire²	27,5	26,7	26,7	26,7	27,8	29,7	32,2	31,5	31,3	31,6	31,1
Hors Afrique du Sud	26,8	27,3	26,0	26,0	26,6	28,3	29,2	28,5	28,6	29,5	27,5
Afrique du Sud ³	27,7	26,5	26,8	26,9	28,1	30,2	33,1	32,3	32,1	32,3	32,3
Botswana ³	33,3	35,9	31,6	28,9	31,0	39,2	45,3	36,2	31,8	29,3	27,9
Cap-Vert	35,8	35,9	37,6	37,2	33,6	34,6	35,0	38,6	34,5	33,3	31,7
Ghana	21,9	20,5	19,5	21,8	23,1	24,5	22,3	24,0	23,6	26,3	23,6
Lesotho ³	51,3	45,6	48,8	51,7	52,0	58,3	68,0	58,8	63,7	64,5	57,5
Maurice	23,7	23,8	24,4	23,5	22,8	23,8	26,4	25,1	24,6	24,6	23,7
Namibie ³	27,4	28,8	27,3	26,4	26,2	28,3	32,1	32,9	38,9	39,1	36,1
Sénégal	25,3	22,7	23,6	26,6	27,5	26,3	26,6	27,2	28,6	30,1	28,1
Seychelles	39,5	41,7	38,9	46,2	41,3	29,5	34,4	36,2	37,2	39,9	37,4
Swaziland ³	35,6	36,9	35,2	32,6	32,2	41,1	42,6	39,0	31,1	37,1	36,2
Zambie	24,9	26,6	26,1	23,5	24,3	23,9	21,3	22,6	25,5	26,0	25,3
Pays à faible revenu et États fragiles	22,2	21,8	22,5	22,3	22,2	22,3	23,4	24,9	25,4	25,9	25,4
Pays à faible revenu hors États fragiles	22,8	22,4	22,8	23,0	23,3	22,6	23,5	24,4	24,5	25,0	24,3
Bénin	21,2	20,4	21,3	19,4	23,4	21,4	25,0	20,4	21,5	22,5	22,5
Burkina Faso	23,6	22,8	22,7	24,6	26,8	21,1	24,9	24,9	24,3	27,8	26,1
Éthiopie ³	21,6	23,4	23,1	22,2	20,7	18,9	17,2	18,6	18,4	17,8	17,5
Gambie	20,4	21,7	21,5	22,6	17,9	18,6	23,0	24,3	24,0	26,5	24,9
Kenya	25,0	22,7	24,3	24,7	26,2	27,2	27,9	29,7	29,2	30,7	30,1
Madagascar	21,1	25,3	21,4	21,5	18,7	18,6	15,3	12,7	16,0	14,8	15,7
Malawi	33,6	31,8	32,5	32,1	35,5	36,2	34,8	35,2	34,4	37,0	33,9
Mali	23,3	23,8	24,6	24,9	24,1	19,3	23,7	20,8	23,2	15,1	14,5
Mozambique	26,1	24,8	22,9	27,0	28,1	27,8	32,6	33,4	35,1	36,4	35,3
Niger	21,3	20,7	20,2	19,7	23,1	22,8	24,6	21,8	21,9	30,6	29,9
Ouganda	18,4	19,9	19,5	17,8	17,5	17,1	17,2	21,9	19,6	21,0	18,1
Rwanda	22,9	21,3	23,4	21,7	23,1	24,8	24,3	26,4	27,7	28,8	27,8
Sierra Leone	16,8	18,6	18,3	17,3	13,1	16,5	17,7	20,4	21,7	17,1	15,5
Tanzanie	22,6	19,9	22,2	23,2	23,1	24,5	27,0	27,5	27,1	27,5	27,4
États fragiles	20,6	20,2	21,7	20,5	19,3	21,3	23,3	26,2	27,7	28,7	28,4
Burundi	32,6	28,9	26,2	27,6	39,0	41,2	38,8	41,0	40,0	33,6	34,9
Comores	21,9	20,1	19,9	21,2	22,3	26,0	23,0	22,1	22,1	24,7	25,0
Congo, Rép. dém. du	21,6	16,5	22,5	23,1	20,8	24,9	26,9	28,1	29,1	33,4	31,8
Côte d'Ivoire	20,5	20,1	19,9	20,8	20,5	21,1	21,1	22,0	25,9	23,1	22,8
Érythrée	47,1	54,8	57,5	41,2	39,9	42,1	30,6	34,7	33,6	30,7	29,7
Guinée	17,2	17,9	16,9	19,0	14,8	17,5	23,7	29,7	21,5	28,1	26,1
Guinée-Bissau	22,9	25,3	22,1	21,3	21,3	24,5	21,9	20,7	20,5	15,7	22,5
Libéria	15,7	12,0	11,5	10,6	15,6	28,7	32,8	33,0	32,1	32,0	34,6
République centrafricaine	14,8	13,8	16,9	13,9	13,2	16,2	16,2	18,6	15,7	16,2	16,6
São Tomé-et-Principe	41,7	50,9	40,6	46,5	39,0	31,2	49,6	49,4	49,0	53,6	45,1
Togo	19,1	16,6	19,3	21,2	20,4	17,9	21,2	22,5	24,2	29,2	28,5
Zimbabwe ⁴	...		23,6	12,1	7,2	5,4	18,7	29,5	32,8	34,9	35,5
Afrique subsaharienne¹	26,2	25,5	24,9	25,3	26,5	28,8	29,6	29,1	29,9	29,7	28,6
Médiane	23,3	22,8	23,0	23,1	23,1	24,5	25,7	26,9	27,4	29,0	27,9
Hors Afrique du Sud et Nigéria	25,5	23,8	23,7	24,8	25,9	29,3	28,4	27,9	28,7	29,3	28,8
Pays importateurs de pétrole	25,8	25,2	25,4	25,4	26,0	27,1	29,0	29,1	29,2	29,6	28,8
Hors Afrique du Sud	23,7	23,6	23,6	23,5	23,6	24,2	25,1	25,8	26,2	27,0	25,8
Zone franc	20,6	20,0	19,4	20,8	21,8	21,3	25,5	24,0	25,4	26,3	26,0
UEMOA	22,2	21,3	21,6	22,7	23,5	21,9	23,6	23,0	25,0	24,8	24,0
CEMAC	19,1	18,5	17,1	19,0	20,1	20,7	27,5	25,0	25,7	27,6	27,7
CAE-5	22,9	21,3	22,6	22,8	23,6	24,4	25,3	27,4	26,8	27,7	27,0
SADC	29,0	27,1	27,3	27,8	29,2	33,9	33,6	32,4	32,6	33,0	32,9
Union douanière d'Afrique australe	28,1	27,2	27,2	27,2	28,3	30,8	33,8	32,7	32,4	32,6	32,5
COMESA (pays membres d'AfSS)	23,5	24,1	24,5	23,1	22,8	23,2	23,0	25,1	25,3	26,0	25,3
IADM	21,9	21,3	21,4	22,0	22,5	22,4	22,7	23,4	24,3	25,6	24,6
Pays à régime de parité fixe classique	22,2	21,9	21,2	22,2	22,9	22,7	26,9	25,7	27,1	28,0	27,4
Pays sans régime de parité fixe classique	27,1	26,2	25,6	26,0	27,4	30,2	30,3	29,8	30,4	30,0	28,7
Afrique subsaharienne	26,2	25,5	24,9	25,3	26,5	28,8	29,6	29,0	29,8	29,7	28,5

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS12. Dette publique <i>(En pourcentage du PIB)</i>											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	29,4	56,9	35,9	17,9	18,1	18,0	21,8	20,5	20,5	20,4	21,2
Hors Nigéria	38,0	63,7	47,1	27,5	25,4	26,1	29,9	28,0	24,7	23,4	24,6
Angola	34,7	54,1	44,8	21,6	21,4	31,6	36,4	37,6	31,5	28,0	29,2
Cameroun	30,1	61,6	51,5	15,9	12,0	9,5	10,6	12,1	13,7	17,8	20,5
Congo, Rép. du	114,4	198,7	108,3	98,8	98,0	68,1	57,2	23,9	22,5	23,0	21,6
Gabon	45,0	65,2	53,8	42,1	43,2	20,9	26,4	25,0	20,7	18,6	18,7
Guinée équatoriale	2,5	6,2	3,0	1,6	1,1	0,7	5,1	5,0	6,8	9,1	9,8
Nigéria	23,5	52,7	28,6	11,8	12,8	11,6	15,2	15,5	17,3	18,2	18,8
Tchad	29,4	34,2	33,6	29,6	26,0	23,6	30,5	25,8	27,0	23,4	24,2
Soudan du Sud	...										
Pays à revenu intermédiaire²	32,6	39,3	36,7	31,6	28,3	27,3	31,5	34,9	37,8	40,1	41,5
Hors Afrique du Sud	36,1	52,7	44,7	27,8	28,2	27,0	31,3	33,8	34,4	36,5	36,2
Afrique du Sud ³	31,8	35,9	34,6	32,6	28,3	27,4	31,5	35,3	38,8	41,2	43,3
Botswana ³	7,1	9,7	7,0	5,4	7,1	6,4	15,8	17,6	16,7	15,0	13,6
Cap-Vert	83,4	92,6	95,7	86,8	73,9	67,9	68,8	75,0	78,1	86,7	90,5
Ghana	39,3	57,4	48,2	26,2	31,0	33,6	36,2	46,3	43,4	44,9	41,1
Lesotho ³	49,7	56,9	61,6	64,4	60,4	5,1	3,5	4,9	5,9	5,2	4,7
Maurice	49,5	51,6	53,5	51,0	47,3	44,0	50,7	50,6	50,9	52,0	51,4
Namibie ³	22,8	27,5	26,0	23,8	19,1	17,7	15,9	15,7	23,9	27,2	34,5
Sénégal	32,5	47,5	45,7	21,8	23,5	23,9	34,2	35,7	40,8	46,1	47,6
Seychelles	138,4	159,8	141,4	129,8	130,1	130,7	124,4	82,5	77,4	86,5	80,2
Swaziland ³	17,5	18,5	16,5	17,3	18,4	16,6	12,6	15,9	15,4	22,0	29,4
Zambie	63,3	148,6	87,9	29,8	26,7	23,5	26,9	25,8	26,0	28,0	28,5
Pays à faible revenu et États fragiles	68,1	90,5	81,0	64,5	53,5	51,2	48,6	42,9	45,0	41,6	42,0
Pays à faible revenu hors États fragiles	50,6	72,9	67,1	44,3	35,0	33,8	34,8	37,2	37,3	37,1	37,4
Bénin	28,2	35,1	43,2	14,7	21,1	26,9	27,3	30,0	29,6	28,2	27,6
Burkina Faso	31,6	45,8	44,1	22,6	22,0	23,6	26,1	27,1	29,3	28,1	26,5
Éthiopie ³	57,6	105,7	76,0	39,0	36,8	30,5	25,1	27,6	25,9	22,2	23,2
Gambie	107,9	132,9	130,8	142,3	62,5	70,7	65,9	67,4	68,8	73,4	67,6
Kenya	48,8	55,0	50,8	46,8	46,0	45,6	47,5	49,9	48,5	47,2	45,3
Madagascar	64,2	100,3	85,4	45,5	44,5	45,2	62,2	64,4	59,1	58,7	57,2
Malawi	73,8	131,0	132,4	32,2	32,4	41,2	40,1	35,1	40,5	49,0	43,6
Mali	32,5	46,2	52,9	20,3	21,7	21,6	24,2	29,5	30,6	30,1	27,9
Mozambique	57,9	70,7	81,0	53,6	41,9	42,1	41,6	41,1	36,8	42,0	46,2
Niger	31,2	58,8	51,6	15,8	15,9	14,0	20,1	17,6	16,6	20,4	23,6
Ouganda	56,0	84,4	77,2	72,5	23,6	22,1	22,2	27,0	33,3	36,2	38,9
Rwanda	47,3	90,8	70,7	26,6	26,9	21,4	23,0	23,2	24,0	25,8	24,3
Sierra Leone	95,3	153,4	132,7	104,4	43,1	42,8	47,8	48,9	41,1	34,4	34,2
Tanzanie	49,7	63,3	62,9	49,8	36,3	36,0	39,0	42,7	45,4	46,8	48,8
États fragiles	112,5	134,0	113,3	113,8	101,2	100,0	88,8	58,3	65,1	54,3	54,9
Burundi	137,7	181,0	137,0	130,3	128,5	111,5	36,9	36,7	35,3	31,6	28,5
Comores	73,0	80,5	71,2	69,8	74,6	68,8	51,9	49,2	44,7	40,5	36,8
Congo, Rép. dém. du	150,4	196,0	147,9	149,0	126,1	133,1	136,3	35,1	29,9	32,3	34,7
Côte d'Ivoire	81,3	84,9	86,3	84,2	75,6	75,3	66,5	66,4	90,5	62,6	61,6
Érythrée	156,0	140,8	156,2	151,6	156,7	174,9	145,7	144,8	133,8	125,8	123,7
Guinée	117,7	119,8	150,2	137,1	92,4	88,9	80,4	79,1	71,6	66,5	78,9
Guinée-Bissau	202,0	235,4	216,2	213,8	186,9	157,7	164,3	46,7	41,6	43,5	40,7
Libéria	609,7	829,9	734,8	673,9	494,9	315,1	171,1	31,6	27,2	28,5	33,5
République centrafricaine	94,1	109,2	103,9	97,7	82,6	77,4	37,0	39,8	37,5	36,4	32,2
São Tomé-et-Príncipe	211,8	328,2	300,9	265,9	104,0	60,0	69,2	78,2	80,9	83,5	76,6
Togo	94,0	99,6	82,2	91,3	107,8	89,0	73,4	48,6	47,2	46,1	45,2
Zimbabwe ⁴	...		49,0	55,6	61,8	87,5	91,3	56,6	66,9	61,5	58,6
Afrique subsaharienne¹	38,7	54,9	45,8	33,8	30,1	28,9	32,3	31,5	33,1	33,1	34,0
Médiane	56,2	80,5	70,9	48,3	42,5	38,6	36,9	35,5	36,0	35,3	34,6
Hors Afrique du Sud et Nigéria	51,8	74,4	63,3	45,0	38,9	37,6	39,4	36,2	35,8	34,5	35,2
Pays importateurs de pétrole	43,6	54,2	50,0	41,7	36,4	35,9	37,8	37,5	40,1	40,6	41,7
Hors Afrique du Sud	57,7	77,9	69,3	52,4	45,3	43,6	43,6	40,0	41,5	40,0	40,2
Zone franc	47,2	67,2	57,3	40,7	38,1	32,5	33,6	29,8	32,8	29,5	29,9
UEMOA	53,6	65,0	64,6	47,7	45,7	44,9	44,1	42,6	50,8	42,9	42,6
CEMAC	41,3	69,7	50,1	34,2	30,9	21,6	22,3	17,4	16,9	17,8	18,4
CAE-5	52,5	68,4	63,3	53,8	39,4	37,7	37,7	40,7	42,2	42,9	43,2
SADC	37,1	45,6	42,2	35,1	30,6	32,0	36,3	35,7	37,1	38,2	39,9
Union douanière d'Afrique australe	30,5	34,5	33,3	31,3	27,3	25,9	30,2	33,7	37,2	39,4	41,5
COMESA (pays membres d'AFSS)	65,7	97,3	77,0	57,8	49,1	47,4	47,4	39,5	39,7	39,1	39,0
IADM	59,4	90,8	75,7	50,0	41,7	38,7	38,0	33,2	33,0	34,2	34,4
Pays à régime de parité fixe classique	46,6	64,6	56,0	41,3	38,4	32,9	33,7	30,2	33,5	31,2	32,2
Pays sans régime de parité fixe classique	36,9	52,9	43,7	32,1	28,2	27,8	31,6	31,5	32,7	33,2	34,1
Afrique subsaharienne	38,7	54,9	45,8	33,8	30,1	28,9	32,3	31,5	33,1	33,1	34,0

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹ Hors Soudan du Sud.² Hors États fragiles.³ Données de l'exercice budgétaire.⁴ En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Tableau AS13. Masse monétaire au sens large (En pourcentage du PIB)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	22,2	17,9	16,8	19,8	24,3	32,0	37,9	31,1	32,6	32,5	35,9
Hors Nigéria	18,1	15,2	15,1	17,2	18,7	24,0	30,1	27,3	28,3	29,3	34,8
Angola	22,2	17,7	17,5	20,5	22,2	33,2	42,5	36,0	37,4	37,8	47,2
Cameroun	19,3	18,1	17,9	18,3	20,8	21,7	23,5	24,7	25,5	25,3	25,1
Congo, Rép. du	16,0	13,4	14,0	16,4	17,7	18,3	22,5	23,8	27,9	39,3	49,4
Gabon	18,3	17,4	18,2	19,6	18,9	17,5	22,5	21,3	22,2	18,3	20,7
Guinée équatoriale	7,0	7,5	6,4	6,3	7,5	7,1	12,1	14,5	11,9	12,9	13,0
Nigéria	24,8	19,4	17,9	21,5	27,9	37,5	42,9	33,5	35,2	34,4	36,5
Tchad	7,7	5,8	5,7	8,6	9,5	9,2	10,1	9,8	10,6	15,2	16,4
Soudan du Sud	...										
Pays à revenu intermédiaire²	66,6	57,6	62,0	67,0	72,2	74,0	71,7	69,4	67,1	66,9	67,1
Hors Afrique du Sud	38,2	36,3	36,5	37,6	39,1	41,5	43,1	44,0	42,4	42,6	42,5
Afrique du Sud	75,7	64,6	70,1	76,3	82,7	84,6	81,2	78,3	76,1	76,0	76,6
Botswana	41,4	41,8	43,0	37,4	42,4	42,6	46,9	43,0	37,7	36,3	37,5
Cap-Vert	84,5	76,2	84,0	87,7	88,2	86,6	82,9	80,4	75,3	72,0	70,5
Ghana	22,7	20,4	19,3	22,6	24,8	26,3	27,3	29,8	30,7	33,1	33,0
Lesotho	33,6	29,7	29,6	35,8	35,9	36,9	39,4	41,2	37,0	34,2	34,4
Maurice	96,9	90,2	99,0	97,2	98,1	100,0	105,1	106,8	103,2	102,5	101,5
Namibie	44,4	37,1	37,6	41,7	40,0	65,6	65,5	65,3	62,5	62,5	62,5
Sénégal	34,7	34,1	33,8	35,8	36,5	33,5	36,9	39,9	39,8	40,3	40,5
Seychelles	83,5	102,1	95,0	88,0	66,6	65,7	55,9	62,5	60,3	58,0	58,0
Swaziland	23,7	21,5	21,6	24,0	25,4	26,0	30,9	30,8	29,2	29,4	28,6
Zambie	21,4	21,5	18,0	21,5	22,5	23,4	21,4	23,1	23,4	22,3	22,2
Pays à faible revenu et États fragiles	27,8	27,1	26,6	28,0	28,9	28,6	29,5	32,5	33,3	33,2	34,0
Pays à faible revenu hors États fragiles	28,5	27,8	27,5	28,8	29,5	28,8	29,3	32,1	32,8	32,5	33,4
Bénin	33,2	26,5	30,1	32,7	35,9	41,1	41,7	44,5	45,8	45,1	45,1
Burkina Faso	24,0	25,1	21,4	22,3	25,9	25,1	28,1	30,2	30,4	30,4	30,9
Éthiopie ³	34,9	39,0	38,0	36,1	33,0	28,1	25,0	27,2	28,3	26,6	26,4
Gambie	38,8	31,3	34,2	42,2	41,5	45,0	48,5	49,9	51,5	53,5	53,2
Kenya	41,0	40,2	39,4	40,3	42,4	42,8	44,2	49,9	50,1	51,9	54,8
Madagascar	19,7	21,3	18,0	19,2	20,4	19,7	20,9	20,8	22,4	22,8	23,1
Malawi	20,4	19,8	20,2	18,1	20,5	23,2	24,4	28,5	35,7	34,8	35,9
Mali	28,8	29,1	29,6	29,1	29,7	26,2	28,1	27,7	29,8	29,9	28,2
Mozambique	19,7	17,7	18,4	19,5	20,6	22,4	27,2	27,1	28,5	31,6	33,3
Niger	15,7	15,2	14,0	15,2	17,3	16,6	19,0	21,6	22,1	22,1	22,1
Ouganda	19,5	18,9	18,9	19,1	19,3	21,2	20,8	25,5	23,7	23,0	25,0
Rwanda	16,8	15,6	15,2	16,7	18,3	18,2	17,8	18,9	20,5	20,9	21,1
Sierra Leone	16,9	14,8	16,1	16,3	17,9	19,6	22,9	23,8	23,3	20,9	21,8
Tanzanie	26,4	21,2	22,2	28,8	29,7	30,1	31,1	34,1	34,7	33,2	34,0
États fragiles	25,6	24,6	23,5	25,3	27,0	27,6	30,3	34,1	35,1	35,9	36,5
Burundi	22,3	21,5	21,3	23,0	22,5	23,2	24,8	25,4	22,6	22,3	22,3
Comores	25,6	23,1	23,3	26,0	27,2	28,5	30,4	34,1	34,9	33,3	33,4
Congo, Rép. dém. du	10,8	8,3	7,8	10,4	12,4	15,3	16,6	16,5	17,0	17,5	17,6
Côte d'Ivoire	26,3	23,7	24,1	25,3	29,9	28,6	32,3	36,8	40,5	42,2	43,5
Érythrée	130,2	129,0	129,3	123,9	127,7	141,3	121,6	122,1	119,0	119,2	122,5
Guinée	20,2	18,2	19,0	21,5	19,6	22,7	26,9	38,2	33,6	29,5	29,1
Guinée-Bissau	19,4	15,7	17,3	18,2	21,6	24,4	24,4	29,9	31,6	29,6	29,6
Libéria	18,6	14,6	16,6	19,0	19,6	23,3	27,9	33,3	37,0	36,6	36,6
République centrafricaine	16,1	16,4	18,0	16,0	14,6	15,5	16,8	18,2	19,9	20,9	20,2
São Tomé-et-Principe	34,2	27,2	33,2	32,9	39,1	38,8	35,5	38,0	34,9	35,2	33,8
Togo	33,4	29,9	28,1	33,4	38,0	37,5	41,3	45,6	47,7	49,4	49,6
Zimbabwe ⁴	13,6	21,0	11,0	18,8	10,7	6,7	22,5	31,3	32,8	39,0	42,0
Afrique subsaharienne¹	42,2	37,0	38,5	41,8	45,3	48,3	48,9	46,4	46,1	45,8	47,1
Médiane	23,1	21,4	20,7	22,5	25,1	26,1	28,0	31,0	33,2	33,3	33,6
Hors Afrique du Sud et Nigéria	27,7	26,3	26,1	27,4	28,5	30,1	32,6	33,7	34,1	34,4	36,2
Pays importateurs de pétrole	51,4	45,8	48,3	51,8	55,3	56,1	54,4	54,2	53,1	52,7	53,0
Hors Afrique du Sud	30,7	29,7	29,4	30,6	31,7	32,1	33,1	35,6	35,8	35,8	36,3
Zone franc	21,4	20,1	20,0	21,3	23,2	22,6	25,7	27,4	28,4	29,4	30,5
UEMOA	27,9	26,3	26,1	27,5	30,4	29,3	32,2	35,0	36,5	37,0	37,3
CEMAC	14,9	14,0	13,9	14,9	15,9	15,9	19,0	19,8	20,4	22,0	23,8
CAE-5	29,6	27,6	27,5	30,0	31,2	31,7	32,3	36,4	36,2	36,2	37,9
SADC	58,7	51,4	54,7	59,0	62,9	65,4	64,6	62,0	60,6	60,2	61,7
Union douanière d'Afrique australe	72,4	62,1	67,2	72,8	78,9	81,3	78,5	75,5	73,1	73,0	73,6
COMESA (pays membres d'AfSS)	33,8	34,5	33,6	33,8	33,8	33,1	32,9	35,8	36,0	35,7	36,5
IADM	24,0	22,8	22,5	24,3	25,3	25,2	26,0	28,1	29,0	29,2	29,8
Pays à régime de parité fixe classique	24,8	23,2	23,1	24,5	26,2	27,0	29,5	31,1	31,8	32,6	33,6
Pays sans régime de parité fixe classique	45,8	40,0	41,9	45,4	49,3	52,5	52,8	49,4	48,9	48,2	49,6
Afrique subsaharienne	42,2	37,0	38,5	41,8	45,3	48,3	48,9	46,4	46,1	45,8	47,1

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS14. Expansion de la masse monétaire au sens large
(Pourcentages)

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	36,3	17,6	22,7	46,5	39,1	55,4	15,6	10,3	18,5	14,0	21,6
Hors Nigéria	35,5	24,1	33,9	36,7	30,9	51,9	13,4	16,0	23,8	16,1	23,5
Angola	64,5	49,8	59,7	59,6	49,3	104,1	21,5	7,1	34,0	14,7	38,9
Cameroun	10,5	7,3	4,2	9,3	18,6	13,4	6,9	11,3	10,6	5,9	7,1
Congo, Rép. du	28,7	15,9	36,3	47,9	6,9	36,4	5,0	38,9	34,5	46,9	30,2
Gabon	14,2	11,6	26,0	17,4	7,2	8,8	2,2	19,2	26,5	-13,5	10,6
Guinée équatoriale	30,7	33,5	34,7	14,1	41,3	30,1	18,8	48,9	6,1	25,4	10,5
Nigéria	37,2	14,0	16,2	53,1	44,8	57,9	17,1	6,9	15,4	12,7	20,5
Tchad	23,0	3,3	32,0	59,2	13,3	7,3	-1,5	22,7	12,5	64,7	8,8
Soudan du Sud	...										
Pays à revenu intermédiaire²	19,5	14,5	18,2	23,1	23,8	17,9	4,5	10,6	10,4	10,5	11,0
Hors Afrique du Sud	21,6	19,0	11,5	25,1	24,5	27,9	13,1	21,7	16,3	17,5	15,2
Afrique du Sud	18,9	13,1	20,5	22,5	23,6	14,8	1,8	6,9	8,3	8,0	9,4
Botswana	17,4	10,7	14,4	9,0	31,2	21,7	-1,3	12,4	4,3	11,1	14,2
Cap-Vert	12,5	10,6	15,8	18,0	10,8	7,6	3,5	5,4	2,2	3,1	5,2
Ghana	30,6	25,9	14,3	38,8	35,9	38,1	25,7	37,5	32,5	34,5	22,7
Lesotho	16,8	3,4	9,1	35,3	16,4	19,7	17,7	14,5	1,6	4,7	12,4
Maurice	14,7	18,3	15,8	9,5	15,3	14,6	8,1	7,6	4,6	6,5	9,0
Namibie	31,7	16,2	9,7	29,6	10,2	92,9	3,6	7,3	5,5	10,9	10,3
Sénégal	9,5	12,9	7,4	12,7	12,7	1,7	10,9	14,1	6,7	7,3	7,7
Seychelles	7,9	14,0	1,7	3,0	-8,0	29,0	7,0	13,5	4,5	4,4	8,6
Swaziland	16,4	10,4	9,7	25,1	21,5	15,4	26,8	7,9	1,2	4,6	0,0
Zambie	25,6	32,0	3,3	44,0	25,3	23,2	7,7	29,9	21,7	6,6	13,8
Pays à faible revenu et États fragiles	18,1	15,4	12,5	23,1	19,8	19,9	21,1	24,2	20,6	18,3	17,2
Pays à faible revenu hors États fragiles	17,4	11,5	13,5	21,6	20,4	20,2	18,0	23,0	21,7	19,0	18,1
Bénin	15,6	-6,7	21,8	16,5	17,6	28,8	6,2	11,6	9,0	7,4	7,0
Burkina Faso	6,9	-7,0	-3,9	10,0	23,8	11,7	18,2	19,1	10,6	10,9	11,0
Éthiopie ³	18,0	10,3	19,6	17,4	19,7	22,9	19,9	24,3	39,2	33,5	19,2
Gambie	16,5	18,3	13,1	26,2	6,7	18,4	19,4	13,7	11,0	6,8	14,9
Kenya	14,9	13,4	9,1	17,0	19,1	15,9	16,0	21,6	19,2	19,8	24,4
Madagascar	17,1	19,4	4,6	24,9	24,2	12,6	10,5	8,6	18,2	11,6	11,4
Malawi	26,9	31,9	16,2	16,5	36,9	33,1	23,9	33,9	35,7	17,6	25,0
Mali	5,6	-2,4	11,7	8,8	9,3	0,5	16,0	9,0	15,3	-0,5	-0,6
Mozambique	22,2	14,7	22,7	26,0	21,6	26,0	34,6	17,6	21,9	26,0	22,8
Niger	15,7	20,3	6,6	16,2	23,0	12,2	18,3	22,6	8,1	19,6	8,6
Ouganda	16,5	9,0	8,7	16,4	17,4	31,1	16,6	39,8	10,6	13,9	20,9
Rwanda	23,0	12,1	16,7	31,3	30,8	24,1	13,0	16,9	26,8	17,8	16,2
Sierra Leone	24,5	18,6	32,8	18,7	26,1	26,1	31,3	28,5	22,6	20,4	16,9
Tanzanie	24,8	18,5	19,6	45,4	20,5	19,8	17,7	25,4	18,2	13,9	19,4
États fragiles	20,6	29,2	9,0	28,4	17,6	18,6	34,1	29,3	16,1	15,4	13,3
Burundi	21,1	26,0	18,7	17,0	9,5	34,2	19,8	19,4	6,1	18,4	16,1
Comores	8,1	-4,4	7,4	15,0	11,0	11,5	13,3	19,4	9,6	1,0	7,4
Congo, Rép. dém. du	52,5	72,9	24,2	60,4	49,5	55,7	50,4	30,8	24,6	17,5	16,2
Côte d'Ivoire	11,3	9,5	7,4	10,3	23,6	5,7	17,2	18,8	10,2	15,4	12,8
Érythrée	11,2	11,7	10,7	5,7	12,1	15,9	15,7	14,6	20,1	19,3	16,8
Guinée	35,5	37,0	37,2	59,4	4,7	39,0	25,9	74,4	9,4	5,3	10,2
Guinée-Bissau	25,7	44,0	20,3	5,3	30,2	28,6	4,4	28,6	16,7	-6,0	7,9
Libéria	33,2	36,1	30,8	27,7	31,6	39,6	24,1	33,5	32,7	13,2	8,6
République centrafricaine	7,9	14,2	16,5	-4,2	-3,6	16,5	13,7	14,2	15,0	13,8	2,6
São Tomé-et-Príncipe	29,8	1,0	45,1	27,9	38,1	36,8	8,2	25,1	8,0	16,7	9,9
Togo	15,7	18,2	2,3	22,7	19,7	15,6	16,2	16,3	15,9	11,8	8,4
Zimbabwe ⁴	1,4	85,9	-47,9	61,3	-44,4	-48,0	340,0	68,6	33,1	35,7	22,7
Afrique subsaharienne¹	24,1	15,7	18,0	30,0	27,4	29,5	12,5	14,1	15,8	13,8	16,3
Médiane	17,8	14,1	15,8	18,4	19,7	20,8	16,1	19,0	13,7	12,9	11,2
Hors Afrique du Sud et Nigéria	22,9	17,9	17,4	26,4	23,5	29,4	17,7	21,4	20,5	17,9	18,4
Pays importateurs de pétrole	19,0	14,9	16,0	23,1	22,2	18,7	11,0	16,0	14,5	13,7	13,6
Hors Afrique du Sud	19,1	16,4	12,2	23,6	21,0	22,0	18,9	23,5	19,4	18,1	16,6
Zone franc	14,1	9,0	13,8	16,9	18,0	12,9	10,8	20,1	13,0	13,8	10,0
UEMOA	10,6	5,9	7,5	12,1	18,9	8,7	14,7	16,2	10,3	10,2	8,7
CEMAC	17,9	12,2	20,7	22,1	17,2	17,3	7,0	24,1	15,7	17,3	11,3
CAE-5	18,9	14,2	12,9	26,0	19,6	21,5	16,6	26,5	17,0	16,3	21,1
SADC	23,9	18,6	21,0	28,2	25,8	25,9	8,8	10,5	13,4	10,4	14,8
Union douanière d'Afrique australe	19,0	13,0	19,7	22,1	23,5	16,6	2,0	7,2	7,9	8,2	9,6
COMESA (pays membres d'AfSS)	18,9	19,3	10,4	22,7	20,0	21,9	21,0	24,7	23,1	19,9	18,5
IADM	20,1	16,0	13,7	25,2	22,4	23,3	18,2	24,3	22,0	19,2	16,4
Pays à régime de parité fixe classique	14,8	9,3	13,4	17,7	17,5	16,2	10,8	18,9	12,2	13,3	9,9
Pays sans régime de parité fixe classique	26,3	16,9	19,5	32,6	29,9	32,7	12,3	13,0	16,5	13,8	17,5
Afrique subsaharienne	24,1	15,7	18,0	30,0	27,4	29,5	12,5	14,1	15,8	13,8	16,3

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³Données de l'exercice budgétaire.

⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Tableau AS15. Créances sur le secteur privé non financier
(Variation en pourcentage)

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Pays exportateurs de pétrole¹	42,7	25,5	29,6	34,6	66,5	57,5	25,6	4,4	12,9
Hors Nigéria	37,2	23,8	30,4	40,4	39,4	51,7	30,9	21,9	31,4
Angola	72,4	66,7	55,2	98,2	76,2	65,7	59,5	25,0	30,3
Cameroun	8,2	1,4	10,9	3,2	5,9	19,6	9,1	8,2	28,3
Congo, Rép. du	...	...	5,6	9,0	8,2	83,4	30,4	49,3	42,3
Gabon	10,0	-11,2	14,5	22,5	18,0	6,0	-7,9	1,9	42,0
Guinée équatoriale	50,6	22,3	48,8	34,8	41,1	106,2	11,0	33,7	30,8
Nigéria	47,1	26,4	29,1	31,0	87,3	61,5	22,2	-5,2	3,0
Tchad	16,8	9,0	20,7	-3,6	15,4	42,7	19,2	27,7	23,9
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	...	-34,0
Pays à revenu intermédiaire²	21,1	15,8	21,2	25,9	24,5	17,9	1,9	8,2	10,4
Hors Afrique du Sud	28,3	22,1	26,9	26,0	34,1	32,3	8,4	16,4	22,9
Afrique du Sud	18,9	13,8	19,5	25,8	21,5	13,6	-0,1	5,5	6,1
Botswana	21,2	24,1	8,8	20,7	25,7	26,6	10,3	11,1	21,8
Cap-Vert	20,4	9,6	9,1	29,6	26,8	26,8	11,8	9,0	7,4
Ghana	44,3	19,7	50,6	42,7	60,0	48,6	15,4	25,7	29,0
Lesotho	30,7	31,1	50,8	15,9	32,0	23,6	27,1	18,0	22,5
Maurice	15,4	11,9	8,8	9,7	19,6	27,0	0,5	12,5	15,7
Namibie	16,9	29,3	20,1	14,8	12,9	7,3	10,0	11,2	9,3
Sénégal	13,1	9,2	24,6	4,0	10,7	17,1	3,8	10,1	19,0
Seychelles	21,9	17,2	7,6	1,6	34,5	48,5	-9,2	23,6	5,2
Swaziland	21,4	29,5	26,4	22,5	22,0	6,6	13,1	-0,5	26,0
Zambie	43,2	50,5	17,7	52,3	45,4	50,3	-5,7	15,4	28,2
Pays à faible revenu et États fragiles	24,1	17,6	17,5	28,5	22,0	35,1	17,5	22,6	22,6
Pays à faible revenu hors États fragiles	24,8	15,3	20,9	28,7	23,9	35,2	14,8	22,1	22,7
Bénin	16,4	8,6	17,6	11,3	24,6	20,1	11,9	8,5	-3,0
Burkina Faso	14,4	12,0	24,4	14,1	0,8	20,8	1,7	14,7	23,5
Éthiopie ³	24,9	3,7	31,4	28,1	27,2	33,9	11,1	28,9	25,8
Gambie	13,2	-12,5	16,2	26,8	15,4	20,3	10,3	14,8	8,8
Kenya	19,9	24,7	9,3	14,3	22,6	28,6	13,9	20,3	30,9
Madagascar	24,6	35,0	23,7	18,5	17,4	28,6	6,1	11,5	3,4
Malawi	41,2	38,9	41,8	54,1	27,1	44,2	39,5	28,0	-3,0
Mali	7,2	6,9	-6,6	19,4	7,5	8,6	11,0	13,5	24,1
Mozambique	27,5	-4,4	46,9	32,6	16,6	45,9	58,6	18,3	19,4
Niger	26,1	21,7	20,0	31,7	20,2	36,8	18,4	11,7	16,0
Ouganda	29,4	14,9	16,1	33,8	29,3	53,0	17,6	36,6	28,0
Rwanda	30,2	10,7	21,8	23,7	21,0	73,6	5,7	9,9	28,5
Sierra Leone	35,5	45,2	17,8	18,5	39,4	56,8	45,4	31,5	21,8
Tanzanie	35,4	17,9	23,6	60,1	36,5	39,0	9,4	20,7	26,8
États fragiles	22,0	25,5	6,8	28,0	15,1	34,7	29,1	24,8	22,0
Burundi	8,4	1,2	-1,6	17,0	12,1	13,4	25,5	30,2	39,3
Comores	11,4	-15,0	30,5	0,5	13,6	27,3	44,1	25,9	8,4
Congo, Rép. dém. du	91,1	105,3	58,3	76,4	72,8	142,7	41,1	19,0	16,7
Côte d'Ivoire	9,4	7,4	1,3	8,5	17,8	12,1	10,4	9,7	0,1
Érythrée	6,3	15,2	13,8	4,6	-13,1	11,2	1,2	2,4	4,1
Guinée	19,2	8,9	47,1	37,3	-1,6	4,1	15,8	43,8	93,4
Guinée-Bissau	50,9	-15,1	49,7	87,8	60,4	71,5	24,9	58,2	31,3
Libéria	...	...	20,6	41,7	39,2	44,1	31,5	40,1	32,4
République centrafricaine	8,9	21,2	-2,4	5,8	7,1	13,0	-0,8	41,5	17,6
São Tomé-et-Príncipe	53,5	83,9	81,9	45,0	33,9	22,8	39,3	35,8	15,9
Togo	8,4	4,4	12,0	0,6	29,9	-4,6	21,3	21,6	41,1
Zimbabwe ⁴	5,8	71,6	-73,8	56,1	-66,0	41,1	388,2	143,3	62,8
Afrique subsaharienne¹	28,3	19,2	22,7	29,3	35,9	34,3	13,6	10,6	14,5
Médiane	21,5	15,0	20,0	22,5	21,8	27,9	12,5	18,7	23,0
Hors Afrique du Sud et Nigéria	28,1	19,9	22,5	30,9	28,7	38,7	19,0	21,1	24,8
Pays importateurs de pétrole	22,2	16,5	19,8	26,9	23,5	24,4	8,0	13,9	14,2
Hors Afrique du Sud	25,2	18,8	20,0	27,8	25,2	34,3	15,0	20,9	20,6
Zone franc	14,9	6,4	14,4	11,4	14,8	27,5	9,5	15,9	22,4
UEMOA	12,7	9,0	11,7	12,3	14,3	16,5	9,3	12,1	13,3
CEMAC	17,3	3,5	17,2	10,6	15,3	39,7	9,8	19,8	31,9
CAE-5	26,8	18,8	15,6	32,4	27,9	39,4	13,0	23,6	28,9
SADC	26,5	21,7	22,1	35,0	27,9	25,9	11,1	11,2	12,5
Union douanière d'Afrique australe	19,0	14,9	19,2	25,2	21,6	14,0	0,8	5,9	7,2
COMESA (pays membres d'AFSS)	27,1	24,6	16,7	28,4	24,2	41,9	16,1	24,2	23,7
IADM	27,7	16,4	25,3	29,7	27,4	39,7	14,7	21,7	23,7
Pays à régime de parité fixe classique	15,2	8,4	15,3	11,9	14,7	25,6	9,9	15,1	21,3
Pays sans régime de parité fixe classique	31,5	21,3	25,5	33,0	41,4	36,1	13,7	9,4	13,1
Afrique subsaharienne	28,3	19,2	22,7	29,3	35,9	34,3	13,6	10,6	13,8

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³Données de l'exercice budgétaire.

⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS16. Exportations de biens et de services (En pourcentage du PIB)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	52,2	49,4	54,2	51,6	51,9	54,1	42,6	44,5	49,4	47,4	45,2
Hors Nigéria	65,8	58,1	67,1	68,0	66,8	68,8	52,0	58,5	62,0	59,7	56,9
Angola	79,2	75,6	86,0	79,8	76,4	78,1	55,1	62,4	65,0	61,4	58,2
Cameroun	27,7	22,7	24,5	29,3	31,0	31,1	23,5	25,6	30,7	32,1	33,0
Congo, Rép. du	79,8	73,3	84,4	87,4	78,5	75,2	70,4	85,1	87,3	85,6	80,8
Gabon	63,7	62,2	64,7	62,2	62,1	67,3	56,5	60,4	62,9	60,7	54,5
Guinée équatoriale	85,0	90,1	87,4	86,8	81,9	78,8	70,3	70,4	72,1	70,7	70,8
Nigéria	42,9	44,0	45,7	41,1	41,0	42,8	35,0	35,2	39,6	38,3	36,7
Tchad	53,9	51,6	54,3	56,1	54,9	52,9	45,9	46,0	52,6	47,5	42,6
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	65,9	70,9	19,0	54,5
Pays à revenu intermédiaire²	31,8	28,8	29,5	31,9	33,1	35,9	29,3	29,7	31,8	32,1	31,9
Hors Afrique du Sud	37,9	38,0	38,0	38,6	38,5	36,2	35,5	37,7	41,5	41,5	41,9
Afrique du Sud	30,2	26,4	27,4	30,0	31,5	35,8	27,4	27,3	28,8	29,1	28,6
Botswana	46,4	44,2	51,4	47,0	47,5	42,0	32,5	32,9	38,6	37,3	36,0
Cap-Vert	40,6	32,0	37,8	45,1	42,8	45,3	35,6	38,6	43,0	44,2	44,7
Ghana	23,8	23,4	22,5	24,2	24,3	24,8	29,5	29,3	38,0	40,4	41,5
Lesotho	53,3	55,4	49,4	53,9	53,4	54,3	45,6	43,3	46,2	46,5	49,9
Maurice	55,5	52,3	58,0	59,6	56,7	51,1	47,1	50,9	52,5	49,6	50,2
Namibie	38,2	34,7	34,1	39,9	39,9	42,2	42,1	44,1	42,4	44,1	45,0
Sénégal	26,3	27,1	27,0	25,6	25,5	26,1	24,4	25,0	25,2	25,0	25,1
Seychelles	87,9	72,5	76,8	82,7	98,7	108,9	122,7	103,0	107,4	110,0	104,8
Swaziland	75,4	90,1	76,0	72,9	74,6	63,2	63,1	55,8	66,7	57,4	61,2
Zambie	37,9	38,2	35,1	39,0	41,4	35,9	35,6	47,7	47,1	45,0	44,9
Pays à faible revenu et États fragiles	26,8	25,5	26,1	27,1	27,8	27,4	24,6	29,2	30,6	28,8	28,9
Pays à faible revenu hors États fragiles	21,2	20,4	20,7	21,7	21,6	21,4	19,6	22,8	24,1	23,4	23,2
Bénin	14,9	14,1	12,5	13,3	17,0	17,8	16,5	20,6	15,0	15,1	15,3
Burkina Faso	10,6	11,3	9,8	11,4	10,6	9,9	12,6	21,4	25,7	28,4	28,8
Éthiopie ³	13,6	14,9	15,1	13,9	12,7	11,5	10,5	13,6	16,8	14,3	14,6
Gambie	30,5	34,2	32,5	33,8	28,8	23,1	25,2	23,8	27,0	27,8	27,2
Kenya	27,0	26,9	28,5	26,6	25,9	27,2	24,1	27,7	28,3	25,3	21,4
Madagascar	29,3	32,6	26,9	29,9	30,5	26,6	22,4	24,1	26,1	26,8	30,3
Malawi	21,8	20,6	20,2	19,3	24,5	24,4	20,9	25,2	25,1	31,2	36,5
Mali	27,1	24,3	24,5	29,9	27,4	29,2	23,7	26,0	25,7	29,4	30,2
Mozambique	33,7	30,9	31,7	38,4	35,4	32,3	27,7	31,2	27,5	25,7	26,2
Niger	17,7	18,3	16,8	16,4	17,4	19,4	20,9	21,4	23,3	28,3	29,3
Ouganda	14,8	12,2	12,3	14,3	15,6	19,8	20,7	21,4	22,3	20,8	21,5
Rwanda	12,5	13,1	12,6	11,2	11,1	14,6	11,0	10,9	14,1	12,8	12,4
Sierra Leone	16,3	17,4	18,0	17,0	15,4	13,7	13,5	16,6	15,3	34,8	36,0
Tanzanie	22,6	18,0	21,3	24,2	25,5	24,0	25,3	27,9	31,4	30,5	31,8
États fragiles	40,5	36,1	38,5	40,1	43,8	44,3	38,9	46,5	47,7	44,0	45,3
Burundi	7,8	7,0	8,2	7,3	7,3	9,5	6,8	8,9	9,6	9,4	8,4
Comores	14,8	15,1	14,1	14,9	15,3	14,5	14,5	15,6	15,3	15,7	16,0
Congo, Rép. dém. du	45,0	30,7	33,6	34,2	65,2	61,3	45,2	68,2	67,9	57,2	61,6
Côte d'Ivoire	49,8	48,6	51,1	52,7	47,8	48,7	50,9	51,2	51,2	47,7	49,2
Érythrée	5,8	5,8	6,2	6,9	5,8	4,4	4,5	4,8	14,4	19,4	19,6
Guinée	32,7	24,6	34,8	40,6	28,8	34,9	26,5	28,4	30,3	28,1	26,4
Guinée-Bissau	16,2	15,9	17,3	14,8	17,3	15,9	15,5	16,5	23,0	14,7	19,6
Libéria	57,3	55,5	48,7	66,9	58,4	57,0	40,4	42,4	46,6	41,5	38,6
République centrafricaine	13,2	13,8	12,7	14,2	14,1	11,0	9,5	10,6	11,9	11,8	12,0
São Tomé-et-Principe	11,6	13,6	12,9	12,7	9,4	9,5	10,0	12,1	11,7	12,6	12,3
Togo	38,3	38,6	40,1	38,2	39,2	35,5	36,7	40,2	40,0	39,5	40,1
Zimbabwe ⁴	34,6	32,5	31,6	34,0	35,6	39,1	29,3	47,6	50,4	51,1	49,7
Afrique subsaharienne¹	37,3	33,6	36,1	37,4	38,4	41,1	32,7	34,8	37,8	37,1	36,2
Médiane	30,7	28,9	30,1	31,9	30,7	31,7	27,0	28,1	30,5	31,7	34,5
Hors Afrique du Sud et Nigéria	40,9	36,4	40,1	41,9	42,5	43,5	35,3	40,3	43,6	41,6	40,6
Pays importateurs de pétrole	30,2	27,8	28,5	30,4	31,4	32,8	27,6	30,2	32,3	30,8	31,3
Hors Afrique du Sud	30,3	29,5	29,9	30,9	31,2	30,2	27,7	33,3	35,9	32,3	33,7
Zone franc	43,2	39,4	42,9	45,1	43,7	45,0	38,8	43,0	45,8	45,4	44,5
UEMOA	31,4	31,3	31,5	32,5	30,7	31,1	31,0	33,1	33,0	33,1	34,0
CEMAC	54,6	48,4	54,2	57,1	55,9	57,3	47,1	52,6	57,1	56,3	54,1
CAE-5	21,9	19,9	21,5	22,0	22,4	23,5	22,4	24,7	26,3	24,6	23,3
SADC	37,4	31,5	34,2	37,3	40,0	44,1	33,5	35,4	37,7	37,5	37,1
Union douanière d'Afrique australe	31,6	28,2	29,1	31,5	32,9	36,6	28,5	28,4	30,0	30,2	29,8
COMESA (pays membres d'AFSS)	29,4	29,1	28,6	28,8	31,2	29,4	25,1	31,9	34,2	30,7	30,4
IADM	26,7	24,2	25,0	27,6	28,7	28,0	25,1	30,4	33,4	32,4	32,9
Pays à régime de parité fixe classique	43,2	39,9	42,6	45,0	43,7	44,8	39,0	42,7	45,4	45,0	44,4
Pays sans régime de parité fixe classique	36,1	32,2	34,8	36,0	37,4	40,3	31,5	33,3	36,3	35,5	34,6
Afrique subsaharienne	37,3	33,6	36,1	37,4	38,4	41,1	32,7	35,2	38,3	36,9	36,4

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS17. Importations de biens et de services <i>(En pourcentage du PIB)</i>											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	33,7	35,4	33,5	29,8	33,1	37,0	38,7	35,1	39,1	38,1	36,8
Hors Nigéria	41,4	43,6	42,0	37,4	39,6	44,4	49,8	42,8	43,7	43,3	42,6
Angola	49,1	58,3	53,6	39,0	43,5	51,2	55,4	42,9	43,3	42,5	41,8
Cameroun	28,3	24,5	26,4	27,7	29,5	33,1	28,3	28,9	35,0	36,7	37,2
Congo, Rép. du	48,6	46,3	46,7	49,4	53,5	47,0	50,2	54,7	57,8	61,6	60,0
Gabon	30,0	32,0	28,3	30,5	30,5	28,5	38,6	36,1	36,3	35,7	36,7
Guinée équatoriale	39,9	55,0	43,6	33,1	30,3	37,7	61,1	53,5	47,9	48,9	47,2
Nigéria	28,5	30,2	28,0	24,9	28,3	31,2	29,7	29,9	35,6	34,2	32,5
Tchad	49,9	53,5	42,9	56,9	49,6	46,6	54,8	52,9	53,1	44,8	42,4
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	30,8	29,9	26,1	32,5
Pays à revenu intermédiaire²	35,2	30,5	31,5	35,1	37,2	41,6	32,9	32,0	34,4	36,2	35,8
Hors Afrique du Sud	46,6	45,4	45,7	44,8	47,6	49,7	47,7	47,3	51,1	51,7	51,4
Afrique du Sud	32,0	26,7	27,9	32,5	34,2	38,8	28,3	27,5	29,4	31,3	30,7
Botswana	35,1	36,5	34,6	30,7	35,4	38,2	42,8	40,3	42,5	40,6	40,3
Cap-Vert	73,0	69,6	66,6	72,7	77,8	78,4	67,9	67,1	71,4	66,6	65,8
Ghana	40,0	36,8	38,0	40,6	40,7	44,0	42,6	43,3	50,8	51,6	51,9
Lesotho	120,5	129,2	121,4	118,9	117,3	115,9	115,0	112,7	110,0	112,7	112,5
Maurice	64,2	54,6	63,8	70,5	66,6	65,3	57,6	63,1	65,6	63,0	62,3
Namibie	40,8	38,2	37,2	37,5	40,8	50,4	55,0	50,3	50,5	57,6	60,2
Sénégal	45,1	39,8	42,4	43,1	47,8	52,4	41,3	40,5	41,7	43,2	41,4
Seychelles	102,2	79,9	98,1	98,5	109,3	125,4	132,6	120,8	127,4	128,9	121,7
Swaziland	86,5	91,7	91,0	85,7	85,5	78,6	79,5	71,0	75,5	68,7	71,1
Zambie	37,2	42,6	36,7	30,1	39,2	37,4	32,2	34,9	39,8	41,1	40,3
Pays à faible revenu et États fragiles	37,5	33,3	36,4	37,7	38,9	41,3	37,9	43,1	45,5	43,6	42,6
Pays à faible revenu hors États fragiles	33,9	30,3	32,8	34,5	34,8	37,1	34,9	38,3	40,8	39,1	37,7
Bénin	27,3	25,1	23,2	24,3	32,6	31,1	29,8	31,1	27,6	27,5	27,5
Burkina Faso	25,5	25,6	25,3	25,3	24,8	26,3	23,3	29,0	32,4	37,2	36,2
Éthiopie ³	32,8	28,9	35,5	36,6	32,1	31,1	28,7	33,0	31,8	31,7	32,5
Gambie	45,3	48,8	49,2	47,2	41,9	39,3	41,5	42,1	43,7	49,1	45,0
Kenya	36,7	32,9	36,0	36,3	37,0	41,2	37,2	41,6	47,2	41,3	36,8
Madagascar	45,8	48,2	41,5	42,0	46,5	50,9	46,0	37,5	37,2	37,8	37,4
Malawi	44,3	41,1	46,3	44,8	40,3	48,9	39,0	44,9	39,5	50,2	52,5
Mali	35,9	32,6	33,4	35,1	35,6	43,0	31,4	39,9	36,4	34,3	34,0
Mozambique	44,9	41,8	43,9	47,2	45,2	46,4	45,1	48,9	45,0	40,1	39,6
Niger	31,3	29,4	31,1	29,5	29,9	36,3	48,1	50,3	53,3	55,5	49,0
Ouganda	25,3	21,7	22,4	24,7	25,9	31,6	34,8	36,8	39,6	36,2	37,2
Rwanda	25,9	24,6	24,7	25,1	25,2	29,9	29,2	29,4	34,5	35,1	32,3
Sierra Leone	25,0	25,8	27,8	24,4	22,4	24,3	23,9	41,2	70,9	48,8	47,2
Tanzanie	33,2	23,3	30,2	36,2	39,3	37,2	38,0	40,1	48,1	47,9	46,4
États fragiles	46,4	39,5	44,6	45,4	49,4	52,9	46,4	56,2	57,8	56,3	56,4
Burundi	34,3	25,5	31,9	45,2	32,8	36,2	28,8	41,3	38,0	34,8	32,0
Comores	39,4	33,0	35,8	38,6	41,3	48,4	47,7	50,5	51,8	51,6	49,3
Congo, Rép. dém. du	53,0	34,4	45,2	40,7	68,6	76,4	60,9	77,8	77,7	63,8	63,9
Côte d'Ivoire	41,7	39,4	43,6	42,4	41,9	41,2	39,0	43,9	39,0	45,2	46,6
Érythrée	41,6	59,8	54,9	38,4	28,8	26,1	23,4	23,3	23,1	23,1	22,4
Guinée	36,0	25,8	35,1	42,6	36,4	40,1	30,8	36,5	48,2	64,3	63,5
Guinée-Bissau	28,4	24,3	26,5	30,1	31,0	29,9	32,1	31,9	35,4	25,5	30,8
Libéria	190,0	173,6	174,0	230,3	184,1	188,0	141,1	140,7	139,5	133,5	134,8
République centrafricaine	22,0	20,3	20,8	21,9	23,5	23,5	21,5	24,6	23,3	23,6	23,0
São Tomé-et-Principe	57,0	50,4	49,3	65,6	57,9	61,9	52,3	64,3	58,6	61,0	53,2
Togo	56,6	57,9	58,7	56,2	58,1	52,0	52,3	57,3	57,1	58,4	59,0
Zimbabwe ⁴	46,2	39,2	40,1	44,2	43,6	64,2	59,7	78,5	89,7	75,1	72,5
Afrique subsaharienne¹	35,1	32,4	33,1	33,9	36,1	39,8	36,1	35,4	38,4	38,5	37,7
<i>Médiane</i>	39,0	37,5	37,6	38,8	39,8	41,2	41,4	41,9	44,4	45,0	43,7
Hors Afrique du Sud et Nigéria	40,6	38,7	40,1	39,3	41,0	44,1	43,5	43,9	46,1	45,2	44,4
Pays importateurs de pétrole	35,9	31,4	33,0	35,9	37,8	41,5	34,7	35,5	37,8	38,6	38,2
Hors Afrique du Sud	40,4	37,2	39,4	40,0	41,7	43,9	40,7	43,9	46,5	45,5	44,7
Zone franc	36,8	35,8	36,0	36,6	37,1	38,6	39,5	41,3	41,5	43,0	42,4
UEMOA	38,2	35,7	37,7	37,4	39,1	40,8	36,9	40,6	39,1	41,9	41,4
CEMAC	35,6	35,9	34,3	35,7	35,2	36,6	42,3	42,1	43,6	43,9	43,3
CAE-5	32,5	26,9	30,6	33,4	34,5	37,2	36,1	39,3	44,7	41,5	39,1
SADC	36,8	32,0	33,4	35,7	38,7	44,0	37,4	35,1	37,2	38,2	37,8
Union douanière d'Afrique australe	33,4	28,6	29,4	33,5	35,4	39,9	30,6	29,5	31,4	33,2	32,8
COMESA (pays membres d'AfSS)	41,1	38,1	40,5	40,0	42,2	44,8	40,1	45,3	48,5	44,3	43,0
IADM	37,0	32,9	35,2	36,7	39,2	41,1	37,5	41,1	44,3	43,6	43,1
Pays à régime de parité fixe classique	39,6	39,2	39,0	39,2	39,7	41,0	42,2	43,7	43,8	45,3	45,0
Pays sans régime de parité fixe classique	34,0	30,9	31,8	32,8	35,4	39,3	34,6	33,6	36,9	37,0	36,1
Afrique subsaharienne	35,1	32,4	33,1	33,9	36,1	39,8	36,1	35,3	38,3	38,4	37,7

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS18. Balance commerciale, marchandises (En pourcentage du PIB)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	30,1	24,8	31,1	31,8	31,4	31,4	17,9	21,3	23,2	20,6	19,1
Hors Nigéria	40,6	31,6	41,6	43,7	43,0	43,2	21,1	33,0	36,6	33,8	30,9
Angola	51,8	41,9	55,8	55,3	53,3	52,8	24,2	41,2	45,1	41,0	37,3
Cameroun	1,9	0,0	0,3	3,7	3,4	1,9	-1,5	-0,9	-1,7	-3,1	-2,6
Congo, Rép. du	52,7	48,2	59,4	59,7	49,0	47,2	41,0	52,2	48,9	42,2	38,5
Gabon	44,8	41,9	47,4	41,9	42,7	50,3	31,7	36,3	39,7	37,9	30,8
Guinée équatoriale	60,0	59,0	60,7	65,3	62,7	52,1	23,9	31,2	37,8	34,9	36,4
Nigéria	22,9	20,5	24,3	24,2	22,9	22,3	15,2	13,4	12,7	11,0	10,6
Tchad	30,9	35,0	36,3	30,9	26,9	25,7	11,2	14,6	20,5	20,3	15,2
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	43,4	47,9	-3,7	32,1
Pays à revenu intermédiaire²	-2,7	-1,4	-1,6	-2,6	-3,4	-4,4	-2,2	-0,8	-1,2	-2,5	-2,4
Hors Afrique du Sud	-8,2	-6,5	-7,4	-5,8	-8,8	-12,6	-9,8	-7,0	-7,1	-8,0	-7,7
Afrique du Sud	-1,0	-0,1	-0,1	-1,7	-1,8	-1,6	0,1	1,0	0,6	-0,8	-0,7
Botswana	11,7	8,3	17,1	16,9	13,1	3,2	-4,9	-1,6	1,0	0,9	-0,4
Cap-Vert	-43,4	-41,0	-35,9	-41,7	-49,6	-48,7	-42,3	-40,9	-44,6	-42,0	-41,6
Ghana	-14,9	-10,9	-14,6	-15,6	-15,7	-17,5	-8,6	-9,2	-8,0	-6,4	-5,9
Lesotho	-44,3	-46,4	-47,7	-43,0	-43,0	-41,3	-47,9	-47,6	-43,9	-47,0	-44,4
Maurice	-15,2	-8,8	-12,3	-16,2	-18,0	-20,6	-17,6	-19,5	-20,2	-20,0	-19,5
Namibie	-3,3	-4,3	-3,7	1,2	-2,0	-7,7	-13,7	-8,0	-9,9	-17,0	-18,9
Sénégal	-18,4	-12,3	-15,1	-17,1	-22,1	-25,4	-15,9	-14,9	-15,8	-17,3	-15,9
Seychelles	-31,4	-21,3	-35,6	-30,9	-27,2	-42,1	-35,8	-34,6	-39,3	-37,2	-33,8
Swaziland	-5,0	4,0	-10,2	-9,4	-9,2	-0,3	-4,1	-4,1	2,8	-1,3	-1,4
Zambie	4,7	-0,5	1,2	12,2	7,8	2,8	7,1	16,7	11,6	8,0	8,5
Pays à faible revenu et États fragiles	-8,0	-5,2	-7,7	-8,0	-8,4	-10,8	-10,6	-10,8	-11,4	-11,9	-10,9
Pays à faible revenu hors États fragiles	-12,2	-9,4	-11,5	-12,3	-12,8	-14,9	-14,3	-14,6	-15,5	-14,7	-13,7
Bénin	-11,7	-9,7	-9,3	-11,3	-14,4	-13,7	-14,4	-9,5	-12,2	-11,9	-11,2
Burkina Faso	-9,5	-9,6	-10,2	-8,4	-8,9	-10,7	-5,8	-1,6	0,1	-1,1	-0,1
Éthiopie ³	-20,7	-17,1	-22,6	-23,7	-20,2	-20,1	-19,5	-21,1	-17,4	-19,0	-20,0
Gambie	-21,2	-18,3	-22,6	-21,1	-21,4	-22,6	-22,3	-22,2	-22,6	-27,3	-23,6
Kenya	-14,1	-10,1	-11,4	-14,5	-15,7	-18,5	-16,8	-19,4	-23,9	-21,8	-19,9
Madagascar	-13,1	-10,2	-11,5	-9,9	-13,6	-20,2	-19,5	-12,3	-9,5	-8,6	-4,0
Malawi	-15,9	-14,1	-18,6	-18,9	-9,9	-18,2	-12,6	-13,8	-10,8	-13,6	-10,5
Mali	-2,9	-2,5	-3,1	0,7	-2,5	-7,3	-2,4	-7,2	-4,4	1,4	2,3
Mozambique	-6,4	-6,1	-7,6	-3,7	-4,9	-10,0	-12,8	-12,3	-11,2	-8,6	-7,7
Niger	-6,9	-5,3	-8,7	-6,6	-5,9	-8,1	-15,2	-14,1	-13,6	-10,5	-6,2
Ouganda	-8,4	-8,3	-8,5	-8,6	-7,7	-8,7	-11,1	-11,7	-13,1	-11,6	-11,6
Rwanda	-10,2	-8,5	-8,8	-9,6	-10,8	-13,1	-14,7	-14,1	-17,4	-18,7	-16,7
Sierra Leone	-6,6	-6,2	-9,1	-5,0	-4,4	-8,0	-7,8	-14,6	-43,2	-4,8	-1,8
Tanzanie	-12,2	-6,9	-9,8	-13,7	-16,1	-14,6	-13,4	-12,9	-17,2	-17,9	-15,5
États fragiles	2,2	3,5	1,1	2,6	3,1	0,7	0,2	-0,5	-0,8	-3,8	-2,9
Burundi	-16,4	-11,0	-15,1	-24,9	-15,1	-16,1	-14,8	-28,1	-24,3	-21,5	-20,0
Comores	-22,9	-16,4	-20,8	-21,7	-24,0	-31,5	-28,2	-29,4	-29,8	-29,9	-28,2
Congo, Rép. dém. du	0,4	1,2	-5,6	-1,2	8,8	-1,1	-5,2	5,0	3,2	3,9	7,9
Côte d'Ivoire	15,2	16,6	14,6	17,5	12,9	14,2	18,4	14,5	20,4	10,6	10,9
Érythrée	-33,9	-49,6	-44,2	-29,2	-24,2	-22,0	-19,9	-19,6	-10,3	-4,7	-3,3
Guinée	3,3	4,2	6,3	5,5	-1,7	2,3	1,3	-1,4	-8,6	-24,9	-25,8
Guinée-Bissau	-6,2	-1,4	-2,9	-9,1	-8,7	-9,1	-10,2	-8,4	-5,5	-5,2	-5,6
Libéria	-31,6	-20,0	-29,1	-37,5	-30,6	-40,7	-36,4	-35,5	-40,8	-50,1	-58,7
République centrafricaine	-3,9	-1,4	-3,5	-3,1	-4,3	-7,6	-7,4	-8,3	-6,1	-6,4	-6,4
São Tomé-et-Príncipe	-36,0	-27,6	-28,2	-38,1	-40,2	-46,0	-37,9	-46,0	-41,8	-40,8	-36,5
Togo	-15,0	-14,8	-15,1	-15,1	-16,1	-14,0	-13,0	-14,3	-14,1	-15,8	-16,0
Zimbabwe ⁴	-9,2	-4,9	-6,7	-8,1	-5,5	-20,7	-26,1	-24,8	-32,4	-18,8	-17,8
Afrique subsaharienne¹	7,0	4,7	6,8	7,7	7,5	8,1	2,6	4,9	5,4	4,0	3,7
Médiane	-8,7	-6,5	-9,0	-8,8	-8,8	-10,3	-12,0	-12,0	-10,6	-9,5	-7,0
Hors Afrique du Sud et Nigéria	6,5	3,3	5,8	7,9	7,9	7,5	-0,6	3,9	5,8	4,0	3,3
Pays importateurs de pétrole	-4,4	-2,6	-3,4	-4,2	-5,0	-6,7	-5,3	-3,1	-3,3	-5,8	-4,8
Hors Afrique du Sud	-8,1	-5,6	-7,6	-7,3	-8,5	-11,4	-10,3	-7,4	-7,4	-10,5	-8,3
Zone franc	14,6	12,3	15,2	16,9	14,4	14,4	7,5	10,6	13,4	11,2	10,4
UEMOA	-2,0	0,4	-1,5	-0,3	-3,8	-5,0	-0,9	-1,9	-0,1	-2,6	-1,5
CEMAC	30,7	25,6	31,7	33,2	31,5	31,7	16,6	22,6	25,4	23,4	21,2
CAE-5	-12,1	-8,6	-10,3	-13,0	-13,8	-14,9	-14,4	-15,7	-19,3	-18,4	-16,9
SADC	4,0	1,4	3,2	4,1	5,2	6,2	1,3	5,0	5,6	4,6	4,5
Union douanière d'Afrique australe	-0,9	-0,1	0,1	-1,1	-1,5	-1,7	-0,8	0,4	0,1	-1,5	-1,5
COMESA (pays membres d'AfSS)	-11,2	-9,0	-11,8	-11,0	-10,4	-14,0	-14,0	-12,4	-13,1	-12,9	-12,0
IADM	-6,6	-5,4	-6,9	-5,5	-6,6	-8,8	-8,4	-6,0	-6,2	-6,9	-6,3
Pays à régime de parité fixe classique	11,1	8,8	11,2	13,3	11,0	11,3	4,4	7,1	9,8	7,4	6,6
Pays sans régime de parité fixe classique	6,3	4,0	6,0	6,8	7,0	7,6	2,5	4,8	5,0	3,7	3,4
Afrique subsaharienne	7,0	4,7	6,8	7,7	7,5	8,1	2,6	5,4	6,0	4,0	4,1

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS19. Solde extérieur courant¹
(En pourcentage du PIB)

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole²	11,8	2,7	8,8	21,3	15,0	11,4	1,1	4,9	4,3	3,8	3,0
Hors Nigéria	8,3	-2,2	8,6	14,9	12,5	7,8	-7,8	3,5	5,2	4,2	2,8
Angola	15,6	3,8	18,2	25,6	19,9	10,3	-9,9	9,0	9,6	8,5	6,6
Cameroun	-1,0	-3,4	-3,4	1,6	1,4	-1,2	-3,6	-3,0	-4,1	-4,1	-3,8
Congo, Rép. du	-0,5	-5,7	3,7	3,6	-6,5	2,3	-7,4	5,1	0,8	-0,6	-0,4
Gabon	18,2	11,2	22,9	15,6	17,0	24,2	6,3	9,1	10,6	9,1	4,1
Guinée équatoriale	-3,7	-21,6	-6,2	7,7	4,0	-2,3	-17,7	-20,5	-6,0	-7,7	-7,7
Nigéria	14,2	5,7	8,9	25,3	16,8	14,1	8,3	5,9	3,6	3,5	3,1
Tchad	2,1	-17,1	1,2	5,9	11,6	9,0	-4,0	-3,5	2,0	-1,9	-2,0
Soudan du Sud	...							4,8	21,6	-12,6	5,8
Pays à revenu intermédiaire³	-4,7	-2,8	-3,2	-4,3	-6,0	-7,1	-4,1	-3,1	-3,8	-5,5	-5,6
Hors Afrique du Sud	-2,9	-2,0	-2,1	-0,6	-2,7	-7,0	-4,3	-4,0	-5,4	-5,5	-4,7
Afrique du Sud	-5,2	-3,0	-3,5	-5,3	-7,0	-7,2	-4,0	-2,8	-3,3	-5,5	-5,8
Botswana	11,6	3,5	15,2	17,2	15,0	6,9	-5,2	-2,0	1,6	3,9	3,4
Cap-Vert	-10,7	-14,3	-3,5	-5,4	-14,7	-15,7	-15,6	-12,5	-12,5	-11,5	-8,9
Ghana	-8,1	-4,7	-7,0	-8,2	-8,7	-11,9	-5,4	-8,4	-9,2	-9,1	-7,0
Lesotho	7,8	8,1	1,4	11,5	8,2	10,0	0,2	-12,1	-17,3	-11,2	-10,6
Maurice	-6,3	-1,8	-5,0	-9,1	-5,4	-10,1	-7,4	-8,2	-10,3	-10,5	-9,1
Namibie	7,5	7,0	4,7	13,8	9,1	2,8	-0,3	0,3	-1,7	-3,8	-4,5
Sénégal	-10,1	-6,9	-8,9	-9,2	-11,6	-14,1	-6,7	-4,4	-6,4	-8,5	-6,9
Seychelles	-16,5	-9,1	-22,2	-15,8	-15,3	-20,2	-9,8	-20,1	-21,5	-19,8	-19,5
Swaziland	-3,7	3,1	-4,1	-7,4	-2,2	-8,2	-14,0	-10,5	-9,1	0,1	-5,4
Zambie	-6,6	-10,4	-8,5	-0,4	-6,5	-7,2	4,2	7,1	1,2	-1,8	-1,1
Pays à faible revenu et États fragiles	-5,8	-3,5	-5,8	-5,4	-5,7	-8,6	-7,5	-8,0	-9,2	-10,4	-10,4
Pays à faible revenu hors États fragiles	-6,4	-4,0	-6,0	-6,6	-6,4	-9,0	-8,6	-8,0	-9,4	-9,7	-9,5
Bénin	-7,4	-7,0	-6,3	-5,3	-10,2	-8,1	-8,9	-7,3	-10,0	-9,3	-9,1
Burkina Faso	-10,4	-11,0	-11,6	-9,5	-8,3	-11,5	-4,7	-2,3	-1,1	-4,2	-3,2
Éthiopie ⁴	-5,4	-1,4	-6,3	-9,1	-4,5	-5,6	-5,0	-4,0	0,6	-6,1	-7,7
Gambie	-8,4	-4,5	-10,3	-6,9	-8,3	-12,1	-12,3	-15,7	-14,2	-15,9	-14,2
Kenya	-2,8	0,1	-1,5	-2,3	-4,0	-6,6	-5,8	-6,5	-10,6	-8,5	-8,6
Madagascar	-13,1	-10,6	-11,6	-9,9	-12,7	-20,6	-21,1	-9,7	-6,9	-7,9	-8,0
Malawi	-8,6	-11,2	-11,9	-11,3	1,0	-9,7	-4,8	-1,3	-5,9	-4,1	-1,4
Mali	-7,9	-7,9	-8,5	-4,1	-6,9	-12,2	-7,3	-12,6	-10,2	-5,4	-4,8
Mozambique	-10,9	-10,7	-11,6	-10,7	-9,7	-11,9	-12,2	-11,7	-12,8	-11,6	-12,4
Niger	-9,2	-7,3	-8,9	-8,6	-8,2	-13,0	-25,0	-21,1	-25,9	-26,3	-20,7
Ouganda	-2,6	0,1	-1,3	-3,1	-2,9	-5,7	-9,4	-10,2	-11,4	-11,0	-11,7
Rwanda	-1,7	1,8	1,0	-4,3	-2,2	-4,9	-7,3	-5,9	-7,3	-9,8	-9,9
Sierra Leone	-5,5	-4,4	-5,3	-4,3	-4,3	-9,1	-6,5	-19,3	-52,3	-13,1	-9,3
Tanzanie	-7,9	-2,3	-6,6	-9,6	-11,0	-10,2	-9,8	-9,3	-13,7	-15,4	-13,4
États fragiles	-4,4	-2,4	-5,4	-2,5	-3,9	-7,6	-4,3	-8,0	-8,6	-12,6	-12,9
Burundi	-7,8	-6,3	-4,9	-21,5	-5,4	-1,0	1,8	-9,4	-11,4	-11,4	-10,7
Comores	-6,9	-4,6	-7,4	-6,0	-5,7	-10,9	-7,8	-7,0	-9,5	-10,4	-9,6
Congo, Rép. dém. du	-7,5	-3,0	-13,3	-2,7	-1,1	-17,5	-10,5	-8,1	-11,5	-12,5	-14,3
Côte d'Ivoire	1,2	1,6	0,2	2,8	-0,7	1,9	7,0	1,1	6,7	-3,1	-1,6
Érythrée	-3,1	-0,7	0,3	-3,6	-6,1	-5,5	-7,6	-5,6	0,5	2,1	2,0
Guinée	-6,0	-2,5	-1,0	-4,6	-11,7	-10,3	-9,9	-12,4	-16,3	-38,8	-39,2
Guinée-Bissau	-2,9	1,4	-2,1	-5,6	-3,5	-4,9	-6,4	-8,3	-6,4	-3,5	-2,9
Libéria	-24,8	-16,3	-30,3	-11,2	-22,4	-43,7	-29,2	-33,2	-34,6	-55,8	-71,0
République centrafricaine	-5,5	-1,8	-6,5	-3,0	-6,2	-10,0	-9,2	-10,2	-8,7	-7,6	-6,3
São Tomé-et-Principe	-21,0	-16,0	-11,0	-25,8	-30,1	-22,0	-25,5	-27,6	-25,4	-22,8	-24,5
Togo	-8,8	-10,0	-9,9	-8,4	-8,7	-6,8	-6,6	-6,7	-7,2	-8,8	-9,1
Zimbabwe ⁵	-10,9	-8,0	-10,3	-8,0	-6,7	-21,6	-22,2	-28,8	-36,2	-20,4	-20,0
Afrique subsaharienne²	0,7	-1,5	-0,2	4,0	1,3	-0,3	-3,2	-1,3	-2,0	-3,1	-3,5
Médiane	-5,9	-4,5	-5,8	-5,3	-5,9	-8,1	-7,4	-8,1	-8,9	-8,5	-7,9
Hors Afrique du Sud et Nigéria	-0,8	-2,8	-1,0	1,8	0,8	-2,6	-6,9	-3,5	-3,5	-4,6	-4,9
Pays importateurs de pétrole	-5,0	-3,0	-4,0	-4,6	-5,9	-7,7	-5,3	-4,5	-4,9	-7,3	-7,0
Hors Afrique du Sud	-4,9	-3,0	-4,6	-3,8	-4,7	-8,1	-6,6	-6,2	-6,6	-9,0	-8,1
Zone franc	-1,3	-4,7	-1,6	1,1	-0,6	-0,9	-4,5	-4,2	-2,2	-4,3	-4,2
UEMOA	-5,5	-4,5	-5,7	-4,0	-6,3	-7,1	-3,6	-5,2	-4,0	-7,4	-5,9
CEMAC	2,5	-5,0	2,4	5,9	4,7	4,6	-5,4	-3,2	-0,5	-1,7	-2,7
CAE-5	-4,3	-0,7	-2,9	-5,0	-5,5	-7,2	-7,7	-8,1	-11,4	-11,1	-10,6
SADC	-2,5	-2,6	-2,0	-1,2	-2,4	-4,4	-6,0	-1,9	-2,5	-3,8	-4,3
Union douanière d'Afrique australe	-4,1	-2,4	-2,5	-3,8	-5,5	-6,1	-4,1	-2,8	-3,2	-5,0	-5,5
COMESA (pays membres d'AfSS)	-5,6	-3,1	-5,9	-5,4	-4,6	-9,1	-7,4	-6,5	-8,1	-8,3	-8,8
IADM	-6,6	-5,1	-6,8	-5,7	-6,4	-9,0	-7,4	-6,2	-7,6	-8,7	-8,4
Pays à régime de parité fixe classique	-0,8	-3,6	-1,2	1,7	-0,2	-0,9	-4,6	-4,2	-2,6	-4,3	-4,3
Pays sans régime de parité fixe classique	1,1	-1,0	0,1	4,5	1,7	0,0	-2,7	-0,5	-1,6	-2,7	-3,1
Afrique subsaharienne	0,7	-1,5	-0,2	4,0	1,3	-0,3	-3,2	-1,2	-1,7	-3,2	-3,3

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹ Dons compris.² Hors Soudan du Sud.³ Hors États fragiles.⁴ Données de l'exercice budgétaire.⁵ En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS20. Dons officiels (En pourcentage du PIB)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	0,4	0,1	0,2	0,5	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5	0,1	0,1
Hors Nigéria	0,4	0,4	0,6	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2
Angola	...	...	0,5	0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Cameroun	1,1	0,3	0,9	1,2	1,6	1,4	1,3	1,6	1,5	1,4	1,3
Congo, Rép. du	0,2	0,1	0,0	0,0	0,3	0,6	0,2	0,0	0,4	0,8	0,7
Gabon	-0,2	-0,7	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	0,1	0,4	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Nigéria	0,4	-0,1	-0,1	0,7	0,5	0,8	0,9	0,6	0,7	0,0	0,0
Tchad	1,6	3,2	1,8	0,9	1,0	1,0	1,0	0,5	0,4	0,4	0,4
Soudan du Sud	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pays à revenu intermédiaire²	0,1	0,1	-0,2	0,0	0,2	0,2	0,1	0,3	0,3	0,2	0,1
Hors Afrique du Sud	3,9	3,6	3,5	4,1	4,3	3,9	3,9	3,6	3,0	4,1	3,7
Afrique du Sud	-1,0	-0,8	-1,1	-1,1	-1,0	-1,1	-1,1	-0,7	-0,6	-1,1	-1,0
Botswana	7,2	5,2	6,6	7,7	8,9	7,7	5,5	6,8	6,9	9,5	9,6
Cap-Vert	5,3	5,7	4,7	4,4	5,1	6,7	5,4	6,4	3,7	0,9	1,9
Ghana	0,9	1,3	0,8	0,7	0,8	0,8	1,1	0,6	0,6	0,6	0,4
Lesotho	33,1	26,4	27,3	37,4	37,2	37,0	35,0	24,9	19,7	33,2	31,7
Maurice	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,9	1,1	0,6	0,8	0,9	0,7
Namibie	10,8	9,7	8,9	11,6	11,1	12,5	13,9	10,9	10,4	13,4	12,6
Sénégal	0,7	1,0	0,2	0,6	1,0	0,5	0,4	0,5	0,3	0,2	0,2
Seychelles	1,6	0,4	1,5	1,1	1,4	3,7	5,4	2,7	2,8	0,8	0,8
Swaziland	5,3	6,8	5,2	5,6	5,7	3,4	4,0	10,3	2,2	12,5	4,1
Zambie	1,9	0,8	1,8	1,9	2,6	2,2	2,4	1,5	0,8	0,6	0,7
Pays à faible revenu et États fragiles	4,0	4,0	3,9	4,3	4,2	3,9	4,1	4,2	3,7	3,0	2,7
Pays à faible revenu hors États fragiles	3,6	4,0	3,9	3,5	3,6	3,2	3,1	3,9	3,4	2,8	2,5
Bénin	2,8	3,2	2,1	3,1	2,8	3,0	3,9	3,0	1,8	2,3	2,1
Burkina Faso	3,4	3,2	3,3	3,0	4,3	3,4	4,4	3,9	4,2	3,3	2,9
Éthiopie ³	5,7	5,6	6,1	5,7	6,1	4,9	4,9	6,4	5,9	4,1	4,0
Gambie	1,2	3,1	1,2	1,0	0,1	0,4	1,3	0,0	0,0	2,2	0,5
Kenya	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Madagascar	1,5	3,3	1,4	1,3	0,6	0,8	0,1	0,0	0,7	0,3	0,3
Malawi	10,4	6,8	9,0	11,2	13,8	11,1	9,4	15,7	5,9	12,0	11,8
Mali	2,0	2,0	2,1	2,7	1,8	1,2	1,9	2,1	2,0	0,9	0,9
Mozambique	6,4	5,9	5,7	6,3	6,3	7,7	6,8	7,4	6,5	6,1	6,2
Niger	2,6	3,2	3,3	2,3	2,2	2,2	0,7	5,7	3,4	2,6	1,9
Ouganda	5,3	8,2	7,5	4,3	4,2	2,2	1,6	2,7	3,0	2,0	1,4
Rwanda	10,6	13,3	12,3	8,0	9,7	9,5	10,0	11,7	11,8	11,6	9,3
Sierra Leone	4,2	5,5	5,3	4,1	2,8	3,2	3,5	5,2	2,4	1,1	1,0
Tanzanie	3,5	3,8	3,7	3,3	3,4	3,3	3,1	3,0	2,9	2,1	1,9
États fragiles	5,1	3,9	3,8	6,3	5,7	5,9	6,9	4,9	4,4	3,7	3,3
Burundi	17,2	14,2	19,8	15,7	15,6	20,5	15,7	18,0	11,0	8,0	7,5
Comores	0,8	-0,3	-0,5	1,1	2,0	1,6	2,2	9,2	0,0	2,3	1,0
Congo, Rép. dém. du	6,4	5,0	3,9	8,7	7,4	7,2	11,1	6,7	5,1	4,4	4,3
Côte d'Ivoire	0,3	-0,1	-0,1	-0,2	0,8	1,1	2,2	0,8	1,4	0,4	0,4
Érythrée	6,9	15,1	9,3	4,1	3,1	2,8	2,6	5,2	3,2	1,2	0,5
Guinée	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,2	0,4	0,0	0,0	2,2	0,8	1,0
Guinée-Bissau	5,8	6,1	4,0	7,1	5,1	6,4	8,0	3,5	2,8	3,3	4,7
Libéria	119,5	119,3	113,1	152,7	115,3	97,4	79,7	75,7	63,2	47,5	38,9
République centrafricaine	3,9	5,2	2,0	5,3	3,5	3,4	3,6	3,7	2,2	3,1	3,7
São Tomé-et-Principe	23,4	20,9	25,7	24,2	15,5	30,5	17,5	22,9	20,3	24,3	15,1
Togo	1,3	0,8	1,2	1,4	1,7	1,4	1,5	2,0	3,2	3,8	3,8
Zimbabwe ⁴	5,1	1,5	1,5	6,5	6,0	10,2	10,6	3,0	2,6	3,5	3,0
Afrique subsaharienne¹	1,0	1,0	0,8	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,1	0,8	0,7
Médiane	2,7	3,2	2,1	2,8	2,7	2,5	2,5	3,0	2,3	2,1	1,4
Hors Afrique du Sud et Nigéria	3,0	3,3	2,9	3,1	3,0	2,6	2,9	2,8	2,4	2,3	2,1
Pays importateurs de pétrole	1,3	1,3	1,0	1,3	1,4	1,5	1,6	1,5	1,4	1,2	1,1
Hors Afrique du Sud	4,0	3,9	3,7	4,2	4,2	3,9	4,1	4,0	3,5	3,4	3,0
Zone franc	1,0	1,0	0,9	1,0	1,3	1,1	1,4	1,3	1,2	1,0	0,9
UEMOA	1,4	1,4	1,2	1,3	1,8	1,6	2,2	2,0	2,0	1,4	1,3
CEMAC	0,7	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
CAE-5	3,1	3,9	3,9	2,7	2,8	2,4	2,3	2,7	2,6	2,0	1,6
SADC	0,6	0,5	0,3	0,6	0,7	0,7	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5
Union douanière d'Afrique australe	-0,1	-0,1	-0,4	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	0,1	0,2	0,1	0,0
COMESA (pays membres d'AfSS)	3,7	3,8	3,7	3,9	3,9	3,5	3,9	4,0	3,1	2,8	2,4
IADM	3,8	3,9	3,8	4,0	4,0	3,5	3,7	3,9	3,2	2,9	2,6
Pays à régime de parité fixe classique	2,3	2,3	2,0	2,3	2,5	2,2	2,7	2,6	2,2	2,5	2,2
Pays sans régime de parité fixe classique	0,7	0,7	0,5	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,5	0,4
Afrique subsaharienne	1,0	1,0	0,8	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,1	0,8	0,7

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS21. Taux de change effectifs réels¹*(Moyenne annuelle; indice, 2000 = 100)*

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Pays exportateurs de pétrole²	130	112	124	133	134	147	145	149	152
Hors Nigéria	136	122	127	137	143	154	166	157	161
Angola	179	138	153	182	200	221	249	235	248
Cameroun	110	110	107	109	110	113	116	108	108
Congo, Rép. du	118	116	115	117	119	125	129	125	124
Gabon	106	105	106	102	107	111	111	107	106
Guinée équatoriale	154	144	147	150	157	170	176	178	188
Nigéria	127	108	123	131	129	143	134	145	147
Tchad	119	114	120	125	114	123	134	124	115
Soudan du Sud	...								
Pays à revenu intermédiaire³	101	106	107	104	99	91	96	108	106
Hors Afrique du Sud	107	103	107	109	107	107	104	109	108
Afrique du Sud	100	107	107	103	97	86	94	109	106
Botswana	99	109	104	99	90	90	101	110	109
Cap-Vert	100	100	97	98	101	105	106	102	105
Ghana	109	100	109	114	114	108	100	106	101
Lesotho ³	93	94	97	95	93	85	90	103	103
Maurice	89	92	87	85	85	96	92	95	100
Namibie	105	112	111	107	101	93	102	114	113
Sénégal	107	107	104	103	108	113	110	103	104
Seychelles	82	94	92	88	71	65	61	64	59
Swaziland	107	112	111	108	105	100	105	114	114
Zambie	149	106	130	171	157	181	155	164	160
Pays à faible revenu et États fragiles	96	91	93	94	97	105	105	98	98
Pays à faible revenu hors États fragiles	94	88	92	93	95	104	103	96	96
Bénin	119	118	118	118	119	124	123	115	114
Burkina Faso	112	111	111	110	109	118	120	110	112
Éthiopie ⁴	99	85	90	97	100	123	114	97	102
Gambie	56	51	54	54	59	62	57	55	51
Kenya	121	104	115	124	127	133	133	129	124
Madagascar	91	80	84	84	98	109	107	106	112
Malawi	71	72	73	71	69	71	78	73	71
Mali	110	107	109	108	109	116	117	111	111
Mozambique	84	84	84	83	82	91	85	72	86
Niger	111	109	112	108	108	119	122	114	114
Ouganda	90	85	89	89	91	94	93	99	94
Rwanda	77	69	75	79	79	83	90	87	84
Sierra Leone	72	69	69	72	73	78	79	76	77
Tanzanie	69	72	70	66	65	69	72	68	63
États fragiles	103	102	100	99	105	109	112	107	108
Burundi	70	64	71	74	69	71	78	80	80
Comores	120	120	117	118	122	122	122	115	115
Congo, Rép. dém. du	...								
Côte d'Ivoire	117	116	116	115	117	122	122	115	117
Érythrée	107	83	103	115	113	121	164	182	186
Guinée	73	82	65	57	81	79	82	76	73
Guinée-Bissau	112	109	110	109	112	121	119	115	118
Libéria	82	81	81	82	80	84	89	89	84
République centrafricaine	112	108	107	112	113	122	124	118	117
São Tomé-et-Principe	94	88	92	93	93	105	117	114	127
Togo	112	111	112	110	111	117	117	110	111
Zimbabwe ⁵	...								
Afrique subsaharienne²	107	103	107	109	108	109	111	116	116
<i>Médiane</i>	107	106	107	105	106	110	111	109	110
Hors Afrique du Sud et Nigéria	125	101	124	128	131	140	143	137	115
Pays importateurs de pétrole	99	100	102	100	98	96	99	104	103
Hors Afrique du Sud	99	94	97	98	99	106	105	101	101
Zone franc	115	113	113	113	114	120	122	116	116
UEMOA	113	112	112	111	112	119	119	112	113
CEMAC	116	114	114	115	116	122	126	120	120
CAE-5	91	86	90	91	92	97	98	97	92
SADC	102	104	105	104	101	96	103	112	111
Union douanière d'Afrique australe	100	107	107	103	97	87	94	109	106
COMESA (pays membres d'AfSS)	101	90	96	102	104	115	112	108	108
IADM	97	92	95	97	98	105	103	98	98
Pays à régime de parité fixe classique	113	112	112	112	113	118	121	116	116
Pays sans régime de parité fixe classique	106	101	106	108	107	108	109	116	115
Afrique subsaharienne	107	103	107	109	108	109	111	116	116

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Une augmentation indique une appréciation.²Hors Soudan du Sud.³Hors États fragiles.⁴Données de l'exercice budgétaire.⁵En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS22. Taux de change effectifs nominaux¹
(Moyenne annuelle; indice, 2000 = 100)

	2004–08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Pays exportateurs de pétrole²	58	58	57	59	58	60	54	51	49
Hors Nigéria	47	46	45	46	47	48	49	44	43
Angola	9	9	8	9	9	9	9	8	7
Cameroun	111	111	109	108	111	114	115	110	112
Congo, Rép. du	117	116	115	115	118	122	122	115	117
Gabon	109	108	108	108	110	112	111	107	108
Guinée équatoriale	123	120	119	119	125	132	130	124	127
Nigéria	68	68	67	69	66	69	58	57	53
Tchad	115	113	113	113	116	119	120	117	118
Soudan du Sud	...								
Pays à revenu intermédiaire³	80	89	88	83	76	65	64	70	68
Hors Afrique du Sud	69	75	73	71	66	62	55	56	53
Afrique du Sud	84	94	93	88	79	66	67	76	73
Botswana	78	97	88	76	67	62	65	68	65
Cap-Vert	109	109	107	107	108	110	110	107	108
Ghana	45	49	48	47	44	38	29	29	26
Lesotho ³	99	106	108	102	97	83	83	93	92
Maurice	74	83	76	71	68	73	69	71	73
Namibie	86	94	94	89	82	72	75	83	81
Sénégal	112	111	110	110	112	116	117	111	113
Seychelles	80	93	92	92	72	52	37	40	37
Swaziland	91	99	97	93	88	80	81	86	85
Zambie	66	57	61	75	65	71	55	55	52
Pays à faible revenu et États fragiles	79	83	80	78	77	76	72	66	60
Pays à faible revenu hors États fragiles	77	80	79	77	76	75	70	63	57
Bénin	116	117	114	113	117	120	118	112	113
Burkina Faso	120	118	116	116	121	128	135	130	136
Éthiopie ⁴	79	85	83	82	76	68	59	48	39
Gambie	41	37	39	39	42	45	40	38	35
Kenya	93	88	91	96	98	94	89	87	77
Madagascar	59	64	57	54	58	62	56	52	52
Malawi	40	47	43	38	36	37	38	35	33
Mali	113	112	111	111	114	117	118	114	115
Mozambique	54	59	57	51	49	52	48	37	42
Niger	115	115	113	113	116	120	121	116	117
Ouganda	82	84	84	81	82	81	73	67	57
Rwanda	61	61	62	63	60	59	60	59	58
Sierra Leone	56	63	57	56	52	51	48	40	35
Tanzanie	59	66	63	57	55	56	53	49	43
États fragiles	86	94	87	81	84	83	83	78	76
Burundi	56	57	58	61	55	49	51	51	49
Comores	115	114	112	113	117	121	121	116	119
Congo, Rép. dém. du	...								
Côte d'Ivoire	115	115	113	112	115	119	119	113	114
Érythrée	49	45	52	51	49	47	49	50	50
Guinée	40	67	42	28	33	29	29	24	20
Guinée-Bissau	117	116	116	115	118	120	120	116	116
Libéria	54	61	59	57	50	46	46	44	42
République centrafricaine	108	108	106	106	109	112	111	107	108
São Tomé-et-Príncipe	53	66	61	51	45	40	38	34	34
Togo	121	120	118	118	121	125	126	120	122
Zimbabwe ⁵	...								
Afrique subsaharienne²	72	77	75	74	70	66	63	63	59
<i>Médiane</i>	85	93	92	88	81	72	71	73	73
Hors Afrique du Sud et Nigéria	61	65	64	59	58	57	54	50	47
Pays importateurs de pétrole	80	87	85	81	76	69	67	68	64
Hors Afrique du Sud	76	80	78	76	74	72	67	63	58
Zone franc	114	114	112	112	115	119	120	114	116
UEMOA	115	115	113	113	116	120	121	116	118
CEMAC	113	112	111	111	114	118	118	113	114
CAE-5	76	77	77	76	75	75	70	66	59
SADC	66	73	71	68	62	56	56	58	56
Union douanière d'Afrique australe	84	94	93	87	79	66	67	76	73
COMESA (pays membres d'AfSS)	75	77	77	77	75	72	66	61	54
IADM	76	79	77	76	74	73	67	62	57
Pays à régime de parité fixe classique	110	110	109	108	111	113	113	110	111
Pays sans régime de parité fixe classique	66	71	69	68	64	59	55	55	52
Afrique subsaharienne	72	77	75	74	70	66	63	63	59

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Une augmentation indique une appréciation.

²Hors Soudan du Sud.

³Hors États fragiles.

⁴Données de l'exercice budgétaire.

⁵En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS23. Dette extérieure envers les créanciers publics
(En pourcentage du PIB)

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	15,5	38,8	20,2	6,7	6,5	5,1	6,1	4,9	5,0	5,2	5,2
Hors Nigéria	20,1	39,5	26,0	13,9	12,2	8,8	10,8	8,8	8,4	8,9	9,0
Angola	14,5	36,2	15,9	7,9	6,5	5,8	8,3	8,7	7,5	7,2	6,8
Cameroun	18,0	40,4	33,4	5,6	5,3	5,1	5,5	6,5	7,6	9,2	10,3
Congo, Rép. du	57,2	77,3	64,0	46,6	55,4	42,5	39,1	8,7	10,6	15,9	17,8
Gabon	31,0	48,9	38,6	32,3	26,5	8,9	11,0	10,6	8,8	8,0	8,1
Guinée équatoriale	2,5	6,1	3,0	1,6	1,1	0,6	5,0	4,9	6,7	8,2	8,8
Nigéria	12,3	38,4	16,4	2,1	2,4	2,2	2,3	2,2	2,4	2,5	2,5
Tchad	27,0	34,2	27,6	28,6	25,1	19,4	24,1	20,0	20,6	21,2	24,4
Soudan du Sud	...										
Pays à revenu intermédiaire²	5,6	9,0	7,1	3,7	4,0	4,2	5,2	5,0	5,0	5,9	6,1
Hors Afrique du Sud	19,4	36,1	27,5	10,3	12,1	11,3	16,7	16,1	15,4	18,1	18,8
Afrique du Sud	2,0	2,3	2,0	1,9	1,8	1,9	1,8	2,0	2,0	2,1	2,0
Botswana	3,2	4,6	3,8	3,1	2,6	2,1	12,0	13,1	10,2	9,7	8,9
Cap-Vert	49,8	58,6	50,8	52,3	47,2	40,3	47,3	50,0	52,2	62,3	68,9
Ghana	24,0	44,3	36,5	10,7	14,5	14,1	19,4	19,4	18,5	21,5	23,0
Lesotho	49,3	57,8	52,2	53,5	41,7	41,2	40,9	33,5	31,6	33,1	34,8
Maurice	7,7	13,1	7,3	6,8	6,0	5,5	7,4	8,3	8,6	9,6	11,2
Namibie	4,7	5,1	4,4	4,5	5,1	4,3	4,8	4,3	6,5	8,4	7,9
Sénégal	28,4	46,3	40,2	18,5	19,0	18,1	26,7	25,8	24,5	32,5	33,7
Seychelles	29,0	32,4	34,6	21,8	24,6	31,4	30,0	24,9	25,6	29,3	28,4
Swaziland	...										
Zambie	39,2	114,4	57,5	5,0	10,3	8,6	12,3	10,8	10,9	13,1	12,9
Pays à faible revenu et États fragiles	51,5	72,0	63,6	50,1	38,2	33,4	32,8	27,7	27,7	24,9	25,0
Pays à faible revenu hors États fragiles	35,3	57,8	49,2	31,4	19,4	18,6	20,7	22,8	23,6	23,1	23,5
Bénin	22,2	33,8	37,3	11,6	12,7	15,7	16,3	18,1	16,5	17,0	17,3
Burkina Faso	28,5	43,5	38,6	20,9	19,8	19,5	23,1	24,0	22,8	26,7	26,7
Éthiopie ³	36,2	71,6	48,1	39,6	11,2	10,5	12,8	18,1	20,9	18,2	19,0
Gambie	83,8	113,7	110,5	115,7	41,8	37,2	40,4	39,1	39,5	42,6	40,5
Kenya	26,1	35,5	28,9	24,4	21,4	20,4	22,3	23,3	24,6	28,2	21,8
Madagascar	44,6	78,4	66,5	28,8	26,0	23,4	29,4	28,7	25,9	25,7	25,3
Malawi	53,8	112,6	107,2	16,9	15,8	16,6	15,9	16,0	16,2	21,4	22,3
Mali	30,8	48,4	48,3	19,9	18,7	18,9	20,7	28,4	25,6	27,7	24,8
Mozambique	54,2	77,5	70,7	45,5	40,8	36,6	37,3	37,6	33,2	32,6	33,8
Niger	31,2	58,9	51,6	15,8	15,9	14,0	20,1	17,6	16,6	20,4	23,6
Ouganda	32,9	55,1	44,9	41,3	11,4	12,0	13,8	14,9	18,0	19,0	21,1
Rwanda	36,8	80,2	58,3	15,6	15,3	14,4	14,1	13,9	15,9	16,4	15,8
Sierra Leone	72,4	120,4	107,8	83,9	24,8	24,8	28,8	30,7	29,7	24,8	24,9
Tanzanie	36,3	52,8	49,1	35,5	22,0	22,2	25,5	27,7	30,0	28,8	30,1
États fragiles	91,2	101,7	96,8	95,9	86,8	74,8	67,8	41,0	38,3	29,8	29,5
Burundi	119,8	151,0	130,4	115,2	108,2	94,2	21,6	22,5	21,2	21,9	21,8
Comores	74,2	86,8	67,7	73,4	79,4	63,7	53,1	47,9	41,2	40,1	36,4
Congo, Rép. dém. du	144,7	175,6	162,7	138,6	129,4	117,2	123,4	34,8	30,1	31,6	33,5
Côte d'Ivoire	54,7	61,8	55,4	59,2	53,7	43,6	40,6	39,0	40,9	15,6	13,6
Érythrée	58,9	54,0	62,5	58,0	58,0	61,9	49,1	45,8	35,8	29,0	25,0
Guinée	91,3	89,7	110,1	109,8	78,0	68,6	69,6	64,0	61,8	62,2	63,8
Guinée-Bissau	164,6	195,4	179,2	176,8	149,0	122,7	127,8	19,0	17,9	21,0	20,9
Libéria	572,8	784,5	693,6	635,1	463,6	287,0	145,4	8,8	8,3	12,1	18,4
République centrafricaine	66,3	80,7	75,3	70,1	54,6	50,7	16,7	18,6	16,2	17,9	16,6
São Tomé-et-Principe	194,7	287,2	256,6	266,0	103,8	60,0	33,6	78,2	80,9	83,5	76,6
Togo	79,6	93,1	76,9	85,4	86,5	56,0	55,1	17,2	15,5	18,3	21,0
Zimbabwe ⁴	72,8	64,9	61,4	68,1	74,6	94,8	87,1	69,5	57,4	51,8	48,8
Afrique subsaharienne¹	18,3	31,0	23,0	14,2	12,1	11,0	12,2	9,8	9,7	9,8	10,1
Médiane	37,5	58,6	51,6	32,3	24,6	20,4	23,1	19,4	20,6	21,2	21,8
Hors Afrique du Sud et Nigéria	35,1	55,6	45,0	30,3	24,3	20,4	22,8	19,2	18,5	18,2	18,6
Pays importateurs de pétrole	20,0	28,1	24,1	18,0	15,1	14,8	15,4	12,4	12,3	12,6	13,1
Hors Afrique du Sud	41,4	60,8	52,3	37,3	30,0	26,6	28,3	24,1	23,7	22,8	23,2
Zone franc	33,4	49,3	41,9	28,5	26,5	20,7	22,7	18,6	18,2	16,5	16,9
UEMOA	41,3	55,5	50,3	37,1	34,5	29,3	31,1	28,4	27,7	22,4	22,0
CEMAC	25,6	42,4	33,5	20,3	18,9	13,1	13,8	9,2	9,7	11,4	12,3
CAE-5	33,3	50,0	42,5	32,6	21,0	20,3	20,8	22,1	24,0	23,2	23,5
SADC	11,8	17,5	14,0	9,7	8,9	9,1	10,3	7,6	7,3	7,9	8,0
Union douanière d'Afrique australe	2,4	2,8	2,4	2,3	2,1	2,1	2,5	2,6	2,6	2,8	2,7
COMESA (pays membres d'AfSS)	45,0	70,9	56,7	39,9	30,1	27,4	28,5	22,4	22,6	22,0	22,2
IADM	44,0	71,1	59,7	36,1	28,3	24,8	25,8	20,0	20,0	21,7	22,6
Pays à régime de parité fixe classique	32,3	46,8	40,0	28,1	26,0	20,7	22,6	18,7	18,3	17,1	17,4
Pays sans régime de parité fixe classique	14,9	27,2	19,0	11,1	8,9	8,5	9,6	7,7	7,7	8,2	8,5
Afrique subsaharienne	18,3	31,0	23,0	14,2	12,1	11,0	12,2	9,8	9,7	9,8	10,1

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS24. Termes de l'échange, marchandises
(Indice, 2000 = 100)

	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	131	104	125	133	137	154	123	138	156	157	157
Hors Nigéria	128	96	121	130	137	155	119	137	161	161	162
Angola	143	98	130	146	158	182	130	155	193	194	194
Cameroun	110	88	106	119	118	119	101	117	120	112	115
Congo, Rép. du	110	106	117	108	116	105	101	120	120	115	116
Gabon	130	95	117	132	141	166	121	140	162	161	152
Guinée équatoriale	138	115	144	129	126	175	139	127	142	165	166
Nigéria	133	110	127	135	137	153	128	140	153	155	155
Tchad	148	100	135	145	157	204	160	201	261	267	262
Soudan du Sud	...										
Pays à revenu intermédiaire²	113	107	108	115	117	119	124	131	130	125	122
Hors Afrique du Sud	102	100	99	105	104	104	99	100	92	87	85
Afrique du Sud	116	108	111	118	121	124	132	141	143	138	135
Botswana	99	100	100	100	99	99	91	94	91	87	88
Cap-Vert	123	115	131	137	83	148	124	132	140	137	141
Ghana	80	93	85	78	75	68	67	60	42	39	36
Lesotho	65	74	64	64	62	60	54	51	51	50	53
Maurice	106	106	104	102	112	104	104	100	96	94	93
Namibie	105	96	104	109	111	105	98	97	97	93	91
Sénégal	107	100	98	106	97	133	125	122	127	127	129
Seychelles	82	94	85	79	78	72	80	74	69	70	71
Swaziland	83	100	89	76	74	75	91	81	79	66	64
Zambie	182	127	140	215	228	200	167	226	236	219	210
Pays à faible revenu et États fragiles	96	94	89	94	101	102	100	107	121	118	112
Pays à faible revenu hors États fragiles	83	80	78	81	87	89	87	94	102	100	93
Bénin	156	116	98	160	215	193	293	375	394	353	318
Burkina Faso	63	70	59	56	62	70	56	39	40	44	42
Éthiopie ³	46	45	43	44	46	51	37	51	74	69	54
Gambie	103	141	97	112	90	75	76	67	59	59	67
Kenya	84	87	84	87	84	78	96	102	101	91	82
Madagascar	142	102	105	108	191	205	153	144	148	147	147
Malawi	36	47	37	33	31	31	37	41	42	35	44
Mali	115	118	142	127	98	91	87	63	57	62	68
Mozambique	111	101	106	118	118	111	110	129	152	171	183
Niger	121	102	106	107	131	161	158	146	160	181	173
Ouganda	86	75	76	83	95	100	102	105	105	108	110
Rwanda	101	87	94	99	120	105	109	118	126	117	114
Sierra Leone	104	104	109	103	102	101	98	105	105	113	104
Tanzanie	55	57	51	51	55	60	65	69	69	71	73
États fragiles	131	137	118	128	138	134	136	142	177	166	166
Burundi	116	111	139	113	105	112	111	169	154	128	127
Comores	106	195	102	96	79	59	91	96	130	126	134
Congo, Rép. dém. du	643	530	435	675	843	732	592	709	610	533	531
Côte d'Ivoire	92	94	85	90	92	100	111	110	109	97	97
Érythrée	58	62	87	66	46	29	23	24	202	309	312
Guinée	46	79	45	34	39	31	32	29	21	20	20
Guinée-Bissau	83	105	95	68	79	67	67	80	104	79	81
Libéria	...										
République centrafricaine	61	68	67	63	58	47	62	59	57	60	63
São Tomé-et-Principe	63	63	70	67	58	55	67	68	62	66	61
Togo	69	83	75	58	60	70	69	65	66	68	68
Zimbabwe ⁴	...										
Afrique subsaharienne¹	115	103	109	116	120	127	121	131	140	137	134
Médiane	100	100	99	102	98	101	99	103	107	110	107
Hors Afrique du Sud et Nigéria	107	97	100	107	112	118	108	117	128	125	122
Pays importateurs de pétrole	108	103	102	108	112	113	116	123	127	122	118
Hors Afrique du Sud	98	96	92	97	102	102	100	105	111	107	102
Zone franc	109	96	104	108	111	124	117	120	126	126	126
UEMOA	100	97	92	97	100	112	116	109	110	109	108
CEMAC	115	93	113	116	119	133	112	123	134	136	135
CAE-5	75	74	72	74	78	77	86	91	91	88	85
SADC	121	109	113	122	129	133	131	143	150	146	144
Union douanière d'Afrique australe	114	107	110	116	119	121	128	136	137	132	129
COMESA (pays membres d'AFSS)	117	108	106	118	129	125	117	134	159	150	138
IADM	105	97	97	105	111	113	105	115	117	113	109
Pays à régime de parité fixe classique	106	96	103	106	108	119	113	115	132	132	132
Pays sans régime de parité fixe classique	117	105	111	118	123	128	122	134	141	138	135
Afrique subsaharienne	115	103	109	116	120	127	121	131	140	137	134

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.

²Hors États fragiles.

³Données de l'exercice budgétaire.

⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Tableau AS25. Réserves (Mois d'importations de biens et de services)											
	2004-08	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pays exportateurs de pétrole¹	7,3	4,6	6,8	8,3	7,1	9,7	6,6	4,8	5,2	5,9	6,6
Hors Nigéria	3,7	1,7	2,9	4,4	3,8	5,8	5,1	4,7	6,0	6,6	7,6
Angola	3,1	1,1	2,4	3,9	3,1	5,1	4,6	5,2	7,1	7,8	9,2
Cameroun	3,7	2,3	2,3	3,4	4,4	5,9	6,8	4,9	4,3	3,2	2,0
Congo, Rép. du	4,4	0,5	2,3	4,9	4,7	9,6	6,9	6,4	8,0	11,0	13,3
Gabon	3,5	2,2	2,8	3,8	3,6	5,5	5,0	3,6	4,3	4,7	5,3
Guinée équatoriale	6,9	3,2	7,9	9,7	6,6	7,2	5,1	3,0	3,6	4,1	4,1
Nigéria	9,8	6,5	9,4	10,8	9,5	12,7	7,9	4,8	4,5	5,5	6,0
Tchad	2,2	1,1	0,8	2,2	2,9	4,1	1,6	1,5	2,6	3,3	4,7
Soudan du Sud	...										
Pays à revenu intermédiaire²	3,7	3,0	3,3	3,4	3,8	4,9	4,6	4,0	4,3	4,3	4,3
Hors Afrique du Sud	5,6	5,8	5,7	5,4	5,5	5,7	5,7	4,6	4,8	5,0	5,1
Afrique du Sud	3,1	2,3	2,6	2,8	3,3	4,6	4,2	3,8	4,2	4,1	4,0
Botswana	21,5	19,0	21,9	21,9	22,7	22,1	17,4	12,6	13,5	15,1	16,2
Cap-Vert	3,1	2,6	2,6	2,9	3,6	4,0	4,3	3,4	3,3	3,0	3,1
Ghana	2,4	2,9	2,5	2,5	1,9	1,9	2,9	2,9	3,2	2,9	3,1
Lesotho	4,7	3,6	3,6	4,2	5,8	6,5	5,3	3,9	3,4	3,7	4,2
Maurice	3,7	4,7	3,4	2,9	3,4	4,1	4,3	4,0	4,1	3,9	4,1
Namibie	2,0	1,5	1,3	1,5	2,4	3,2	4,4	3,2	3,1	2,9	2,7
Sénégal	3,5	4,4	3,5	3,0	2,8	3,6	4,9	4,1	3,9	3,9	3,7
Seychelles	0,7	0,5	0,7	1,2	0,4	0,7	2,0	2,2	2,4	2,7	2,8
Swaziland	2,5	1,7	1,3	1,8	4,2	3,8	4,4	3,0	2,9	3,2	2,6
Zambie	2,2	1,5	2,1	1,9	2,4	3,2	4,0	3,3	3,3	3,5	3,7
Pays à faible revenu et États fragiles	3,3	3,9	3,2	3,1	3,3	3,3	3,8	3,5	3,4	3,2	3,2
Pays à faible revenu hors États fragiles	3,9	4,7	3,8	3,7	3,8	3,6	4,1	3,7	3,5	3,3	3,2
Bénin	7,0	7,5	6,9	6,1	7,0	7,7	7,2	7,1	5,1	4,2	3,7
Burkina Faso	4,9	5,7	3,6	4,0	5,6	5,7	6,0	3,9	3,0	2,8	2,4
Éthiopie ³	2,2	4,1	2,3	1,7	1,9	1,1	2,2	2,5	2,8	1,7	1,5
Gambie	3,9	3,2	3,8	4,3	4,5	3,7	6,6	5,7	5,8	5,9	5,8
Kenya	2,9	2,7	2,6	2,9	3,2	3,0	3,4	3,2	3,0	3,5	3,7
Madagascar	2,5	2,9	2,5	2,0	2,1	3,0	4,2	3,8	4,0	3,7	3,0
Malawi	1,3	1,2	1,4	1,1	1,2	1,5	0,7	1,7	1,1	1,1	2,1
Mali	4,6	5,6	4,8	4,6	3,5	4,6	5,1	4,2	5,0	3,9	2,6
Mozambique	4,0	4,7	3,7	3,8	3,8	4,2	5,4	4,6	5,0	5,3	5,4
Niger	3,2	2,9	2,8	3,5	3,6	3,3	2,9	2,8	2,2	2,8	2,9
Ouganda	6,2	7,1	6,0	6,5	6,1	5,0	5,8	4,7	4,2	4,3	4,3
Rwanda	5,4	5,9	6,2	5,6	4,7	4,7	5,4	4,5	5,2	5,0	4,4
Sierra Leone	4,3	3,3	4,5	4,6	4,4	4,6	4,6	2,4	2,8	2,9	2,8
Tanzanie	4,8	6,5	4,7	4,1	4,5	4,2	4,5	4,1	3,3	3,3	3,4
États fragiles	1,9	2,1	1,6	1,8	2,0	2,2	3,0	3,0	3,1	3,0	3,0
Burundi	3,6	2,2	2,1	3,5	3,6	6,4	4,6	4,4	4,0	3,8	4,1
Comores	6,4	9,0	6,6	5,8	5,5	5,3	6,6	5,5	6,1	5,8	5,7
Congo, Rép. dém. du	0,4	0,9	0,4	0,3	0,2	0,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,5
Côte d'Ivoire	2,8	2,8	2,2	2,6	3,1	3,1	3,9	4,6	4,7	4,9	5,0
Érythrée	1,0	0,7	0,7	0,8	1,1	1,6	2,2	2,3	2,6	3,8	4,4
Guinée	0,9	1,3	0,9	0,8	0,7	1,0	2,7	1,5	3,0	1,8	1,8
Guinée-Bissau	5,3	5,6	5,5	4,6	5,3	5,6	7,6	5,5	11,7	8,8	7,9
Libéria	0,5	0,2	0,2	0,5	0,7	1,2	2,5	2,5	2,4	2,0	2,2
République centrafricaine	4,2	6,3	5,2	3,8	2,1	3,4	5,2	4,3	3,6	3,8	3,9
São Tomé-et-Principe	4,7	3,9	3,6	4,9	4,2	7,2	6,2	4,1	3,9	4,6	4,4
Togo	3,2	3,5	1,9	3,1	3,2	4,2	4,6	4,1	4,4	4,5	4,4
Zimbabwe ⁴	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,2	0,8	0,4	0,4	0,3	0,3
Afrique subsaharienne¹	4,8	3,6	4,3	5,0	4,9	6,4	5,1	4,2	4,4	4,7	4,9
Médiane	3,3	2,9	2,6	3,4	3,5	4,2	4,6	3,9	3,8	3,8	3,8
Hors Afrique du Sud et Nigéria	4,0	3,8	3,7	4,0	4,0	4,6	4,6	4,1	4,6	4,7	5,0
Pays importateurs de pétrole	3,5	3,3	3,2	3,3	3,7	4,3	4,3	3,8	4,0	3,9	3,9
Hors Afrique du Sud	4,1	4,5	4,0	3,9	4,0	4,0	4,4	3,9	3,9	3,8	3,7
Zone franc	4,1	3,3	3,3	4,1	4,2	5,4	5,2	4,3	4,4	4,5	4,5
UEMOA	3,9	4,3	3,4	3,5	3,8	4,2	4,8	4,5	4,3	4,1	3,8
CEMAC	4,2	2,2	3,3	4,7	4,5	6,4	5,6	4,1	4,6	4,9	5,2
CAE-5	4,3	5,0	4,2	4,2	4,3	4,0	4,4	3,9	3,5	3,7	3,8
SADC	3,6	2,9	3,1	3,4	3,7	4,9	4,5	4,1	4,7	4,8	5,1
Union douanière d'Afrique australe	3,9	3,0	3,3	3,5	4,1	5,3	4,7	4,1	4,5	4,5	4,5
COMESA (pays membres d'AFSS)	2,7	3,1	2,6	2,6	2,8	2,7	3,3	3,0	3,0	2,9	2,9
IADM	3,5	3,9	3,3	3,3	3,4	3,8	4,4	3,8	3,8	3,5	3,4
Pays à régime de parité fixe classique	3,9	3,1	3,1	3,9	4,1	5,2	5,1	4,1	4,3	4,4	4,4
Pays sans régime de parité fixe classique	5,0	3,7	4,5	5,2	5,0	6,6	5,1	4,2	4,5	4,7	5,0
Afrique subsaharienne	4,8	3,6	4,3	5,0	4,9	6,4	5,1	4,2	4,4	4,7	4,9

Sources : FMI, bases de données du Département Afrique (19 septembre 2012) et des Perspectives de l'économie mondiale (19 septembre 2012).

¹Hors Soudan du Sud.²Hors États fragiles.³Données de l'exercice budgétaire.⁴En dollars constants de 2009. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler au début de 2009. Les données sont basées sur les estimations par les services du FMI de l'évolution des prix et des taux de change en dollars. Les estimations des services du FMI peuvent différer de celles des autorités.

Bibliographie

- Akinkugbe, Rolake, 2012, "Sub-Saharan Oil and Gas 2012: A Business Africa Guide," *African Arguments*, a blog by the Royal African Society, disponible à l'adresse : <http://africanarguments.org/2012/02/02/sub-saharan-oil-and-gas-2012-a-business-africa-guide-by-rolake-akinola-ecobank-capital/>
- Amo-Yartey, Charles, and Charles Komla Adjasi, 2007, "Stock Market Development in Sub-Saharan Africa: Critical Issues and Challenges," IMF Working Paper 07/209 (Washington: International Monetary Fund).
- Asonuma, Tamon, Estelle Xue Liu, Brian Jee-Yeon Moon, and Zaijin Zhan, forthcoming, "Synchronization of Inflation and Implications for the SACU region," (Washington: International Monetary Fund).
- Badiane, Ousmane, 2011, "Agriculture and Structural Transformation in Africa," paper presented at the Stanford Symposium on Global Food Policy and Food Security in the 21st century (Stanford: Stanford University).
- Balami, Dahiru H., Ishmael Ogboru, and Djibir M. Talba, 2011, "The Cereal Economy in Nigeria and the Sub-Regional Dimension," *Social Study Science Group*, Vol. 1, No. 29.
- Banque mondiale, 2004, "*Benin Country Economic Memorandum*," (Washington: World Bank).
- _____, 2010, "*World Bank Report No. 51815-BF (Country Economic Memorandum): Burkina Faso—Promoting Growth, Competitiveness and Diversification*," (Washington: World Bank).
- _____, 2012a; "Togo: Technical Notes on Poverty and Gender." World Bank Document, PREM 4, Africa Region (Washington: World Bank).
- _____, 2012b, *Walking on a Tightrope*, Kenya Economic Update, Edition No. 6. (Washington: World Bank).
- Barro, Robert and Jong-Wha Lee, 2010, "Educational Attainment in the World, 1950–2010," updated on April 2012. Disponible à l'adresse : <http://www.barrolee.com/>
- Canales-Kriljenko, Jorge Iván, 2011, "*South Africa: Macro Policy Mix and Its Effects on Growth and The Real Exchange Rate—Empirical Evidence and GIMF Simulations*," African Departmental Paper No. 11/04 (Washington: International Monetary Fund).
- CITAC, 2011, "*Oil Refining in Sub-Saharan Africa*," (London: CITAC Africa LLP).
- Clarke, George, R.G., 2012, "Manufacturing Firms in Africa: Some Stylized Facts about Wages and Productivity," MPRA Paper no. 36122 (Texas: Texas A&M International University).
- Cuevas, Alfredo, and Lars Engstrom, à paraître, "Southern African Customs Union Revenue Volatility: Roots and Options for Mitigation," *The Economics of Regional Integration: Current and Future Challenges for Southern Africa*, ed. by Joannes Mongardini (Washington: International Monetary Fund).
- Dihel, Nora, Ana Margarida Fernandes, Richard Gicho, John Kashangaki, and Nicholas Strychacz, 2011, "Becoming a Global Exporter of Business services: The Case of Kenya," in *Exporting Services: A Developing Economy Perspective*, Arti Grover Goswami, Aaditya Mattoo, and Sebastian Saez (Washington: World Bank).
- Dominguez-Torres, Carolina, and Vivien Foster, 2011, "Niger's Infrastructure: A Continental Perspective," World Bank Policy Research Working Paper 6598 (Washington: World Bank).
- Errico, Luca, and Alexander Massara, 2011, "Assessing Systemic Trade Interconnectedness: An Empirical Approach," Working Paper 11/214 (Washington: International Monetary Fund).
- Fonds monétaire international, 2012a, *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne* (Washington, avril).
- _____, 2012b, "*Benin Staff Report for the Third Review of the ECF*" (Washington: International Monetary Fund).
- _____, 2012c, *Perspectives de l'économie mondiale*, (Washington, avril).
- _____, 2012d, *Regional Economic Outlook: Western Hemisphere* (Washington, April).
- _____, 2012e, "*Enhancing Surveillance-Interconnectedness and Clusters*" (Washington, June).
- _____, 2012f, "*2012 Spillover Report*" (Washington, August).
- Frankel, Jeffrey, 2010, "Mauritius: African Success Story" NBER Working Paper 16569 (Cambridge: Mass.: NBER).

- Fuglie, Keith O., and Nicholas Rada, 2011 "Policies and Productivity Growth in African Agriculture," Conference Working Paper No.19, Agricultural Science and Technology Indicators (ASTI)-International Food Policy Research Institute (IFPRI)-Forum for Agricultural Research in Africa (FARA) Conference (Accra, Ghana).
- Geourjon, Anne-Marie, Gerard Chambas et Bertrand Laporte, 2008, «Commerce du mil en Afrique de l'Ouest : les frontières abolies?» (France : CERDI).
- Ghani, Ejaz, Arti Grover, and Homi Kharas, 2011, "Service With a Smile: A New Growth Engine for Poor Countries," VOX (VOXEU.org is a policy portal set up by the Centre for Economic Policy Research (www.CEPR.org) Disponible à l'adresse : <http://www.voxeu.org/index.php?q=node/6459>.
- Golub, Stephen S., 2008, "Benin's Re-export Trade," in *Benin Country Economic Memorandum*, Chapter 3 (Washington: World Bank).
- Golub, Stephen S., 2012, "Government Policies, Smuggling, and the Informal Sector," in *The Informal Sector in Francophone Africa*, edited by Benjamin, Nancy, and Mbaye, Ahmadou Aly, Chapter 9, p. 195–233 (Washington: World Bank).
- _____, 2012, "Entrepôt Trade and Smuggling in West Africa: Benin, Togo and Nigeria," *The World Economy*, Vol. 35, No. 9 (Swarthmore College: Pennsylvania).
- Gordon, James P. F. and Poonam Gupta, 2004, "Understanding India's Services Revolution," IMF Working Paper 04/171 (Washington: International Monetary Fund).
- Johnson, Robert C. and Guillermo Noguera, 2012, "Fragmentation and Trade in Value Added over Four Decades," NBER Working Paper No. 18186 (Cambridge: Mass: National Bureau of Economic Research).
- Kadhikwa, Gerson and Vitalis Ndalikokule, 2007, "Assessing the Potential of the Manufacturing Sector in Namibia," BoN Occasional Paper OP–1/2007 (Windhoek: Bank of Namibia).
- Kochhar, Kalpana, Utsav Kumar, Raghuram Rajan, Arvind Subramanian, and Ioannis Tokatlidis, 2006, "India's Pattern of Development: What Happened, What Follows?" *Journal of Monetary Economics*, Vol. 53, Issue 5 (July) p. 981–1019.
- Lukonga, Inutu and Kay Chung, 2010, "*The Cross-Border Expansion of Africa LCFIS, Implications for Regional Financial Stability and Regulatory Reform*," (Tunisia: African Development Bank).
- McKinsey Global Institute, 2012, "Africa at Work: Job Creation and Inclusive Growth," Disponible à l'adresse : www.mckinsey.com/mgi.
- McMillan, Margaret, S., and Dani Rodrik, 2011, "Globalization, Structural Change, and Productivity Growth," NBER Working Paper No. 17143 (Cambridge: National Bureau of Economic Research).
- Morillon, Virginie et Servais Afouda, 2005, «Le Trafic Illicite des Produits Pétroliers entre le Bénin et le Nigeria», *Économie Régionale Laboratoire d'Analyse Régionale et d'Expertise Sociale* (LARES), (Washington : Banque mondiale).
- Nations Unies, 2005, "*Case Study on Outward Foreign Direct Investment by South African Enterprises*" (New York: United Nations).
- Ndulu, Benno J., Stephen A. O'Connell, Robert H. Bates, Paul Collier and Chukwuma C. Soludo, eds., 2007, *The Political Economy of Economic Growth in Africa, 1960-2000, Volume 1* (Cambridge: Cambridge University Press).
- _____, Stephen A. O'Connell, Jean-Paul Azam, Augustin K. Fosu, Jan W. Gunning, and Dominique Njinkeu, eds., 2007, *The Political Economy of Economic Growth in Africa, 1960-2000, Volume 2: Country Case Studies* (Cambridge: Cambridge University Press).
- Nnaji, Ozoemena, à paraître, "Cross Border Expansion of Nigerian Banks: Any Benefits to Financial Intermediation in The Host Countries?" (Non publié).
- Nord, Roger, Yuri Sobolev, David Dunn, Alejandro Hajdenberg, Niko Hobdari, Samar Maziad, and Stephane Roudet, 2009, "*Tanzania—the Story of an African Transition*," (Washington: International Monetary Fund).
- Programme de développement des Nations Unies, 2012, *Rapport sur le développement humain en Afrique 2012 : «Vers une sécurité alimentaire durable»* (New York : Publications des Nations Unies).
- Radelet, Stephen, 2010, "*Emerging Africa: How 17 Countries are Leading the Way*" (Washington: Center for Global Development).

- Ratha, Dilip and William Shaw, 2007, “*South-South Migration and Remittances*,” Development Prospects Group (Washington: World Bank).
- _____, and William Shaw, 2011, “*Migration and Remittances Factbook*” (Washington: World Bank).
- Restuccia, Diego, Dennis TaoYang, and Xiaodong Zhu, 2008, “Agriculture and Aggregate Productivity: A Quantitative Cross-Country Analysis,” *Journal of Monetary Economics*, Vol. 55, p. 234–50.
- Saadi Sedik, Tahsin and Oral Williams, 2011, “Global and Regional Spillovers to GCC Equity Markets,” IMF Working Paper 11/138 (Washington: International Monetary Fund).
- Subramanian, Arvind, 2009, “The Mauritian Success Story and its Lessons,” Research Paper 2009/36, United Nations University—World Institute for Development Economics Research, (Helsinki: United Nations University).
- Zaaruka, Benethelin B., and Heinrich Namakalu, H., 2002, “Potential for Diversifying Namibia’s Non-Mineral to Non-Traditional Markets,” BoN Occasional Paper 8/4/1/op-1/2002 (Windhoek: Bank of Namibia).
- Zafar, Ali, 2011, “Mauritius: An Economic Success Story” in *Yes Africa Can: Success Stories from a Dynamic Continent*, ed. by Punam Chuhan-Pole and Manka Angwafo (eds.) (Washington: World Bank).

Publications du Département Afrique du FMI, 2009–12

LIVRES ET MONOGRAPHIES

2012

Oil Wealth in Central Africa: Policies for Inclusive Growth
Coorey, Sharmini et Bernardin Akitoby

2009

The Impact of the Global Financial Crisis on Sub-Saharan Africa
Département Afrique

2009

Tanzania: The Story of an African Transition
Nord, Roger, Yuri Sobolev, David Dunn, Alejandro Hajdenberg, Niko Hobdari, Samar Maziad et Stéphane Roudet

DOCUMENTS DU DÉPARTEMENT AFRIQUE

11/07

Macroeconomic Vulnerabilities Stemming from the Global Economic Crisis: The Case of Switzerland
Basdevant, Olivier, Chikako Baba et Borislava Mircheva

11/06

What Do Fast Job Creators Look Like? Some Stylized Facts and Perspectives on South Africa
Zhan, Zaijin

11/04

South Africa: Macro Policy Mix and Its Effects on Growth and the Real Exchange Rate—Empirical Evidence and GIMF Simulations
Canales-Kriljenko, Jorge Iván

11/02

Measuring the Potential Output of South Africa
Klein, Nir

11/01

In the Wake of the Global Economic Crisis: Adjusting to Lower Revenue of the Southern African Customs Union in Botswana, Lesotho, Namibia, and Swaziland
Mongardini, Joannes, Dalmacio Benicio, Thomson Fontaine, Gonzalo C. Pastor et Geneviève Verdier

10/03

Zimbabwe: Challenges and Policy Options after Hyperinflation
Kramarenko, Vitaliy, Lars H. Engstrom, Geneviève Verdier, Gilda Fernandez, Stefan E. Oppers, Richard Hughes, James McHugh et Warren L. Coats

10/02

Expenditure Composition and Economic Developments in Benin
Pani, Marco et Mohamed El Harrak

10/01

Wage Policy and Fiscal Sustainability in Benin
Lundgren, Charlotte J.

09/04

The Global Financial Crisis and Adjustments to Shocks in Kenya, Tanzania, and Uganda: A Balance Sheet Analysis Perspective
Masha, Iyabo

09/03

Impact of the Global Financial Crisis on Exchange Rates and Policies in Sub-Saharan Africa
Ben Ltaifa, Nabil, Stella Kaendera et Shiv Dixit

09/02

Spillover Effects and the East African Community: Explaining the Slowdown and the Recovery
Drummond, Paulo et Gustavo Ramirez

09/01

Foreign Exchange Reserve Adequacy in East African Community Countries
Drummond, Paulo, Aristide Mrema, Stéphane Roudet et Mika Saito

NOTES DE POSITION DES SERVICES DU FMI

09/20

The International Financial Crisis and Global Recession: Impact on the CEMAC Region and Policy Considerations
Wakeman-Linn, John, Rafael A. Portillo,
Plamen Iossifov et Dimitre Milkov

09/16

The Global Financial Crisis: Impact on WAEMU Member Countries and Policy Options
Mueller, Johannes, Irene Yackovlev et Hans Weisfeld

09/14

The Southern African Development Community's Macroeconomic Convergence Program: Initial Performance
Burgess, Robert

09/10

Fiscal Policy in Sub-Saharan Africa in Response to the Impact of the Global Crisis
Berg, Andrew, Norbert Funke, Alejandro Hajdenberg,
Victor Duarte Lledo, Rolando Ossowski,
Martin Schindler, Antonio Spilimbergo,
Shamsuddin Tareq et Irene Yackovlev

DOCUMENTS DE TRAVAIL

12/208

Exchange Rate and Foreign Interest Rate Linkages for Sub-Saharan Africa Floaters
Thomas, Alun

12/196

A Financial Conditions Index for South Africa
Gumata, Nombulelo, Nir Klein et Eliphas Ndou

12/177

Estimating the Implicit Inflation Target of the South African Reserve Bank
Klein, Nir

12/160

Monetization in Low- and Middle-Income Countries
McLoughlin, Cameron et Noriaki Kinoshita

12/148

The Relationship between the Foreign Exchange Regime and Macroeconomic Performance in Eastern Africa
Stotsky, Janet Gale, Manuk Ghazanchyan,
Olumuyiwa Adedeji et Nils O. Maehle

12/141

Exchange Rate Pass-Through in Sub-Saharan African Economies and its Determinants
Razafimahefa, Ivohasina Fizara

12/136

Welfare Effects of Monetary Integration: The Common Monetary Area and Beyond
Asonuma, Tamon, Xavier Debrun et Paul R. Masson

12/127

As You Sow So Shall You Reap: Public Investment Surges, Growth, and Debt Sustainability in Togo
Andrle, Michal, Antonio David, Raphael A. Espinoza,
Marshall Mills et Luis-Felipe Zanna

12/119

Tracking Short-Term Dynamics of Economic Activity in Low-Income Countries in the Absence of High-Frequency GDP Data
Opoku-Afari, Maxwell et Shiv Dixit

12/108

Mobilizing Revenue in Sub-Saharan Africa: Empirical Norms and Key Determinants
Drummond, Paulo, Wendell Daal, Nandini Srivastava
et Luiz E. Oliveira

12/94

Monetary Policy in Low-Income Countries in the Face of the Global Crisis: The Case of Zambia
Baldini, Alfredo, Jaromir Benes, Andrew Berg, Mai Dao
et Rafael Portillo

12/93

Fiscal Policies and Rules in the Face of Revenue Volatility Within Southern Africa Customs Union Countries (SACU)
Basdevant, Olivier

12/92

Real Wage, Labor Productivity, and Employment Trends in South Africa: A Closer Look
Klein, Nir

12/73*Exchange Rate Volatility Under Peg: Do Trade Patterns Matter?*

Lonkeng Ngouana, Constant

12/32*Assessing Bank Competition within the East African Community*

Sanya, Sarah et Matthew Gaertner

12/20*Prudential Liquidity Regulation in Developing Countries: A Case Study of Rwanda*

Sanya, Sarah, Wayne Mitchell et Angélique Kantengwa

12/18*Capital Market Integration: Progress Ahead of the East African Community Monetary Union*

Yabara, Masafumi

12/7*International Reserves in Low-Income Countries: Have They Served as Buffers?*

Cripolti, Valerio et George Tsibouris

11/294*Inflation Differentials in the GCC: Does the Oil Cycle Matter?*

Mohaddes, Kamari et Oral Williams

11/281*Effectiveness of Capital Controls in Selected Emerging Markets in the 2000s*

Baba, Chikako et Annamaria Kokenyne

11/280*How Costly Are Debt Crises?*

Furceri, Davide et Aleksandra Zdzienicka

11/275*Monetary Policy Transmission in Ghana: Does the Interest Rate Channel Work?*

Kovanen, Arto

11/274*Does Money Matter for Inflation in Ghana?*

Kovanen, Arto

11/273*On the Stability of Money Demand in Ghana: A Bounds Testing Approach*

Dagher, Jihad et Arto Kovanen

11/268*Oil-Price Boom and Real Exchange Rate Appreciation: Is There Dutch Disease in the CEMAC?*

Treviño, Juan Pedro

11/266*The Design of Fiscal Adjustment Strategies in Botswana, Lesotho, Namibia, and Swaziland*

Basdevant, Olivier, Dalmacio Benicio, Borislava Mircheva, Joannes Mongardini, Geneviève Verdier, Susan Yang et Luis-Felipe Zanna

11/246*Do Remittances Reduce Aid Dependency?*

Kpodar, Kangni et Maelan Le Goff

11/233*Determinants of Non-oil Growth in the CFA-Zone Oil Producing Countries: How do they Differ?*

Tabova, Alexandra et Carol L. Baker

11/232*Inflation Dynamics in the CEMAC Region*

Caceres, Carlos, Marcos Poplawski-Ribeiro et Darlena Tartari

11/207*External Sustainability of Oil-Producing Sub-Saharan African Countries*

Takebe, Misa et Robert C. York

11/205*The Cyclical Policy of Fiscal Policies in the CEMAC Region*

Mpatswe, Gaston K., Sampawende J. Tapsoba et Robert C. York

11/204*South Africa: The Cyclical Behavior of the Markups and Its Implications for Monetary Policy*

Klein, Nir

11/202

Burkina Faso—Policies to Protect the Poor from the Impact of Food and Energy Price Increases

Arze del Granado, Javier et Isabell Adenauer

11/198

De Jure versus De Facto Exchange Rate Regimes in Sub-Saharan Africa

Slavov, Slavi T.

11/196

Financial Deepening, Property Rights and Poverty: Evidence from Sub-Saharan Africa

Singh, Raju Jan et Yifei Huang

11/178

FDI from BRICs to LICs: Emerging Growth Driver?

Mlachila, Montfort et Misa Takebe

11/176

Determinants of Interest Rate Pass-Through: Do Macroeconomic Conditions and Financial Market Structure Matter?

Gigineishvili, Nikoloz

11/174

The Quest for Higher Growth in the WAEMU Region: The Role of Accelerations and Decelerations

Kinda, Tidiane et Montfort Mlachila

11/172

Fiscal Policy Implementation in Sub-Saharan Africa

Lledo, Victor Duarte et Marcos Poplawski Ribeiro

11/149

Post-Conflict Recovery: Institutions, Aid, or Luck?

David, Antonio, Fabiano Rodrigues Bastos et Marshall Mills

11/104

Ghana: Will It Be Gifted, or Will It Be Cursed?

Aydin, Burcu

11/102

Oil Spill(over)s: Linkages in Petroleum Product Pricing Policies in West African Countries

David, Antonio, Mohamed El Harrak, Marshall Mills et Lorraine Ocampos

11/80

Feeling the Elephant's Weight: The Impact of Côte d'Ivoire's Crisis on WAEMU Trade

Egoumé-Bossogo, Philippe et Ankouvi Nayo

11/73

ICT, Financial Inclusion, and Growth Evidence from African Countries

Andrianaivo, Mihasonirina et Kangni Kpodar

11/20

Feeling the Elephant's Weight: The Impact of Côte d'Ivoire's Crisis on WAEMU Trade

Egoumé-Bossogo, Philippe et Nayo Ankouvi

11/69

Fiscal Sustainability and the Fiscal Reaction Function for South Africa

Burger, Philippe, Alfredo Cuevas, Ian Stuart et Charl Jooste

11/64

Reviving the Competitive Storage Model: A Holistic Approach to Food Commodity Prices

Miao, Yanliang, Weifeng Wu et Norbert Funke

11/59

Inflation Uncertainty and Relative Price Variability in WAEMU

Fernandez Valdovinos, Carlos et Kerstin Gerling

11/57

Modeling Inflation in Chad

Kinda, Tidiane

11/48

Fiscal Expectations under the Stability and Growth Pact: Evidence from Survey Data

Poplawski-Ribeiro, Marcos et Jan-Christoph Rulke

11/40

Growth in Africa under Peace and Market Reforms

Korbut, Olessia, Gonzalo Salinas et Cheikh A. Gueye

11/9

Capital Flows, Exchange Rate Flexibility, and the Real Exchange Rate

Kinda, Tidiane, Jean-Louis Combes et Patrick Plane

10/292*Weathering the Global Storm: The Benefits of Monetary Policy Reform in the LA5 Countries*

Canales Kriljenko, Jorge Iván, Luis Ignacio Jácome, Ali Alichí et Ivan Luis de Oliveira Lima

10/269*Export Tax and Pricing Power: Two Hypotheses on the Cocoa Market in Côte d'Ivoire*

Kireyev, Alexei

10/225*What Can International Cricket Teach Us About the Role of Luck in Labor Markets?*

Aiyar, Shekhar et Rodney Ramcharan

10/217*Performance of Fiscal Accounts in South Africa in a Cross-Country Setting*

Aydin, Burcu

10/216*Cyclicality of Revenue and Structural Balances in South Africa*

Aydin, Burcu

10/210*Mother, Can I Trust the Government? Sustained Financial Deepening—A Political Institutions View*

Quintyn, Marc et Geneviève Verdier

10/195*Islamic Banking: How Has It Diffused?*

Imam, Patrick A. et Kangni Kpodar

10/191*A Macro Model of the Credit Channel in a Currency Union Member: The Case of Benin*

Samaké, Issouf

10/166*How Do International Financial Flows to Developing Countries Respond to Natural Disasters?*

David, Antonio

10/162*Exchange Rate Assessment for Sub-Saharan Economies*

Aydin, Burcu

10/148*Balance Sheet Vulnerabilities of Mauritius during a Decade of Shocks*

Imam, Patrick A. et Rainer Koehler

10/140*Beyond Aid: How Much Should African Countries Pay to Borrow?*

Gueye, Cheikh A. et Amadou N.R. Sy

10/136*Banking Efficiency and Financial Development in Sub-Saharan Africa*

Kablan, Sandrine

10/132*FDI Flows to Low-Income Countries: Global Drivers and Growth Implications*

Dabla-Norris, Era, Jiro Honda, Amina Lahrière-Révil et Geneviève Verdier

10/118*The Linkage between the Oil and Nonoil Sectors—A Panel VAR Approach*

Klein, Nir

10/115*Short- versus Long-Term Credit and Economic Performance: Evidence from the WAEMU*

Kpodar, Kangni et Kodzo Gbenyo

10/80*Budget Institutions and Fiscal Performance in Low-Income Countries*

Dabla-Norris, Era, Richard Allen, Luis-Felipe Zanna, Tej Prakash, Eteri Kvintradze, Victor Duarte Lledo, Irene Yackovlev et Sophia Gollwitzer

10/66*ICT Equipment Investment and Growth in Low- and Lower-Middle-Income Countries*

Haacker, Markus

10/58*The Real Exchange Rate and Growth Revisited: The Washington Consensus Strikes Back?*

Berg, Andrew et Yanliang Miao

10/49

Firm Productivity, Innovation, and Financial Development

Dabla-Norris, Era, Erasmus Kersting
et Geneviève Verdier

09/274

*Cyclical Patterns of Government Expenditures
in Sub-Saharan Africa: Facts and Factors*

Lledo, Victor, Irene Yackovlev et Lucie Gadenne

09/269

*A Framework to Assess the Effectiveness of IMF Technical
Assistance in National Accounts*

Pastor, Gonzalo C.

09/260

Improving Surveillance across the CEMAC Region

Iossifov, Plamen, Noriaki Kinoshita, Misa Takebe,
Robert C. York et Zaijin Zhan

09/244

*A Rule Based Medium-Term Fiscal Policy Framework for
Tanzania*

Kim, Daehaeng et Mika Saito

09/227

*Analyzing Fiscal Space Using the MAMS Model: An
Application to Burkina Faso*

Gottschalk, Jan, Vu Manh Le, Hans Lofgren
et Kofi Nouve

09/216

*Determinants and Macroeconomic Impact of Remittances
in Sub-Saharan Africa*

Singh, Raju Jan, Markus Haacker et Kyung-woo Lee

09/215

*São Tomé and Príncipe: Domestic Tax System and Tax
Revenue Potential*

Farhan, Nisreen

09/192

*The Gambia: Demand for Broad Money and Implications
for Monetary Policy Conduct*

Sriram, Subramanian S.

09/182

Understanding the Growth of African Markets

Yartey, Charles Amo et Mihasonirina Andrianaivo

09/180

*Credit Growth in Sub-Saharan Africa—Sources, Risks,
and Policy Responses*

Iossifov, Plamen et May Y. Khamis

09/155

*Spillovers from the Rest of the World into
Sub-Saharan African Countries*

Drummond, Paulo, Flavio Nacif et Gustavo Ramirez

09/148

*In Search of Successful Inflation Targeting: Evidence from
an Inflation Targeting Index*

Miao, Yanliang

09/146

*Introducing the Euro as Legal Tender—Benefits and Costs
of Euroization for Cape Verde*

Imam, Patrick A.

09/115

*The Macroeconomics of Scaling Up Aid: The Gleneagles
Initiative for Benin*

Mongardini, Joannes et Issouf Samaké

09/114

*Sub-Saharan Africa's Integration in the Global Financial
Markets*

Deléchat, Corinne, Gustavo Ramirez, Smita Wagh
et John Wakeman-Linn

09/113

*Financial Deepening in the CFA Franc Zone: The Role of
Institutions*

Singh, Raju, Kangni Kpodar et Dhaneshwar Ghura

09/107

Madagascar: A Competitiveness and Exchange Rate Assessment

Eyraud, Luc

09/98

Understanding Inflation Inertia in Angola

Klein, Nir et Alexander Kyei

09/75

*Grants, Remittances, and the Equilibrium Real Exchange
Rate in Sub-Saharan African Countries*

Mongardini, Joannes et Brett Rayner

09/37

Dedollarization in Liberia—Lessons from Cross-Country Experience

Erasmus, Lodewyk, Jules Leichter et Jeta Menkulasi

09/36

The Macroeconomic Impact of Scaled-Up Aid: The Case of Niger

Farah, Abdikarim, Emilio Sacerdoti et Gonzalo Salinas

09/27

The Value of Institutions for Financial Markets: Evidence from Emerging Markets

Akitoby, Bernardin et Thomas Stratmann

09/25

Why Isn't South Africa Growing Faster? A Comparative Approach

Eyraud, Luc

09/15

The Determinants of Commercial Bank Profitability in Sub-Saharan Africa

Flamini, Valentina, Calvin A. McDonald
et Liliane Schumacher

09/14

Bank Efficiency in Sub-Saharan African Middle-Income Countries

Chen, Chuling

09/11

How Can Burundi Raise Its Growth Rate? The Impact of Civil Conflicts and State Intervention on Burundi's Growth Performance

Basdevant, Olivier